INTERNATIONALISME OU FRENCH CAMP-CAMP ?

L'INTERNATIONALISME, LE CAMPISME ET LA GAUCHE



BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

SYLLEPSE ÉDITIONS

ÉDITIONS SYLLEPSE
69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS
WWW.SYLLEPSE.NET
ISBN : 979-10-399-0-423-0
Illustration de couverture : Katya Gritseva.

LES BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ OU LA DIALECTIQUE DES ARMES, DU SABLE ET DES MOTS

C'est un cocktail à la fois étonnant et détonnant que les éditions Syllepse ont concocté avec les Brigades éditoriales de solidarité[1].

S'opposer à la guerre et exiger des armes.

Demander des armes et s'opposer à la militarisation.

Soutenir l'Ukraine en armes et soutenir la Russie dissidente qui déserte.

Donner la parole aux solidarités combattantes – celles des cheminots biélorusses, des convois syndicaux, des dockers scandinaves – et rester muet (de stupeur, voire de colère) devant ceux qui, au contraire, bloquent les acheminements d'armes destinées à la résistance ukrainienne.

Appuyer la gauche ukrainienne qui prend les armes et la gauche russe qui prend la parole malgré le talon de fer poutinien.

Fournir des gilets pare-balles aux syndicalistes sous le feu russe.

Publier les armes de la nuit des maisons d'édition et des revues ukrainiennes étouffées par la guerre et dispersées par l'exil.

Oui, nous avons prié Saint-Javelin pour qu'il aide cette République – certes plus qu'imparfaite – envahie, martyrisée, pillée, violée, bombardée, dévastée…

Oui, avouons-le, nous avons applaudi quand le navire amiral russe s'est abîmé au fond de la mer Noire.

Oui, nous avons été soulagés quand l'étau a été desserré autour de Kyiv et nous avons exulté devant la défaite du rouleau compresseur russe.

Que serait-il advenu de la « paix » et du « neutralisme » si Kyiv avait été prise et qu'une marionnette du Kremlin y avait été installée au pouvoir ? Sans doute aurait-il fallu renégocier le prix du gaz et du blé ?

Pour que les troupes russes se retirent d'Ukraine, les armes et la poudre vont encore être nécessaires.

Pour que l'Ukraine retrouve sa liberté, il faudra aussi que la poudre se transforme en sable, ces petits grains de rien du tout qui grippent les moteurs et oxydent le blindage mental des conducteurs de chars.

Pour cela, il faut que l'armée et les citoyen·nes d'Ukraine tiennent bon. Malgré la terreur.

Pour que ces petits grains de sable s'infiltrent dans les consciences et enraient la machine de guerre de l'impérialisme russe, il faut que l'Ukraine résiste.

Pour que les hommes du Kremlin s'entre-déchirent, il faut que l'Ukraine résiste.

Pour que les peuples de Russie se libèrent du knout poutinien, il faut que l'Ukraine résiste.

Barcelone et Guernica, Dien Bien Phu et Da Nang sont (re)venus hanter nos discussions. Dantzig et Munich aussi. Des lieux, si proches et si lointains, des symboles, des souvenirs de contrebande, des leçons surtout.

« Apprendre à penser », nous enjoignait un vieux compagnon. « Apprendre à penser[2] », avec la guerre et contre la guerre.

C'est ce que nous essayons de faire en combinant le fracas des armes avec le silence de la mer.

C'est ce que nous essayons de faire en soutenant en Ukraine l'effort de guerre du peuple en armes et ses expressions démocratiques.

C'est ce que nous essayons de faire en soutenant la dissidence, les déserteurs et les saboteurs de Russie et du Bélarus.

Apprendre à penser et agir ensemble pour penser, c'est ce que nous faisons…

---

1. Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie poutinienne. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites À l'encontre (Lausanne), Europe solidaire sans frontières (Paris), Trasversales (Madrid) et Presse-toi à gauche (Québec), les blogs Entre les lignes entre les mots (Paris) et Utopia Rossa (Rome), ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

2. Imaginez, nous disait-il, qu'une colonie se soulève contre la métropole coloniale et qu'une puissance concurrente, poussée par ses propres intérêts, envoie des armes aux rebelles. La gauche de la puissance concurrente doit-elle s'opposer à l'envoi d'armes aux rebelles ? Non, bien sûr. D'ailleurs, insistait-il, si les dockers de cette puissance se mettaient en grève, ils devraient faire une exception pour les navires transportant l'aide aux rebelles. En revanche, leurs homologues de la métropole coloniale devraient tout faire pour empêcher l'envoi d'armes contre les rebelles. Cela signifie-t-il que la gauche cesse de lutter contre son propre gouvernement ? Pas du tout ! La puissance concurrente n'aide d'ailleurs les rebelles que pour affaiblir son ennemi et faire ensuite main basse sur sa colonie. La gauche ne manquera pas d'alerter les rebelles sur les objectifs des pourvoyeurs d'armes. Si la barricade n'a que deux côtés, la politique concrète de l'internationalisme prolétarien a besoin que nous apprenions à penser.

PACIFISME, NEUTRALISME, PAIX, DÉSARMEMENT…
CE QUE PEUVENT CACHER LES MOTS

PATRICK SILBERSTEIN

Cela fera bientôt cinq ans que, face à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par l'impérialisme russe, une partie importante de la gauche politique (je dis bien *politique*) – notamment française – détourne, au mieux, le regard et, au pire, regarde le régime de Poutine avec les yeux de Chimène[1].

Cela fera bientôt cinq ans que les gauches ukrainiennes – politiques, syndicales ou féministes… – interpellent sans relâche ces mêmes gauches sur leurs prises de position, leurs silences et leur aveuglement.

Cela fait bientôt cinq ans que, à rebours de ces gauches *politiques,* le mouvement syndical – notamment français – et une large part de la société ont fait le choix de la solidarité concrète en s'engageant politiquement et matériellement aux côtés du peuple ukrainien en résistance.

Les récentes déclarations de Jean-Luc Mélenchon, au nom de La France insoumise, ont provoqué un tollé, suscité une vague d'interrogations et fait naître un profond malaise au sein du « peuple de gauche ». Le Comité français du Réseau de solidarité acec l'Ukraine (RESU) a répondu au chef de La France insoumise par une mise au point largement reprise et discutée dans la presse comme dans les cercles de gauche.

C'est, nous semble-t-il, l'occasion d'ouvrir un large débat. Un débat sur la défense de l'Ukraine et de son peuple, sur l'impérialisme, le fascisme et le colonialisme russes, sur le droit à l'autodétermination, sur la lutte de libération nationale et sociale du peuple ukrainien, et sur ce que signifient aujourd'hui l'internationalisme ou encore le pacifisme.

C'est dans cette perspective que s'inscrit ce recueil. Parmi les milliers de pages et les centaines d'articles que la revue *Soutien à l'Ukraine résistante* a publiés depuis février 2022, nous avons sélectionné quelques dizaines de textes qui sonnent l'alarme : où vont ces gauches sourdes, aveugles ou complices ? Ces textes ne constituent qu'une maigre part de ce qui a été publié dans cette revue qui a fait le choix de donner la parole aux résistances ukrainiennes. Mais à bien y regarder, c'est en réalité beaucoup. C'est malheureusement le reflet du silence d'une certaine gauche politique, silence qu'on pourrait qualifier d'étrange s'il n'avait des précédents et le goût de la défaite.

Les textes rassemblés ici interrogent, sous des angles différents, les positions et les discours que recouvrent, dans le monde concret qui est le nôtre aujourd'hui, les notions de « campisme », de « tankisme » (le vocabulaire anglo-saxon est ici beaucoup plus direct), de défaitisme, de désarmement, de pacifisme et de neutralisme.

Ce recueil s'ouvre naturellement sur la déclaration du RESU[2], suivie d'une sélection de textes publiés au fil des 52 numéros de *Soutien à l'Ukraine résistante*. L'ouvrage est organisé en deux sections.

La première, « Paroles d'Ukraine », est consacrée aux voix ukrainiennes. La seconde, « Paroles du monde », rassemble des contributions venues de France, de divers pays européens, des États-Unis et de Russie. Dans chacune de ces sections, les textes sont présentés dans l'ordre chronologique de leur parution dans *Soutien à l'Ukraine résistante*[3].

1. On retrouvera dans plusieurs numéros de *Soutien à l'Ukraine résistante* une rubrique intitulée : « Bonimenteurs et bonimenteurs ». Le bonimenteur étant celui qui argumente habilement pour vendre sa marchandise tandis que le boni-menteur est celui qui ment délibérément pour vendre sa marchandise.

2. Il est à noter que déjà que le 28 août 2025, le Comité français du RESU avait lancé une alerte, publiée dans le nº 42 de *Soutien à l'Ukraine résistante* (12 septembre 2025) en publiant un Communiqué. Voir ici page 172.

3. Tous les numéros sont téléchargeables sur plusieurs sites.

À LA SUITE DES DÉCLARATIONS DE JEAN-LUC MÉLENCHON CONCERNANT L'UKRAINE ET LES TERRITOIRES OCCUPÉS PAR LA RUSSIE

COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE
(8 NOVEMBRE 2026)

Lors de son meeting au Bourget, le 7 novembre 2026, Jean-Luc Mélenchon a notamment déclaré :

> Nous n'acceptons pas qu'on envisage une paix avec des concessions territoriales en Ukraine, sans qu'on demande aux populations concernées si elles sont d'accord pour se trouver de ce côté-ci de la frontière ou de l'autre. C'est au peuple de décider lui-même de ce qu'il veut. Je veux dénoncer la complaisance de Messieurs Mesdames les grands airs, mais qui oublient, chaque fois qu'ils parlent de l'Ukraine, de parler des droits de la population du Donbass, qui a le droit de savoir si elle veut être ukrainienne ou russe, si la question est posée d'un accord entre les deux nations.

Jean-Luc Mélenchon sait-il que des votes ont déjà eu lieu sur cette question, et qu'elle a été tranchée sans ambiguïté ? A-t-il vu les images des élections législatives russes de cette année dans les territoires temporairement occupés sous haute surveillance armée ? Est-ce qu'il croit sérieusement que les Russes laisseraient revenir voter les millions de déplacés de la Crimée et du Donbass ?

Un rappel : le Donbass a voté à 75 % en 1991 pour le rattachement à l'Ukraine indépendante. Ce référendum avait été organisé par les autorités ex-soviétiques, dont la Russie.

Qu'est-ce qui a changé avec l'occupation depuis 2014 : le Donbass a été vidé d'une partie de ses habitants. Une autre partie vit dans les geôles russes ou est prise en otage. Une troisième partie vit sous la répression de l'État russe ou de fractions de la population armée par la Russie. Les passeports ukrainiens ont été détruits ou confisqués, notamment lors des contrôles, pour obliger les gens à demander un passeport russe. Des pans entiers de ces territoires sont sous le feu des combats. Enfin, une partie de la population est issue du peuplement de colonisation russe ou des forces armées russes.

L'accès aux soins, aux retraites, à l'emploi et les droits à la propriété pour toute personne refusant le passeport russe sont fortement restreints…

Près de 20 000 enfants ukrainiens ont été officiellement identifiés par Kyiv comme ayant été déplacés ou déportés en Russie ou dans les territoires occupés depuis février 2022. Ils subissent des programmes de rééducation, une militarisation et une assimilation forcée visant à effacer leur identité ukrainienne.

La Cour pénale internationale a émis, en 2023, un mandat d'arrêt contre Poutine et sa secrétaire aux droits de l'enfant, Maria Lvova-Belova, pour ce crime de « déportation illégale ».

Le droit : peut-on proposer un référendum dans une zone sous occupation militaire, sous la menace des armes ?

M. Mélenchon serait-il prêt à exiger que cela se fasse sous contrôle international, après le retrait des forces d'invasion russes, en excluant du corps électoral ceux qui s'y sont installés après 2014 (les colons) et en y intégrant tous ceux qui ont dû fuir l'occupation ? Des principes remis au goût du jour à l'occasion des débats sur le statut de la Kanaky…

Un principe : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que la Russie bafoue en envahissant l'Ukraine.

Ce principe qu'enfin la France insoumise avait reconnu pour le peuple corse (vote à l'Assemblée nationale en juin 2026) serait-il refusé au peuple ukrainien ?

Le Comité français du RESU tient à réaffirmer son opposition à des propositions qu'il a déjà dénoncées lorsqu'elles ont été formulées par Trump ou Poutine.

Il réaffirme son soutien à la résistance du peuple ukrainien et à son intégrité territoriale.

PAROLES D'UKRAINE

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 1, 3 MARS 2022

LETTRE DE KIEV À LA GAUCHE OCCIDENTALE

TARAS BILOUS

J'écris ces lignes à Kiev, alors que la ville est attaquée par l'artillerie. Jusqu'à la dernière minute, j'avais espéré que les troupes russes ne lanceraient pas une invasion à grande échelle. Maintenant, je ne peux que remercier ceux qui ont transmis l'information aux services de renseignement des États-Unis.

Hier, j'ai passé la moitié de la journée à me demander si je devais rejoindre une unité de défense territoriale. Dans la nuit qui a suivi, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a signé un ordre de mobilisation générale et les troupes russes ont avancé et se sont préparées à encercler Kiev, ce qui m'a décidé.

Mais avant de prendre mon poste, je voudrais communiquer à la gauche occidentale ce que je pense de sa réaction face à l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Tout d'abord, je suis reconnaissant aux membres de la gauche qui organisent maintenant des piquets de grève devant les ambassades russes – même ceux qui ont pris leur temps pour comprendre que la Russie était l'agresseur dans ce conflit. Je suis reconnaissant aux politiciens qui soutiennent l'idée de faire pression sur la Russie pour qu'elle mette fin à l'invasion et retire ses troupes. Et je suis reconnaissant envers la délégation de députés, de syndicalistes et de militants britanniques et gallois qui sont venus nous soutenir et nous écouter dans les jours qui ont précédé l'invasion russe. Je suis également reconnaissant à la Campagne de solidarité avec l'Ukraine au Royaume-Uni pour son aide pendant de nombreuses années.

Cet article concerne l'autre partie de la gauche occidentale. Ceux qui ont imaginé «l'agression de l'OTAN en Ukraine», et qui étaient incapables de voir l'agression russe – comme la section de la Nouvelle-Orléans des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA). Ou le comité international de DSA, qui a publié une déclaration honteuse ne disant pas un seul mot critique contre la Russie (je suis très reconnaissant à Stephen R. Shalom, Dan La Botz. Thomas Harrison pour leur critique de cette déclaration). Ou ceux qui ont critiqué l'Ukraine pour ne pas avoir appliqué les accords de Minsk et ont gardé le silence sur la violation de ces accords par la Russie et les prétendues «républiques populaires» [Donetsk et Lougansk]. Ou ceux qui ont exagéré l'influence de l'extrême droite en Ukraine, mais n'ont pas remarqué l'extrême droite dans les «républiques populaires» et ont évité de critiquer la politique conservatrice, nationaliste et autoritaire de Poutine. Vous êtes en partie responsable de ce qui se passe.

Cela fait partie d'un phénomène plus large dans le mouvement «antiguerre» occidental, généralement appelé «campisme» par les critiques de la gauche. L'autrice et militante britannico-syrienne Leila Al-Shami lui a donné un nom plus fort : l'«anti-impérialisme des idiots». Lisez son merveilleux essai de 2018 si vous ne l'avez pas encore fait. Je ne répéterai ici que la thèse principale : l'activité d'une grande partie de la gauche «antiguerre» occidentale sur la guerre en Syrie n'avait rien à voir avec l'arrêt de la guerre. Elle s'est seulement opposée à l'ingérence occidentale, tout en ignorant, voire en soutenant, l'engagement de la Russie et de l'Iran, sans parler de leur attitude envers le régime Assad «légitimement élu» en Syrie.

«Un certain nombre d'organisations antiguerre ont justifié leur silence sur les interventions russes et iraniennes en arguant que l'ennemi principal est à la maison, écrit Al-Shami. Cela les dispense d'entreprendre toute analyse sérieuse du pouvoir pour déterminer qui sont réellement les principaux acteurs de la guerre.» Malheureusement, nous avons vu le même cliché idéologique se répéter à propos de l'Ukraine. Même après que la Russie a reconnu l'indépendance des «républiques populaires» en début de semaine, Branko Marcetic, rédacteur du magazine états-unien de gauche *Jacobin,* a rédigé un article presque entièrement consacré à la critique des États-Unis. En ce qui concerne les actions de

Poutine, il est allé jusqu'à faire remarquer que le dirigeant russe avait « signalé des ambitions moins que bienveillantes ». Sérieusement ?

Je ne suis pas un fan de l'OTAN. Je sais qu'après la fin de la guerre froide, le bloc (OTAN) a perdu sa fonction défensive et a mené des politiques agressives. Je sais que l'expansion de l'OTAN vers l'est a sapé les efforts visant au désarmement nucléaire et à former un système de sécurité commun. L'OTAN a tenté de marginaliser le rôle des Nations unies et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et de les discréditer en les qualifiant d'« organisations inefficaces ». Mais nous ne pouvons pas revenir sur le passé. Nous devons nous fixer sur les circonstances actuelles lorsque nous cherchons un moyen de sortir de cette situation.

Combien de fois la gauche occidentale a-t-elle évoqué les promesses informelles des États-Unis à l'ancien président russe, Mikhaïl Gorbatchev, au sujet de l'OTAN (« pas un pouce vers l'est »), et combien de fois a-t-elle mentionné le Mémorandum de Budapest de 1994, qui garantit la souveraineté de l'Ukraine ? Combien de fois la gauche occidentale a-t-elle soutenu les « préoccupations légitimes en matière de sécurité » de la Russie, un État qui possède le deuxième plus grand arsenal nucléaire du monde ? Et, par contre, combien de fois a-t-elle rappelé les préoccupations sécuritaires de l'Ukraine, un État qui a dû échanger ses armes nucléaires, sous la pression des États-Unis et de la Russie, contre un morceau de papier (le Mémorandum de Budapest) que Poutine a piétiné définitivement en 2014 ? Les critiques de gauche de l'OTAN ont-ils jamais pensé que l'Ukraine est la principale victime des changements provoqués par l'expansion de l'OTAN ?

À maintes reprises, la gauche occidentale a répondu à la critique de la Russie en mentionnant l'agression des États-Unis contre l'Afghanistan, l'Irak et d'autres États. Bien sûr, ces États doivent être inclus dans la discussion – mais comment, exactement ?

L'argument de la gauche devrait être qu'en 2003, les autres gouvernements n'ont pas exercé suffisamment de pression sur les États-Unis à propos de l'Irak. Non pas qu'il soit nécessaire d'exercer moins de pression sur la Russie au sujet de l'Ukraine maintenant.

UNE ERREUR ÉVIDENTE

Imaginez un instant qu'en 2003, lorsque les États-Unis se préparaient à envahir l'Irak, la Russie se soit comportée comme les États-Unis l'ont fait ces dernières semaines, avec des menaces d'escalade.

Imaginez maintenant ce que la gauche russe aurait pu faire dans cette situation, selon le dogme « notre principal ennemi est chez nous ». Aurait-elle critiqué le gouvernement russe pour cette « escalade », en disant qu'il « ne devrait pas réduire les contradictions interimpérialistes » ? Il est évident pour tout le monde qu'un tel comportement, dans ce cas, aurait été une erreur. Pourquoi n'était-ce pas évident dans le cas de l'agression contre l'Ukraine ?

Si les États-Unis et la Russie parvenaient à un accord et commençaient une nouvelle guerre froide contre la Chine, serait-ce vraiment ce que nous voulons ?

Dans un autre article de *Jacobin* datant du début de ce mois, Marcetic est allé jusqu'à dire que Tucker Carlson de Fox News avait « complètement raison » à propos de la « crise ukrainienne ». Ce que Carlson avait fait, c'était remettre en question « la valeur stratégique de l'Ukraine pour les États-Unis ». Même Tariq Ali, dans la *New Left Review,* a cité de manière approbatrice le calcul de l'amiral allemand Kay-Achim Schönbach, qui a déclaré qu'exprimer du « respect » à Poutine au sujet de l'Ukraine était « un coût faible, voire nul » étant donné que la Russie pourrait être un allié utile contre la Chine. Êtes-vous sérieux ? Si les États-Unis et la Russie pouvaient s'entendre et commencer une nouvelle guerre froide contre la Chine en tant qu'alliés, serait-ce vraiment ce que nous voulons ?

RÉFORMER L'ONU

Je ne suis pas un fan de l'internationalisme libéral. Les socialistes devraient le critiquer. Mais cela ne signifie pas que nous devons soutenir la division des « sphères d'intérêt » entre les États impérialistes. Au lieu de chercher un nouvel équilibre entre les deux impérialismes, la gauche doit lutter pour une démocratisation de l'ordre de sécurité international. Nous avons besoin d'une politique mondiale et d'un système mondial de sécurité internationale. Nous avons ce dernier : c'est l'ONU. Oui, elle a

beaucoup de défauts, et elle est souvent l'objet de justes critiques. Mais on peut critiquer soit pour récuser quelque chose, soit pour l'améliorer. Dans le cas de l'ONU, nous avons besoin de cette dernière. Nous avons besoin d'une vision de gauche pour la réforme et la démocratisation de l'ONU.

Bien sûr, cela ne signifie pas que la gauche doit soutenir toutes les décisions de l'ONU. Mais un renforcement global du rôle de l'ONU dans la résolution des conflits armés permettrait à la gauche de minimiser l'importance des alliances militaro-politiques et de réduire le nombre de victimes. (Dans un article précédent, j'ai écrit comment les casques bleus auraient pu aider à résoudre le conflit de Donbass. Malheureusement, cela n'est plus d'actualité aujourd'hui.) Après tout, nous avons également besoin de l'ONU pour résoudre la crise climatique et d'autres problèmes mondiaux. La réticence de nombreuses forces de gauche internationales à y faire appel est une terrible erreur.

Après l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes, David Broder, rédacteur en chef de *Jacobin Europe,* a écrit que la gauche « ne devrait pas s'excuser de s'opposer à une réponse militaire américaine ». Ce n'était pas l'intention de Biden de toute façon, comme il l'a dit à plusieurs reprises. Mais une grande partie de la gauche occidentale devrait honnêtement admettre qu'elle a complètement « merdé » dans la formulation de sa réponse à la « crise ukrainienne ».

MON POINT DE VUE

Je terminerai en parlant brièvement de moi-même et de mon point de vue.

Au cours des huit dernières années, la guerre du Donbass a été la principale question qui a divisé la gauche ukrainienne. Chacun d'entre nous a formé sa position sous l'influence de son expérience personnelle et d'autres facteurs. Ainsi, un autre militant de gauche ukrainien aurait écrit cet article différemment.

Je suis né dans le Donbass, mais dans une famille ukrainophone et nationaliste. Mon père s'est engagé dans l'extrême droite dans les années 1990, en observant le déclin économique de l'Ukraine et l'enrichissement de l'ancienne direction du Parti communiste, qu'il combattait depuis le milieu des années 1980. Il a bien sûr des opinions très antirusses, mais aussi anti-américaines. Je me souviens encore de ses paroles le 11 septembre 2001. Alors qu'il regardait les tours jumelles s'effondrer à la télévision, il a déclaré que les responsables étaient des « héros » (il ne le pense plus – maintenant il croit que les Américains les ont fait exploser exprès).

Lorsque la guerre a commencé dans le Donbass en 2014, mon père a rejoint le bataillon d'extrême droite Aidar en tant que volontaire, ma mère a fui Lougansk, et mon grand-père et ma grand-mère sont restés dans leur village qui est tombé sous le contrôle de la « République populaire de Lougansk ». Mon grand-père a condamné la révolution ukrainienne de l'Euromaïdan. Il soutient Poutine qui, dit-il, a « rétabli l'ordre en Russie ». Néanmoins, nous essayons tous de continuer à nous parler (mais pas de politique) et à nous entraider. J'essaie d'avoir de la sympathie pour eux. Après tout, mon grand-père et ma grand-mère ont passé toute leur vie à travailler dans une ferme collective. Mon père était un ouvrier du bâtiment. La vie n'a pas été tendre avec eux.

Les événements de 2014 – la révolution suivie de la guerre – m'ont poussé dans la direction opposée de la plupart des gens en Ukraine. La guerre a tué le nationalisme en moi et m'a poussé vers la gauche. Je veux me battre pour un meilleur avenir pour l'humanité, et non pour la nation. Mes parents, avec leur traumatisme post-soviétique, ne comprennent pas mes opinions socialistes. Mon père est dédaigneux à l'égard de mon « pacifisme », et nous avons eu une conversation désagréable après que je me sois présenté à une manifestation antifasciste avec une pancarte demandant la dissolution du régiment Azov d'extrême droite.

Lorsque Volodymyr Zelensky est devenu président de l'Ukraine au printemps 2019, j'ai espéré que cela pourrait empêcher la catastrophe qui se déroule actuellement. Après tout, il est difficile de diaboliser un président russophone qui a gagné avec un programme de paix pour le Donbass et dont les blagues étaient populaires parmi les Ukrainiens comme les Russes. Malheureusement, je me suis trompé. Si la victoire de Volodymyr Zelensky a

changé l'attitude de nombreux Russes envers l'Ukraine, cela n'a pas empêché la guerre.

Ces dernières années, j'ai écrit sur le processus de paix et sur les victimes civiles des deux côtés de la guerre du Donbass. J'ai essayé de promouvoir le dialogue. Mais tout cela est parti en fumée, maintenant. Il n'y aura pas de compromis. Poutine peut planifier ce qu'il veut, mais même si la Russie s'empare de Kiev et instaure son gouvernement d'occupation, nous y résisterons. La lutte durera jusqu'à ce que la Russie quitte l'Ukraine et paie pour toutes les victimes et toutes les destructions.

Mes derniers mots s'adressent donc au peuple russe : dépêchez-vous de renverser le régime de Poutine. C'est dans votre intérêt comme dans le nôtre.

Tarac Bilous est historien. Membre de l'organisation ukrainienne Sotsialnyi Rukh, éditeur de la revue *Commons,* il s'est engagé dans l'armée ukrainienne. Publié par *Open Democracy,* 25 février 2022. Traduction par la rédaction de *À l'Encontre*.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 2, 10 MARS 2022

SE PLAINDRE DES ÉTATS-UNIS NE SUFFIT PAS. À LA GAUCHE OCCIDENTALE : SUR VOS ERREURS ET LES NÔTRES

VOLODYMYR ARTIUKH

Ici, dans le monde post-soviétique, nous avons beaucoup appris de vous. Par « nous », j'entends les chercheur·es et les militant·es communistes, socialistes démocratiques, anarchistes de gauche, féministes, atomisé·es ou vaguement organis·es, de Kiev, Lviv, Minsk, Moscou, Saint-Pétersbourg et d'autres endroits qui sont plongés dans les horreurs de la guerre et de la violence policière. Après que notre propre tradition marxiste a été sclérosée, dégradée et marginalisée, nous avons lu les analyses du *Capital* en anglais. Après l'effondrement de l'Union soviétique, nous nous sommes appuyé·es sur votre analyse de l'hégémonie américaine, du tournant néolibéral dans les formes d'accumulation du capital, et du néo-impérialisme occidental. Nous avons également été encouragé·es par les mouvements sociaux occidentaux, de l'altermondialisme aux protestations antiguerre, d'Occupy à Black Lives Matter.

Nous apprécions la façon dont vous avez essayé de théoriser notre coin du monde. Vous avez souligné à juste titre que les États-Unis ont contribué à saper les options démocratiques et économiquement progressistes de la transformation post-soviétique en Russie et ailleurs. Vous avez raison de dire que les États-Unis et l'Europe n'ont pas réussi à créer un environnement de sécurité qui inclurait la Russie et d'autres pays post-soviétiques. Nos pays ont longtemps été dans une position où ils ont dû s'adapter, faire des concessions, accepter des conditions humiliantes. Vous l'avez fait avec une sympathie qui frise le romantisme, et nous l'avons parfois toléré.

Cependant, au milieu du bombardement de Kharkiv par la Russie, nous voyons les limites de ce que nous avons appris de vous. Ces connaissances ont été produites dans les conditions de l'hégémonie américaine, qui a atteint ses limites face aux lignes rouges sanglantes de la Russie. Les États-Unis ont perdu leur capacité à représenter leurs intérêts comme des intérêts communs à la Russie et à la Chine, ils ne peuvent plus imposer leur vision avec la puissance militaire, et leur influence économique se réduit. Malgré ce que beaucoup d'entre vous prétendent, la Russie ne répond plus, ne s'adapte plus, ne fait plus de concessions, elle a regagné son pouvoir d'action et elle est capable de façonner le monde qui l'entoure. La boîte à outils de la Russie est différente de celle des États-Unis, elle n'est pas hégémonique, car elle s'appuie sur la force brute plutôt que sur une puissance pacifique et l'économie. Néanmoins, la force

brute est un outil puissant, comme vous le savez tous par le comportement des États-Unis en Amérique latine, en Irak, en Afghanistan et dans le monde entier. La Russie a imité l'infrastructure coercitive de l'impérialisme américain sans préserver son noyau hégémonique.

Et pourtant, ce mimétisme ne signifie pas dépendance. La Russie est devenue un agent autonome, ses actions sont déterminées par sa propre dynamique politique interne, et les conséquences de ses actions sont désormais contraires aux intérêts occidentaux. La Russie façonne le monde qui l'entoure, impose ses propres règles comme le faisaient les États-Unis, mais par d'autres moyens. Le sentiment de perte du sens des réalités que ressentent de nombreux commentateurs – «ça ne se passe pas comme ça chez nous» – vient du fait que les élites russes en guerre sont capables d'imposer leurs illusions, de les transformer en fait sur le terrain, de les faire accepter aux autres malgré eux. Ces illusions ne sont plus déterminées par les États-Unis ou l'Europe, elles ne sont pas une réaction, elles sont une pure création.

Après avoir fait face à l'«impossible à imaginer», je vois comment la gauche occidentale fait ce qu'elle a fait de mieux : analyser le néo-impérialisme américain, l'expansion de l'OTAN. Ce n'est plus suffisant car cela n'explique pas le monde qui émerge des ruines de Donbass et de Kharkiv. Le monde n'est pas décrit de manière exhaustive s'il est présenté comme étant façonné par les actions des États-Unis ou par réaction à celles-ci. Il existe une dynamique propre, et les États-Unis et l'Europe sont en mode réactif dans de nombreux domaines. Vous expliquez les causes lointaines au lieu de remarquer les tendances émergentes.

Ainsi, je suis frappé de voir comment, en parlant des processus dramatiques dans notre coin du monde, vous les réduisez à une réaction à l'activité de votre propre gouvernement et des élites économiques. Vous nous avez appris tout ce qu'il faut savoir sur les États-Unis et l'OTAN, mais cette connaissance n'est plus si utile. Les États-Unis ont peut-être dessiné le contour de ce jeu de société, mais maintenant d'autres joueur·euses déplacent les pièces et dessinent leurs propres contours avec un marqueur rouge. Les explications centrées sur les États-Unis sont dépassées. J'ai lu tout ce qui a été écrit et dit à gauche sur l'escalade du conflit de l'année dernière entre les États-Unis, la Russie et l'Ukraine. La plupart de ces écrits étaient terriblement erronés, bien pire que de nombreuses explications venant du courant dominant. Leur pouvoir de prédiction était nul.

Il ne s'agit pas d'accuser la gauche occidentale d'ethnocentrisme, mais de mettre en évidence sa perspective limitée. Submergé par le brouillard de la guerre et le stress psychologique, je ne peux pas offrir une meilleure perspective. Je ne peux que demander de l'aide pour appréhender la situation en termes théoriques tout en incorporant les idées de notre coin du monde. Se plaindre des États-Unis ne nous est pas utile dans la mesure où vous pensez que cette récrimination l'est. Nous devons également faire un effort pour sortir des ruines du marxisme oriental et de la colonisation du marxisme occidental. Nous faisons des erreurs sur ce chemin, et vous pouvez nous accuser de nationalisme, d'idéalisme, de provincialisme. Apprenez de ces erreurs : maintenant, vous êtes aussi beaucoup plus provinciaux et vous êtes tentés de recourir à un manichéisme simpliste.

Vous êtes confronté·es au défi de réagir à une guerre qui n'est pas menée par vos pays. Compte tenu de toutes les impasses théoriques auxquelles j'ai fait allusion ci-dessus, il n'existe pas de moyen simple de formuler un message antiguerre. Une chose reste douloureusement claire : vous pouvez contribuer à gérer les conséquences de la guerre en apportant une aide aux réfugié·es d'Ukraine, quelle que soit la couleur de leur peau ou leur passeport. Vous pouvez également faire pression sur votre gouvernement pour qu'il annule la dette extérieure de l'Ukraine et fournisse une aide humanitaire.

Ne laissez pas des positions politiques bancales se substituer à une analyse de la situation. L'injonction selon laquelle l'ennemi principal est dans votre pays ne doit pas se traduire par une analyse erronée de la lutte interimpérialiste. À ce stade, les appels à démanteler l'OTAN ou, à l'inverse, à y accepter qui que ce soit, n'aideront pas ceux et celles qui souffrent sous les bombes en Ukraine, dans les prisons en Russie ou au Belarus. Les slogans sont plus nuisibles que jamais. En

qualifiant les Ukrainien·nes ou les Russes de fascistes, vous faites partie du problème et non de la solution. Une nouvelle réalité autonome émerge autour de la Russie, une réalité de destruction et de dures répressions, une réalité où un conflit nucléaire n'est plus impensable. Beaucoup d'entre nous ont ignoré les tendances qui mènent à cette réalité. Dans le brouillard de la guerre, nous ne voyons pas clairement les contours du nouveau. Pas plus, semble-t-il, que les gouvernements américain ou européens.

Dans cette réalité, nous, la gauche post-soviétique, aurons incomparablement moins de ressources organisationnelles, théoriques, et tout simplement vitales. Sans vous, nous lutterons pour survivre. Sans nous, vous serez plus près du précipice.

Volodymyr Artiukh est docteur en socio-anthropologie, membre du comité éditorial de la revue *Commons : Journal of Social Criticism.* Il est l'auteur d'une thèse consacrée aux relations de travail et au capitalisme d'État dans la Biélorussie post-soviétique. Publié par *Lefteast,* 2 mars 2022.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 3, 22 MARS 2022

LA GUERRE EN UKRAINE ET LES DILEMMES DE LA GAUCHE OCCIDENTALE

DARIA SABUROVA

Cet article décrit précisément la guerre vue d'Ukraine et la façon dont une partie de la population ukrainienne rejoint la résistance, en particulier les unités territoriales de défense : une vaste mobilisation populaire. Dès lors, Daria Saburova adresse un certain nombre de questions à la gauche anti-impérialiste, en particulier sur l'aide militaire pour la résistance populaire. Faute de quoi, selon elle, le salut internationaliste et la solidarité témoignée au peuple ukrainien risquent de demeurer abstraits.

Je ne suis pas une spécialiste, au sens académique du terme, ni des relations russo-ukrainiennes, ni des questions géopolitiques. Je fais une thèse en philosophie. Mais je suis née à Kyiv où j'ai vécu pendant vingt ans avant d'arriver en France. Ma famille est actuellement en Ukraine. Ma mère a quitté Kyiv le 28 février, mais beaucoup d'amis et de parents d'amis restent toujours dans la capitale, soit parce qu'ils et elles ont la responsabilité de personnes âgées et malades, soit pour avoir fait le choix de défendre leur ville et d'aider celles et ceux qui y sont restés. D'autres amis ont déjà pris la fuite et s'apprêtent à déposer des demandes d'asile en Pologne, en Allemagne ou en France. Depuis le premier jour de l'invasion, j'ai surtout suivi les informations locales, via les médias ukrainiens et différentes chaînes Telegram, ou bien directement via les témoignages de mes proches. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai décidé d'écrire ce texte, afin de parler de l'ampleur des destructions, des conditions de vie et de survie des personnes actuellement sur place, et des réseaux de solidarité et de résistance dans lesquels la population ukrainienne est massivement impliquée.

Après l'échec de la guerre-éclair, l'armée russe a intensifié les bombardements des centres urbains, notamment Kharkiv, Marioupol et Kyiv, sans épargner les quartiers résidentiels et les infrastructures civiles telles que les écoles et les hôpitaux. Ce qui se passe ressemble de plus en plus à une guerre punitive. Les images des banlieues nord-ouest de Kyiv peuvent en témoigner : Irpin, Borodyanka, Bucha, Gostomel, ainsi que plusieurs villages situés le long de la route Kyiv-Zhytomyr sont déjà à moitié détruites. Dans ces banlieues où les combats sont en cours, les populations sont privées d'électricité, de chauffage et de réseau depuis les premiers jours de la guerre. Ils doivent passer plusieurs journées d'affilée dans des caves froides et humides, inadaptées à la protection contre les missiles de type

«Grad» ou «Iskander» employées par l'armée russe. La situation est absolument dramatique. Même la Croix-Rouge ne s'aventure pas dans les territoires où stationnent et circulent les équipements russes. La semaine dernière, un premier accord concernant les «couloirs humanitaires» a été conclu entre les deux parties. Mais le cessez-le-feu est à peine respecté par l'armée russe. Les militaires tirent régulièrement sur les voitures des civils qui essayent de fuir individuellement ces zones de combat. Le 6 mars, une famille se dirigeant à pied vers un des bus d'évacuation a été abattue à Irpin. Le moyen le plus sûr de quitter la capitale reste pour l'instant le train partant de la gare centrale. Or, cette dernière a également déjà été endommagée par une explosion qui s'est produite en face de la gare le mercredi 2 mars. Prendre la route en voiture devient de plus en plus dangereux, et l'essence se fait rare : les soldats russes ont déjà détruit plusieurs dépôts de pétrole, notamment dans la région de Kyiv, et la priorité est désormais donnée aux besoins de l'armée. Pour le moment, les trains d'évacuation circulent régulièrement, mais ils sont bondés et les personnes s'entassent à quatre sur les banquettes individuelles, voire sont obligées de voyager debout ou assises par terre pendant plus de dix heures. À la gare de Lviv, où les réfugiés attendent les trains en direction de la Pologne, la situation devient de plus en plus tendue. Venant par la route, il faut attendre jusqu'à 24 heures pour franchir la frontière polonaise.

Mais c'est dans la ville assiégée de Marioupol – une ville russophone située dans le sud de la région administrative de Donetsk – que l'hypocrisie de l'«opération spéciale» visant à libérer ces territoires du joug des «nazis de Kyiv» se révèle dans toute sa brutalité extrême. Cette ville qui compte actuellement 360 000 habitants subit des bombardements massifs qui ont déjà fait au moins 1 500 victimes parmi les civils, qui commencent à être enterrés dans une fosse commune. Les habitants de la ville sont complètement coupés de tous les moyens de communication, de l'eau, de l'électricité et du chauffage. L'aide humanitaire ne peut y accéder et les couloirs humanitaires restent incertains. Une chaîne Telegram a commencé à recenser les personnes vivantes, pour que les familles et les amis puissent avoir des renseignements sur leurs proches qu'ils ne peuvent plus joindre depuis neuf jours.

Mais si Kyiv, Kharkiv, Marioupol et d'autres villes résistent à l'armée russe bien qu'elle possède un très net avantage militaire, c'est que, face à cette invasion, s'est dressée une vaste mobilisation populaire qui déborde largement les appareils de l'État, même dans les villes russophones qui devraient, selon la logique qui est à la fois celle de Poutine et d'une certaine gauche occidentale, accueillir à bras ouverts l'armée de libération. Cette mobilisation prend des formes multiples : à Energodar et dans d'autres villes, des gens désarmés sortent former des chaînes humaines pour empêcher l'avancement des chars russes ; dans les villes déjà occupées, à Kherson et à Melitopol, de grandes manifestations ont lieu pour protester contre l'envahisseur. Dans d'autres villes, les groupes de défense territoriale et les groupes de solidarité auto-organisés assurent la sécurité et l'approvisionnement des populations. Selon les paroles d'une amie restée à Kyiv, tout le monde est d'une manière ou d'une autre impliqué dans les groupes de solidarité via des milliers de chaînes Telegram spécialisées : il s'agit d'organiser des points de distribution et la livraison de la nourriture, des médicaments ou autres produits de première nécessité, notamment aux personnes isolées et les plus fragiles ; trouver ou proposer un logement ; demander ou indiquer la disponibilité des places dans les voitures pour évacuer les personnes vers l'Ukraine de l'Ouest. Chaque ville propose une liste de lieux (églises, gymnases, restaurants) qui peuvent accueillir gratuitement les réfugiés et les personnes en transit. La chaîne Telegram «Aide pour partir» compte désormais 94 000 membres, conducteurs et passagers confondus. Toutes ces initiatives sont horizontales et ne dépendent pas de l'État : symptôme à la fois de la faillite de l'État ukrainien, pris de court par une guerre de telle ampleur, mais aussi de l'élan de solidarité et de résistance du peuple ukrainien face à l'envahisseur.

Dans cette situation, j'ai été véritablement frappée par l'incapacité persistante d'une bonne partie de nos camarades en France et ailleurs à dépasser une vision du monde où le pouvoir responsable, en dernière instance, de toutes les guerres, ce sont les États-Unis

et l'OTAN. C'est la raison pour laquelle beaucoup d'analyses sur la situation en Ukraine portent, de manière étonnante, sur autre chose : il s'agit de remonter aux « causes profondes » assez lointaines, historiquement et géographiquement. Une telle approche géopolitique masque en partie la méconnaissance des processus politiques et sociaux de l'espace post-soviétique, alimentant notamment l'idée selon laquelle, au fond, tous les gouvernements oligarchiques de cette partie du monde se valent, quel que soit le degré de répression que ceux-ci abattent sur leur propre population et les populations d'États voisins. C'est au nom de cette vision réductrice des réalités complexes que les Ukrainiens sont pratiquement invités à capituler, soit directement, soit – de manière plus indirecte et sous couvert d'un antimilitarisme révolutionnaire – en s'opposant à toute aide militaire à l'Ukraine fournie par des pays membres de l'OTAN. Tout en adressant aux Ukrainiens un salut internationaliste, on suggère ainsi qu'ils devraient accepter l'occupation militaire et un gouvernement imposé par Poutine.

Certes, depuis l'invasion, peu de camarades se permettent de nier qu'on ait affaire à une agression militaire nourrie par les prétentions impérialistes de la Russie. Mais les positions campistes restent néanmoins lisibles dans différentes prises de position à travers l'ordre dans lequel les arguments sont présentés (oui l'agression inacceptable de l'Ukraine par la Russie, mais quand même l'encerclement de la Russie par l'OTAN), et qui continuent à soutenir l'image de la Russie comme une puissance impérialiste subalterne et essentiellement réactive. Samedi dernier, dans l'annonce Facebook de la manifestation « pour la paix » organisée par les jeunes du NPA à l'écart de la grande manifestation de soutien au peuple ukrainien qui se déroulait place de la République, on pouvait lire que l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie était une réaction de la Russie à la politique agressive de l'OTAN. On pouvait lire que les organisateurs soutiennent celles et ceux qui « en Ukraine comme en Russie », « se battent contre la guerre ». Or, les Ukrainiens ne se battent pas contre la guerre : ils sont, malgré eux, en guerre contre la Russie. Est-ce donc autre chose qu'une invitation à la capitulation ?

Quand la guerre a éclaté, compte tenu de la prééminence écrasante des forces russes, j'espérais moi-même que Kyiv serait occupée dans les 48 heures, pour qu'au moins le prix à payer pour une défaite certaine soit le moins élevé possible. Mais j'ai été, et nous avons tous été, je pense, stupéfaits par la résistance de l'armée et de la population ukrainienne. Il est important de faire comprendre aux camarades que celle-ci n'est pas actuellement l'affaire des seuls néonazis, ni même de l'État capitaliste ukrainien, ni des États impérialistes occidentaux. Mes ami.e.s anarchistes, socialistes, féministes s'inscrivent dans des groupes de solidarité, organisent des collectes pour l'armée ukrainienne, se mobilisent dans des groupes de défense territoriale. La population dans son ensemble semble très déterminée à défendre le simple droit de vivre en paix dans son pays, pays où manifester et exprimer publiquement des positions divergentes est devenu peut-être plus compliqué ces dernières années, mais non pas impossible, comme c'est le cas en Russie.

On ne doit certainement pas fermer les yeux sur les perspectives sombres de toutes les issues possibles de cette guerre. En tant qu'Ukrainienne russophone et marxiste, j'observais avec inquiétude les évolutions politiques de mon pays depuis 2014, depuis le déboulonnage des statues de Lénine et les lois de décommunisation jusqu'à la prolifération des groupes paramilitaires d'extrême droite et la guerre dans le Donbass. La guerre de Poutine en Ukraine risque d'accentuer fortement ces tendances et des sentiments antirusses dans toutes les sphères de la vie. Toutes les guerres, tous les mouvements de ladite « libération nationale » comportent de tels dangers. Prévenir l'avancée d'un nationalisme imbécile qui cherche à effacer le multilinguisme et l'héritage soviétique en Ukraine, rendant compliqué le développement dans ce pays des mouvements anticapitaliste, féministe et écologiste, sera la tâche à venir de la gauche ukrainienne et internationale. Mais en ce moment, nous avons à manifester une solidarité totale avec la résistance ukrainienne contre l'envahisseur. La solidarité avec l'Ukraine est en même temps une solidarité avec les voix qui, en Russie, s'élèvent de plus en plus fort contre la guerre et contre le gouvernement. En

même temps que la répression, vont s'intensifier les fractures politiques et sociales en Russie. Le pouvoir veut dissimuler à sa population les images des bombardements des quartiers civiles de Kyiv, de Kharkiv et de Marioupol, mais combien de temps pourra-t-il le faire ? Quelle que soit l'issue de cette guerre, je suis de plus en plus convaincue que l'Ukraine sera la fin de Poutine.

Certes, la gauche occidentale se trouve confrontée avec cette invasion à de sérieux dilemmes. Je n'aborderai ici que deux d'entre eux : comment soutenir la résistance ukrainienne – et cela implique, à mon sens de manière inévitable, le soutien à la livraison d'armes et d'autres équipements à l'armée ukrainienne, étant donné la supériorité incomparable de l'armée russe – tout en dénonçant de manière générale l'industrie des armes, la hausse annoncée des budgets militaires, etc. ? Comment soutenir les réfugiés ukrainiens et se réjouir de l'élan de la société civile à leur égard, tout en rappelant le traitement infligé depuis des décennies aux réfugiés non blancs fuyant les conflits qui ne frappent pas directement le continent européen, sans sombrer dans une posture qui consiste, depuis la position d'un militant occidental, à pointer du doigt le « réfugié privilégié » ?

Parmi les arguments évoqués à gauche pour s'opposer à la livraison d'armes on retrouve trois grandes catégories. La première relève, semble-t-il, du souci de limiter le conflit à l'Ukraine. La gauche, comme la droite, a peur de provoquer la Russie à l'extension du conflit, admettant à demi-mot que l'Occident pourrait légitimement sacrifier l'Ukraine pour préserver la paix dans le « monde civilisé ». Malgré les déclarations de soutien, les États-Unis restent très prudents sur cette question, refusant non seulement l'octroi de la « no fly zone », qui supposerait que les avions de la coalition occidentale abattent les avions russes, mais également la livraison d'avions de chasse demandés par le gouvernement ukrainien. Il semble en effet plus que prudent de faire une distinction nette entre l'implication directe des pays de l'OTAN dans la guerre contre la Russie et la livraison d'armes défensives à l'armée ukrainienne. Du côté de l'envahisseur, le Bélarus participe déjà explicitement à la guerre en Ukraine, sans que cela n'incite l'Occident à franchir la ligne rouge. Mais il faut également tenir compte du fait que toute intervention de l'Occident, y compris sous forme de sanctions économiques, déjà qualifiées par Poutine de « déclaration de guerre », pourrait servir de prétexte à un élargissement du conflit, si telle était son intention.

Le deuxième argument consiste à opposer la solution diplomatique à la solution militaire, un discours pour la paix au discours belliciste. On semble alors oublier que le processus des négociations avec les forces d'occupation dépend actuellement, dans une très large mesure, des rapports de force sur le terrain militaire. Par ailleurs, la méconnaissance des enjeux autour de la Crimée et du Donbass, et des circonstances historiques réelles dans lesquels les populations locales ont eu à exprimer leur droit à l'autodétermination – impliquant une ingérence active de la Russie à travers l'occupation en Crimée ou la campagne de désinformation concernant les prétendues intentions du « gouvernement nazi » de Kyiv d'exterminer les populations russophones dans le Donbass, sans parler du caractère non transparent des référendum – rend acceptables aux yeux de certains camarades les conditions sous lesquelles la Russie se dit prête à se mettre sérieusement à la table des négociations. Tant que cette dernière refuse de retirer ses troupes, la protection des populations civiles dépend aussi, avant tout, des capacités défensives de l'armée ukrainienne.

Enfin, une crainte s'exprime quant aux destinataires de l'aide militaire occidentale, compte tenu de l'existence d'une brigade d'extrême droite Azov au sein de l'armée ukrainienne. Son armement éveille à juste titre de sérieuses inquiétudes. Mais c'est encore réduire la résistance de tout un peuple à sa frange très minoritaire, comptant quelques milliers de combattants, et refuser de voir que la société ukrainienne est une société tout aussi complexe que n'importe quelle autre, tissée d'identités sociales, culturelles et politiques hétérogènes. Quand on parle de l'armement de la résistance ukrainienne, on doit penser avant tout aux besoins des groupes de défense territoriale issus de la mobilisation générale, ainsi qu'au besoin de protection des populations civiles par les armes permettant d'abattre les roquettes et les raids aériens qui

les visent. En bref, une position antimilitariste abstraite doit faire place à un mouvement concret pour la paix en Ukraine, qui prend en compte les besoins aussi bien militaires que non militaires de la résistance ukrainienne. Plus elle dure, et plus elle se renforce, plus le mouvement pour la paix en Russie comme à l'étranger a des chances de réussir.

Sur la question des réfugiés, les camarades pointent à juste titre l'hypocrisie et les doubles standards racistes de l'Europe, dont la frontière polonaise, où des milliers de personnes ont subi des traitements inhumains il y a seulement quelques mois, devient aujourd'hui un des symboles flagrants. Contrairement à nos adversaires qui cherchent à discriminer entre les bons et les mauvais réfugiés, il s'agit pour nous de réaffirmer notre soutien à toutes les résistances et toutes les victimes des puissances impérialistes, en s'appuyant sur le précédent ukrainien pour exiger que l'ouverture des frontières et la « protection temporaire » devienne la norme pour toutes les personnes cherchant l'asile dans les pays européens, quelles que soient leur nationalité, leur couleur de peau ou la proximité du conflit par rapport aux frontières européennes. Et on aura encore à veiller à ce que vis-à-vis des Ukrainiens eux-mêmes, les grandes déclarations ne deviennent pas, au bout de quelques semaines, de simples formules creuses, et que les aides promises permettent des installations durables dans des conditions dignes.

Daria Saburova a publié *Travailleuses de la résistance. Les classes populaires ukrainiennes face à la guerre,* Le Croquant.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 4, 10 AVRIL 2022

UNE GUERRE GÊNANTE : QUE FAIRE LORSQUE LA RUSSIE ATTAQUE L'UKRAINE ET QUE TU ES DE GAUCHE ?

DENYS GORBACH

Le 24 février dernier l'armée russe a commencé son invasion de l'Ukraine. À la fin de la troisième semaine de l'invasion, on déplore des milliers de victimes civiles et nombreux sont les hôpitaux et les écoles détruits par les bombardements. Une véritable crise humanitaire se déroule dans les villes assiégées, alors que l'agresseur utilise des munitions interdites par des conventions internationales. Comment la gauche francophone a-t-elle réagi à ce drame ?

Les leaders des organisations de la gauche française n'ont opéré qu'un seul changement dans leur rhétorique par rapport à leurs déclarations d'avant le 24 février : depuis le début de la guerre, ils dénoncent les actions du gouvernement russe. Pendant toute l'année précédente, lorsque Poutine accumulait des troupes autour de la frontière ukrainienne, on n'avait rien entendu de tel. Au-delà de cette évolution marquante, peu de choses ont changé. Toute dénonciation de Poutine est inévitablement suivie par la phrase rituelle que « l'Occident » ou « l'OTAN » ou « l'impérialisme américain » ont joué un rôle aussi important voire plus que la Russie. Jean-Luc Mélenchon râle contre « l'annexion de l'Ukraine par l'OTAN » ; l'AIT distribue des autocollants invitant les soldats ukrainiens à déserter plutôt qu'à défendre leurs villes (il y a des fautes évidentes dans les textes de ces autocollants, visiblement écrits par un Russe, mais ce n'est pas grave, parce que de toute façon les stickers sont collés dans les villes françaises, loin de tout soldat ukrainien !) ; [un groupe au sein du] NPA met en garde contre les troupes américaines, qui ne sont pourtant pas sur place ; Nathalie Arthaud a décidé que c'était le bon moment pour s'exprimer une énième fois contre le malheur semé partout par les impérialistes occidentaux. Les militants qui sont d'habitude si résolus dans leur soutien de toutes les victimes de la guerre

et du capitalisme sont soudainement devenus extrêmement nuancés et « réflexifs » – comme s'ils espéraient toujours tenter leur chance dans un concours pour le poste de directeur de Sciences Po Paris (malheureusement il n'est plus vacant). Pourquoi ce changement de ton ?

Cette réaction maladroite peut être expliquée par la gêne que cause le renversement des rôles traditionnellement réservés aux camps géopolitiques dans cette guerre. Il y a un moment, la gauche française, qui, tout comme l'américaine, n'éprouve généralement pas beaucoup d'intérêt pour la politique internationale, a développé un schème standardisé pour qualifier n'importe quelle guerre ou crise à l'étranger : il suffit de rendre responsable l'impérialisme américain (en France, tant à gauche qu'à droite, on utilise l'expression archaïque mais charmante « atlantisme »). Jusque-là, dans la plupart des cas, cette intuition portait ses fruits, coïncidant peu ou prou avec la réalité sur le terrain, structurée par la dominance politico-économique des forces « occidentales ». Néanmoins, ce cliché est responsable de graves erreurs factuelles commises dans les analyses occidentales de la guerre en Syrie : Priyamvada Gopal, Leila al-Shami, Yassin al-Haj Saleh, Jairus Banaji et d'autres nombreux auteurs ont beaucoup écrit sur le biais géopolitique qui a empêché la gauche occidentale d'identifier la contribution décisive du gouvernement russe dans la tragédie humanitaire syrienne. De la même façon, toute critique envers le gouvernement chinois est souvent rejetée et marquée comme une lecture favorable à ce fameux « atlantisme ».

La lecture géopolitique prédominante dans les analyses est le triste héritage de la crise intellectuelle du mouvement socialiste mondial, qui l'a frappé après la chute de l'URSS. Désorientée, la gauche a d'abord milité contre le monde « unipolaire » et la « mondialisation ». Les instincts hérités de la guerre froide – l'assimilation de Washington au capitalisme/impérialisme – ont été adaptés à la nouvelle situation et puis renforcés dans les années 2000, quand de nouveaux candidats à l'hégémonie internationale, y compris la Russie, ont fait leur apparition. La lutte contre le capitalisme a été remplacée par la lutte contre le « néolibéralisme » (en faveur d'autres formes capitalistes, plus bénéfiques) et contre l'« impérialisme » (exclusivement anglo-américain, à la rigueur israélien et français). Paradoxalement, ceux qui contestent ces vues réformistes et nationalistes à la faveur d'approches plus radicales anticapitalistes et internationalistes, sont souvent condamnés comme étant « libéraux et nationalistes ».

Il semble que cette optique fait une distinction entre deux types de nationalisme. Cette distinction n'a pas de critères structurels clairs, s'appuyant plutôt sur des intuitions ou impressions des « anti-impérialistes » occidentaux. Dans leur vision du monde, il existe des nationalismes gentils, qui méritent un soutien inconditionnel : le nationalisme irlandais, palestinien, kurde, catalan, breton, basque, souvent russe, parfois français. Les Anglais et les Blancs américains eux aussi sont autorisés à être nationalistes et même racistes, pourvu que « les revendications légitimes de la classe ouvrière blanche » soient rationalisées comme une réponse naïve mais soutenable aux ravages du néolibéralisme. Ce genre d'excuse n'est pas autorisé aux nationalismes méchants, surtout concentrés géographiquement dans la région est-européenne, comme l'ukrainien. Les barbares orientaux ne méritent guère de compréhension ou d'analyse approfondie. C'est un terrain où les Occidentaux peuvent exercer leurs postures les plus fortes, après avoir fermé les yeux sur les dérives à caractère ultra-droitiste ailleurs. La raison de cette différence de traitement, c'est l'optique géopolitique : le caractère progressif ou réactionnaire de tout phénomène politique est analysé en rapport avec le mal ultime qu'est l'impérialisme américain. C'est pourquoi l'immense nombre de mouvements politiques dans les coins plus lointains du monde sont épargnés de l'attention de la gauche occidentale : comme elle ne peut pas relier ces conflits africains et asiatiques à son schème analytique, elle préfère ne pas en parler du tout.

La pauvreté de cette analyse devrait être évidente. La guerre en Ukraine, commencée très clairement par le gouvernement russe, ne peut visiblement pas être expliquée d'une manière convaincante par des références aux politiques sinistres de l'OTAN. Très brièvement, j'exposerai quelques points à propos des déficiences de la logique campiste. Premièrement, la Russie n'est pas l'URSS. Il ne s'agit plus

d'un « État ouvrier », quoique « déformé ». Aussi choquant soit-il pour certaines personnes s'imaginant aux côtés des chars soviétiques à Prague, les chars et fusées détruisant actuellement les villes ukrainiennes sont déployés par un régime anticommuniste virulent et enthousiaste des politiques néolibérales. Même dans le cadre de la logique *tankie* des années 1970 (soutien à la « patrie du prolétariat mondial »), il est difficile de trouver une justification à cette invasion.

Deuxièmement, l'impérialisme, tout comme le néolibéralisme, n'est pas une chose. C'est plutôt une relation qui structure le capitalisme à l'échelle mondiale aujourd'hui. Il est donc inutile de l'associer aux politiques d'un pays particulier. Jusqu'au début de ce siècle, les États-Unis ont effectivement gardé une position hégémonique dans ces relations, surdéterminant les développements sur la scène internationale. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Toutes les choses sur cette planète ne sont pas inspirées par Washington. La manie des analystes occidentaux qui cherchent l'OTAN partout peut être comparée aux instincts des intellectuels nationalistes ukrainiens qui sont capables de trouver des traces russes dans chaque phénomène désagréable, y compris dans le mouvement des gilets jaunes. Le niveau argumentatif reste le même.

Troisièmement, il n'y a pas que l'OTAN et Poutine qui sont dotés d'agentivité. En prenant du recul par rapport à une stricte lecture géopolitique, on pourrait noter la présence de dizaines de millions d'autres agents, qui habitent, par exemple, en Ukraine. Ces gens ne sont pas tous des marionnettes du Kremlin, du Pentagone ou de Bruxelles. Ils ont leur propre volonté, leurs intérêts et leurs perspectives. Ignorer les soucis de la classe ouvrière ukrainienne tout en se concentrant sur l'état psychologique d'une poignée d'hommes forts en Kremlin ou du Pentagone est profondément problématique, non pas seulement du point de vue éthique, mais aussi heuristique. La sociologie, l'anthropologie, l'économie politique fournissent des outils beaucoup plus utiles pour une analyse critique que la géopolitique – à moins que votre but soit de produire des clichés politiquement corrects plutôt que de comprendre l'essence du problème.

Mais qu'en est-il de cette agentivité ukrainienne, ne sont-ils pas tous des nazis là-bas ? Je ne vais pas nier l'existence du problème de l'extrême droite, qui pèse lourdement sur la société ukrainienne. Il y a beaucoup de travaux sérieux consacrés aux nazis ukrainiens, certains d'entre eux sont d'ailleurs écrits par l'auteur de ce texte. Ceux qui sont vraiment inquiets par rapport aux nazis ukrainiens n'ont qu'à lire cette littérature, qui n'a jamais intéressé la gauche francophone. C'est la bonne occasion de s'informer, de formuler une position à ce sujet et de s'engager dans le combat international contre l'extrême droite aux côtés des camarades ukrainiens. Ici on n'indiquera que de très brefs éléments de cette histoire complexe : (1) l'Ukraine est un pays hétérogène sur le plan ethnolinguistique, ce qui ne la rend pas déficiente ou exotique (les groupes ethnolinguistiques belges sont plus éloignés l'un de l'autre qu'en Ukraine) ; (2) cette hétérogénéité est devenue un enjeu politisé seulement à partir des années 2000 et imposée par la logique de la concurrence parlementaire ; (3) l'extrême droite est un sous-produit de cette polarisation qui est sortie hors du contrôle des élites politiques vers 2013-2014 ; (4) elle existe des deux côtés du clivage politique (pro-russe et pro-ukrainien), bien que les nazis pro-russes parfois s'appellent eux-mêmes « patriotes antifascistes » ; (5) l'extrême droite « pro-ukrainienne » pose un énorme problème pour la société ukrainienne, et cela s'aggrave par l'invasion russe ; (6) jusque-là, malgré son influence au sein de la société civile libérale ukrainienne, l'extrême droite n'a pas réussi à gagner plus que 2-3 % aux élections au cours des dix dernières années ; (7) la « décommunisation » et l'approche centralisatrice qui ressemble à la française dans le domaine linguistique sont des tendances très inquiétantes en temps « normal », c'est-à-dire avant le 24 février ; (8) le régiment néonazi Azov est un facteur non négligeable dans la politique interne, mais il est une goutte d'eau dans l'océan par rapport à l'intégralité de l'armée ukrainienne dans le contexte de la guerre actuelle. Autrement dit, ni la société ni l'État ni l'armée ukrainienne ne sont « nazis », bien que l'extrême droite ukrainienne soit bien réelle et dangereuse en principe. Cette dangerosité sera-t-elle atténuée si l'Occident arrête

de soutenir l'Ukraine dans cette guerre ? Au contraire, dans ce scénario on assistera à la création d'une entité politique vaincue par les Russes, amoindrie géographiquement et acharnée dans son nationalisme virulent. L'humiliation de la défaite et la colère envers les « traîtres libéraux occidentaux » seront l'ambiance idéale pour l'épanouissement d'Azov et de ses semblables.

Nous serions ravis si la gauche francophone commençait enfin, après toutes ces décennies, à s'intéresser au sujet de la politique ukrainienne et à nous aider dans notre long combat contre Azov et les autres groupuscules d'extrême droite, ainsi que contre les lois liberticides dans le domaine culturel. Il n'est jamais trop tard pour ce genre de solidarité, surtout vu que les camarades français ont sans doute beaucoup à nous apprendre, après leur « victoire » politique décisive sur toute tendance droitiste dans leur propre pays. Les Ukrainiens, qui ont voté à 73 % pour un Juif russophone au programme antinationaliste, sont preneurs de tout conseil de la part des compatriotes de Marine Le Pen et d'Éric Zemmour. Plus sérieusement, j'espère que les lecteurs de cet article se mettront d'accord sur le fait que la présence de tendances inquiétantes dans la politique interne ne peut aucunement justifier une invasion soi-disant « humanitaire ». Si la protection de la population russophone de l'Ukraine consiste à massacrer cette même population par milliers avec des bombes à sous-munitions et des bombes thermobariques, je tremble à l'idée de la protection que peut fournir le régime d'Erdogan à la population musulmane française. Heureusement que la France est protégée contre ce type de menace par ses alliances militaires, ce qui n'est pas le cas de l'Ukraine.

En attendant que la gauche occidentale se prononce ouvertement contre le régime d'ultra-droite poutinien et renoue avec la tradition socialiste de soutien des luttes des petites nations contre les oppresseurs impérialistes, on assiste à une attitude qui ne fait qu'aggraver la situation. Les socialistes occidentaux qui condamnent en bloc tous les Ukrainiens en tant que « nazis » « atlantistes » ne sont pas des agents neutres. Leur position influence les attitudes au sein de la société ukrainienne, qui s'éloigne de plus en plus de la gauche dans la mesure où cette dernière est perçue comme « pro-poutinienne ». En renforçant les stéréotypes implantés par la droite ukrainienne, la gauche occidentale aide à étouffer toute initiative progressiste et amplifie la voix des nationalistes. Cette prophétie autoréalisatrice va rétrospectivement justifier les positions prises aujourd'hui. Le narcissisme des socialistes dans les pays riches s'affirmera au prix du progrès social et politique dans un pays à la périphérie européenne.

Il y a une dizaine d'années, j'aurais dit que le désir de la gauche occidentale de valider ses opinions l'emportait de toute façon, en toutes circonstances, sur la volonté d'approfondir son analyse et de construire une solidarité vivante. Mais contrairement à cette vision pessimiste, les camarades dans le premier monde avaient été capables de sortir de leur zone de confort en soutenant la lutte des Kurdes syriens – malgré le caractère nationaliste et « militariste » de ce mouvement, encadré par un parti unique et allié au gouvernement états-unien. La solidarité avec la lutte ukrainienne pourrait être le prochain pas dans la direction du mouvement anticapitaliste mondial, fondé sur l'égalité et l'entraide des travailleurs et travailleuses, éloigné de la logique honteuse des « zones d'intérêt exclusives » impériales.

On en est encore loin. Le chevauchement de la gauche occidentale entre deux optiques – celle de la pureté politique et celle du réalisme réformiste – met les ouvriers et les socialistes ukrainiens dans une double impasse. D'un côté, les Ukrainiens sont condamnés à cause de leur souhait de rejoindre l'OTAN (ce souhait est devenu majoritaire très récemment, uniquement à cause de la politique d'escalade russe) et de se doter de moyens de mener une résistance armée à l'invasion. Ils sont soumis aux exigences strictes de l'antimilitarisme, de l'antipatriotisme et de l'adhérence au programme socialiste de la transformation du monde. Si la nation entière n'est pas méga-hyper-internationaliste-communiste, elle ne semble pas digne du soutien précieux des socialistes habitant les riches pays. En même temps, ces derniers se permettent le luxe de raisonner dans le registre « réaliste », étant très modérés sur le plan socio-économique de leurs programmes et privilégiant l'optique de l'école réaliste dans

les relations internationales. L'optique qui ne prend en compte que les intérêts des grandes puissances est utilisée par le mouvement qui se veut communiste et internationaliste.

D'où les réponses typiques à la guerre actuelle : c'est très triste, mais cela ne nous regarde pas tant que ça. Nous condamnons la guerre et c'est pourquoi nous n'allons rien faire pour l'arrêter, même pas une petite prise de position. Parce que de toute façon, c'est la faute à l'OTAN qui a « encerclé » le pauvre Vladimir Poutine et qui l'a provoqué. Poutine doit bien sûr être dénoncé, mais il faut penser à lui donner des « garanties de sécurité ». Les Ukrainiens, eux, ne méritent pas de garanties de sécurité car ils ne fascinent pas l'imagination occidentale autant que la Russie, exotique et attirante. Idéalement, on serait tous très heureux dans un monde sans nations ni frontières, mais puisqu'il y a un impérialiste mécontent, il vaut mieux lui donner ce qu'il veut et continuer de critiquer son propre impérialisme, au calme. Il n'y a pas d'alternative, comme l'a dit un des classiques marxistes.

Quelle position me semble raisonnable ? Le tableau simpliste proposé par les récits libéraux ne conviendrait certainement pas. Je suis très loin de l'imaginaire où cette guerre serait une « lutte de civilisations », une confrontation entre l'Ukraine toute démocratique et la Russie génétiquement autoritaire et malveillante, ou un délire personnel du dirigeant russe. Comme tout phénomène social, elle est complexe, et cette complexité ne peut pas être sacrifiée à un beau slogan. Ceux qui ont envie de mieux comprendre le contexte de cette guerre peuvent le faire en se référant à la littérature universitaire et militante qui existe à ce sujet. Il n'y a pas que l'UE, les USA et l'Israël/Palestine qui méritent des études approfondies. Nonobstant toute cette complexité, il me semble pertinent aujourd'hui de déclarer :

1) plein soutien à la résistance ukrainienne, armée et non-armée ;

2) dénonciation claire de l'agresseur russe, sans réservations rituelles à propos de l'OTAN ; et d'exiger ;

3) le retrait de toutes les troupes russes de l'entièreté du territoire ukrainien, comme condition nécessaire pour l'autodétermination démocratique éventuelle ;

4) l'annulation de la dette extérieure ukrainienne ;

la confiscation de la propriété des oligarques russes (et éventuellement ukrainiens) pour compenser les dégâts causés par la guerre ;

5) l'accueil généreux, inconditionnel et égal de tous les gens fuyant l'Ukraine et les autres pays du monde pour trouver asile dans les pays riches ;

6) le lancement d'un programme de transition énergétique coordonné à l'échelle mondiale pour mettre fin à la dépendance des hydrocarbures et aux dérives politiques qui en découlent ;

7) le désarmement de toutes « grandes puissances » – le bannissement décisif des armes nucléaires ainsi que d'autres types d'armements considérés aujourd'hui barbares ;

8) la démocratisation de l'ONU, qui doit se doter de leviers efficaces pour mettre en œuvre ces revendications. Un niveau élémentaire de réflexion et de responsabilité politique exige, à mon avis, l'adhésion à ces points minimaux.

Denys Gorbach est membre de l'ENSU et auteur de *The Making and Unmaking of the Ukrainian Working Class : Everyday Politics and Moral Economy in a Post-Soviet*, Berghahn Books, 2024.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 5, 22 AVRIL 2022

DÉCLARATION SUR L'« INTERDICTION » TEMPORAIRE DE CERTAINS PARTIS

SOTSALNYI RUKH

Récemment, le Conseil de défense et de sécurité nationale a décidé de suspendre temporairement les activités d'un certain nombre de partis politiques ukrainiens. La liste comprend à la fois les principaux partis d'opposition et des partis moins connus qui utilisent les mots « progressiste », « gauche » ou « socialiste » dans leur nom. Le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, les a accusés d'avoir des « liens avec la Russie », sans étayer ses affirmations par un raisonnement juridique approprié.

Nous savons clairement qu'au moins certains membres de ces partis, et en particulier leur direction, ont minimisé le danger des ambitions chauvines russes et ont été jusqu'à justifier l'agression quand ils ne travaillaient pas directement avec le Kremlin ; ils ont détourné la frustration populaire causée par les politiques néolibérales des gouvernements pour diffuser une image caricaturale de l'« Occident » détruisant la « civilisation slave » ; ils répandent la xénophobie, l'antisémitisme, l'homophobie et la haine.

Ainsi, même ceux qui utilisent, ou plutôt détournent, la phraséologie de gauche ne font en réalité que servir le consensus oligarchique.

Néanmoins, toute coopération éventuelle des organisations susmentionnées, ainsi que de leurs membres individuellement, avec les impérialistes russes doit faire l'objet d'une enquête et être jugée par la justice. Les personnes concrètes impliquées dans le sabotage de la résistance populaire doivent porter la responsabilité individuelle de leurs actes. Nous reconnaissons l'importance et le symbolisme des libertés démocratiques et nous pensons que les interdictions aveugles de partis n'ont pas leur place dans la lutte d'aujourd'hui.

Nous avons déjà vu comment le gouvernement a essayé d'abuser de la situation de guerre pour attaquer les droits du travail des travailleurs ukrainiens, maintenant ses actions visent à limiter les libertés politiques et civiles. Nous ne pouvons pas soutenir cela.

De plus, nous voudrions mettre en garde contre toute tentative de stigmatiser la gauche et les mouvements sociaux en général en liant automatiquement l'agenda progressiste au Kremlin. Les militants de gauche et syndicaux combattent aujourd'hui l'agresseur en tant que membres de la force militaire et de la Défense territoriale, en tant que volontaires impliqués dans la fourniture d'équipements, de nourriture et de médicaments, dans l'évacuation et l'hébergement des réfugiés et des personnes déplacées, en tant que groupes construisant la solidarité internationale et en demandant l'annulation de la dette extérieure, la saisie des actifs de l'État russe et la fin de la tolérance des délocalisations.

Nous ne pouvons qu'apprécier les nombreux mouvements de gauche dans le monde qui ont déjà exprimé leur soutien, reconnu le droit de l'Ukraine à l'autodéfense et continué à faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils prennent des mesures concrètes.

C'est le peuple ukrainien, et non les capitalistes qui l'ont toujours utilisé pour extraire de la valeur et la stocker à l'étranger, qui supporte aujourd'hui d'immenses difficultés et qui mérite un lendemain plus juste. Le socialisme est le meilleur moyen d'apporter plus de justice dans notre société et de poursuivre des objectifs communs.

C'est ce que nous, Sotsialnyi Rukh, défendons !

21 mars 2022.

UN RÔLE ACTIF DANS LA RÉSISTANCE

VLADYSLAV STARODUBTSEV

Certains partis ukrainiens qui se qualifient de gauche ont récemment vu leurs activités suspendues en raison de leur position pro-Poutine. Cela représente-t-il une menace pour les organisations de gauche qui participent à la résistance ?

La suspension de ces partis pro-Poutine ne constitue pas une menace directe pour les véritables organisations socialistes, qui ne sont évidemment pas collaborationnistes, mais de telles actions et un discours de droite peuvent pousser l'idée que la gauche est un agent du Kremlin, ce qui est effectivement dangereux. Ces associations et connotations sont là, bien que les mesures ne soient pas dirigées contre la gauche en général. En raison du travail de la gauche campiste et pseudo-anti-impérialiste au niveau international, de nombreuses personnes considèrent que le gauchisme est en quelque sorte lié au soutien à Poutine. La plupart de ces partis sanctionnés ont des programmes nationalistes russes radicaux, avec des éléments d'antisémitisme, d'homophobie, de racisme et de sexisme, et certains de leurs membres ont des liens directs avec le régime de Poutine, de sorte qu'ils n'ont en fait rien à voir avec le socialisme.

Nous avons également le problème de l'extrême droite. Bien que son influence ait été grandement exagérée par les analystes pro-Poutine, et qu'elle ne puisse s'imposer dans les politiques gouvernementales car son pouvoir est très limité. Elle a acquis une certaine légitimité dans leur participation à la lutte armée contre l'invasion, et le gouvernement ferme les yeux sur certaines de ses actions. Pour arrêter la croissance de l'extrême droite, nous devons arrêter l'agression russe.

Une partie de la gauche des pays occidentaux soutient Poutine ou adopte une position « ni l'un ni l'autre ». Comment réagissez-vous à cela ?

Notre lutte est anticoloniale, anti-impérialiste et même antifasciste. Je pense qu'il y a un parallèle avec la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, où certains à gauche ont également soutenu la France en cachant leur racisme derrière des arguments dogmatiques. Le peuple ukrainien se bat pour son droit à être lui-même, à se développer de manière indépendante. Il ne s'agit pas d'une guerre entre les États-Unis et la Russie.

La base idéologique de l'invasion est l'ethno-nationalisme et l'irrédentisme radicaux russes. Pour l'impérialisme russe, le dilemme est « Ukraine indépendante » ou « Russie forte ». Il veut reconstruire son empire, et les médias officiels russes montrent à quel point cette guerre est basée sur des éléments idéologiques terriblement fascistes. Poutine parle des Russes comme des maîtres et des créateurs du peuple ukrainien, qui peuvent donc mettre fin à notre existence. Il poursuit l'idée d'unir le monde russe contre l'Occident. Certains groupes de gauche trouvent cela attrayant en raison d'un anti-américanisme primaire et d'une nostalgie cachée de l'URSS stalinienne. Par conséquent, je pense que donner à l'OTAN un rôle primordial dans le conflit ukrainien est une manœuvre d'évitement. Personne n'a considéré l'invasion américaine de l'Irak comme inter- impérialiste en se basant sur les alliances internationales de Hussein. Ce raisonnement n'est pas valable non plus dans cette guerre.

Voyez-vous des liens entre la résistance ukrainienne et d'autres luttes pour l'autodétermination ?

L'Ukraine a une longue histoire de lutte pour son indépendance et son autodétermination. 1917 et 1991 sont les années où l'Ukraine s'en est le plus rapprochée, mais elle est restée dans la sphère d'influence russe, économiquement, culturellement et politiquement. Une rupture radicale avec l'idée que les Ukrainiens étaient leurs petits frères a mis en colère la bourgeoisie et les élites étatiques russes, qui considéraient l'Ukraine, même après 1991, comme leur arrière-cour. La révolution de 2014 chez les Palestiniens est une lutte similaire pour le droit d'exister et pour leurs maisons. La réponse ambiguë d'Israël à

l'invasion russe montre que les colonisateurs ont tendance à avoir de la sympathie les uns pour les autres. Les Kurdes mènent un combat similaire, pour le droit à l'autodétermination. Avec les Syriens, nous luttons ensemble contre l'impérialisme russe, qui bombarde les villes syriennes de la même manière qu'il bombarde Mariupol ou d'autres villes.

Cela dit, nous devons être cohérents et soutenir tous les peuples qui luttent pour leur autodétermination contre l'impérialisme. Nous devons défendre la démocratie et la libération pour tous, et nous opposer à l'impérialisme et au colonialisme chinois, américain, russe et européen. En tant que partie intégrante de cette orientation, nous devons nous prononcer en faveur d'une acceptation non discriminatoire de tous les réfugiés. Dans le contexte de cette guerre, certains gouvernements européens ont essayé d'imposer des lois discriminatoires pour n'accueillir que les réfugiés ukrainiens, tout en refusant l'entrée aux Syriens et aux autres réfugiés d'Afrique et du Moyen-Orient. De telles initiatives sont néfastes et témoignent d'un grand racisme. Les personnes méritent toutes le même traitement et ont les mêmes droits.

Vladyslav Starodubtsev est historien et membre de Sotsyalnyi Rukh. Il a préfacé la rééditon de Yvan Dziouba, *internationalisme ou russification* (Syllepse, 2024). Propos recueillis par Simón Rodríguez Porras, auteur de *Why did Chavismo fail ?* et rédacteur en chef de *Venezuelanvoices.org*.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 5, 22 AVRIL 2022

LA LUTTE POUR L'AUTODÉTERMINATION

ENTRETIEN AVEC YULIYA YURCHENKO

Quelles sont les conditions de vie des Ukrainiens dans cette guerre ? Quel est l'état de la résistance militaire et civile à l'invasion de la Russie ?

Tout d'abord, c'est vraiment bien de m'entretenir avec vous et de raconter l'histoire de cette guerre et de cette résistance d'un point de vue ukrainien et de gauche. Je pense que tout le monde sait que les bombardements russes ont gravement endommagé des villes entières, notamment Marioupol, et tué un nombre innombrable de personnes. Ses troupes et ses attaques de missiles ont chassé un grand nombre de réfugié·es du pays et déplacé encore plus de personnes à l'intérieur de celui-ci. Personne ne connaît les chiffres exacts.

Des millions de réfugié·es ont fui vers les pays voisins, où ils ont été accueillis, hébergés et aidés. Dans le même temps, il est arrivé que des migrants et des réfugiés non blancs soient bloqués ou envoyés à l'arrière de la file d'attente. Cela a donné lieu à de tristes affrontements à la frontière.

Je me trouve actuellement à Vinnytsia, à peu près à mi-chemin entre Kyiv et Lviv. Elle est considérée comme l'une des villes les plus calmes d'Ukraine. Nous avons été frappés par des missiles russes, mais pas aussi fréquemment que d'autres endroits. Beaucoup de personnes déplacées à l'intérieur du pays se sont réfugiées ici et ont trouvé un logement dans des écoles, des hôtels, des appartements loués et chez des particuliers. Des réseaux de bénévoles leur fournissent de la nourriture, des vêtements et des médicaments.

Depuis que la loi martiale a été déclarée et que les fournitures médicales ont été réquisitionnées pour les troupes, l'accès aux médicaments est un problème aigu. Il est très difficile d'obtenir des ordonnances pour de l'insuline et des médicaments pour la régulation du sang lorsque les gens ne peuvent pas voir leur médecin de famille et que les stocks sont faibles.

Les personnes déplacées à l'intérieur du pays s'affrontent donc à des problèmes de santé aigus, même si des volontaires leur

viennent en aide. Nous ne connaîtrons l'étendue des dégâts causés par la guerre qu'une fois celle-ci terminée. Mais, massivement, les gens paient un prix énorme en termes de vie, de santé et surtout de santé mentale.

Néanmoins, la résistance est très forte. Les gens se sont portés volontaires pour servir dans l'armée en très grand nombre, en fait plus que l'armée ne pouvait en accueillir. Ceux qui n'avaient pas de formation militaire préalable ont été refusés, pour l'instant.

Il existe donc d'importantes réserves de personnes prêtes à rejoindre la résistance militaire, qui ont été formées au combat sous l'ancien système soviétique. La Russie ne peut certainement pas s'en vanter. Elle n'a même pas la confiance politique nécessaire pour appeler les réserves, car les Russes n'ont aucune raison convaincante de se battre, hormis quelques mythes impériaux à peine crédibles.

Pour les Ukrainiens, c'est un combat existentiel. L'identité de notre pays, ses frontières territoriales et notre existence même sont attaquées en ce moment même. C'est pourquoi la solidarité et la mobilisation à l'échelle nationale pour défendre le pays ont été grandes malgré l'avantage militaire écrasant de la Russie.

Les gens n'abandonnent pas, malgré les effets inévitablement déshumanisants de la guerre, la violence sexuelle et les images, vidéos et histoires démoralisantes de la destruction de pans entiers du pays. Nous faisons reculer l'invasion russe. C'est une résistance populaire totale qui rend très fier.

Peu de gens s'attendaient à ce niveau de résistance militaire et civile, y compris ceux qui sont les plus optimistes et les plus patriotes en Ukraine. Cela a également surpris les puissances occidentales qui, je pense, ont minimisé la menace de l'invasion russe et ont ensuite pensé que l'Ukraine capitulerait rapidement. Elles pensaient que ce serait affreux, mais que ce serait terminé en quelques semaines.

Poutine pensait la même chose. La résistance a donc surpris le monde entier. Mais elle n'aurait vraiment pas dû surprendre tout le monde. La Russie a déclenché une résistance qui est profondément enracinée dans la lutte séculaire des Ukrainiens contre l'impérialisme russe.

Une chose qui a été remarquée est la résistance dans les régions russophones de l'Ukraine. Comme nous le savons, la Russie a essayé d'exploiter les divisions entre Ukrainiens et russophones dans le pays depuis le soulèvement de l'Euromaïdan fin 2013. Elle s'est emparée de la Crimée et a soutenu les prétendues républiques populaires de Lougansk et de Donetsk. À quoi ressemble, dans les zones majoritairement russophones, la résistance ?

La résistance dans les zones russophones comme Marioupol a été inspirante. Elle a fait exploser le mythe propagé par Poutine selon lequel il libérait les russophones de l'oppression fasciste. Plus personne ne peut y croire. Dans le même temps, nous devons comprendre d'où vient la division entre Ukrainiens et russophones. Elle a été fabriquée dans l'esprit public depuis la campagne présidentielle de 2004 et s'est solidifiée après le soulèvement de Maïdan en 2013-2014. Maïdan était un soulèvement populaire qui ne portait pas tant sur l'adhésion à l'Union européenne que sur l'opposition aux oligarques qui contrôlent le pays, à la brutalité du gouvernement contre les manifestant·es et au mécontentement suscité par des décennies d'anarchie et de corruption.

Lors de ce soulèvement, l'extrême droite, qui ne représentait qu'une petite partie de la contestation, a joué un rôle organisationnel démesuré. Les commentateurs des oligarques pro-russes, sans parler de l'État russe, les ont mis en avant sur les chaînes de télévision, dépeignant l'Ukraine comme envahie par les fascistes. Il ne s'agit pas de nier l'existence de l'extrême droite en Ukraine ou sa menace intrinsèque, mais simplement de dire qu'elle a été exagérée pour des raisons politiques par la Russie et ses alliés – des raisons qu'ils ont utilisées pour justifier leur prise de contrôle de la Crimée et leur soutien aux séparatistes russes à Lougansk et Donetsk, dont beaucoup de dirigeants ont été placés là par la Russie.

Les réactions populaires en Crimée et dans les prétendues républiques populaires ont été complexes. Nous n'avons pas une idée précise et objective de ce que les gens pensaient. Mais il est clair que beaucoup avaient peur d'une atteinte à leurs droits linguistiques, mais

en même temps, beaucoup voulaient continuer à faire partie de l'Ukraine.

C'était un tableau très complexe qui divisait même les familles. Beaucoup craignaient également de ne pas avoir d'avenir dans le pays en raison des privations socio-économiques que l'un ou l'autre des régimes pouvait entraîner. Les données sociologiques révèlent un tableau complexe, au-delà des erreurs marginales ou des biais.

Le conflit militaire entre le gouvernement ukrainien et ses paramilitaires de droite dans le Donbass a exacerbé ces divisions. Il a provoqué toutes sortes d'atrocités des deux côtés. Les gens ont fui la région, beaucoup vers l'Ukraine et certains vers la Russie.

En conséquence, la composition démographique de la Crimée et des prétendues républiques a radicalement changé. Mais cela ne signifie pas que tous les habitants de ces territoires souhaitent désespérément faire partie de la Russie. Nous savons qu'il existe dans ces régions une forte résistance à l'invasion russe.

En Crimée, la population tatare, qui a été opprimée sous le tsar puis par Staline, a résisté à la répression de l'État russe. Les prétendues républiques connaissent également de graves problèmes qui ont entraîné une profonde désaffection à l'égard des séparatistes qui les contrôlent. Il y a eu une désindustrialisation et la fermeture de certaines mines. En conséquence, les syndicats ont porté plainte contre les mini-États séparatistes. Ils ont été victimes de violations des droits humains et de répression.

En réalité, ces prétendues républiques populaires ne sont ni populaires ni des républiques. Elles sont désormais sous un contrôle semi-dictatorial et assujetties à l'État russe. Et Poutine ne fait même pas confiance à leur loyauté et à leur fiabilité ! Donc, dans la préparation de l'invasion, la Russie a commencé à donner des ordres aux fonctionnaires séparatistes de ces républiques pour qu'ils se préparent à se mobiliser pour l'assaut à venir. Cela n'a pas enchanté tout le monde, pas même les fonctionnaires. Pour imposer leur loyauté, Moscou a emmené leurs familles en Russie, essentiellement comme otages, pour les faire chanter et les obliger à obéir.

Bien que la Russie ait des supporters dans les républiques séparatistes, il y a une désapprobation et une franche opposition à la guerre. C'est vrai même en Crimée, où malgré un soutien plus large à la Russie, il y a aussi de la dissidence et de l'opposition.

Prenons du recul par rapport à cette dynamique pour explorer les causes sous-jacentes de la guerre. Pourquoi est-il inexact de réduire la guerre à un simple conflit interimpérialiste entre les États-Unis/OTAN et la Russie ? En quoi cela ignore-t-il la lutte pour la libération nationale ?

En réduisant cette guerre à un conflit entre l'Occident et la Russie, on oublie l'Ukraine et on la traite comme un simple pion entre les puissances. Cette analyse nie la subjectivité des Ukrainiens et leur rôle dans le conflit. Elle supprime également la discussion sur notre droit à l'autodétermination et notre lutte pour la libération nationale.

Bien sûr, il y a une dimension interimpérialiste dans tout cela. C'est évident. Mais il y a aussi une dimension nationale qui doit être reconnue. Et pour la reconnaître, vous devez mettre vos lunettes de lecture décoloniale.

Vous devez tirer toutes les leçons des luttes de libération nationale en Afrique et ailleurs. Même dans les cas où des puissances concurrentes étaient impliquées, il y avait aussi la lutte pour la libération nationale des peuples opprimés. Et les penseurs et les dirigeants anticolonialistes nous ont appris à donner une voix à ces personnes et à leur lutte.

L'Ukraine mène un combat similaire. On oublie souvent que nous avons subi des siècles d'impérialisme russe, notamment sous Staline pendant la période soviétique. Cela s'est un peu calmé sous Khrouchtchev.

Oui, l'ukrainien était enseigné dans les écoles, mais principalement en tant que deuxième langue. Oui, la culture ukrainienne était autorisée, mais elle était souvent réduite à des stéréotypes exotiques. Au-delà de cette reconnaissance superficielle de l'Ukraine, la Russie – sa langue et sa culture – régnait toujours en maître. Si vous vouliez vraiment réussir, vous deviez écrire en russe, adopter la culture russe et suivre les normes artistiques russes.

Ce chauvinisme culturel n'a fait que s'intensifier dans la Russie de Poutine. Alors que sur le plan international elle était rétrogradée par les

États-Unis, l'élite russe rêvait de rétablir sa domination sur ses anciennes colonies, comme l'Ukraine, pour restaurer sa sphère d'influence. Bien entendu, cela a mis la Russie en conflit avec les États-Unis, qui restent la puissance hégémonique mondiale.

Dans ce conflit, la Russie ne peut en aucun cas être considérée comme ayant un projet différent de celui des États-Unis et du reste des puissances capitalistes. Tout comme eux, la Russie est un État capitaliste néolibéral qui se bat pour obtenir plus de terres, de ressources et de profits. Ses dirigeants ne se soucient pas d'améliorer la vie des Russes ordinaires qui sont exploités et opprimés.

Dans certaines villes comme Saint-Pétersbourg, les conditions sont meilleures. Elles disposent de meilleures infrastructures, de meilleurs salaires et de meilleures pensions. Mais en dehors d'elles, le pays est délabré. Ici, en Ukraine, c'est ce que nous disent les soldats russes capturés, généralement enrôlés dans des villes plus petites et plus pauvres. Ils sont absolument choqués de voir des choses simples comme des routes pavées dans les villages et les campagnes d'Ukraine.

Le régime russe, la bureaucratie d'État et les oligarques ont dépouillé leur propre pays et gouvernent désormais par la répression. Ils détournent l'attention de la population en invoquant des menaces extérieures impliquant un changement de régime et en cultivant des fantasmes impériaux de reconstruction de leur empire perdu. Cela les a conduits à défier les États-Unis et à obtenir le soutien, au moins tacite, de la Chine.

Cette dimension interimpériale ne doit pas nous empêcher de reconnaître la centralité de la lutte de l'Ukraine pour son indépendance vis-à-vis de la domination impériale russe et occidentale. Et la concurrence impériale ne doit pas nous empêcher de voir les intérêts de classe internationaux communs qui traversent le conflit.

Il y a des oligarques russes qui exploitent la force de travail en Russie. Il y a des oligarques états-uniens qui exploitent la force de travail aux États-Unis. Il y a des oligarques ukrainiens qui exploitent la force de travail en Ukraine. Et il y a des oligarques chinois qui exploitent la force de travail en Chine. Et les oligarques transnationaux nous exploitent tous. Cette analyse de classe met en évidence nos intérêts communs face à cette fratrie capitaliste en guerre.

Passons maintenant à une discussion sur le développement du capitalisme oligarchique en Ukraine, que vous analysez dans votre livre, Ukraine and the Empire of Capital. Quelles sont ses caractéristiques économiques et politiques ? Comment le président actuel, Volodymyr Zelensky, s'inscrit-il dans ces modèles ou s'en écarte-t-il ?

Ces dernières décennies ont été marquées par une expansion massive de l'empire du capital. Il a balayé le Sud mondial après que ses projets développementalistes ont été sapés, affaiblis et ont échoué. L'empire du capital a fait de même en Europe de l'Est et en Russie après la chute de l'Union soviétique.

La Russie a hérité de toutes les responsabilités légales de l'URSS, de ses obligations en vertu des traités internationaux, de sa monnaie et de son accès au capital. Sous la pression du système et de ses conseillers néolibéraux, la Russie a subi une privatisation massive, les oligarques ont profité des politiques de libre marché pour concentrer le capital entre leurs mains. Poutine a construit un nouvel État capitaliste répressif et néolibéral pour superviser le pays.

Après la chute de l'Union soviétique, les autres anciennes républiques se sont retrouvées soudainement indépendantes, sans monnaie propre et sans capitaux. Dans cette situation, elles n'ont eu d'autre choix que de se tourner vers les institutions financières internationales comme le FMI et la Banque mondiale.

L'Ukraine a établi sa relation avec le FMI en 1992. Sous sa tutelle, le nouveau gouvernement ukrainien a privatisé les biens de l'État, c'est-à-dire presque tout ce qui se trouvait dans le pays. Bien sûr, les gens avaient leurs biens personnels comme les voitures. Mais presque tout le reste, de la terre au logement, était la propriété de l'État.

Les logements, par exemple, étaient construits par l'État et donnés aux travailleurs attachés à certaines entreprises. Tout à coup, tout cela a été vendu. Les travailleurs et travailleuses ont pu privatiser – ou « acheter » – leurs maisons à bas prix, ce qui explique

pourquoi le taux d'accession à la propriété est si élevé en Ukraine.

Le même programme de privatisation a été mis en œuvre dans l'industrie d'État. Des actions ont été créées pour les entreprises et distribuées aux travailleurs sous forme de bons d'achat. Mais les travailleurs, appauvris par l'inflation galopante, avaient besoin d'argent pour vivre, et ont donc vendu les bons aux managers. Des choses similaires ont été faites avec la terre, l'eau et les services – avec un certain degré de variation à l'échelle régionale et sectorielle. Les gestionnaires ont tout simplement englouti le pays.

Essentiellement, nous avons assisté à ce que Marx appelle l'accumulation primitive ou originelle du capital. Et il y avait beaucoup à accumuler pour les nouveaux oligarques capitalistes. Dans la région du Donbass, par exemple, il y a une industrie lourde et beaucoup de ressources naturelles comme le gaz naturel, le minerai de fer, les minéraux et le charbon. Les oligarques en devenir se sont emparés de la plupart de ces ressources.

En s'emparant de ces biens, les oligarques et leurs réseaux politiques et criminels ont construit des groupes industriels financiers prospères. Ils sont constitués à la fois d'entreprises et de banques. Ces conglomérats sont hautement concentrés et diversifiés.

Ils exercent ce pouvoir capitaliste pour contrôler directement et indirectement la politique. Certains oligarques sont devenus des politiciens. D'autres ont utilisé des mandataires au plan politique. Ils ont fait appel à des consultants, à des agences de relations publiques et à des technologies politiques développées en Occident pour créer des circonscriptions électorales afin d'être élus ou représentés.

Leur contrôle de l'État leur a permis à leur tour d'accélérer encore l'accumulation dans les années 1990. Ils avaient les coudées franches car le capital européen était préoccupé par l'Europe centrale, la Russie était faible et le capital transnational n'était pas encore dans le jeu. Ils ont donc pillé les biens de l'État pour leur propre enrichissement.

Ces oligarques étaient également en concurrence les uns avec les autres. Cette concurrence se superpose aux divisions territoriales et linguistiques entre Ukrainiens et russophones. Les oligarques ont alimenté ces divisions pour leur propre avantage politique lors des campagnes électorales. Ce faisant, ils ont transformé des différences préexistantes et largement non conflictuelles en nouvelles animosités et préjugés.

Il s'agissait d'une stratégie efficace pour diviser et gouverner la population qui n'a cessé de résister au pillage par des vagues de résistance venues d'en bas, depuis la « révolution orange » de 2004 au soulèvement de Maïdan en 2013. Ces divisions ont été amplifiées par les relations des différents oligarques avec l'UE et la Russie. Ceux-ci jouaient sur les divisions pour établir des relations avec l'une ou l'autre de ces puissances.

Tout cela a atteint son paroxysme lors du Maïdan. Les gens se sont soulevés contre les oligarques et le gouvernement, les nationalistes de droite l'ont exploité et leurs partis ont essayé d'en tirer profit. Les séparatistes russes ont alors mis en place leurs prétendues républiques. La Russie s'est emparée de la Crimée et le conflit armé est apparu dans le Donbass. Le bataillon fasciste d'Azov s'est développé dans ce processus.

Mais soyons clairs : l'Ukraine n'est pas le foyer fasciste que présente la propagande russe. Par exemple, les partis d'extrême droite ont été battus lors des élections de 2014. Leur vote a baissé de façon spectaculaire et ils ont perdu des sièges.

L'élection de Volodymyr Zelensky était un rejet populaire des divisions chauvines et l'expression d'un espoir de paix. Il est une figure intéressante. Derrière lui se trouve un ensemble de forces oligarchiques et il a fait campagne sur la base d'une promesse, bien que naïve, de paix et de lutte contre la corruption.

En définitive, il a gouverné comme tous les autres politiciens néolibéraux, n'a pas réussi à garantir la paix et a supervisé la corruption et le pillage oligarchique. En plus de cela, il a été considéré comme étant incompétent pour gouverner. Sa cote de popularité a baissé en même temps que le niveau de vie s'est effondré.

Avant la guerre, il était très peu probable qu'il aurait été réélu. Mais aujourd'hui, c'est un héros de guerre et il est assuré de remporter un second mandat si, à la fin de cette guerre,

l'Ukraine existe en tant qu'État-nation doté d'un processus électoral démocratique.

Jusqu'à présent, nous avons surtout parlé du rôle de l'impérialisme russe en Ukraine. Qu'en est-il de l'impérialisme occidental, en particulier de ses politiques économiques ?

Nous avons enduré le régime dictatorial des États occidentaux et de leurs institutions financières internationales (IFI). Ils ont appliqué les prescriptions énoncées par Francis Fukuyama au début des années 1990, selon lesquelles le marché libre et sa logique de concurrence capitaliste devaient être libérés.

Les IFI ont accordé des prêts à condition que l'État se retire de la propriété de l'industrie et des services, déréglemente l'économie, affaiblisse les droits du travail et accorde un traitement préférentiel et une protection aux investisseurs, tout cela pour améliorer soi-disant la compétitivité de l'économie. Le nouveau rôle de l'État a été réduit au maintien de l'ordre social. Autrement dit, protéger les riches des pauvres. Ainsi, loin de démocratiser la société, la prescription du libre marché permet le tournant autoritaire auquel nous avons assisté en Europe de l'Est, en Russie et en Ukraine.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), le FMI et la Banque mondiale n'ont autorisé que certains types de d'orientations économiques et de politiques. Les décrets néolibéraux étaient prétendument conçus pour améliorer la compétitivité et l'efficacité, des affirmations qui sont bien sûr discutables. En réalité, ils ont permis la montée en puissance des oligarques et leur bataille concurrentielle, semi-criminelle et, dans certains cas, ouvertement criminelle, pour le contrôle et la privatisation de la propriété de l'industrie, des services et des terres.

Ce qu'ils n'ont certainement pas accompli, c'est l'efficacité des services publics. Pourquoi ? Parce que si les services sont soumis à la concurrence, ils excluent inévitablement des personnes en leur imposant des prix fixés par le marché. Cela mine l'offre de base de services universels dans tous les domaines, de l'éducation aux soins de santé, ce qui à son tour affaiblit la reproduction sociale de la force de travail. L'austérité découle du néolibéralisme. Loin de développer l'économie des pays, elle entrave leur croissance et engendre le sous-développement.

L'Ukraine est un exemple paradigmatique. Il s'agissait d'une économie industrialisée, dotée d'infrastructures, d'infrastructures de soins de santé et de services publics développés, ainsi que d'une main-d'œuvre très instruite et qualifiée. L'imposition occidentale du néolibéralisme l'a détruite. En 1991, son économie était de la taille de la France ; aujourd'hui, c'est le pays le plus pauvre d'Europe. Ce n'est pas un accident. C'est le résultat d'un projet.

Chaque série de prêts de la BERD et du FMI ne fait qu'aggraver ce dé-développement. Nous croulons littéralement sous les dettes, comme les pays d'Afrique, d'Amérique latine et le reste de la région post-soviétique. L'Ukraine doit 129 milliards de dollars à diverses institutions financières internationales et à des États, ce qui représente près de 80 % de notre PIB.

Comment les interactions entre les impérialismes occidental et russe et les dirigeants ukrainiens ont-elles conduit à des divisions au sein du pays, notamment entre les ukrainophones et les russophones ?

Elles ont amplifié ces divisions. Un exemple clé de la dynamique qui a conduit au soulèvement de Maïdan en 2013-2014 et à ses suites. Le président de l'époque, Viktor Ianoukovitch, avait prévu de signer un accord d'association avec l'Union européenne, mais il a fait marche arrière à la dernière minute.

Même s'il est un oligarque criminel, il avait raison. Dans certains cas, il a même mis le doigt sur le problème. L'accord n'étant pas favorable à l'Ukraine, il a officiellement refusé de le signer, à la grande surprise de tous. Cela a déclenché des protestations, que le gouvernement a brutalement réprimées, déclenchant le soulèvement de masse et toute la séquence d'événements que je viens de décrire.

Les gens furent tellement surpris parce que Viktor Ianoukovitch connaissait les termes de l'accord depuis le début. Il ne s'est donc pas retiré de l'accord pour l'Ukraine. La véritable raison pour laquelle il ne l'a pas signé est que la Russie et les oligarques associés à la Russie ont fait pression sur lui pour qu'il fasse marche arrière.

Bon nombre des actifs économiques de ces oligarques sont basés dans le Donbass dans des industries à forte intensité énergétique qui dépendent du gaz et du pétrole russes abordables vu le prix pour leur appareil de production. Ces oligarques ont commencé à faire courir le bruit que si l'accord était signé, les prix de l'énergie augmenteraient – comme la Russie le menaçait effectivement –, que les industries fermeraient et que les gens perdraient leur emploi. Cette situation contraste avec la partie occidentale du pays, qui a été historiquement liée à l'Europe occidentale. Et les entreprises ont tendance à s'orienter davantage vers ce marché que vers la Russie.

Bien sûr, la situation est plus complexe sur le terrain. Les intérêts économiques ne s'alignent pas simplement sur ces divisions territoriales. Néanmoins, le conflit impérial a creusé les divisions entre les oligarques qui ont ensuite forgé des circonscriptions électorales basées sur les allégeances à l'Occident ou à la Russie, ce qui a mis en évidence les nouvelles divisions territoriales.

Une fois cette situation installée, les différents blocs oligarchiques et leurs politiciens ont utilisé des menaces de limitation des droits linguistiques pour masquer leurs mesures d'austérité en cours, détournant la colère des classes populaires en conflits linguistiques et culturels. Cela a conduit à une consolidation de l'extrême droite ukrainienne et des séparatistes russes, chaque camp déshumanisant de plus en plus l'autre.

C'est une politique vraiment dégoûtante. Les factions politiques oligarchiques ont présenté les choses comme un choix de civilisation entre l'Occident et la Russie. Les partisans de l'Ouest ont présenté l'UE – qui, rappelons-le, est à l'origine de tant d'austérité – comme un espoir de liberté et de démocratie au-delà du passé soviétique.

Les partisans de la Russie ont dépeint les Ukrainiens occidentaux comme des russophobes et des fascistes menaçant les droits linguistiques des russophones. Ils ont dépeint la Russie comme le dernier espoir pour les défendre contre ce raz-de-marée de réactions.

Jusqu'à présent, nous avons surtout parlé des puissances impérialistes et de la classe dirigeante ukrainienne. Qu'en est-il de la lutte des travailleurs et travailleuses et des opprimé·es contre les oligarques et les politiciens et les puissances impérialistes ? Quels sont les obstacles politiques et organisationnels qu'ils ont rencontrés ?

Dans les conditions du capitalisme oligarchique que je viens de décrire, nous avons assisté à une résistance civile croissante. Celle-ci s'est exprimée dans le soulèvement d'Euromaïdan, surtout après que la police a brutalisé les manifestants. Les gens en avaient finalement assez. La brutalité policière a fait ressortir des années de douleur et de frustration face à la corruption, la colère face à la collusion de la police avec les réseaux criminels des oligarques et face à sa capacité répétée à échapper à toute responsabilité pour ses abus.

Toute cette résistance était réactive ; elle n'était pas guidée par un sens clair d'un programme alternatif et d'un ensemble de revendications. Cela a permis à la droite de détourner la révolte. Elle était organisée et avait des forces à injecter dans la lutte. Le conflit qui a suivi entre le gouvernement ukrainien et les séparatistes a partiellement atténué la mobilisation civile.

Mais au cours des dernières années, le mécontentement à l'égard des oligarques et des politiciens corrompus s'est accentuée. Les Ukrainiens ont écarté à plusieurs reprises un groupe d'entre eux pour voir un autre groupe tout aussi répugnant les remplacer. Il s'agit donc d'une véritable crise de la représentation. Il n'y a pas encore d'alternative claire capable de mettre en place un défi politique aux oligarques et à leurs politiciens. Et la gauche est malheureusement encore assez petite.

Dans le même temps, il existe une lutte populaire en dehors de la politique électorale, notamment parmi les syndicalistes. Elle a émergé en dehors des syndicats de l'ancienne URSS, qui étaient essentiellement des syndicats d'entreprise. De nouveaux syndicats indépendants se sont développés dans les principales industries (et même dans certaines petites et moyennes entreprises !). L'un de ces syndicats importants se trouve dans l'industrie ferroviaire, qui est le plus gros employeur du pays.

Ils ont été un élément clé de la résistance à l'invasion de la Russie. Ils ont apporté des provisions aux personnes âgées sous les tirs de

l'artillerie. Les syndicats des mineurs ont été particulièrement importants, luttant contre la fermeture des mines et défendant les salaires et les avantages sociaux. Les travailleurs et travailleuses de la santé ont également commencé à s'organiser.

Les gens ont appris que si les politiciens ne réalisent pas des changements, ils doivent le faire eux-mêmes par la lutte collective sur leur lieu de travail. Ils ont même consulté les grands syndicats et les confédérations internationales sur la manière de s'organiser.

La résistance s'est vraiment développée, les gens se tournant les uns vers les autres en quête de solidarité et de soutien. Au cours des dernières semaines, les travailleurs et travailleuses de diverses entreprises ont pris l'initiative de distribuer des biens pour répondre aux besoins des gens au milieu de la guerre, beaucoup d'exemples anecdotiques de cela existent dans différentes villes. Par exemple, les travailleurs d'un entrepôt d'aliments local ont appris qu'il y avait des réfugiés qui avaient besoin de nourriture et la leur ont fournie ou les responsables d'un entrepôt de matériaux de construction ont donné des biens utiles pour les fortifications de la ville. Une sorte d'expropriation des expropriateurs !

Au milieu de cette guerre, la résistance affirme la capacité des gens à provoquer le changement. Cela sera important après la guerre, car la bataille sur la façon de reconstruire et dans l'intérêt de qui deviendra la question centrale. J'espère vraiment que cet esprit de solidarité collective pourra forger une nouvelle voie pour l'Ukraine, une fois cet enfer terminé.

Cela ouvrirait de nouvelles possibilités pour la gauche ukrainienne. Nous devrons adapter un peu notre langage pour que notre programme ait un sens pour les personnes qui ont de très mauvaises expériences marquées par le passé stalinien. Néanmoins, les gens cherchent des solutions sociales collectives aux problèmes profonds du capitalisme ukrainien.

Les socialistes doivent se fondre dans ces luttes pour des améliorations immédiates au sein des populations et démontrer que nous avons des idées cruciales sur la manière de reconstruire notre société. Si nous y parvenons, nous pourrons contribuer à surmonter la crise de représentation qui a frappé les vagues de résistance et offrir une véritable alternative aux oligarques et à la droite.

Un développement que Poutine et la gauche campiste ont exagéré à leurs propres fins politiques est la présence de l'extrême droite dans le pays. Quelle est la vérité sur l'extrême droite en Ukraine ? Comment s'est-elle développée, quelles sont ses différentes forces, et quelle est leur influence sur le système politique et l'armée ?

C'est une question très importante et, franchement, effrayante. Car la vérité est que la politique en Ukraine est sur le fil du rasoir, et qu'elle pourrait aller à droite, et évidemment pas seulement à gauche. Je suis d'accord avec vous pour dire que le rôle et l'importance de la droite ont été exagérés, mais ce sont un facteur et une menace réels.

Son importance a, bien sûr, été exagérée par les séparatistes, Poutine et leurs étranges partisans en Occident. Ils ont montré du doigt des personnes portant des symboles nazis et dépeignent l'Ukraine comme un gouvernement et une nation de fascistes, ou du moins dirigée par eux. C'est totalement faux. Le soutien aux formations de l'éventail de la droite a diminué de façon spectaculaire.

Et la vérité est que la majorité des gens, même à l'intérieur du bataillon Azov, ne réalisent pas la signification nazie des symboles qu'ils portent. Ils ne connaissent pas l'histoire de Stepan Bandera [1909-1959] ; ils le voient comme quelqu'un qui a combattu pour la liberté de l'Ukraine. Mais certains sont très conscients de ce passé nazi et sont des fascistes, notamment à la tête de certains partis de droite et du bataillon Azov. C'est pourquoi je suis très préoccupée par la menace qu'ils représentent.

Ce serait donc une erreur d'écarter la menace de la droite. Les partis de droite extrême sont une force petite mais significative, tout comme le bataillon Azov, même s'il ne représente qu'une petite partie de l'ensemble de l'armée. Azov est assez fort. Il organise des camps d'été pour recruter des gens dans ses rangs. Et il peut obtenir du soutien car ses forces sont saluées comme des héroïnes de la guerre pour la défense de Marioupol.

Ces forces de droite représentent une menace pour l'avenir d'une Ukraine multiethnique. Elles ont poussé à l'adoption de lois linguistiques terribles qui discriminent les russophones. Non seulement ces lois sont mauvaises, mais elles alimenteront le discours des séparatistes russes.

Bien sûr, l'Ukraine doit se décoloniser et se dérussifier. Le russe reste la langue principale dans la plupart des cas. Et, pour être clair, les russophones ne sont pas en général opprimés. Mais les Ukrainiens le sont. Par exemple, quand j'allais à l'école, j'étais malmenée parce que je parlais ukrainien. Mais la solution n'est pas d'imiter le colonisateur dans le processus de décolonisation et de réprimer le russe et les russophones. Il doit y avoir des droits linguistiques égaux, et non de nouvelles formes de discrimination. Ce sera une question urgente dans le processus de reconstruction du pays.

Je suis pour la victoire de l'Ukraine qui rétablira ses frontières et mettra fin à l'occupation russe. Mais cela ne peut déboucher que sur un processus de réconciliation du conflit culturel que les oligarques et leurs politiciens ont fabriqué et armé. Ce sera un défi, car l'invasion de la Russie a suscité un degré sain de nationalisme ukrainien, surtout lorsque le prétexte de Poutine pour la guerre était que votre pays n'était même pas un pays. Nous devons éviter que cela ne se transforme en xénophobie et en ethno-nationalisme.

Nous devons surmonter le désir de fouiller dans l'histoire et de remettre à neuf des symboles anciens et problématiques dans le but de prouver que nous sommes une nation. Au lieu de cela, nous devons saisir l'opportunité historique de reconstruire l'Ukraine en tant que pays multiethnique et multireligieux dans lequel toutes les minorités ont des droits égaux en termes de langue, d'éducation et de culture.

C'est la tâche de la gauche et des organisations de la classe ouvrière. Cela implique de contester le pouvoir des oligarques, de leurs politiciens et de la droite. La politique de solidarité doit triompher, sinon nous risquons de confirmer le mensonge obscène de Poutine selon lequel nous sommes une nation de bigots et de fascistes.

Cela soulève la question de savoir quelle sera l'issue de la guerre. Il semble que Poutine ait été contraint de renoncer à son objectif de changement de régime. Et qu'il tente désormais de dévaster la partie occidentale de l'Ukraine et de diviser le pays, en s'assurant le contrôle du Donbass. Quel impact cela aura-t-il sur l'Ukraine, la résistance et l'économie politique du pays ?

Si vous m'aviez posé cette question il y a seulement trois semaines, j'aurais dit que si Poutine acceptait de se retirer et de s'accrocher à ces soi-disant républiques, les Ukrainiens auraient pu l'accepter. Mais maintenant, après les horreurs de cette guerre, la destruction de Kharkiv et de Marioupol, les horreurs des faubourgs de Kyiv, et le nombre de vies perdues, de personnes brutalisées et déplacées, les Ukrainiens ne feront pas de compromis.

Le peuple ukrainien a tout essayé pour mettre fin à ce cauchemar. Nous avons essayé les pourparlers de paix dans le cadre du processus de Minsk. Nous nous sommes tenus à un cessez-le-feu, même sous le feu de l'ennemi, afin de priver Poutine de l'excuse pour lancer une guerre. Rien de tout cela n'a fonctionné. Le prétendu processus de paix a fini par ouvrir la voie à Poutine pour envahir le pays dans une attaque totalement non provoquée. Ils ont planifié cela pendant des années, en utilisant le chantage, en mentant sur les événements et en envoyant des milliers d'agents dormants pour infiltrer le pays, identifier les cibles et leur envoyer des signaux radio.

Maintenant, nous avons des milliers de morts, des millions de personnes déplacées, et des centaines de millions de dollars d'infrastructures détruites. Après tout cela, rares sont ceux qui acceptent de céder des parties entières du pays aux envahisseurs. Les Ukrainiens comprennent que si nous ne gagnons pas cette guerre, il n'y aura pas d'Ukraine. Si des parties du pays sont occupées, il y aura une insurrection contre les forces russes qui prépareront une autre guerre. Il n'y aura pas de paix.

Poutine ne reconnaît pas le droit de l'Ukraine à exister indépendamment et nous devons donc riposter. Nous n'accepterons pas la partition du pays en quelque chose comme la Corée du Nord et la Corée du Sud. Cela

signifie un long combat, mais les gens le mèneront à bien.

Il y a beaucoup de choses en suspens en ce moment. L'issue dépend de notre capacité à obtenir des armes pour nous défendre et reconquérir notre pays, de notre capacité à nous en tenir à nos exigences dans ces soi-disant négociations, et du possible effondrement du régime russe. Mais nous ne nous contenterons de rien de moins que la réunification et l'indépendance de l'Ukraine.

Il y a un débat important au sein de la gauche internationale sur la position à adopter face à la guerre et sur les revendications à formuler. Que pensez-vous que nous devrions faire ?

Encore une fois, la gauche internationale doit chausser ses lunettes décoloniales pour penser à l'Ukraine. Nous combattons la Russie, notre oppresseur impérial historique. Nous avons été dominés et colonisés politiquement, économiquement, culturellement et linguistiquement pendant très longtemps.

Je pense que certaines personnes ont encore la vision voilée par une opposition unidimensionnelle au seul impérialisme américain. Mais les États-Unis ne sont pas l'agresseur la situation actuelle. C'est la Russie. Bien sûr, l'OTAN est un facteur, mais pas le facteur déterminant. L'OTAN devrait-elle exister ? Bien sûr que non. Elle aurait dû être dissoute il y a longtemps. Nous sommes tous d'accord sur ce point.

Concentrons-nous sur la question centrale : l'impérialisme russe et la lutte pour la libération de l'Ukraine. Depuis des années, Poutine a clairement indiqué qu'il ne reconnaissait pas l'Ukraine comme une entité distincte, affirmant dans sa récente déclaration que le pays avait été créé par les bolcheviks. Il veut reconquérir l'Ukraine, la soumettre à la domination russe, et poursuit cet objectif militairement depuis 2014, en procédant à une partition violente, fabriquée et totalement illégale du pays.

La gauche internationale doit être solidaire de l'Ukraine en tant que nation opprimée et de notre lutte pour l'autodétermination. Cela inclut notre droit d'assurer des armes pour nos combattants et volontaires afin de gagner notre liberté.

Mais la gauche ne doit pas soutenir les appels à la fermeture du ciel, essentiellement une revendication de zone d'exclusion aérienne imposée par l'OTAN. Cela signifierait une guerre aérienne entre les chasseurs états-uniens et européens et les chasseurs russes, avec le risque d'une guerre plus large entre les puissances nucléaires. Il suffit de voir les conséquences des interventions américaines dans d'autres régions du monde, comme l'Irak et l'Afghanistan. Les chasseurs états-uniens et de l'OTAN ne se soucieraient pas des dégâts que leur guerre aérienne causerait en Ukraine. Ils nous ordonneraient d'évacuer les villes afin qu'ils puissent conduire un assaut militaire de grande envergure contre les forces russes, en poursuivant le démantèlement de notre pays et en tuant inévitablement davantage d'Ukrainiens dans le processus.

Par la suite, nous aurons besoin d'une sorte de force de maintien de la paix, peut-être des Casques bleus de l'ONU. Mais c'est difficile, car l'ONU est une organisation fondamentalement antidémocratique dont les puissances dominantes, y compris la Russie au Conseil de sécurité, peuvent mettre leur veto à une telle force. Mais nous aurons besoin de forces internationales soumises à une certaine forme de contrôle pour éviter de nouveaux conflits. Une nouvelle architecture de sécurité internationale devrait être mise en place, avec une suspension automatique des agresseurs, sans droite de veto, sans membres permanents du Conseil de sécurité, avec de véritables garanties mutuelles afin d'éviter toute souffrance future dans un monde démilitarisé.

Yuliya Yurchenko est l'autrice de *Ukraine and the Empire of Capital : From Marketization to Armed Conflict* (Pluto, 2018). Publié sur le site *Spectre Journal,* 11 avril 2022. L'entretien a été conduit par Ashley Smith. Traduction *À l'Encontre*

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 8, 7 JUIN 2022

LA GUERRE EN UKRAINE, LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE ET LA GAUCHE

TARAS BILOUS

CAMPISME *VS* INTERNATIONALISME

« L'invasion russe de l'Ukraine n'a aucune justification… mais il y a l'OTAN… » Il est difficile de décrire les émotions que moi, ainsi que d'autres socialistes ukrainiens, nous ressentons face à ce « mais » dans les déclarations et les articles de nombreux militants de la gauche radicale occidentale. Malheureusement, ce « mais » est souvent suivi de tentatives de présenter l'invasion russe comme une réaction défensive à « l'expansion agressive de l'OTAN » et donc de rejeter une grande partie de la responsabilité de l'invasion sur l'Occident.

L'éditorial de Susan Watkins dans *New Left Review* en est un exemple. Dans cet éditorial, l'autrice qualifie l'invasion russe d'un pays qui n'est pas actuellement et ne deviendra probablement jamais membre de l'OTAN de « guerre de la Russie contre l'OTAN », niant de fait la subjectivité de l'Ukraine. En outre, Watkins affirme que Biden « aurait sans doute pu empêcher une invasion s'il avait été disposé à négocier un accord sérieux sur les frontières militaires ».

Cette position a suscité des critiques de la part d'auteurs de gauche en Europe de l'Est, en particulier Jan Smolenski et Jan Dutkiewicz. Ils ont fait remarquer que les États d'Europe de l'Est ont rejoint l'OTAN volontairement, avec le soutien de la majorité de leur population, et qu'ils l'ont fait en tenant compte de leurs propres préoccupations, généralement ignorées par les critiques de l'élargissement de l'OTAN.

Puisque ces questions constituent souvent une pierre d'achoppement dans les discussions de gauche sur la guerre en Ukraine, examinons-les plus en détail – d'autant plus que, selon moi, elles sont également importantes pour façonner la stratégie de la gauche sur les questions de sécurité internationale.

FINLANDISATION

Cette guerre aurait-elle pu être évitée en acceptant que l'Ukraine n'adhère pas à l'OTAN ? Toute réponse sérieuse à cette question doit tenir compte du fait qu'à l'approche de la guerre, le Kremlin a exigé bien plus que cela. En particulier, le projet de traité entre la Russie et les États-Unis, publié par le ministère russe des affaires étrangères le 17 décembre, comprenait une clause stipulant que les États-Unis ne développeraient pas de coopération militaire bilatérale avec les États qui faisaient autrefois partie de l'Union soviétique et qui ne sont pas membres de l'OTAN (article 4) – Ukraine, Géorgie et Moldavie.

Certains lecteurs peuvent supposer que cette clause est apparue dans les projets de traités afin qu'il y ait plus tard quelque chose à concéder lors des négociations, mais il y a de bonnes raisons d'en douter. Peu avant la parution des projets de traités, Dmitri Trenin, directeur du Carnegie Moscow Center, et Alexander Baunov, membre du même centre, ont écrit que pour les élites de Moscou, une coopération militaire étroite entre l'Ukraine et les États-Unis était devenue aussi inacceptable que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

Par conséquent, bien que les médias réduisent souvent les exigences de la Russie à la neutralité de l'Ukraine, elles sont en fait plus sérieuses. Les États neutres européens, notamment la Suisse, l'Autriche, la Suède et la Finlande, ne sont pas empêchés par leur statut de développer une coopération avec les États-Unis dans le domaine de l'armement. Tous ces États participent également au programme de Partenariat pour la paix de l'OTAN. La coopération militaire entre l'Ukraine et les États-Unis a également débuté lorsque l'Ukraine a déclaré son statut de pays non aligné. L'Ukraine et les États-Unis ont signé un traité de coopération militaire en 1993. L'Ukraine et les États-Unis organisent des exercices militaires internationaux nommés Sea Breeze depuis 1997, et la Russie y a participé en 1998.

Après 2014, la coopération militaire avec les États-Unis et l'OTAN a été un facteur important de la modernisation de l'armée ukrainienne. Sans elle, la résistance ukrainienne à l'invasion russe aurait été nettement moins efficace. Si cette coopération avait cessé à la demande de la Russie, l'Ukraine aurait été moins sûre, et le gouvernement ukrainien aurait donc pu être contraint de se plier à d'autres exigences russes. À cet égard, le terme « finlandisation », utilisé par de nombreux auteurs, décrit mieux l'essence des exigences russes. Pendant la guerre froide, la Finlande non seulement n'a pas adhéré à l'OTAN, mais a également tenu compte de nombreux « souhaits » des dirigeants soviétiques ; elle a notamment rejeté le plan Marshall et extradé tous les fugitifs de l'URSS. En outre, le traité finno-soviétique de 1948 prévoyait une coopération militaire entre la Finlande et l'URSS (en cas d'attaque de l'URSS à travers la Finlande).

La Finlande a poursuivi cette politique après sa défaite dans la guerre, au cours de laquelle elle était alliée à l'Allemagne nazie, consciente que les dirigeants soviétiques pouvaient transformer la Finlande en un autre satellite s'ils le souhaitaient, accepter certaines restrictions en échange du maintien de leur système politique et de leur souveraineté était une solution rationnelle pour les Finlandais. Dans le même temps, l'Ukraine n'était pas dans une telle situation avant la guerre actuelle, et la plupart des Ukrainiens n'acceptaient pas les exigences russes.

Ici, la différence entre la « finlandisation » originelle et la situation à la veille de l'invasion russe de l'Ukraine est évidente. La politique finlandaise de neutralité et de prise en compte des intérêts soviétiques était basée sur des accords entre la Finlande et l'URSS, tandis qu'en Ukraine, le Kremlin voulait négocier avec les États-Unis et l'OTAN. À l'époque, le Kremlin avait apparemment perdu l'espoir qu'il serait possible de forcer les autorités ukrainiennes à se plier aux exigences russes, ou que des forces pro-russes prennent le pouvoir en Ukraine. Le Kremlin a donc décidé, contre la volonté du peuple ukrainien, de négocier l'avenir de l'Ukraine avec ceux qu'il considérait comme les « maîtres » de ce pouvoir.

Il convient de noter que le Kremlin a peut-être utilisé ses projets de traités non pas comme une dernière tentative de négociation, mais pour légitimer son invasion. Nous ne savons pas exactement quand Poutine a pris la décision d'envahir l'Ukraine, et nous ne pourrons le dire avec certitude que lorsque les archives du Kremlin seront ouvertes. Mais nous pouvons évaluer les informations dont nous disposons. L'essence des propositions russes était pratiquement une division de l'Europe en sphères d'influence entre la Russie et les États-Unis. Je ne sais pas si Susan Watkins le comprend, mais c'est ce qu'elle a effectivement soutenu dans son article dans la *New Left Review,* est que : « En appelant à un règlement stable des frontières militaires, le Kremlin a de bons arguments. »

LA CRISE DES MISSILES CUBAINS

Imaginez : une révolution nationaliste a lieu dans un pays proche d'un État impérialiste qui considère ce territoire comme sa sphère d'influence. L'État impérialiste tente d'empêcher sa perte définitive d'influence sur la politique du premier pays en utilisant la force brute et en s'alliant avec les opposants à la révolution. Un gouvernement post-révolutionnaire considère une alliance avec une superpuissance rivale comme une garantie de sécurité. La menace d'une guerre nucléaire se fait jour. Cette histoire ne concerne pas seulement l'Ukraine, mais aussi un autre pays auquel de nombreux auteurs, dont le susmentionné Dmitri Trenin, ont comparé l'Ukraine, Cuba.

Bien sûr, il existe de nombreuses différences entre ces deux cas. La nature de classe et la nature idéologique des révolutions et des superpuissances étaient très différentes. Mais en ce qui concerne la sécurité internationale, ces différences ne sont pas décisives. La crise des missiles de Cuba est en effet une bonne analogie concernant l'agression russe contre l'Ukraine, alors examinons-la d'un peu plus près.

La crise des missiles de Cuba est née du déploiement de missiles nucléaires soviétiques à Cuba et s'est terminée par leur démantèlement en échange de garanties américaines de non-agression contre Cuba et du retrait des missiles américains de Turquie. La coopération militaire entre Cuba et l'URSS a-t-elle cessé après cela ? Non. Les troupes soviétiques (que le gouvernement cubain considérait comme

une garantie de sa sécurité) ont-elles été retirées de Cuba ? Non.

En Ukraine, en revanche, il n'y a pas de missiles américains dotés d'ogives nucléaires. Même la participation à l'OTAN n'implique pas nécessairement le déploiement de missiles – à cet égard, l'exemple de la Norvège, qui était le seul pays de l'OTAN à partager une frontière avec l'URSS pendant la guerre froide et qui se méfiait donc de placer des missiles sur son territoire, est assez parlant.

En outre, les États-Unis, tout en rejetant l'opposition de la Russie à l'élargissement de l'OTAN, ont parallèlement proposé de nouveaux accords de contrôle des armements. Selon Alexei Arbatov, membre de l'Académie des sciences russe et grand spécialiste des questions de sécurité et de désarmement, jusqu'à récemment, ces propositions étaient également avancées par la Russie et présentaient un intérêt sérieux en termes d'apaisement des tensions et de renforcement de la sécurité européenne. Cependant, les dirigeants russes les ont rejetées comme étant « mineures ».

Le président américain John F. Kennedy a donné des garanties de non-agression contre Cuba et a accepté de retirer les missiles américains de Turquie. Il a ainsi montré que sa principale préoccupation dans cette affaire était la sécurité. Le président russe Vladimir Poutine, quant à lui, a rejeté l'offre américaine et est entré en guerre. Ce faisant, il a montré que sa préoccupation première n'était pas la sécurité, mais son désir de voir l'Ukraine revenir sous contrôle russe, ou du moins la conquête de nouveaux territoires ukrainiens. En effet, la prudence dont les États occidentaux ont fait preuve à l'égard de la Russie, même après le début de l'invasion à grande échelle, montre la vacuité des préoccupations russes en matière de sécurité. La Russie dispose de la meilleure garantie de sécurité : les armes nucléaires. Le Kremlin lui-même ne se lasse pas de nous le rappeler.

En ce qui concerne l'Ukraine, que se passerait-il si les États-Unis avaient fait de grandes concessions à la Russie ? Quelles auraient pu être ces concessions ? Au cours de la période précédant l'invasion, de nombreuses déclarations ont été faites selon lesquelles l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN n'était pas à l'ordre du jour. Le plus franc sur cette question a été l'ancien secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer :

> Tout le monde, y compris Poutine, sait que l'Ukraine ne deviendra pas membre de l'OTAN dans un avenir prévisible et imprévisible. C'est déjà un pays tampon. C'est quelque chose que vous n'entendrez jamais de la part du secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, dire ; sa position ne le lui permet pas. Mais je peux le dire maintenant.

Le Kremlin a néanmoins exigé une garantie. Le vice-ministre des affaires étrangères, Sergueï Ryabkov, a d'abord répondu à l'idée d'un moratoire temporaire sur l'expansion de l'OTAN en déclarant qu'elle était inacceptable pour la Russie, et Poutine lui-même s'est montré critique quelques jours avant l'invasion. Très probablement, le Kremlin n'aurait été satisfait qu'en cas d'acceptation totale de ses exigences. Mais qu'est-ce que cela aurait signifié pour l'Ukraine ? À la veille de l'invasion, les choses n'allaient pas bien pour Volodymyr Zelenskyy, devenu une superstar de la politique. Sa cote de popularité était en baisse, tandis que celle de son principal rival, l'ancien président Petro Porochenko, était en hausse. L'accord des États-Unis aux exigences de la Russie aurait considérablement exacerbé la situation. Et si le gouvernement ukrainien, ayant perdu le soutien des États-Unis, avait satisfait à l'une ou l'autre des exigences du Kremlin, il est certain que cela aurait conduit à une crise politique et à une escalade de la violence. Il est tout à fait possible que cela aurait créé des conditions plus favorables à l'invasion des troupes russes en tant que « gardiennes de la paix ». Dans ce cas, la situation de l'Ukraine aurait été bien pire qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Pour autant, je ne prétends pas que dans les derniers mois précédant l'invasion, l'Occident ou l'Ukraine n'auraient pas pu empêcher la guerre. Mais un examen sérieux de cette possibilité nécessite une analyse plus approfondie et un accès aux archives du Kremlin. Je pense que ce sera une question intéressante pour les futurs historiens. En attendant, la gauche radicale occidentale, si prompte à critiquer les États-Unis pour ce qu'ils ont fait à la Russie, devrait s'abstenir de prétendre que Washington aurait dû simplement se plier aux exigences russes. Après tout, la décision

d'empêcher la guerre aurait très bien pu être le fait d'un seul homme – Vladimir Poutine. Tout ce qu'il avait à faire était de ne pas donner l'ordre de lancer l'invasion.

L'EXPANSION DE L'OTAN

Heureusement, sur la question de l'expansion de l'OTAN, les historiens ont déjà apporté une réponse convaincante. L'une des meilleures analyses publiées à ce jour est le livre de Mary Elise Sarotte, *Not One Inch : America, Russia, and the Making of Post-Cold War Stalemate.* Sarotte montre bien que la politique de la porte ouverte [à l'adhésion] de l'OTAN a effectivement sapé la coopération américano-russe sur le contrôle des armements et la formation d'un système de sécurité international plus large.

L'expansion de l'OTAN a fourni des atouts aux revanchards et aux faucons russes et a enterré les perspectives politiques des libéraux qui prônaient une coopération plus étroite avec l'Occident, comme l'[ancien] ministre des affaires étrangères Andrei Kozyrev. En ce sens, le développement de l'OTAN a effectivement créé des conditions favorables au déclenchement de la guerre. Mais comment et pourquoi cela s'est produit est également important. Tony Wood, dans un article de la même *New Left Review,* écrit que « l'émergence d'un nationalisme russe de plus en plus affirmé et militarisé est inextricable de ce processus [de l'expansion de l'OTAN], parce qu'il a été en grande partie propulsé et renforcé par lui ». Mais ce que Wood omet de demander, c'est pourquoi l'expansion de l'OTAN a provoqué une telle réaction. À mon avis, la réponse peut facilement être trouvée dans le livre de Sarotte, auquel Wood fait référence à plusieurs reprises.

S'agit-il d'une réaction au fait que les préoccupations légitimes de la Russie en matière de sécurité ont été négligées, comme l'ont affirmé de nombreux auteurs ? Je ne le pense pas. Sérieusement, comment l'adhésion de la République tchèque et de la Hongrie à l'OTAN pourrait-elle créer une situation menaçante pour la Russie ? Il suffit de regarder une carte pour apporter une réponse évidente : en aucun cas. Alors pourquoi leur adhésion à l'OTAN a-t-elle été perçue négativement au Kremlin ? Parce que ces pays appartenaient récemment à la zone d'influence soviétique. Et aussi parce que leur adhésion s'inscrivait dans le cadre de la formation d'un nouvel ordre international dans lequel la Russie n'avait plus le statut de superpuissance égale aux États-Unis.

C'est la douleur d'un empire perdu qui a provoqué des sentiments revanchards. Dans le livre de Sarotte, on le voit à plusieurs reprises, par exemple, lorsque Eltsine a demandé un statut spécial pour la Russie dans le cadre du programme de Partenariat pour la paix (PPP), au motif que la Russie était un « grand pays avec une grande armée et des armes nucléaires » (p. 190). Et les Européens de l'Est, après tout, pouvaient observer de leurs propres yeux l'émotion des Russes. Par conséquent, au lieu de parler de l'émergence du nationalisme russe, comme le fait Tony Wood, il est à mon avis plus approprié de parler de la mutation du chauvinisme de la grande puissance russe en réaction à la croissance de l'OTAN. Lorsqu'il est devenu évident que la Russie n'occuperait pas une position aussi privilégiée dans le nouvel ordre international que le souhaitaient les élites russes, celles-ci ont manifesté un désir croissant de reconsidérer cet ordre.

Le livre de Sarotte montre également que, jusqu'à un certain point, les États-Unis ont essayé de tenir compte des sentiments russes afin de ne pas entraver la formation d'un ordre international plus sûr. Cela s'est notamment manifesté dans le programme du PPP, qui visait à faire en sorte que les adhésions à l'OTAN ne se fassent pas trop rapidement, mais qu'elles évoluent vers quelque chose d'autre. Et, comme l'a dit le président Bill Clinton, « l'Ukraine est le pivot de toute l'idée [du PPP] » (p. 188). Dans les années 1990, il était évident pour tout le monde que l'Ukraine ne pouvait pas adhérer à l'OTAN. L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN était une ligne rouge pour Moscou, principalement en raison du même chauvinisme de grande puissance, en raison du rôle particulier que joue l'Ukraine dans la mythologie nationale russe.

Selon M. Sarotte, c'est à la suite de l'exemple de l'Ukraine que les gouvernements d'Europe de l'Est qui souhaitaient que leurs pays rejoignent l'OTAN ont accepté de participer au PPP en guise de compromis. Mais les événements survenus en Russie, tels que le coup d'État antiparlementaire d'Eltsine en 1993 et

la guerre en Tchétchénie, ont poussé de plus en plus les États d'Europe orientale à faire pression sur les États-Unis pour qu'ils les autorisent à rejoindre l'OTAN. Ils ont réussi à être couverts par l'article 5 pour se protéger d'une éventuelle agression armée de la Russie. Mais le résultat a été une nouvelle ligne de démarcation en Europe qui a séparé l'Ukraine de ses voisins occidentaux. Les pays qui étaient moins menacés par l'agression russe sont devenus mieux protégés, tandis que l'Ukraine, pour laquelle la menace était plus grande, s'est retrouvée dans une «zone grise». C'est pourquoi, en décembre 1994, après la publication du communiqué sur la politique de la porte ouverte de l'OTAN, Kyiv est devenu nerveux, tandis que Moscou était furieux (p. 201).

Une autre conséquence négative de l'élargissement de l'OTAN a été que le processus de transformation de la CSCE/OSCE, une conférence pour le dialogue Est-Ouest créée dans les années 1970, en une organisation internationale qui n'a jamais été réellement achevé. La décision américaine de faire de l'OTAN le socle de la sécurité en Europe a rendu le renforcement de l'OSCE sans intérêt. Si la politique d'ouverture de l'OTAN avait commencé quelques années plus tard, elle aurait permis de faire de l'OSCE une organisation plus efficace.

Après le début de l'invasion russe de l'Ukraine, l'OSCE est devenue une organisation totalement insignifiante et très probablement désormais morte. Mais cela ne doit pas nous empêcher de considérer qu'il existe des alternatives au développement du système de sécurité international. La mission spéciale de surveillance de l'OSCE a joué un rôle important dans la résolution de la guerre au Donbass. Mais son influence aurait pu être bien plus grande si son mandat avait été élargi. L'Ukraine l'a constamment exigé, mais en raison de la prise de décisions par consensus au sein de l'OSCE, la Russie a constamment bloqué cette proposition. Ainsi, le Kremlin a saboté la mise en œuvre du point 4 du protocole de Minsk, qui prévoyait la surveillance par une mission de l'OSCE de toute la partie de la frontière ukraino-russe située dans la zone de combat (et non seulement aux deux points de contrôle frontaliers que la Russie a autorisés jusqu'à l'automne 2021).

L'OTAN ET L'OTSC

Avant de passer aux résultats, examinons un peu plus les positions envers les alliances militaires. Il peut être utile de comparer l'OTAN à son homologue russe, l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective, créée en 1992).

Premièrement, il est possible d'affirmer que l'OTAN est un phénomène contradictoire qui, d'une part, sert de couverture à l'impérialisme américain et, d'autre part, est un instrument de protection pour de nombreux petits pays. De même, l'OTSC est une couverture pour l'impérialisme russe et a récemment été utilisée pour réprimer un soulèvement populaire au Kazakhstan, mais sert de protection à une Arménie relativement démocratique. Reconnaître ce fait ne fait pas de vous un partisan de l'impérialisme américain ou russe.

Deuxièmement, Susan Watkins écrit que l'OTAN ne s'est pas avérée «indispensable» pour envahir l'Irak, mais elle ne dit pas que c'était en raison de la résistance française et allemande. Il est également révélateur que le Kazakhstan ait refusé d'envoyer ses troupes en Ukraine, bien que l'invasion ait commencé un mois et demi après que le Kremlin ait contribué à réprimer le soulèvement au Kazakhstan. Mais tout comme cela n'a pas été un obstacle insurmontable pour les États-Unis [en Irak] – ils ont créé une force multinationale, contournant l'OTAN – de même pour la Russie, le refus du Kazakhstan ne l'a pas empêchée de lancer l'invasion de l'Ukraine. Il ne faut pas oublier que le problème clé dans les deux cas est l'impérialisme (américain ou russe), et non l'OTAN et l'OTSC.

Troisièmement, nous devrions cesser d'identifier toutes les actions militaires des pays membres d'alliances militaires avec les actions de ces alliances militaires. Ce n'est pas l'OTAN en tant qu'organisation qui mène actuellement une opération militaire dans le nord de la Syrie, c'est la Turquie. Et le problème ici est l'hostilité de la Turquie envers les Kurdes, et non l'OTAN. De même, si la Turquie attaque la Grèce, ce n'est pas l'OTAN qui attaque l'un de ses membres. De même, ce n'est pas l'OTSC qui est actuellement en guerre contre l'Ukraine, mais la Russie avec l'aide du Belarus. Heureusement, le Kazakhstan et l'Arménie ne sont pas impliqués dans cette guerre.

En outre, il ne faut pas identifier l'OTAN et l'« Occident » comme l'a fait Susan Watkins dans sa déclaration « L'OTAN a gagné la guerre froide sans tirer un seul coup de feu. » Mais ce n'est pas l'OTAN qui a gagné la guerre froide, c'est l'Occident qui a mené l'offensive. L'OTAN n'est qu'un des outils. Il n'est pas surprenant qu'un groupe d'États, dont certains avaient une politique néocoloniale agressive, ait également eu parmi ses nombreux instruments une alliance défensive, dont les fonctions n'ont changé qu'après que ce groupe d'États ait gagné la guerre froide.

Quatrièmement, les États-Unis et la Russie peuvent se passer de l'OTAN et de l'OTSC pour leurs politiques impérialistes, mais il n'existe pas encore d'alternative de défense pour les États d'Europe orientale et l'Arménie. Et si vous ne pouvez pas offrir une alternative aux populations des pays qui cherchent une protection dans de telles structures, il vaut mieux ne pas les inciter à renoncer à cette protection.

ESQUISSE D'UNE STRATÉGIE DE GAUCHE POUR LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Les décisions prises dans les années 1990-2000 sont déjà entrées dans l'histoire, et on ne peut pas revenir sur le passé. Se concentrer sur ces erreurs aujourd'hui revient à critiquer le traité de Versailles en 1919, alors qu'il a déjà perdu toute actualité. Ce qu'il faut maintenant, ce sont des solutions concrètes qui peuvent accélérer la défaite de la Russie et faire du monde d'aujourd'hui un endroit plus sûr. D'un autre côté, comme dans le cas du traité de Versailles, les anciennes erreurs peuvent fournir des leçons pour façonner une politique d'après-guerre.

L'expansion de l'OTAN a-t-elle eu un impact sur le déclenchement de cette guerre ? Oui. Mais il y a des façons très différentes de parler de cela. Lorsque la gauche radicale et les « réalistes » disent que l'expansion de l'OTAN a « provoqué » la Russie, ils affirment ainsi que, dans une certaine mesure, l'invasion russe était au moins partiellement justifiée, même s'ils le nient. Watkins fait de même en affirmant que l'invasion russe « ne s'est pas fait sans provocation ». C'est la même chose que de dire que la révolution cubaine et la coopération du gouvernement de Fidel Castro avec l'URSS ont provoqué les États-Unis. Bien sûr, ce n'est pas un problème pour les « réalistes » de le dire, mais qui, à gauche, justifierait ainsi la politique agressive des États-Unis envers Cuba ?

Le fait que la révolution cubaine était plus progressiste que le Maïdan ukrainien n'est pas une excuse pour un tel deux poids, deux mesures. Si un État impérialiste, quel qu'il soit, voit une révolution dans sa sphère d'influence comme une menace pour lui-même et un « mauvais exemple » pour les autres pays de sa sphère, les socialistes ne devraient pas utiliser le fait que cette révolution est soutenue par une superpuissance rivale pour condamner la révolution. Il convient également de noter que cela s'applique non seulement au Maïdan de 2013-2014, mais aussi à la révolution orange de 2004 en Ukraine. C'est après ce dernier événement, quelques années avant le sommet de l'OTAN à Bucarest, dont la déclaration proclamait que la Géorgie et l'Ukraine « deviendront membres de l'OTAN », qu'il y a eu un glissement de terrain notable dans la politique russe, indiquant que l'élite russe considérait les événements en Ukraine comme une menace.

La comparaison avec Cuba nous indique également que nous devons traiter différemment des préoccupations différentes. Le déploiement de missiles nucléaires près des frontières d'un pays et l'entrée d'un pays voisin dans un bloc militaire ou la coopération militaire avec un État rival sont des faits différents. Nous devons soutenir et appeler à des restrictions mutuelles sur le déploiement des armes nucléaires (et au désarmement nucléaire mondial en général). Mais parfois, la seule véritable alternative à la coopération militaire d'un État impérialiste contre un autre est l'assujettissement total par une puissance impériale agressive. Les habitants privilégiés des pays occidentaux, qui n'ont pas à craindre que leur pays soit conquis par la Russie, n'ont aucun droit moral de critiquer ceux qui cherchent à se protéger en coopérant avec ces États occidentaux. Et si l'on critique une coopération militaire, la critique ne doit pas se traduire en un soutien à la division de l'Europe ou du monde en sphères d'influence.

Cela signifie-t-il que la gauche aurait dû soutenir l'expansion de l'OTAN ? Non. Jan Smolenski et Jan Dutkiewicz ont fait valoir

qu'une critique intellectuellement honnête de l'expansion de l'OTAN conduirait à une critique des politiciens et des électeurs d'Europe de l'Est qui ont embrassé les idéaux de la démocratie et de l'autodétermination nationale. Mais ce n'est pas le cas. Les démocraties d'Europe de l'Est avaient le droit souverain de faire le choix qu'elles considéraient comme le meilleur pour leur sécurité. Mais l'entrée d'un pays dans une organisation internationale dépend de la décision des deux parties. Et les États-Unis devaient faire un choix qui permettrait de mieux assurer la sécurité non seulement des États qui rejoignaient l'OTAN, mais aussi de ceux qui ne la rejoignaient pas. L'entrée de pays dans l'OTAN peut avoir renforcé leur sécurité, tout en nuisant à celle de l'Ukraine.

De ce point de vue, la transition rapide vers la politique de la porte ouverte de l'OTAN a été une erreur. Comme Mary Sarotte et l'historien ukrainien Serhii Plokhy l'ont souligné dans un article conjoint, dans les années 1990, les États-Unis avaient une chance bien meilleure et bien moins coûteuse de résoudre la question de la sécurité de l'Ukraine qu'ils ne l'ont fait. Premièrement, ils auraient pu donner la priorité au développement du programme de Partenariat pour la paix plutôt qu'à l'expansion rapide de l'OTAN. Deuxièmement, ils auraient pu donner à l'Ukraine des garanties de sécurité effectives dans le mémorandum de Budapest de 1994. L'Ukraine l'avait exigé à l'époque, mais sous la pression générale des États-Unis et de la Russie, le gouvernement ukrainien a ensuite été contraint d'accepter un morceau de papier sans valeur. Ne pas donner de telles garanties en échange d'armes nucléaires[1] était une terrible erreur qui, à long terme, a porté un coup encore plus grand au désarmement nucléaire que l'expansion de l'OTAN.

Cependant, il s'agit plutôt du passé. Quelles conclusions peut-on tirer de l'approche de la gauche en matière de sécurité internationale pour l'avenir ? Pour la gauche ouest-européenne des dernières décennies, s'il existait une alternative à l'OTAN, c'était l'idée d'un système de sécurité internationale commun qui engloberait l'« Ouest » et l'« Est » après la fin de la guerre froide. Mais si cette idée avait du sens dans les années 1990, elle semblait déjà irréaliste après 2008 et encore plus après 2014. Pour des raisons quelconques, cependant, cette gauche a obstinément ignoré le fait que la Russie, qui au début des années 1990 préconisait un rôle accru pour l'OSCE, est ensuite devenue le principal opposant à la réforme et au renforcement de l'OSCE. Une autre partie de la gauche européenne, notamment le parti de gauche polonais Razem, propose un système de sécurité européen comme alternative à l'OTAN – une armée commune, un bouclier antimissile, une politique énergétique, etc. Un tel système aiderait les membres de l'UE mais pas ceux qui sont en dehors de l'UE. De plus, ce projet comporte des menaces de « forteresse Europe » (on pourrait dire la même chose de l'idée précédente). Par conséquent, la priorité doit être donnée à un système de sécurité mondial.

Dans la récente déclaration d'Athènes, Jeremy Corbin, Yanis Varoufakis et Ece Temelkuran ont déclaré qu'« une paix durable ne peut être atteinte qu'en remplaçant tous les blocs militaires par un cadre de sécurité international inclusif ». Il est difficile de ne pas être d'accord, mais ils n'ont pas proposé de moyens de créer un tel cadre. Dans le même temps, il existe déjà un système qui correspond à leur description, bien qu'il remplisse ses fonctions de manière inefficace : il s'agit des Nations unies. Je sais que beaucoup sont sceptiques quant à l'idée des Nations unies. Mais jusqu'à présent, je n'ai vu aucun de ses détracteurs proposer une meilleure alternative. Et au lieu de chercher des excuses à l'inaction, nous devrions chercher des moyens possibles de faire avancer les changements. Qu'est-ce qui est le plus utopique – réformer l'ONU ou créer de toutes pièces un système similaire qui unirait les pays du Sud et du Nord, mais qui serait plus efficace ?

Malheureusement, même après la déclaration de Zelensky lors de la réunion du conseil de sécurité sur la nécessité d'une réforme de l'ONU, la seule réponse que j'ai vue dans les médias de gauche est une explication des raisons pour lesquelles cela est impossible. Mais l'article de Jon Schwarz est révélateur pour ce

1. NdT : avec le mémorandum de Budapest, l'Ukraine a accepté une dénucléarisation de son arsenal militaire et le transfert des ogives nucléaires vers la Fédération de Russie, précédemment installées sur son territoire.

qu'il ne mentionne jamais : la résolution « S'unir pour la paix » comme alternative à l'unanimité du conseil de sécurité. Cette résolution montre que la réforme n'est pas si impossible. Si le Conseil ne peut vraiment pas être réformé, son rôle doit être marginalisé. En fait, pendant que j'écrivais cet article, un pas a été fait dans cette direction : L'Assemblée générale, à l'initiative du Liechtenstein, a adopté une résolution qui prévoit une session d'urgence de l'Assemblée générale lorsqu'un membre du conseil de sécurité utilise son droit de veto.

Nous avons devant nous la perspective d'une escalade de confrontation entre les États-Unis et la Chine. Et dans ce conflit, la gauche internationale ne doit pas répéter les erreurs que beaucoup de ses membres ont commises contre la Russie. La Chine n'a peut-être rien contre un partage de sphères d'influence avec les États-Unis, mais ce n'est pas quelque chose que la gauche devrait soutenir. Au lieu de s'inquiéter des intérêts de la Chine, comme de nombreux militants de gauche se sont inquiétés des intérêts de la Russie, nous devrions réfléchir à la manière de protéger les petits États de la domination de tous les États impérialistes. En particulier, la gauche internationale devrait réfléchir à la manière de protéger Taïwan sans permettre la guerre, et non en forçant Taïwan à se soumettre à la République populaire de Chine. (Le fait que Taïwan ne soit pas membre de l'ONU est un problème à résoudre, pas une raison de ne pas défendre Taïwan.)

Certains auteurs de gauche ont fait remarquer que la population des États qui se sont abstenus lors du vote de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'agression russe contre l'Ukraine représente à elle seule près de la moitié de la population mondiale. Mais suggérer que cela représente la position de la moitié de l'humanité revient à ignorer l'impérialisme chinois et le gouvernement d'extrême droite indien. À mon avis, l'observation de Barbara Crossette selon laquelle les petits États, en particulier les voisins de l'Inde, ont majoritairement soutenu l'Ukraine est plus importante. De toute évidence, ils se sentaient menacés par les grandes puissances voisines.

Nous n'avons pas du tout besoin d'idéaliser l'ONU. Jusqu'à présent, elle a été vraiment un instrument inefficace. Et même sans le problème du droit de veto des membres permanents du Conseil de sécurité, la Charte des Nations unies présente d'autres problèmes graves. Comme Darrel Moellendorf l'a souligné à juste titre, le principe de l'égalité souveraine des États en vertu de la Charte des Nations unies ne signifie pas pour autant qu'il faut s'opposer aux incursions armées sur le territoire d'autres États à l'invitation du gouvernement officiel de cet État pour réprimer une révolution, mais qu'il faut s'opposer au soutien des États aux mouvements révolutionnaires dans les autres États. Cela est en contradiction avec les idées de l'internationalisme socialiste. Et à cet égard, les gauchistes qui ont justifié l'invasion russe de la Syrie en se référant à la légitimité de cette invasion ont en fait trahi les principes socialistes.

Mais malgré tous ses défauts, l'ONU est pour l'instant la seule véritable alternative aux alliances militaires pour protéger les pays plus faibles de l'asservissement par des voisins plus forts et l'instrument le plus prometteur pour démocratiser l'ordre international et accroître l'influence des petits États et des États les plus pauvres.

Comme je l'ai écrit dans un autre article, c'est peut-être parce que la Russie envahit l'Ukraine que, pour la première fois depuis que l'ONU existe, il existe une réelle chance de réforme. Au cours des décennies passées, cela était presque impossible, et dans quelques années, la confrontation entre la Chine et les États-Unis pourrait devenir si aiguë que cela sera à nouveau impossible. C'est pourquoi nous devons agir maintenant. Et la plus grande responsabilité incombe à la gauche présente dans les pays qui sont membres permanents du conseil de sécurité.

Publié par *Commons,* 24 mai 2022. Traduction Léonie Davidovitch.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 10, 3 AOÛT 2022

JE SUIS UN SOCIALISTE UKRAINIEN. VOICI POURQUOI JE RÉSISTE À L'INVASION RUSSE

TARAS BILOUS

En tant que socialiste et internationaliste, j'abhorre la guerre. Mais les prémisses mêmes du droit à l'autodétermination justifient la résistance des Ukrainiens à l'invasion brutale de notre pays par Vladimir Poutine.

Je vous écris depuis l'Ukraine, où je sers dans les forces de la défense territoriale. Il y a un an, je n'aurais pas pu imaginer me trouver dans cette situation. Comme des millions d'Ukrainiens, ma vie a été bouleversée par le chaos de la guerre.

Au cours des quatre derniers mois, j'ai eu l'occasion de rencontrer des personnes que je n'aurais guère rencontrées dans d'autres circonstances. Certaines d'entre elles n'avaient jamais songé à prendre les armes avant le 24 février, mais l'invasion russe les a contraintes à tout laisser tomber pour protéger leur famille.

Nous critiquons souvent les actions du gouvernement ukrainien et la façon dont la défense est organisée. Mais cela ne remet pas en cause la nécessité de la résistance et la compréhension des raisons pour lesquelles nous nous battons.

En même temps, pendant ces mois, j'ai essayé de suivre et de participer aux discussions de la gauche internationale sur la guerre russo-ukrainienne. Et ce que je retire maintenant de ces discussions est de la fatigue et de la déception. Trop de temps à devoir réfuter la propagande russe manifestement fausse, trop de temps à expliquer pourquoi Moscou n'a pas de « préoccupations légitimes de sécurité » qui lui permettraient de justifier la guerre, trop de temps à affirmer les prémisses de base du droit à l'autodétermination avec lesquelles tout militant de gauche devrait déjà être d'accord.

Ce qui est peut-être le plus frappant, dans nombre de ces débats sur la guerre russo-ukrainienne, c'est que l'on ignore l'opinion des Ukrainiens. Dans certaines discussions de gauche, les Ukrainiens sont encore souvent présentés soit comme des victimes passives avec lesquelles il faut compatir, soit comme des nazis qu'il faut condamner. Pourtant l'extrême droite constitue une nette minorité de la résistance ukrainienne, tandis que la majorité absolue des Ukrainiens soutient la résistance : ils ne veulent pas être de simples victimes passives.

NÉGOCIATIONS

Au cours des derniers mois, de nombreuses personnes même bien intentionnées ont lancé des appels de plus en plus pressants mais finalement vagues en faveur de négociations et d'un règlement diplomatique du conflit. Mais qu'est-ce que cela signifie exactement ? Des négociations entre l'Ukraine et la Russie ont eu lieu pendant plusieurs mois après l'invasion, mais elles n'ont pas permis d'arrêter la guerre. Avant cela, les négociations sur le Donbass ont duré plus de sept ans avec la participation de la France et de l'Allemagne ; et malgré les accords signés et un cessez-le-feu, le conflit n'a jamais été résolu. D'autre part, dans une guerre entre deux États, même les termes d'une reddition sont généralement réglés à la table des négociations.

Un appel à la diplomatie en soi ne signifie rien si nous n'abordons pas la question des positions [de chacun] dans la négociation, les concessions concrètes possibles et la volonté des parties d'adhérer à tout accord signé. Tout cela dépend directement de l'évolution des hostilités, qui dépend à son tour de l'ampleur de l'aide militaire internationale. Et cela peut accélérer la conclusion d'une paix juste.

La situation dans les territoires occupés du sud de l'Ukraine indique que les troupes russes tentent d'y établir une position permanente car ils offrent à la Russie un corridor terrestre vers la Crimée. Le Kremlin utilise les céréales pillées dans ces territoires pour soutenir ses régimes clientélistes et menace simultanément le monde entier de famine en bloquant les ports ukrainiens. L'accord sur le déblocage

des exportations de céréales ukrainiennes, signé le 22 juillet à Istanbul, a été violé par la Russie le lendemain de sa signature par une attaque avec des missiles contre le port de commerce maritime d'Odessa

Pendant ce temps, des politiciens russes de haut rang, comme l'ancien président et actuel vice-président du Conseil de sécurité, Dmitri Medvedev, ou le chef de Roscosmos [Agence spatiale], Dmitri Rogozin, continuent d'écrire que l'Ukraine doit être détruite. Il n'y a aucune raison de croire que la Russie arrêtera son expansion territoriale, même si un jour il devient avantageux pour le Kremlin de signer une trêve temporaire.

D'autre part, 80 % des Ukrainiens considèrent que les concessions territoriales sont inacceptables. Pour les Ukrainiens, céder les territoires occupés signifie trahir leurs concitoyens et leurs proches, et accepter les enlèvements et les tortures quotidiennes perpétrés par les occupants. Dans ces conditions, le Parlement ne ratifiera pas la cession [des territoires occupés], même si l'Occident force le gouvernement ukrainien à accepter des pertes territoriales. Cette signature ne ferait que discréditer le président Volodymyr Zelensky et conduirait à la réélection d'autorités plus nationalistes, tandis que l'extrême droite serait favorisée par des conditions favorables au recrutement de nouveaux membres.

Le gouvernement de Zelensky est, bien entendu, néolibéral. Les militants de gauche et les syndicalistes ukrainiens se sont largement mobilisés contre ses politiques sociales et économiques. Cependant, en termes de guerre et de nationalisme, Zelensky est le politicien le plus modéré qui aurait pu accéder au pouvoir en Ukraine après l'annexion de la Crimée en 2014 et le début de la guerre dans le Donbass.

Il y a également eu quelques malentendus sur son propre bilan. Par exemple, de nombreux auteurs accusent aujourd'hui Zelensky d'être responsable de la politique linguistique nationaliste, centrée sur les restrictions de la langue russe dans la sphère publique et incluant la restriction de l'enseignement secondaire des langues des minorités nationales. En fait, ces lois linguistiques ont été adoptées au cours de la législature précédente, mais certaines de leurs dispositions sont entrées en vigueur après l'entrée en fonctions de Zelensky. Son gouvernement a tenté à plusieurs reprises de les assouplir, mais à chaque fois, il fait marche arrière devant les protestations des nationalistes.

Cela s'est manifesté dès le début de l'invasion par ses appels fréquents aux Russes, son invitation au Kremlin à négocier et ses déclarations selon lesquelles l'armée ukrainienne ne tenterait pas de reprendre les territoires qui étaient sous contrôle russe avant le 24 février, mais ne chercherait à les récupérer que par des moyens diplomatiques à l'avenir. Si Zelensky était remplacé par quelqu'un de plus nationaliste, la situation s'aggraverait.

Je n'ai pas besoin d'expliquer les conséquences de cette issue. Il y aurait encore plus d'autoritarisme dans notre politique intérieure, les sentiments revanchards l'emporteraient, et la guerre ne s'arrêterait pas. Tout nouveau gouvernement serait beaucoup plus enclin à bombarder le territoire russe. Avec une extrême droite revigorée, notre pays serait entraîné encore plus profondément dans un maelström nationaliste et réactionnaire.

En tant qu'individu ayant vu les horreurs de cette guerre, je comprends ceux qui veulent qu'elle se termine le plus vite possible. En effet, personne n'est plus impatient de voir la guerre se terminer que nous qui vivons en Ukraine, mais il est également important pour les Ukrainiens de savoir comment la guerre va se terminer exactement. Au début de la guerre, j'espérais moi aussi que le mouvement antiguerre russe obligerait le Kremlin à mettre fin à son invasion. Mais malheureusement, cela ne s'est pas produit. Aujourd'hui, le mouvement antiguerre russe ne peut influencer la situation qu'en procédant au sabotage à petite échelle de chemins de fer, d'usines militaires, etc. Quelque chose de plus important ne sera possible qu'après la défaite militaire de la Russie.

Bien sûr, dans certaines circonstances, il pourrait être juste d'accepter un cessez-le-feu. Mais un tel cessez-le-feu ne serait que temporaire. Tout succès russe renforcerait le régime de Vladimir Poutine et ses tendances réactionnaires. Il ne signifierait pas la paix, mais des décennies d'instabilité, de résistance de la guérilla dans les territoires occupés et d'affrontements récurrents sur la ligne de démarcation. Ce serait un désastre non seulement

pour l'Ukraine mais aussi pour la Russie, où une dérive politique réactionnaire s'intensifierait et où l'économie souffrirait des sanctions, avec de graves conséquences pour la population civile.

Une défaite militaire de l'invasion russe va donc également dans le sens de l'intérêt des Russes. Seul un mouvement intérieur de masse pour le changement peut ouvrir la possibilité d'un rétablissement de relations stables entre l'Ukraine et la Russie à l'avenir. Mais si le régime de Poutine est victorieux, cette révolution sera impossible pendant longtemps. Sa défaite est nécessaire pour ouvrir la possibilité à des changements progressifs en Ukraine, en Russie et dans l'ensemble du monde post-soviétique.

CE QUE LES SOCIALISTES DEVRAIENT FAIRE

Il convient de reconnaître que je me suis surtout concentré sur les dimensions intérieures – pour les Ukrainiens et les Russes – du conflit actuel. Pour de nombreux militants de gauche à l'étranger, les discussions ont tendance à se concentrer sur ses implications géopolitiques plus larges. Mais à mon avis, tout d'abord, en évaluant le conflit, les socialistes devraient d'abord prêter attention aux personnes qui y sont directement impliquées. Et deuxièmement, de nombreux militants de gauche sous-estiment les menaces que représente un éventuel succès de la Russie.

La décision de s'opposer à l'occupation russe n'a pas été prise par Joe Biden, ni par Zelensky, mais par le peuple ukrainien, qui s'est levé en masse dès les premiers jours de l'invasion et a fait la queue pour se procurer des armes. Si Zelensky avait capitulé à ce moment-là, il aurait seulement été discrédité aux yeux de la majeure partie de la société, mais la résistance aurait continué sous une forme différente, dirigée par des forces nationalistes dures.

D'ailleurs, comme l'a noté Volodymyr Artiukh dans *Jacobin*, l'Occident ne voulait pas de cette guerre. Les États-Unis ne voulaient pas de problèmes en Europe car ils voulaient se concentrer sur leur confrontation avec la Chine. L'Allemagne et la France voulaient encore moins de cette guerre. Bien que Washington ait fait beaucoup pour saper le droit international (nous, comme les socialistes du monde entier, n'oublierons jamais l'invasion criminelle de l'Irak, par exemple), en soutenant la résistance ukrainienne à l'invasion, ils font ce qu'il faut.

En termes historiques, la guerre en Ukraine n'est pas plus une guerre par procuration que la guerre du Vietnam ne l'était entre les États-Unis, d'une part, et l'Union soviétique et la Chine, d'autre part. Et pourtant, dans le même temps, c'était aussi une guerre de libération nationale du peuple vietnamien contre les États-Unis ainsi qu'une guerre civile entre les partisans du Nord et du Sud-Vietnam. Presque toutes les guerres sont à plusieurs niveaux ; leur nature peut changer au cours de leur déroulement. Mais qu'est-ce que cela nous dit en termes pratiques ?

Pendant la guerre froide, les internationalistes n'avaient pas besoin de faire l'éloge de l'URSS pour soutenir la lutte des Vietnamiens contre les États-Unis. Et il est peu probable que des socialistes aient conseillé aux dissidents de gauche en Union soviétique de s'opposer au soutien [de l'URSS] au Vietcong. Aurait-on dû s'opposer au soutien militaire soviétique au Vietnam parce que l'URSS avait criminellement réprimé le Printemps de Prague de 1968 ? Pourquoi alors, lorsqu'il s'agit du soutien occidental à l'Ukraine, les occupations meurtrières de l'Afghanistan et de l'Irak sont-elles considérées comme des contre-arguments sérieux à l'aide [à l'Ukraine] ?

Au lieu de considérer le monde comme étant uniquement composé de camps géopolitiques, les internationalistes socialistes doivent évaluer chaque conflit en fonction des intérêts des travailleurs et de leur lutte pour la liberté et l'égalité. Le révolutionnaire Léon Trotsky a écrit un jour que, hypothétiquement, si l'Italie fasciste poursuivant ses intérêts avait soutenu le soulèvement anticolonial en Algérie contre la France démocratique, les internationalistes auraient dû soutenir l'armement italien des rebelles. Cela semble tout à fait juste, et cela ne l'a pas empêché d'être un antifasciste.

La lutte du Vietnam n'a pas seulement profité au Vietnam ; la défaite des États-Unis dans ce pays a eu un effet dissuasif important (bien que temporaire) sur l'impérialisme américain. Il en va de même pour l'Ukraine. Que fera la Russie si l'Ukraine est vaincue ? Qu'est-ce qui

empêcherait Poutine de conquérir la Moldavie ou d'autres États post-soviétiques ?

L'hégémonie américaine a eu des conséquences terribles pour l'humanité et elle est heureusement en déclin. Cependant, la fin de la suprématie américaine peut signifier soit une transition vers un ordre international plus démocratique et plus juste, soit une guerre de tous contre tous. Elle peut également signifier un retour à la politique des sphères d'influence impérialistes et au redécoupage militaire des frontières, comme aux siècles précédents.

Le monde deviendra encore plus injuste et dangereux si les prédateurs impérialistes non occidentaux profitent du déclin américain pour normaliser leurs politiques agressives. L'Ukraine et la Syrie sont des exemples de ce que sera un « monde multipolaire » si les appétits des impérialismes non occidentaux ne sont pas réduits.

Plus cet horrible conflit en Ukraine se prolonge, plus le mécontentement populaire dans les pays occidentaux pourrait grandir en raison des difficultés économiques liées à la guerre et aux sanctions. Le capital, qui n'aime pas perdre des profits et veut revenir au « *business as usual* », peut essayer d'exploiter cette situation. Une situation qui peut également être utilisée par les populistes de droite qui ne voient pas d'inconvénient à partager des sphères d'influence avec Poutine.

Mais pour les socialistes, s'appuyer sur ce mécontentement pour demander une diminution de l'aide à l'Ukraine et une diminution de la pression sur la Russie serait un clair rejet de la solidarité avec les opprimés.

Publié par *Jacobin,* 26 juillet 2022. Traduction Léonie Davidovitch.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 16, 24 FÉVRIER 2024

LA CRISE DE L'HÉGÉMONIE, L'IMPÉRIALISME ET LES DÉFIS DE LA SÉCURITÉ MONDIALE

MAKSYM SHUMAKOV

La fin du 20e siècle, marquée par la chute du mur de Berlin, la fin de la guerre froide et la défaite du « socialisme réel », a encouragé les intellectuels à proclamer la « fin de l'histoire ».

Pour beaucoup de gens le dépassement de la logique campiste des blocs militaires, politiques et économiques était un point de non-retour, qui empêcherait les crises d'envergure mondiale à l'avenir. La conviction qu'un modèle de sécurité internationale stable avait été inventé était particulièrement dominante. Cette vision idyllique du monde n'a cependant pas duré longtemps. Le début du 21e siècle s'est déroulé sous le signe de la « guerre contre le terrorisme » mondiale, de la montée en puissance de nouveaux géants économiques comme la Chine, du renouveau de formes radicales de nationalisme et de fondamentalisme. L'un des événements clés de cette séquence est la guerre russo-ukrainienne et son point culminant, l'invasion à grande échelle le 24 février 2022. La menace d'une confrontation nucléaire, d'un désastre écologique et humanitaire, et l'incapacité des mécanismes internationaux existants à arrêter la guerre – tous ces défis pour le système de sécurité mondial incitent à chercher une alternative. L'analyse de la situation actuelle du point de vue de la gauche socialiste et la discussion de nouvelles visions ont eu lieu lors de la conférence Feuerbach 11, organisée par la revue *Commons.*

LA RECONFIGURATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE ET LES DÉFIS DE LA SÉCURITÉ MONDIALE

Les événements qui ont commencé après le 24 février ont été causés par des changements structurels profonds. C'est pourquoi il est important qu'après la fin de la guerre, le système de sécurité mondial ne revienne pas à l'état qui a précédé l'invasion russe et qui a rendu

possible l'escalade de la guerre russo-ukrainienne. Ilya Matveev, politologue, chercheur au laboratoire de sociologie publique et rédacteur en chef de *Posle Media,* a parlé de ces changements géopolitiques de ces dernières années et de leurs conséquences.

Dans cette perspective, le chercheur met en évidence les tendances récentes des relations entre les États-Unis et la République populaire de Chine. Le changement général des politiques de ces pays est illustré par deux événements récents sans précédent. Premièrement, cette année, les États-Unis ont abandonné leur ligne d'« ambiguïté stratégique » vis-à-vis de Taïwan. Elle a été marquée par la déclaration de l'administration américaine selon laquelle, en cas de guerre contre Taïwan, les États-Unis devraient intervenir.

Deuxièmement, en raison du risque potentiel de pressions politiques et économiques de la part de l'Occident, la Chine effectue les fameux « tests de résistance » pour vérifier sa stabilité en cas de sanctions américaines telles que celles mises en œuvre contre la Russie après le 24 février. De nombreux investisseurs américains quittent déjà la Chine tandis que de plus en plus d'entreprises chinoises refusent les investissements et les actifs américains car, en cas de sanctions américaines, ils seront gelés. Par conséquent, il est juste de parler de la tendance mondiale à la séparation économique, un processus opposé à la mondialisation de la fin du 20e siècle.

Un autre exemple du processus de séparation proposé par Ilya Matveev est celui de la secrétaire d'État américaine au Trésor, Janet Yellen, qui soutient le « *friend-shoring* » : le déplacement des chaînes d'approvisionnement dans l'espace géopolitique occidental et la rupture des relations économiques avec la Chine. Cette idée devient de plus en plus influente dans les cercles intellectuels américains, car on pense que l'ère de la mondialisation est révolue et qu'il est donc nécessaire de créer une sorte de bloc commercial qui inclurait les pays politiquement amis et impliquerait de couper les liens économiques avec les pays aux comportements inamicaux, en premier lieu la Chine.

De l'avis d'Ilya Matveev, il est évident que la formation de blocs économiques – américain, chinois et peut-être russe – entraînera une pression supplémentaire entre les impérialismes et des menaces redondantes sur la sécurité mondiale. Bien sûr, les échanges commerciaux entre la Chine et les États-Unis atteignent encore des milliards de dollars, il est impossible de s'en débarrasser instantanément. Par ailleurs, certains hommes politiques influents, tels qu'Olaf Scholz, critiquent le nouveau paradigme du « *friend-shoring* ». Matveev résume la situation ainsi :

> Bien sûr, ce processus a ses limites. Mais je crains qu'une fois lancée, la séparation économique ne s'auto-accélère. Cela pourrait se produire progressivement au début, le volume des échanges diminuerait lentement, puis l'isolement prendrait soudainement de l'ampleur, provoquant un rapt complet sur toutes les relations économiques. Alors, rien n'empêchera le monde de sombrer dans un nouveau conflit mondial.

DISCUSSIONS DANS LA GAUCHE INTERNATIONALE ET MENACES POUR LA RÉGION DE L'EUROPE DE L'EST

Face à des défis croissants, il est important d'élaborer de nouvelles visions du système de sécurité mondial dans une perspective de gauche. Alors que l'invasion russe illustre les conséquences possibles de la fragmentation et de la séparation économique, il est important de lui donner une évaluation politique appropriée, d'approfondir la compréhension des failles des outils existants de prévention de la guerre. Et bien qu'il n'existe pas de vision unifiée de ces événements au sein de la gauche, la majorité des voix socialistes reconnaissent l'existence de principes de base.

L'une d'elles est la distinction entre les guerres légitimes, telles que les guerres de défense nationale ou de libération nationale, et les guerres impérialistes ou coloniales – les guerres d'oppression. Cette distinction est fondamentale, affirme Gilbert Achcar, chercheur en développement et relations internationales à la School of Oriental and African Studies de l'université de Londres. Cette classification fournit non seulement des outils permettant de reconnaître fermement la lutte des Ukrainiens contre la Fédération de Russie comme légitime – la rhétorique et les actions de Poutine sont certainement coloniales à l'égard de l'Ukraine – mais permet également

une meilleure approche de la question de la montée du nationalisme ukrainien. Dans la situation de la guerre de libération nationale, le nationalisme du peuple opprimé est justifié, contrairement au nationalisme de l'oppresseur qui est toujours chauvin dans son essence.

La classification des guerres décrite fournit le cadre dans lequel se déroulent les discussions, notamment sur les raisons de l'invasion militaire à grande échelle de la Russie en Ukraine. Certaines organisations socialistes interprètent ces événements comme des mesures nécessaires que les autorités russes ont été contraintes de prendre en raison des menaces que l'impérialisme occidental fait peser sur sa sécurité nationale. Les partisans de cette position comparent les actions de la Russie à une situation hypothétique : imaginez que la Chine transforme le Mexique en sa base militaire, que feraient les États-Unis dans un tel cas ? Mais Gilbert Achcar souligne les incohérences d'une telle position car ses partisans, en cas d'invasion préventive des États-Unis au Mexique, devraient justifier les actions des États-Unis, le pays qui est pour eux l'incarnation de l'impérialisme mondial. L'essence de cet argument est la légitimation de l'agression, le déplacement de l'attention de l'impérialisme russe vers l'impérialisme américain, et finalement, cela pousse toutes les parties à entamer immédiatement des négociations dans lesquelles l'Ukraine n'aura pas de son mot à dire ou d'espace politique.

La gauche internationale a demandé et continue de demander la dissolution de l'OTAN car, après l'effondrement de l'Union soviétique, cette alliance militaire a changé non seulement de fonction mais aussi de mode d'action, a souligné Gilbert Achcar. Depuis les années 1990, l'alliance est intervenue dans les Balkans, en Afghanistan et en Irak. L'expansion du bloc militaire n'a pas non plus cessé. Le chercheur résume la question :

> Ainsi, nous devrions reconnaître le fait, qui ne justifie en rien les actions de la Fédération de Russie, que Vladimir Poutine est en partie le résultat de circonstances historiques et politiques façonnées par les États-Unis. La montée du nationalisme est une réaction à une menace de l'Occident que la propagande de Poutine utilise pour renforcer les sentiments nationaux.

Tout en reconnaissant le rôle joué par les États-Unis dans la création des conditions qui ont permis l'émergence de la Russie de Poutine, il est important de ne pas décharger cette dernière de la responsabilité de sa politique. La Russie sous la présidence de Poutine est un pays extrêmement agressif qui a participé à des guerres ou les a déclenchées lui-même – la guerre en Syrie, deux guerres de Tchétchénie, la guerre en Ukraine. Ilya Matveev a noté que les autorités russes n'ont jamais proposé une architecture alternative pour la sécurité mondiale, sans l'OTAN, tout en critiquant toujours l'Alliance. Au contraire, les dirigeants russes ont un besoin pathologique de prouver qu'ils peuvent faire les mêmes choses que l'Alliance. Cela est prouvé, entre autres, par le fait que le discours de Poutine après l'annexion de la Crimée contenait des extraits de la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Même si la rhétorique des autorités russes utilise des clichés sur la multipolarité et la lutte contre l'hégémonie américaine et pour la paix, les actions des dirigeants russes ont délibérément accru les tensions dans l'espace post-soviétique. Zofia Malisz, membre du parti parlementaire polonais de gauche Razem, affirme que l'OTAN, après l'inclusion de la Pologne et d'autres pays dans l'Alliance, a adopté une tactique extrêmement prudente vis-à-vis de la Russie. Par exemple, il n'y avait pas de soldats américains en Pologne jusqu'en 2014, et il n'y a sûrement pas d'armes nucléaires. L'escalade en Europe de l'Est a toujours été poussée par la Russie.

D'après Zofia Malisz, les positions de la gauche mondiale concernant la sécurité internationale et les mécanismes qu'elle propose sont très abstraits ou extrêmement idéologisés, ce qui les rend pratiquement inutiles dans les situations de conflit armé en cours. La position abstraite de la gauche occidentale équivaut souvent à un pacifisme naïf, et une position idéologisée – à un discours du type « non à l'OTAN ». Les défis auxquels les institutions internationales sont confrontées aujourd'hui sont bien plus compliqués que l'analyse que proposent les partisans des visions susmentionnées. Ils ne prennent pas en compte généralement l'éventail des formes de résistance immensément pertinentes, comme

l'opposition à l'industrie des combustibles fossiles et au complexe militaro-industriel qui lui est lié.

> La paix, la démilitarisation et le démantèlement de blocs militaires comme l'OTAN ou l'OTSC sont, sans aucun doute, des objectifs que la gauche devrait poursuivre à long terme, mais ce ne sont pas des objectifs opportuns.

Les politiciens qui ont adopté la position du «non à l'OTAN» ne sont pas cohérents, du moins lorsqu'ils mélangent les situations de tous les pays membres de l'Alliance, leurs intérêts et les défis qu'ils connaissent en matière de sécurité. Ainsi, pour parvenir à un accord, il est nécessaire de prendre en compte chaque pays du traité de l'Atlantique Nord, sa situation politique, et de proposer des alternatives au bloc militaire. Zofia Malisz affirme que jusqu'à présent, nous n'avons pas une réponse cohérente de la gauche occidentale dans laquelle un tel travail aurait été effectué. De plus, Razem a soulevé ces questions bien avant février 2022, et même à cette époque, alors que la situation mondiale était complètement différente, il n'y avait pas de stratégie cohérente.

Compte tenu de la menace active que représente l'impérialisme russe, des pays comme la Finlande, la Lettonie, la Pologne et la Roumanie ont parfaitement le droit de s'armer et d'exiger un approvisionnement en armes de la part de l'OTAN, estime Zofia Malisz. Ceux qui adoptent une position trop idéologique et nient ce droit, ignorent les intérêts de sécurité des pays d'Europe de l'Est. Puisque certains partis de gauche reconnaissent la justification de l'armement des pays d'Europe de l'Est, «il y a maintenant place pour un dialogue sur cette question avec les socialistes occidentaux».

Mais, comme l'a noté la militante polonaise, une discussion internationale plus large et une recherche commune d'alternatives font encore défaut. Cela rend impossible une solidarité efficace pendant la guerre et fragmente le mouvement de gauche mondial :

> Dans des endroits comme l'Ukraine, la Pologne et les pays scandinaves, la gauche ne peut tout simplement pas se permettre d'éviter l'analyse programmatique des politiques de défense et de se concentrer uniquement sur l'opposition à l'impérialisme de l'OTAN.

VISIONS SOCIALISTES POUR LE SYSTÈME DE SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Gilbert Achcar souligne que le programme socialiste contemporain doit être divisé en deux catégories, utopique et tactique. Cela permettra, selon lui, d'éviter les discussions improductives au sein de la gauche. Il est extrêmement important aujourd'hui de renouveler le dialogue sur les visions à court et moyen terme. La position pacifiste de la gauche occidentale, causée par une incapacité à formuler des visions à court terme, est très dangereuse et crée une absence d'idées non seulement dans le domaine de la sécurité et des capacités de défense, mais aussi concernant d'autres questions importantes, note Zofia Malisz. Par exemple, parce que la gauche occidentale qualifie Razem de pro-OTAN, elle refuse de discuter avec cette organisation d'autres sujets : économiques, écologiques, culturels, etc. Zofia Malisz a parlé des dangers d'une telle situation pour l'Ukraine :

> Quand il n'y a pas de débat international au sein de la gauche, quand la gauche ne participe pas à la discussion, s'en coupe, elle permet au capital de dominer, ce qui s'est produit en Pologne au début des années 1990. Nous n'avions pas d'alternatives de gauche pour le processus de transformation de la part de nos camarades occidentaux. Et cela peut se reproduire en Ukraine si, dans un avenir proche, il n'y a pas de dialogue et de compréhension des différentes réalités de sécurité politique.

Des actions et des propositions urgentes sont nécessaires pour assurer la paix dans la région et pour créer une alternative socialiste pour l'Ukraine. Sans le soutien inconditionnel de la gauche et du mouvement syndical ukrainiens, de nouvelles doctrines de choc néolibérales frapperont le pays.

Razem travaille pour une alternative de gauche dépassant le cadre de la fausse dichotomie entre pacifisme naïf et militarisme. Il est important, comme le note la militante et chercheuse socialiste française Catherine Samary dans ses travaux, de créer une manière plus démocratique de gérer les forces armées. Pour y parvenir, Razem propose une approche visant à construire les forces armées comme une institution de service public qui répond aux fonctions constitutionnelles de l'État, à

savoir la défense de ses citoyens et la garantie de l'intégrité des frontières nationales. Ce concept minimise la capacité de l'armée à atteindre des objectifs politiques et économiques. Elle devrait, en premier lieu, assurer la sécurité des citoyens et l'inviolabilité des frontières de l'État, et seulement ensuite être en mesure d'aider les alliés. Zofia Malisz a noté qu'un autre point du programme du parti polonais prévoit de lutter contre la militarisation croissante de la société et d'empêcher l'utilisation de l'armée pour atteindre les objectifs des forces politiques de droite. Pour y parvenir, ils proposent de limiter les budgets militaires à 2 %. Cela réduira également la possibilité d'utiliser les fonds budgétaires pour stimuler l'économie par le biais des complexes militaro-industriels.

Gilbert Achcar a proposé une autre approche pour façonner un système efficace pour une paix stable. Selon le chercheur, les socialistes doivent défendre le modèle conceptuel des relations internationales incarné par l'ONU et sa charte. En particulier, la non-ingérence des États dans les affaires des autres États, c'est-à-dire l'interdiction pour les États plus puissants d'intervenir dans les affaires des États moins puissants. La charte établit une certaine égalité entre les pays, créant ainsi un espace mondial plus démocratique. En même temps, le principe de non-ingérence ne s'étend pas aux activités des mouvements sociaux et partisans mondiaux. Gilbert Achcar note :

> L'ONU est une réalisation historique importante, un produit du mouvement séculaire de l'histoire et de deux horribles guerres mondiales. Tout cela a permis la création de ce type d'organisation qui constitue, sans aucun doute, un énorme pas en avant dans la sphère des relations internationales, malgré toutes ses limites.

Le désarmement mondial, également inclus dans la charte de l'ONU, devrait être une position fondamentale du programme socialiste. Il devrait y avoir une campagne internationale constante sur cette question. Un exemple d'une telle initiative est le discours de 50 lauréats du prix Nobel qui ont avancé l'idée que tous les pays du monde diminuent leurs dépenses de défense de 2 % chaque année sous la supervision de l'ONU. Ils ont compté que quelques années de l'argent ainsi « libéré » pourraient être utilisées pour lutter efficacement contre le changement climatique et vaincre les pandémies. Le principe de la démilitarisation a toujours fait partie intégrante du mouvement ouvrier. Vers la fin du 19e siècle, Friedrich Engels s'adressait déjà aux travailleurs dans un pamphlet appelant à lutter pour le désarmement.

Aujourd'hui, nous pouvons observer une tendance objective à la fragmentation des relations internationales et de l'économie, et à la division du monde en sphères d'influence, ce qui marque la fin de la mondialisation au début du 21e siècle. Les mécanismes habituels de la sécurité mondiale s'avèrent inefficaces dans les nouvelles circonstances qui permettent les conflits armés, les guerres économiques, etc. Dans la dichotomie entre néomercantilisme et économie mondialisée, la première alternative s'est avérée historiquement destructrice, et la seconde ne correspond pas à la réalité et perd de plus en plus de sa pertinence.

Il est extrêmement important aujourd'hui d'offrir une nouvelle vision qui serait basée sur les valeurs de gauche et serait capable d'assurer une paix stable. La création de telles politiques exige des discussions globales entre la gauche internationale, un dialogue sur les solutions à court terme et une analyse des situations individuelles des différents pays. Éviter davantage la polémique et la recherche commune d'alternatives, cultiver le vide d'idées et répéter des clichés dépassés revient à préparer le terrain pour les politiciens néolibéraux, les agressions interimpérialistes directes et la montée des forces d'extrême droite.

Maksym Shumakov est militant de Sotsialniy Rukh. Publié par *Commons,* 31janvier 202.3 Traduction Patrick Le Tréhondat.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 17, 15 MARS 2023

L'UKRAINE A BESOIN D'ALLIÉS, PAS DE DISCOURS DE NEUTRALITÉ

ZAKHAR POPOVITCH

À l'approche du 24 février, comment évaluez-vous le résultat de la guerre criminelle déclenchée par la Russie pour la société ukrainienne ?

Le résultat principal et incontestable est probablement une compréhension largement partagée de la nature de la Russie moderne. Poutine nous a convaincu·es qu'il n'y a rien à lui dire. Il nous a convaincu·es que la Russie d'aujourd'hui est un prédateur impérialiste cynique qui ne s'arrêtera pas de tuer des millions de personnes pour maintenir son pouvoir et son influence, et que tous les discours sur les «peuples frères» ne sont faits que pour justifier ce meurtre et cette violence.

Le régime de Poutine a prouvé dans la pratique qu'il est effectivement un régime terroriste et qu'il doit être détruit. La sécurité et la démocratie en Ukraine, en Europe et en Russie même sont impossibles sans la destruction de ce régime. Les poutinistes sont en effet prêts à tuer des millions de personnes, y compris leurs propres concitoyen·nes, afin de conserver le pouvoir. Leur objectif semble être d'empêcher à tout prix la démocratisation de la société, d'empêcher les gens de décider eux-mêmes comment ils veulent vivre. Et c'est précisément sur ce point de principe qu'il leur est impossible d'être d'accord avec les Ukrainien·nes. J'espère que, malgré la loi martiale, l'Ukraine maintiendra son rejet de principe de la dictature autoritaire, ce qui, à mon avis, est la base du patriotisme ukrainien d'aujourd'hui et de la cohésion dans la résistance à l'agression russe.

Pensez-vous qu'une cessation des hostilités soit possible prochainement ? Que faut-il pour que cela se produise ?

Une condition préalable à toute discussion sur la paix doit être la fin de l'agression russe. Sans la fin des bombardements et de l'offensive russe, il est ridicule d'en parler. Bien sûr, nous avons besoin d'une paix juste et démocratique. Nous avons besoin d'un débat public et de négociations publiques sur la paix, mais il semble que tant que l'armée russe n'aura pas subi une défaite écrasante, il est peu probable que les autorités russes se rendent compte de cette nécessité. Bien sûr, ce qu'il faut, c'est que les gens décident eux-mêmes comment ils veulent vivre, et c'est pourquoi il est essentiel que les troupes russes quittent le territoire ukrainien. Ce n'est qu'alors, une fois que celles et ceux qui ont été forcé·es de quitter le pays seront rentré·es, que nous pourrons parler du début d'un processus démocratique pacifique, d'élections locales et de référendums surveillés par l'OSCE et d'autres observateurs internationaux.

Si la Russie était prête à discuter du retrait de ses troupes et du déploiement de forces internationales de maintien de la paix dans les territoires occupés du Donetsk et du Louhansk occupés et en Crimée, de telles négociations pourraient avoir un sens. Et plus tôt les autorités russes commenceront à retirer leurs troupes, plus de vies seront sauvées et moins les conséquences de la guerre seront horribles. S'il est déjà difficile d'imaginer ce qui pourrait être pire que ce qui se passe actuellement, il est très probable que la partie la plus sanglante de la guerre est encore à venir. Les propos tenus par le gouvernement russe ne font que convaincre une fois de plus les Ukrainien·nes qu'il n'y a rien à discuter avec ce gouvernement.

Comment les activités de votre mouvement ont-elles changé depuis le début de l'invasion à grande échelle ?

Sotsialnyi Rukh a changé en même temps que notre pays. Il est apparu clairement à quel point les différences au sein de la gauche étaient secondaires et qu'il était désormais impossible de tolérer un pacifisme abstrait et des idées sectaires idiotes sur une résistance

complètement décentralisée, une transition exclusive vers la guérilla, et les idées selon lesquelles il serait préférable de ne pas résister pour éviter les pertes. Nous n'acceptons pas ce genre de pacifisme, et nous considérons que l'idée d'une résistance exclusivement populaire et décentralisée à l'agresseur est nuisible dans les conditions actuelles. Seules les forces armées ukrainiennes centralisées peuvent empêcher l'occupation complète de l'Ukraine par les forces armées de la Fédération de Russie. Tant que nous avons une chance d'empêcher le pays de sombrer dans le chaos d'une guérilla, nous devons soutenir les efforts des fores armées, centralisés et coordonnés au niveau national. C'est la préservation de l'Etat ukrainien et de ses institutions démocratiques qui garantit l'existence et le développement démocratique de l'auto-organisation de la base.

« *LA RUSSIE MODERNE EST UN PRÉDATEUR IMPÉRIALISTE CYNIQUE QUI NE S'ARRÊTERA PAS DE TUER DES MILLIONS DE PERSONNES POUR MAINTENIR SON POUVOIR ET SON INFLUENCE.* »

Avant que la guerre à grande échelle n'éclate, nous avons cru naïvement qu'il y avait une chance de pourparlers de paix et avons appelé à un cessez-le-feu complet, à un désengagement militaire et à l'introduction d'un contingent de maintien de la paix des Nations unies.

Le 24 février 2022, il est devenu évident que la seule voie vers la paix et la justice passait par la défaite militaire de l'armée russe et tous les efforts doivent désormais être dirigés vers la victoire de l'armée ukrainienne sur le champ de bataille. SR concentre désormais ses activités à la fois sur le soutien direct de la résistance armée à l'agression russe (beaucoup de nos camarades se battent dans l'armée, et nous les aidons, ainsi que d'autres militant·es, à obtenir l'équipement nécessaire dans la mesure du possible) et sur la garantie de la justice sociale et de la durabilité du front intérieur – en particulier, nous aidons les travailleuses et les travailleurs à faire valoir leurs droits du travail lorsque des employeurs individuels sans scrupule licencient illégalement et sous-paient les travailleuses et les travailleurs, nous luttons, et souvent avec succès, contre les initiatives législatives néfastes.

Depuis le début de la guerre, Sotsialinyi Rukh mène des campagnes de sensibilisation au sein de la gauche européenne qui, succombant à la règle « l'ennemi de l'OTAN est notre ami » et aux penchants campistes, n'a pas été en mesure de porter une appréciation sobre sur l'agression russe et sa nature impérialiste. A-t-il été possible d'influencer l'opinion publique de gauche ?

Malheureusement, il semble parfois que la gauche en Europe et aux États-Unis soit en quelque sorte arrivée à son terme. On peut espérer qu'une nouvelle gauche émergera progressivement, mais le pronostic immédiat est plutôt négatif. Avec un suprémacisme, c'est-à-dire un sentiment de supériorité, et un chauvinisme aussi excessifs que ceux de nombreux gauchistes occidentaux, les chances d'une véritable solidarité internationale sont proches de zéro. Le problème ne concerne même pas directement l'Ukraine, mais leur refus total de percevoir les peuples des autres pays comme des partenaires égaux avec lesquels ils sont prêts à lutter ensemble et sur un pied d'égalité pour le socialisme dans le monde entier. Dans l'esprit de la gauche allemande, non seulement les Ukrainien·nes, mais aussi la plupart des peuples d'Europe de l'Est n'existent pas en tant que sujets agissant. Ces gens ne pensent qu'en termes de grands pays. Pour eux, il y a la Russie, les États-Unis et la Chine, ainsi que l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Inde et le Brésil (plus quelques autres grands acteurs, dont la liste peut varier). Les centaines de pays et les milliards de personnes restants ne sont que l'objet de jeux inter-impérialistes. Pour la gauche allemande typique, les peuples qui n'ont pas d'ambition impérialiste manquent de subjectivité : ils peuvent être des objets de pitié et de sympathie, comme les Palestiniens, mais ils ne doivent pas avoir l'illusion que quelque chose dépend d'eux et qu'ils peuvent décider eux-mêmes de ce qui leur arrive. C'est pour cette raison que les Palestiniens et les Syriens comprennent souvent beaucoup mieux ce qui se passe en Ukraine que les Allemands. Et c'est pourquoi certains Allemands sont si agacés par l'Ukraine, qui était censée disparaître de la surface de la terre « en trois jours », mais qui au contraire démontre depuis un an à quel point ces militants de gauche ont surestimé la Russie de Poutine.

Sans un changement de ce paradigme basé sur un sentiment de supériorité, la gauche en Europe, et en particulier en Allemagne, continuera à perdre de la crédibilité et du soutien chez elle, et les possibilités de politique socialiste internationale diminueront.

« *AVEC UN TEL SENTIMENT DE SUPÉRIORITÉ ET DE CHAUVINISME COMME CELUI D'UNE GRANDE PARTIE DE LA GAUCHE OCCIDENTALE, LES CHANCES D'UNE VÉRITABLE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE SONT PROCHES DE ZÉRO.* »

La politique socialiste part précisément du principe que les peuples eux-mêmes doivent décider de leur propre avenir, qu'un monde démocratique et socialement juste est possible, que l'avenir de l'humanité ne réside pas dans le maintien d'un équilibre entre les impérialistes mais dans le dépassement du système impérialiste capitaliste dans son ensemble. Ce dépassement n'est possible que si le prolétariat de tous – pas seulement des pays impérialistes mais des pays périphériques et semi-périphériques – s'unit et dirige le mouvement socialiste international. La pensée et la rhétorique modernes de nombreux gauchistes allemands (et occidentaux) en général ne laissent tout simplement aucune place à une telle unification. Bien sûr, cela ne s'applique pas à tout le monde. Beaucoup de gens essaient de comprendre ce qui se passe. C'est pourquoi nous continuons à expliquer aux camarades à l'étranger ce que les travailleur·euses ukrainien·nes pensent et veulent. Les camarades doivent souvent s'exprimer devant des publics hostiles et sont confronté·es à des exemples hideux de chauvinisme et de mépris pour les luttes du peuple ukrainien. C'est terriblement épuisant sur le plan émotionnel, mais nous poursuivons notre campagne du mieux que nous pouvons et nous sommes convaincus qu'elle portera encore des fruits.

Il existe déjà des campagnes socialistes de solidarité avec l'Ukraine dans de nombreux pays européens et américains. Avec les socialistes de ces pays, nous sommes en mesure de mobiliser un soutien pour l'Ukraine et de nouer des contacts qui, nous l'espérons, contribueront à relancer le mouvement socialiste international après la guerre.

Au début de cette année, l'Europe et les États-Unis ont décidé d'envoyer des chars et d'autres armes en Ukraine. Que pensez-vous de cette décision ? Quelle est votre réponse aux critiques de militarisation émanant des pays fournisseurs et aux craintes de réarmement et de renforcement de l'OTAN ?

Les livraisons de chars signifient bien sûr la préparation d'une nouvelle escalade des hostilités, nous en sommes bien conscients. Malheureusement, tant que l'armée russe ne mettra pas fin à son agression, l'alternative à l'escalade ne pourra être qu'une destruction plus ou moins rapide de l'Ukraine par l'agresseur russe. Pour l'instant, l'alternative pour l'Ukraine est la mort, des morts en masse, principalement de civils. Si les Ukrainien·nes n'ont pas d'armes pour se défendre, les bourreaux russes en profiteront immédiatement pour provoquer un autre bain de sang semblable à celui que nous avons vu à Boutcha, Izyum et d'autres endroits. À l'heure actuelle, nous soutenons la fourniture de toutes sortes d'armes à l'Ukraine et nous appelons tout le monde à fournir autant d'aide militaire à l'Ukraine que possible, y compris des systèmes de défense aérienne, des chars, des avions, et davantage d'aide pour la formation à l'utilisation de nouveaux types d'équipements militaires. Nous demandons en particulier une augmentation et une accélération des livraisons de munitions, sans lesquelles nos camarades au front ne peuvent pas résister à une offensive russe.

L'Ukraine a déclaré à plusieurs reprises qu'elle n'avait pas l'intention d'utiliser ses forces armées en dehors de son territoire : les armes actuellement envoyées en Ukraine ne menacent pas les civils en Russie ou dans d'autres pays. Ces armes sont et seront utilisées uniquement contre un agresseur armé qui a envahi notre territoire. Je vous demande pardon, mais libérer la Russie du régime criminel de Poutine n'est pas une tâche pour l'AFU, mais pour les Russes eux-mêmes. Nous ne pouvons qu'espérer que la défaite de l'armée d'invasion de Poutine aidera les Russes à faire face à Poutine lui-même.

« *SI LES UKRAINIEN·NES N'ONT PAS D'ARMES POUR SE DÉFENDRE, LES BOURREAUX RUSSES EN PROFITERONT IMMÉDIATEMENT POUR FAIRE UN NOUVEAU BAIN DE SANG.* »

Nous ne sommes pas des fans de l'OTAN, ce bloc ne s'est pas montré sous son meilleur jour à de nombreuses reprises, mais nous sommes désormais prêts à accepter l'assistance militaire de quiconque contre l'agression russe. En outre, nous comprenons que, grâce aux politiques de Poutine, la grande majorité des Ukrainien·nes considèrent désormais l'OTAN comme la seule structure internationale, à laquelle ils peuvent potentiellement adhérer pour garantir la sécurité de notre pays. Je souhaite que l'Ukraine reste un pays non aligné fort, mais nous ne pourrons commencer à parler de statut neutre et non aligné que lorsque la menace militaire russe directe et immédiate aura été éliminée et que la machine militaire russe à nos frontières orientales aura été démantelée. Aujourd'hui, l'Ukraine a besoin d'alliés, pas de discours sur la neutralité.

Comment évaluez-vous les actions de l'opposition russe ? Voyez-vous des perspectives pour le mouvement antiguerre après un an ?

Je ne peux pas dire que je suis de près l'opposition russe, mais jusqu'à présent, je constate qu'elle ne connaît pas ses meilleurs moments. Il semble qu'il soit permis en Russie de critiquer publiquement le régime uniquement pour sa guerre inefficace et la destruction insuffisamment décisive des Ukrainien·es. L'opposition libérale anti-Poutine ne semble pas exprimer de slogans chauvins par simple politesse et par souci du politiquement correct. À tout le moins, il n'est pas encore certain qu'elle ait réellement réexaminé le passé impérial de la Russie et se soit débarrassée de l'attitude coloniale envers ses voisins. À mon avis, la véritable alternative au régime de Poutine pourrait être une opposition prolétarienne de gauche massive, car ce sont les Russes les plus pauvres et les moins protégé·es socialement que le régime de Poutine envoie maintenant à la mort en masse en Ukraine. Selon certaines estimations, plus de 200 000 soldats russes ont déjà été tués et mutilés en Ukraine afin de préserver le régime de Poutine. J'espère que les Russes ordinaires comprendront bientôt qui est exactement leur principal ennemi mortel et trouveront une solution qui nous débarrassera de Poutine et de ses sbires. Plus vite elles et ils le feront, moins il y aura de victimes dans cette guerre et plus nous serons proches d'une paix stable et juste. Malheureusement, jusqu'à présent, ce ne sont que des vœux pieux et la seule force réelle et le seul mouvement antiguerre capable d'arrêter Poutine restent les forces armées ukrainiennes.

Zakhar Popovitch est membre de Sotsialnyi Rukh.
Publié par *Posle.* Traduction : *Entre les lignes entre les mots.*

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 31, 24 JUIN 2024

VAINCRE POUTINE : LES ÉVOLUTIONS POSITIVES DE LA GAUCHE FRANÇAISE

SOTSIALNYI RUKH

Une crise politique aiguë se déroule en France. Le président Emmanuel Macron a dissous le Parlement et convoqué des élections anticipées. L'extrême droite, ayant obtenu près de 40 % des voix lors des récentes élections au Parlement européen, a de réelles chances d'arriver au pouvoir et de former un gouvernement.

Face à cette menace, la gauche de la 5e République a mis de côté ses divergences et s'est unie au sein du Nouveau Front populaire. Il est à noter que cette coalition regroupe des partis qui avaient des positions opposées sur la guerre en Ukraine. Par exemple, le Parti communiste et La France insoumise ont appelé à plusieurs reprises à un cessez-le-feu immédiat, à des pourparlers de paix et à des compromis, et se sont donc opposés à la livraison d'armes. En revanche, le centre gauche et les militants

anticapitalistes ont soutenu la lutte armée de l'Ukraine contre l'impérialisme russe dès le début de l'invasion.

En fin de compte, les efforts des militants solidaires avec les Ukrainiens ont conduit à l'adoption d'une position commune de la gauche, qui assure un soutien sans équivoque à la résistance ukrainienne :

Faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine et l'obliger à répondre de ses crimes devant la justice internationale : défendre résolument la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien et l'intégrité de ses frontières en fournissant les armes nécessaires, en annulant la dette extérieure de l'Ukraine, en confisquant les biens des oligarques qui contribuent aux actions militaires russes dans le cadre autorisé par le droit international, en envoyant des Casques bleus pour assurer la sécurité des centrales nucléaires et en œuvrant à l'instauration d'une paix juste pour l'Ukraine.

Nous nous félicitons de l'adoption de ces thèses, qui semblent être une réponse immédiate de tout mouvement progressiste à l'invasion russe.

Alors que les forces d'extrême droite gagnent en influence dans toute l'Europe, l'unité de la gauche avec l'Ukraine est un facteur vital pour soutenir les valeurs démocratiques et la justice internationale.

21 juin 2024.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 37, 25 MARS 2025

« LA GAUCHE DEVRAIT SOUTENIR UNE PAIX JUSTE POUR L'UKRAINE, PAS UN ACCORD TRUMP-POUTINE VISANT À APAISER L'AGRESSEUR »

UN ENTRETIEN AVEC DENYS PILACH

Dans cette interview approfondie accordée à Federico Fuentes pour *Links, International Journal of Socialist Renewal,* Denys Pilach aborde la réaction en Ukraine à la récente rencontre entre le président américain Donald Trump et le président ukrainien Volodymyr Zelensky, ainsi que des implications pour l'Ukraine et le monde du changement de politique américaine envers la Russie. Il souligne également la menace posée par l'axe mondial croissant de réaction extrême mené par les États-Unis, Israël et la Russie, et explique pourquoi la gauche doit défendre un internationalisme renouvelé qui s'oppose à tous les oppresseurs.

Quelle a été la réaction en Ukraine à la récente rencontre entre Trump et Zelensky ?

La réaction a été, comme on pouvait s'y attendre, celle de l'indignation. Le consensus est que Trump et [le vice-président JD] Vance ont tenté d'humilier non seulement Zelensky, mais l'Ukraine et son peuple. Ils n'ont montré aucun respect pour l'Ukraine et ont cyniquement blâmé la victime. Ils se sont révélés être des tyrans prenant le parti d'un autre tyran qui fait la guerre à l'Ukraine. D'après ce que j'ai entendu des gens, y compris dans l'armée, ils sont en colère contre l'administration américaine actuelle. Ils estiment que l'Ukraine est victime de chantage pour conclure un « accord » très désavantageux, qui cédera nos ressources en échange de rien : aucune garantie de sécurité, aucun gain, rien. L'accord est simplement un accord où l'Ukraine est contrainte de tout payer, et non l'agresseur.

C'est l'opposé de ce pour quoi notre organisation, le Sotsialnyi Rukh, et la gauche ukrainienne au sens large ont fait campagne. Nous avons exigé que la dette extérieure de l'Ukraine soit annulée. Nous avons dit que la reconstruction de l'Ukraine devrait être financée à l'aide des richesses que les oligarchies russes et ukrainiennes ont pillées dans l'espace post-soviétique et qu'elles stockent maintenant en Occident et dans les paradis

fiscaux. Certains de ces actifs ont été gelés par les gouvernements européens et devraient être utilisés pour reconstruire l'Ukraine. Mais actuellement, c'est l'inverse qui se produit.

Il y a donc beaucoup de mécontentement contre Trump. Seule une très petite minorité continue d'entretenir des illusions à son sujet. Ils pensent que Zelensky aurait dû être plus obéissant et acquiescer, car supposément, si vous flattez l'ego démesuré de Trump, il vous écoutera. Mais la façon dont de nombreux dirigeants mondiaux ont essayé de conclure des accords avec Trump n'est pas seulement méprisable, elle n'a fait que renforcer la conviction de Trump, Vance et [Elon] Musk qu'ils ne font face à aucune résistance forte, au niveau national ou international, et qu'ils peuvent tout se permettre.

Le seul élément optimiste qui en ressort est peut-être que les gens perdent leurs illusions, non seulement sur Trump mais sur sa marque de politique conservatrice de droite dure. Avant que Trump ne prenne ses fonctions, lorsqu'il faisait des affirmations absurdes sur la fin de la guerre en 24 heures, il y avait beaucoup d'espoir pour Trump en Ukraine. Les espoirs étaient grands que, d'une manière ou d'une autre, l'imprévisibilité de Trump aiderait à changer le cours des événements et que peut-être, magiquement, il pourrait créer une fin favorable à la guerre. Maintenant, presque tout le monde déteste Trump. Et ils voient un lien direct entre la politique de droite dure de Trump et celle de Poutine. Ils voient Trump et Poutine comme fondamentalement identiques : ce sont deux dirigeants de deux grandes puissances qui veulent imposer la loi du plus fort au monde, où les plus forts dictent les conditions.

Diverses explications ont été données pour expliquer le virage à 180 degrés de la politique américaine envers l'Ukraine. Comment l'expliquez-vous ?

De nombreuses explications ont été données, par exemple qu'il s'agit d'une stratégie profonde visant à détacher la Russie de la Chine. Mais il est difficile de discerner une vision particulièrement cohérente en matière de politique étrangère de Trump. Ce que nous pouvons voir, cependant, c'est un message idéologique très clair. Trump, Vance et Musk disent essentiellement au monde, et en particulier à l'Europe : « Nous vous déclarons la guerre. » Ils disent : « Nous voulons amener des forces d'extrême droite et néofascistes au pouvoir partout, et nous ne travaillerons qu'avec ces dirigeants fascistes et autoritaires. »

Il est assez révélateur que les seules personnes désormais accueillies et respectées par la Maison Blanche soient des criminels de guerre recherchés par la CPI [Cour pénale internationale]. Il suffit de voir comment [le Premier ministre israélien Benjamin] Netanyahou a été accueilli lors de sa récente visite. Ou comment l'administration Trump parle de Poutine ; Trump évite toujours de blâmer Poutine pour la guerre ou de le qualifier de dictateur, préférant parler de son leadership fort. D'autres qu'ils sont plus que ravis d'accueillir sont ceux associés à ce que nous pouvons maintenant appeler le « salut Elon » : l'Alternative pour l'Allemagne, [le président argentin Javier] Milei, et d'autres partis et dirigeants politiques d'extrême droite qui promeuvent les valeurs de l'ultraconservatisme, du fondamentalisme du marché et du néofascisme.

Un nouvel axe émerge clairement, réunissant Trump, Poutine, Netanyahou, l'extrême droite en Europe et divers régimes autoritaires du monde entier. On a pu le voir en action lors du vote de l'Assemblée générale de l'ONU sur le projet de résolution [condamnant la guerre de la Russie], présenté par l'Ukraine et une cinquantaine de cosponsors [à l'occasion du troisième anniversaire de l'invasion à grande échelle de la Russie]. Parmi ceux qui ont voté contre figuraient la Russie, bien sûr, mais aussi les États-Unis, Israël, la Hongrie de [Viktor] Orban, les juntes militaires de la ceinture des coups d'État en Afrique occidentale, la Corée du Nord, etc. Même l'Argentine de Milei, qui se présentait auparavant comme ultra pro-ukrainienne, s'est abstenue ; Milei n'a pas pu se résoudre à critiquer papa Trump.

En ce qui concerne les États-Unis, la Russie et Israël, il y a un alignement clair des intérêts avec leur vision du monde. C'est une vision que Poutine a défendue pendant longtemps, et qu'il a présentée comme la « multipolarité ». Dans cette vision, la Russie, par exemple, est libre de faire ce qu'elle veut dans l'espace post-soviétique, tandis que les États-Unis sont libres de faire ce qu'ils veulent dans

l'hémisphère occidental. Bien sûr, les États-Unis mènent des politiques impérialistes dans cette région depuis de nombreuses années. Mais ce que nous voyons maintenant – avec Trump émettant des revendications expansionnistes sur le Groenland, le Canada, le Panama, et faisant pression sur les États latino-américains, à commencer par le Mexique – c'est qu'ils ne cherchent même plus à cacher ce fait.

En ce sens, nous avons quelque chose de similaire à l'impérialisme d'il y a plus d'un siècle. Beaucoup ans la gauche campiste [qui voient le monde divisé en un camp pro-impérialisme américain et un camp anti-impérialisme américain] sont tombés dans le piège de penser qu'il serait intrinsèquement préférable d'avoir de nombreux centres de pouvoir à travers le monde ; que cela serait en quelque sorte automatiquement plus égalitaire, plus démocratique. En fait, le contraire s'est avéré être vrai : cette marque de « multipolarité » ne concernait pas la démocratisation du monde, mais son partitionnement en sphères d'influence, où une poignée de grandes puissances – et uniquement ces grandes puissances – ont une capacité d'action.

Dans ce scénario, il est vrai que la seule grande puissance que Trump considère comme une véritable concurrente est la Chine, ils veulent donc la Russie de leur côté. Mais l'alliance de Trump avec Poutine ne peut pas s'expliquer simplement par la géopolitique. Recourir à une pensée purement géopolitique, tout en abandonnant l'analyse de classe, est le talon d'Achille d'une grande partie de la gauche contemporaine. Trump et Poutine sont des modèles pour l'extrême droite mondiale. Ils partagent une vision d'un ordre conservateur qui cherche à démanteler l'héritage des Lumières, et ils veulent répliquer cette vision nationaliste, chauvine et exclusive à travers le monde. C'est ce qui explique cette alliance.

Et cette alliance a à voir avec la classe. Les sections les plus réactionnaires de la classe dirigeante en Occident saisissent l'occasion de démanteler les vestiges de l'État-providence et de revenir sur les concessions obtenues par le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux au cours du 20e siècle. Nous le voyons avec l'assaut mené aux États-Unis par Musk – le capitaliste le plus riche du monde – contre la sécurité sociale, l'éducation, la santé publique, contre tout. Ils veulent mettre en œuvre ce que certains appellent le technoféodalisme, mais que j'appelle l'ultracapitalisme sous stéroïdes. Là encore, Trump et Poutine ont une vision commune : le président milliardaire américain envie le système oligarchique russe, où les dirigeants politiques permettent aux ultra-riches de continuer à piller tant que les oligarques n'interfèrent pas dans les décisions politiques. Ce système oligarchique, basé sur un pouvoir suprême sans contrôle, est quelque chose que Trump et l'extrême droite aimeraient répliquer en Occident.

Tout cela fait donc partie de leur vision partagée pour remodeler l'ordre mondial en un ordre où les nations plus petites et leurs propres peuples sont privés de toute capacité d'action. Ils veulent imposer des hiérarchies autoritaires *hardcore* dans chaque pays. Leur tentative délibérée d'humilier l'Ukraine était une manifestation claire de la façon dont cet axe de réaction extrême croit que le monde devrait fonctionner.

Où l'accord proposé par Trump laisse-t-il non seulement l'Ukraine mais aussi le Sud global ?

La première chose à dire concernant l'accord sur les terres rares est que nous ne savons toujours pas exactement ce qu'il contient. En fait, nous ne savons même pas s'il existe un accord finalisé. Deuxièmement, même s'ils procèdent à l'accord, il est actuellement basé sur des estimations d'explorations réalisées à l'époque soviétique. Il n'y a donc aucune garantie que l'Ukraine dispose de suffisamment de terres rares pour satisfaire le supposé accord de 500 milliards de dollars américains. Que se passe-t-il s'ils découvrent qu'il n'y a pas assez de minéraux ou que l'extraction sera trop coûteuse ? L'accord semble impliquer que l'Ukraine devrait compenser les États-Unis en cédant d'autres ressources et d'autres secteurs de son économie, notamment les infrastructures.

Clairement, cet accord vise à imposer un colonialisme économique. Il ne peut qu'ancrer le rôle de l'Ukraine en tant que pays dépendant et exploité, et établit un dangereux précédent pour le Sud global.

Qu'en est-il des pourparlers de paix proposés entre la Russie et les États-Unis ? Quelle est leur signification ?

Concernant les négociations entre Moscou et Washington pour partitionner l'Ukraine par-dessus la tête des Ukrainiens : si cet accord se concrétise, il devrait servir de leçon importante aux peuples du monde, en particulier dans le Sud global. La situation est très claire. L'Ukraine, en tant que pays périphérique, a été maltraitée par l'impérialisme russe voisin. De plus, elle est maintenant vendue par l'impérialisme américain. Ces deux impérialismes s'entendent sur un accord louche aux dépens de l'Ukraine. Le scénario ne pourrait pas être plus clair. C'est comme si un scénariste marxiste très peu subtil avait écrit le script : vous avez une administration de milliardaires, codirigée par un président clownesque et la personne la plus riche du monde, agissant de manière éhontée et ouvertement impérialiste, et déclarant clairement qu'ils travaillent avec la Russie de Poutine.

Bien sûr, nous, à gauche, n'avions aucune illusion sur les États-Unis. Les Ukrainiens ont compris, tout comme les Kurdes en Syrie, qu'il faut utiliser toutes les opportunités pour obtenir le soutien nécessaire pour résister à un agresseur. Mais nous avons également critiqué notre classe dirigeante qui n'a pas compris qu'il ne s'agissait pas d'un dialogue d'égaux, et que les grandes puissances peuvent se retourner contre vous à tout moment si cela sert leurs intérêts. Cette nouvelle situation, cependant, ne laisse aucune excuse à ceux qui pensent que la Russie de Poutine représente une sorte de contrepoids à l'impérialisme occidental et américain. La façon de penser campiste croit que les impérialismes resteront en opposition permanente et que l'ennemi de mon ennemi est en quelque sorte mon ami. Il a été clairement démontré que cela ne fonctionne pas. Notre situation actuelle devrait également dissiper l'argument simpliste selon lequel tout cela n'était qu'une guerre par procuration. Si c'est le cas, pour le compte de qui l'Ukraine mène-t-elle maintenant une guerre par procuration ? Les États-Unis ne sont clairement pas du côté de l'Ukraine – ils convergent avec la Russie. Alors, l'Ukraine mène-t-elle une guerre par procuration pour le compte du Danemark ? De la Lettonie ?

Malheureusement, nous sommes souvent ignorants de la situation à laquelle sont confrontés les peuples dans différentes parties du monde. C'est pourquoi notre revue, *Commons,* a lancé son projet « Dialogues des périphéries », pour aider à rassembler des personnes d'Ukraine et d'Europe centrale et orientale, avec des peuples d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie pour partager des expériences, des histoires et des héritages de colonialisme, de néocolonialisme et d'impérialisme. Nos contextes sont différents, mais le schéma des grandes puissances conquérant, colonisant et subjuguant les nations plus petites est très similaire.

Que voudraient voir les Ukrainiens sortir de toute négociation ?

La première chose à dire est que, bien que la propagande russe soit loin d'être magistrale, elle a réussi à créer cette idée que les Ukrainiens sont les bellicistes et que la Russie est du côté de la paix, malgré le fait qu'elle a déclenché la plus grande invasion en Europe depuis Adolf Hitler. Ils ont réussi à monopoliser des termes tels que « négociations », « pourparlers de paix », « accords de paix ». Mais si vous écoutez ce que disent les responsables russes – je fais référence ici à Poutine et à [le ministre des affaires étrangères Sergueï] Lavrov et non aux plus fous qui agissent comme des chiens d'attaque pour le régime – ils ont clairement dit que la Russie non seulement ne rendra pas les terres qu'elle a occupées, mais a comme condition préalable aux pourparlers de paix que l'Ukraine cède encore plus de territoire. Cela inclut la cession des oblasts entiers de Kherson et de Zaporijjia, y compris la grande ville de Zaporijjia, que la Russie n'a jamais réussi à occuper et où elle n'a donc pas pu organiser ses référendums bidon pour incorporer ces territoires dans sa constitution. Pourtant, ils disent que cela fait partie de la « nouvelle réalité géopolitique » qui doit être acceptée.

La vérité est que personne au monde ne veut la paix en Ukraine plus que les Ukrainiens. La plupart des gens sont naturellement fatigués de la guerre. Mais cela ne signifie pas qu'ils veulent capituler devant la Russie et simplement céder notre terre et notre peuple. Ils comprennent que si l'Ukraine est partitionnée, les millions de personnes qui se trouvent soit

dans les territoires occupés, soit qui ont dû fuir n'auront nulle part où retourner. Ils savent qu'un résultat qui récompense énormément l'agresseur ne fera que renforcer le régime autoritaire de Poutine et signifiera encore plus de répression, en particulier dans les territoires occupés. Ainsi, les Ukrainiens ont deux choses à l'esprit lorsqu'ils pensent à un accord : le sort des personnes dans les territoires occupés et comment empêcher la Russie de recommencer la guerre.

Dans ce cadre, il existe des domaines possibles d'accords. Par exemple, le gouvernement ukrainien a clairement indiqué qu'il ne reconnaîtra pas les annexions illégales de la Russie, car cela créerait un dangereux précédent pour l'Ukraine et le monde. Mais il a dit qu'il pourrait être disposé à accepter un arrangement temporaire selon lequel, après un cessez-le-feu, l'Ukraine conserverait au moins une partie des territoires actuellement occupés et des négociations seraient menées concernant le sort du reste.

Une autre condition importante soulevée par le gouvernement ukrainien concerne les garanties de sécurité. Quelles garanties y aura-t-il pour s'assurer que la Russie n'utilise pas un cessez-le-feu simplement pour accumuler plus de ressources, de puissance humaine et d'obus, puis recommencer la guerre ? Trump dit que cela n'arrivera pas parce que, contrairement aux précédents présidents américains « faibles », Poutine le respecte personnellement parce qu'il est « fort ». Mais la Russie n'a jamais cessé sa guerre hybride contre l'Ukraine pendant la première administration de Trump. Les paroles de Trump ne signifient rien. De plus en plus de personnes (bien qu'encore une minorité) comprennent qu'il n'y a aucune perspective d'adhésion à l'OTAN – laissons de côté ici toutes les implications de cela et tout ce que nous, en tant que gauchistes, savons qui ne va pas avec l'OTAN. Mais une sorte de garanties de sécurité impliquant des acteurs importants est nécessaire pour garantir que la Russie n'envahisse pas à nouveau.

Une critique souvent soulevée est que des élections n'ont pas été tenues et que, par conséquent, Zelensky n'a ni légitimité ni mandat en termes de négociations possibles. Comment répondez-vous à cela ?

C'est drôle parce que vous avez un type qui a essayé de renverser une élection qu'il a perdue et un autre type qui est au pouvoir depuis vingt-cinq ans via des élections complètement bidon, qui tue ses opposants politiques, et ces deux types se rencontrent en Arabie saoudite, qui est dirigée par une monarchie absolue non élue, afin de critiquer l'Ukraine parce qu'elle n'a pas tenu d'élection en pleine guerre.

Le fait est que vous ne pouvez pas avoir d'élections correctes dans une guerre, car pour tenir des élections, vous devez garantir la sécurité des personnes. Et vous ne pouvez pas le faire si votre pays est constamment bombardé. Un autre problème est de savoir comment impliquer les millions de personnes qui ont été forcées de fuir et qui sont maintenant soit des personnes déplacées internes, soit des réfugiés vivant à l'extérieur du pays. Et comment vous assurez-vous que les soldats sur le front ou les personnes dans les régions occupées puissent voter librement. Tous ces problèmes rendent les aspects pratiques de la tenue d'une élection équitable assez difficiles. Et cela avant même que nous commencions à parler de la constitution ukrainienne, qui interdit la tenue d'élections en temps de guerre ou de loi martiale. Mais si la Russie est si désireuse que l'Ukraine organise une élection, alors la meilleure chose qu'elle puisse faire est d'arrêter de bombarder les villes ukrainiennes.

Quant à l'affirmation selon laquelle les autorités ukrainiennes sont illégitimes parce que le mandat de Zelensky a pris fin, la réponse est la même – mettez fin aux hostilités, puis le peuple ukrainien pourra voter pour qui il veut lors d'une élection. Mais je dirais ceci : malgré la forte baisse de sa popularité, les sondages d'opinion montrent que Zelensky a toujours plus de légitimité aux yeux du peuple ukrainien que certains autres organes gouvernementaux – et est certainement considéré par les Ukrainiens comme beaucoup plus légitime que Trump et Poutine. Et si nous comparons sa cote d'approbation à celle de tout autre homme politique en Ukraine, Zelensky l'emporte haut la main. Son seul véritable concurrent semble être le général [Valerii] Zaloujny, qui était le commandant militaire de l'Ukraine et, naturellement, n'est pas un ami de la Russie. Ainsi, la supposition que les gens aimeraient se débarrasser de Zelensky et élire un

président qui soit ami avec Trump et Poutine va à l'encontre de toutes les enquêtes publiques. En réalité, si l'Ukraine avait une élection maintenant, Zelensky gagnerait probablement plus facilement dans un processus électoral organisé à la hâte. En revanche, ces politiciens qui agissent en tant que mandataires de Trump, affirmant qu'ils pourraient négocier un meilleur accord que Zelensky, ont une popularité de 4 % ou moins.

Quels nouveaux défis et opportunités la situation actuelle pose-t-elle pour la gauche ukrainienne ?

Tout cela est un énorme défi, non seulement pour la gauche ukrainienne mais pour tout le peuple ukrainien. Si notre avenir était flou auparavant, il est maintenant encore plus précaire. Mais en termes de gauche, la situation actuelle a clairement montré que l'empereur est nu – tous ces mythes glorifiant les capitalistes et les entrepreneurs sont démantelés sous les yeux des gens. La façon dont Trump et Musk parlent de l'Ukraine a aliéné quiconque avait des illusions sur ces fausses idoles. Les seules personnes qui les acclament encore sont celles de l'extrême droite qui veulent que la réaction trumpienne triomphe dans le monde entier.

Ce moment doit être saisi pour montrer aux gens que le problème n'est pas seulement les individus mais le système capitaliste qui crée des personnes aussi méprisables. Nous devons expliquer comment le problème est le capitalisme, qui est basé sur la récompense des propriétaires de capital aux dépens de la société, et que si nous continuons sur cette voie, ce système détruira non seulement l'Ukraine mais le monde. C'est aussi une opportunité de proposer nos alternatives au capitalisme oligarchique néolibéral.

Cela nécessite de faire campagne efficacement autour de questions qui bénéficient à la classe ouvrière ukrainienne, qui a été contrainte de payer le prix le plus élevé pour cette guerre. Nous devons donner du pouvoir aux travailleurs et présenter des propositions pour remodeler l'économie ukrainienne. Pas seulement pour le bien-être des personnes, mais parce que c'est nécessaire en temps de guerre. Si nous voulons être en mesure de nous défendre correctement, nous avons besoin d'une économie de guerre qui fonctionne correctement, d'un système de santé, d'un département de science et de recherche, etc. – toutes ces choses sont interconnectées et vitales si nous voulons développer l'économie. Nous devons également nous assurer que les questions à orientation sociale sont prioritaires dans la phase de reconstruction, et non les intérêts du capital privé. Cela nécessite d'inverser les privatisations oligarchiques et de rendre les secteurs stratégiques de l'économie à la propriété publique.

Cela signifie également continuer à s'organiser avec d'autres à gauche – avec des camarades des différents milieux socialistes et anarchistes, des syndicalistes, des mouvements sociaux progressistes – pour soutenir ceux dont la vie a été déchirée par la guerre ainsi que ceux impliqués dans la résistance armée, que ce soit dans l'armée ou en fournissant des services essentiels. Nous devons nous appuyer sur ces liens et ces structures pour donner naissance à des sujets politiques qui peuvent ouvrir la voie à des changements révolutionnaires.

Bien sûr, ce n'est pas seulement un défi pour la gauche ukrainienne, mais pour la gauche partout. Nous faisons face à un moment de polarisation extrême dans lequel des forces extrêmement réactionnaires ont acquis un élan qu'on n'avait pas vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous avons l'invasion de l'Ukraine par Poutine et les plans de Trump pour Gaza qui se renforcent mutuellement, et renforcent la réaction dans le monde entier. Trump et Poutine prévoient de transformer le monde en un enfer encore pire. À moins qu'ils ne se heurtent à une résistance véritable et coordonnée, les forces ultraconservatrices et fascistes continueront à prendre le pouvoir pays après pays.

Nos ennemis de classe s'unissent au niveau mondial. Nous devons donc vraiment commencer à réfléchir à la façon dont nous, en tant que gauche, nous unissons internationalement. Y parvenir nécessitera, entre autres, un internationalisme cohérent. Cela signifie ne plus trouver d'excuses pour refuser la solidarité. Nous devons cesser d'essayer de déterminer quels peuples sont en quelque sorte plus dignes de soutien que d'autres, ou pas dignes de soutien du tout, parce que, d'une manière

ou d'une autre, ils sont opprimés par le mauvais oppresseur. Nous devons nous tenir aux côtés de tous les peuples opprimés à travers le monde.

Il y a de véritables progressistes qui considèrent la nouvelle situation concernant l'Ukraine comme positive (du moins par rapport à ce qui l'a précédée), parce qu'ils pensent qu'elle pourrait aider à mettre fin au massacre, ou par crainte que la guerre ne s'intensifie en une guerre nucléaire ou mondiale. Comment leur répondriez-vous ?

La vérité est que nous avons connu une énorme solidarité et un soutien de la part de camarades du monde entier. Mais nous avons également vu des progressistes non seulement refuser de prendre parti, mais même refuser de nous écouter. Nous voyons les sources de cela. Dans de nombreux cas, cela provient d'un sentiment d'impuissance. Cela conduit finalement les gens à recourir à l'idée que peut-être si une autre force peut, d'une manière ou d'une autre, défier le système existant (ou du moins l'impérialisme majeur), cela pourrait en quelque sorte créer un espace pour des changements. Mais une telle pensée représente une rupture claire avec la politique de gauche. Finalement, cela a plus en commun avec la *realpolitik* cynique ou la vision « réaliste » de la politique. Cela représente un abandon de la politique de classe et remplace la lutte pour une alternative au capitalisme par le simple soutien à tout régime anti-occidental.

Vous pouvez voir comment ce type de pensée finit par être très similaire à la mentalité conservatrice de droite. Les conservateurs ont blâmé la Révolution cubaine pour avoir amené le monde au bord du conflit nucléaire pendant la crise des missiles de Cuba. À l'époque, ils disaient « Cuba est si égoïste de vouloir des missiles soviétiques qui pourraient mettre en danger les États-Unis » et blâmaient les « Cubains fous » pour ne pas comprendre la gravité de la situation. Aujourd'hui, vous entendez les mêmes choses, que les Ukrainiens sont en quelque sorte « des bellicistes qui jouent avec la troisième guerre mondiale », mais maintenant vous l'entendez non seulement du président milliardaire d'extrême droite américain mais aussi de certains à gauche. Les personnes qui veulent vraiment la troisième guerre mondiale sont les agresseurs. C'est Poutine qui risque la troisième guerre mondiale et n'a aucun respect pour la vie humaine, pas même pour les vies russes. Pourtant, vous entendez toujours des gens à gauche blâmer les Ukrainiens et les accuser de vouloir se battre « jusqu'au dernier Ukrainien ».

En termes d'évitement de la guerre, la réalité est qu'il n'y a aucun exemple historique où récompenser ou apaiser un agresseur a fonctionné. Mais il existe de nombreux exemples de la façon dont cela a pavé la voie à la Seconde Guerre mondiale, comme lorsque la communauté internationale n'a essentiellement rien fait pour empêcher les fascistes de gagner la guerre civile espagnole. Même l'Union soviétique stalinienne, qui a fourni de l'aide à la République, a pris les réserves d'or de l'Espagne en retour – tout comme Trump veut le faire avec les terres rares de l'Ukraine. De même, la Grande-Bretagne et la France ont simplement abandonné les républicains espagnols sous prétexte de « non-intervention ». Ils ont également collaboré directement avec Hitler pour démanteler la Tchécoslovaquie, sans doute le pays le plus démocratique de la région, mais cela n'a pas non plus arrêté la Seconde Guerre mondiale. Le pacte Molotov-Ribbentrop [entre l'Union soviétique et l'Allemagne] n'a pas non plus empêché l'Allemagne d'attaquer l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale. Donc, le schéma s'est répété maintes et maintes fois.

En fin de compte, le problème avec ces progressistes est qu'ils n'ont pas de véritable alternative à proposer. Ils avancent de jolis slogans pacifistes et, dans de nombreux cas, idéalistes, tels que « nous devons penser hors des sentiers battus », « la guerre n'est jamais la réponse » et « donnons une chance à la diplomatie ». Mais finalement, les solutions auxquelles ils adhèrent sont la même *realpolitik* préconisée par les grandes puissances : laissons les impérialistes négocier sur la façon dont ils partitionnent les pays plus petits et divisent le monde en sphères d'influence. Ceux qui épousent une telle logique doivent vraiment se mettre à notre place et considérer comment cela apparaît de notre côté. Comment vous sentiriez-vous si vous étiez occupés, torturés, assassinés, mais que d'une manière ou d'une autre, d'autres voyaient cela comme

contribuant à remodeler l'ordre mondial pour le meilleur ? La réalité est que notre situation actuelle ne fera que remodeler le monde pour le pire.

Ceux qui s'accrochent à cette rhétorique se retrouveront de plus en plus alignés avec les forces de réaction extrême qui font partie de la nouvelle internationale fasciste dirigée par les États-Unis et la Russie (et apparemment Israël). Parce que, finalement, si vous êtes d'accord avec leurs plans pour l'Ukraine, vous êtes d'accord avec leurs plans pour le peuple palestinien, parce que vous êtes d'accord avec les puissances impérialistes qui se réunissent pour décider unilatéralement ce qui arrive aux nations plus petites.

Comment la gauche internationale peut-elle mieux aider le peuple ukrainien, et la gauche ukrainienne en particulier, en ces temps troublés ?

La première chose que je dirais est que la gauche ne doit pas abandonner la lutte dans vos propres pays contre vos propres classes dirigeantes, contre vos propres forces réactionnaires qui se lient à des forces similaires au niveau mondial. Pour aider le peuple ukrainien, la première chose à faire est de poursuivre vos propres luttes.

La deuxième chose est de se tenir sur une plateforme internationaliste qui s'oppose à tous les agresseurs, tous les oppresseurs, tous les impérialistes. Aujourd'hui, cela signifie trouver des moyens d'aider le peuple ukrainien, plutôt que de soutenir les plans de dictateurs serviles et d'ultracapitalistes. L'Ukraine est une lutte importante pour la gauche. De jolis slogans, tels que « la souffrance doit cesser d'une manière ou d'une autre », « la guerre doit cesser d'une manière ou d'une autre » ne suffisent pas pour arrêter la souffrance et la guerre. Y parvenir nécessite une paix juste et durable. Mais ces soi-disant négociations de « paix » entre Poutine et Trump visent simplement à récompenser l'agresseur et à inviter d'autres agressions.

Donc, contre la *realpolitik* que nous voyons aujourd'hui à gauche, nous avons besoin d'un internationalisme renouvelé pour affronter l'administration Trump, qui mène un assaut mondial d'extrême droite contre ce qui reste des forces progressistes et des acquis sociaux dans le monde entier. Chaque fois que Trump fait une déclaration exigeant que des nations entières cessent d'exister et deviennent des États américains, ou menace d'annexer des parties d'autres pays, tout ce que vous obtenez est une réponse très timide de la communauté internationale. Ils ont peur. Mais nous, en tant que gauche, ne pouvons pas avoir peur, même face au pire cauchemar capitaliste. C'est maintenant ou jamais. Si nous n'agissons pas maintenant, il n'y aura peut-être pas de lendemain. Nous pourrions au contraire tous nous retrouver à vivre sous le talon de régimes extrêmement autoritaires et fascistes cherchant à remodeler le monde à leur guise – un grand et beau terrain de jeu pour les personnes les plus brutales et les plus riches du monde.

Denys Pilach est politologue est membre de Sotsialnyi Rukh et rédacteur de la revue *Commons*. Propos recueillis par Federico Fuentes. Publié par *Links*. Traduit en français pour *Europe solidaire sans frontières* par Adam Novak, 13 mars 2025.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 44, 28 NOVEMBRE 2025

LETTRE À LA GAUCHE OCCIDENTALE AVEC FRUSTRATION

GALINA RYMBU

D'ici, dans cette partie du monde, c'est comme assister à une pièce de théâtre moralisatrice jouée dans une langue qui n'a pas de mot pour nous. Vous traitez l'impérialisme comme un phénomène exclusivement anglophone, une simple structure construite à Washington, entretenue par Londres, et nulle part ailleurs.

Je dirais qu'il faut parler de votre silence, mais en réalité, il faut parler de votre bruit.

Plus précisément, tout ce bruit que vous faites autour de l'empire, de la libération et de la solidarité, alors que vous trouvez mille raisons de détourner le regard de l'impérialisme russe. Vous avez écrit des dissertations sur les crimes des États-Unis et d'Israël (et vous avez raison), mais dès que des missiles s'abattent sur Kharkiv ou Kiev, vous vous mettez à ressasser sans cesse la « provocation de l'OTAN » et les « guerres par procuration ». Vous ne percevez les nuances que lorsque l'empire est drapé de symboles et d'esthétique soviétiques ou lorsqu'il s'agit d'une entité que vous considérez comme un adversaire de l'hégémonie américaine. C'est réducteur et puéril.

Mais nous avons vécu les chars « antifascistes » de Moscou, ses occupations « fraternelles », cette forme de libération qui se termine en prisons et en déportations. L'impérialisme russe n'a pas disparu avec les tsars ni les Soviets. Il a simplement appris à parler votre vocabulaire, et vous avez été assez naïfs pour en boire chaque mot.

Quand nous le soulignons, vous nous traitez de « russophobes », comme si la mémoire et les archives historiques étaient des péchés. Vous ridiculisez nos révolutions (1968, 1989, Maïdan) en les qualifiant de « révolutions de couleur », de complots de la CIA ou de spectacles occidentaux. Vous refusez de croire que des gens comme nous puissent se soulever pour leur propre compte. À vos yeux, la libération n'est authentique que lorsqu'elle s'oppose à une entité occidentale ou lorsque les influenceurs gauchistes et crétins de la « gauche post-soviétique » et les créateurs de mèmes que vous suivez en parlent.

Pendant ce temps, des militants de gauche, des anarchistes, des féministes et des syndicalistes ukrainiens meurent en première ligne. Ils ne se battent pas pour l'OTAN, mais pour le droit à l'existence et pour l'idée fondamentale que la classe ouvrière mérite de vivre libre du joug de l'impérialisme russe. Parmi eux, certains étaient des syndicalistes, des socialistes, des anarchistes, des punks et des antifascistes. Désormais, leurs noms sont gravés sur des monuments commémoratifs, ignorés par le mouvement même qui, pensaient-ils, les soutiendrait. Leur mort remet en question vos théories, alors vous détournez le regard ou vous inventez les excuses les plus pitoyables.

Et puis il y a votre slogan : « Pas de guerre, mais une lutte des classes ». Facile à scander en sécurité, impossible à vivre sous les bombardements. Vous le prononcez comme une formule magique, comme si votre rhétorique suffisante pouvait arrêter l'artillerie. Mais il n'y a pas de lutte des classes pure quand les usines sont bombardées, quand les ouvriers sont déportés, quand les syndicalistes sont exécutés. La lutte des classes que vous invoquez est déjà en cours. Elle a pris la forme de pauvres et de travailleurs ukrainiens qui se battent pour survivre. Vous refusez simplement de la reconnaître, parce que les morts parlent une langue que vous ne prenez pas la peine de traduire ou viennent d'un pays que vous avez toujours considéré comme « problématique », parce qu'il remettait en question la théorie soviétique à laquelle vous vous accrochez désespérément et autour de laquelle vous construisez vos personnalités.

Vous dites détester les empires, mais vous n'en visez qu'un seul. Vous vous indignez de l'hégémonie américaine tout en excusant la conquête russe. Vous idéalisez la « multipolarité », comme si choisir un autre empire revenait à en démanteler un. Vous vous persuadez que la solidarité signifie s'opposer à l'Amérique à tout prix, même si cela implique de se ranger, dans les faits, du côté de ceux qui violent des civils, enlèvent des enfants pour les rééduquer [russification, NDT] et bombardent des hôpitaux en prétendant agir pour la libération.

Et pourtant, nous essayons toujours de trouver un terrain d'entente. Nombre d'entre nous ici soutiennent la Palestine sans équivoque. Nous sommes révoltés par l'apartheid israélien, par l'occupation et les massacres, par l'arrogance coloniale qui se dissimule derrière un discours sécuritaire et un nationalisme fallacieux. Nous le comprenons, car beaucoup d'entre nous l'ont vécu. Mais lorsque nous pénétrons dans vos espaces, lorsque nous marchons à vos côtés ou tentons de nous organiser, l'atmosphère change. Vous nous regardez avec suspicion, comme si les Européens de l'Est étaient incapables de comprendre ce que signifie la colonisation. Vous confondez notre situation géographique avec un privilège, notre douleur avec de la propagande. Vous

nous riez au nez et nous traitez de « lavage de cerveau » lorsque nous essayons de raconter l'histoire de nos familles ou d'expliquer pourquoi l'impérialisme russe reste de l'impérialisme.

Nous constatons la montée du fascisme dans vos pays et nous sommes profondément touchés. Nous savons ce que cela signifie lorsque les médias mentent, lorsque les groupes vulnérables sont pris pour cible, lorsque des personnes disparaissent, lorsque la cruauté devient une identité nationale et lorsque la vérité s'effondre sous le joug d'une idéologie dangereuse. Nous souhaitons que vous remportiez vos combats contre l'État, contre la police, contre les fascistes et les milliardaires. Et nous sommes heureux de faire tout notre possible pour vous aider. Mais la solidarité ne peut être à sens unique. Vous attendez de nous de l'empathie ; vous n'apprenez jamais notre histoire, vous ne prenez jamais nos luttes au sérieux et vous ne nous considérez même pas comme des êtres humains.

Vous appelez à la révolution, mais ce que vous convoitez en réalité, c'est le contrôle du récit. Vous citez Lénine ou des révolutionnaires du Sud, mais vous ignorez les populations qui vivent les luttes que vous idéalisez. Vous utilisez des slogans pour masquer les souffrances et détourner l'attention des victimes. Vous nous réduisez à des métaphores pour que votre monde reste d'une simplicité confortable : l'Amérique, le grand méchant, et tous les autres, simples figurants ou insignifiants.

Si votre anti-impérialisme ne s'applique que lorsque les bombes tombent en anglais, ce n'est pas de la solidarité. C'est du narcissisme déguisé en vertu, l'incarnation même de l'exception américaine.

Nous n'avons pas besoin de votre pitié. Nous avons besoin de lucidité. Nous avons besoin que vous voyiez l'empire, même lorsqu'il arbore les symboles que vous admirez et dont vous vous drapez pour tenter de paraître subversifs dans vos banlieues américaines. Car si vous en êtes incapables, si votre prétendue solidarité internationaliste s'arrête à Berlin, alors vous ne construisez pas une gauche mondiale. Vous continuez simplement à vivre dans vos propres bulles de déni.

Galina Rymbu est une féministe, anarchiste et poète. Elle vit en Ukraine et a été élevée en Russie. Article traduit et publié sur le blog de Patricio Paris, *Mediapart,* 20 octobre 2025.

LETTRE OUVERTE À ZARAH SULTANA

GALINA RYMBU

Chère Zarah Sultana[1],

Récemment, plusieurs journalistes et militant·es de gauche m'ont contactée pour me demander mon avis sur votre position concernant la suspension du soutien politique et militaire au peuple ukrainien. Après avoir réfléchi à la manière de répondre, j'ai décidé de vous écrire une lettre personnelle. En tant que militante de gauche et féministe russe vivant en Ukraine depuis huit ans, cela me semblait plus approprié que de faire un commentaire neutre et sans relief.

Je m'adresse à vous personnellement également parce que je vois comment des personnes comme vous, qui apparaissent sur la scène politique mondiale, deviennent une source d'espoir pour de nombreuses et nombreux opprimés, dont les voix et les cris sont encore étouffés par les discours des dictateurs et les calculs « pragmatiques » des capitalistes qui préfèrent continuer à mener leurs affaires sales et sanglantes avec eux.

Pour de nombreuses jeunes générations de militant·es de gauche, votre nom est associé à une promesse d'avenir et de progrès, car beaucoup sont lassés de la politique menée à huis clos dans les « clubs d'hommes » élitistes, auxquels nous ne serons jamais invitées. Je sais à quel point cela est important pour mes camarades au Royaume-Uni, et lors de ma visite à Londres à la veille de la pandémie, nous en avons beaucoup parlé – en lisant de la

1. Zarah Sultana est codirigeante de Your Party, la nouvelle formation politique apparue en Grande-Bretagne.

poésie politique dans des squats et en discutant dans de petits bars de l'avenir de notre planète.

De ma naissance à l'âge de 27 ans, j'ai vécu en Russie. J'ai grandi en Sibérie occidentale, dans la cité ouvrière de Tchkalovsky, dans la ville d'Omsk, au sein d'une famille pauvre de la classe ouvrière, d'origine moldave, roumaine et ukrainienne. Nous vivions en dessous du seuil de pauvreté ; nous n'avions même pas les moyens de payer l'électricité, notre maison était donc souvent plongée dans l'obscurité et nous manquions de nourriture. Mes parent·es vivent toujours à Tchkalovsky, dans un endroit que les Européen·nes qui ont réussi qualifieraient probablement de « fond du panier social ». Mes ami·es, mes camarades de classe et mes amant·es y vivent toujours. J'ai aujourd'hui 35 ans et je suis toujours pauvre. Je reste attachée à ma classe sociale et aux personnes qui perdent la raison dans cette « prison des nations ». Depuis mon enfance, j'ai été confrontée à de multiples formes de discrimination et de persécution fondées sur mon origine ethnique, simplement à cause de mon prénom, de mon nom de famille et de mon apparence. Plus tard, j'ai vécu à Moscou et à Saint-Pétersbourg, où j'ai étudié la littérature, puis je me suis tournée vers la recherche en « philosophie de la guerre », cherchant à comprendre les fondements de l'idée de transformer une « guerre impérialiste en guerre civile » (une évolution que l'on retrouve notamment dans ce qu'écrit Lénine sur Clausewitz).

J'ai également observé les politiques systématiques de discrimination à l'encontre des millions de personnes en Russie qui ne sont pas membres de la « nation titulaire » et dont les peuples et les cultures sont actuellement en train d'être effacés de la surface de la Terre par la Russie. De nombreuses et nombreux militants de gauche issus des mouvements anticolonialistes, qui luttent pour la survie de leurs peuples sur le territoire de la Fédération de Russie, affirment que le régime russe mène une politique délibérée d'ethnocide. Et aucune cessation des hostilités ne les arrêtera. À l'heure actuelle, le régime russe et les élites russes détruisent des dizaines de peuples vivant à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de la Fédération de Russie.

Lorsque je vivais en Russie, je me suis engagée dans le militantisme étudiant, de gauche et féministe. J'ai également écrit – et je continue d'écrire – de la poésie, cherchant des moyens de donner de la visibilité aux voix de protestation de mes camarades et des personnes partageant les mêmes idées. Dans ma poésie, j'accorde une attention particulière au développement de l'imaginaire politique de gauche et à la subjectivité radicale de la contestation. J'écris l'histoire de ma propre expérience, de ma famille et de ma classe sociale, alors même que d'autres personnalités de gauche puissantes et influentes cherchent à se laver les mains dans un nouveau bain de sang et à renforcer le régime de Poutine à un point tel qu'il devient incompatible avec toute vie sur cette planète.

D'après mon expérience dans l'espace politique russe, j'ai constamment été confrontée à une pression et une haine immenses de la part des élites culturelles conservatrices et des forces politiques néofascistes. Après avoir écrit deux poèmes – *My Vagina* et *Great Russian Literature* – critiquant la discrimination sexuelle, l'impérialisme russe et son pouvoir patriarcal brutal renforcé par de nombreuses institutions violentes, de nombreux hommes russes enragés et des militants d'organisations néofascistes russes ont commencé à me persécuter.

La première chose qu'ils m'ont dite, c'est de « quitter la Russie et retourner dans ma Moldavie noire ». Leur conseil suivant a été de rester, mais d'abandonner complètement la « littérature russe » et de faire ce que les « femmes moldaves et ukrainiennes » sont censées faire en Russie : réparer des appartements, nettoyer les sols et servir dans les maisons des riches Moscovites.

Au cours des huit années que j'ai passées en Ukraine, je n'ai jamais été victime d'une telle discrimination. Au contraire, mon expérience dans les espaces sociaux et les communautés culturelles locales a été source de soutien et d'apaisement.

C'est pourquoi j'ai été profondément consternée d'entendre votre récente interview à la suite du congrès antiguerre des 4 et 5 octobre à Paris, dans laquelle vous disiez avoir rencontré « des orateurs/oratrices vraiment inspirant·es de Russie et d'Ukraine » qui

soutiennent l'arrêt du soutien politique et militaire à l'Ukraine et estiment que « Zelensky n'est pas un ami de la classe ouvrière » ni du peuple ukrainien.

Le problème avec cette opinion, qui vous a influencé, vous et votre parti politique, est que les orateurs/oratrices que vous avez rencontré·es à Paris ne peuvent pas seulement représenter ou connaître les peuples russe et ukrainien, elles et ils ne représentent même pas une force de gauche significative en Russie, en Ukraine ou dans la diaspora de gauche. La plupart des militant·es de gauche d'Ukraine, du Bélarus et de Russie se distancient des programmes politiques de ces individu·es et des organisations politiques qu'elles ou ils ont créées (Post Soviet Left, [Gauche post soviétique, PSL], Mir Snizu [Paix par le bas »]).

Un autre problème est que ces organisations utilisent cyniquement des militants issus de ce qu'on appelle les « mouvements masculins », les incels et les masculinistes radicaux dans leur « lutte politique », les présentant aux politiciens et camarades de gauche européens comme des « opposants et dissidents ukrainiens ». Elles mobilisent ces militants pour des rassemblements dans les villes de l'UE et préparent des programmes à long terme de collaboration politique avec les mouvements masculinistes et misogynes radicaux de la diaspora. Sous prétexte de dénoncer les « violations des droits des hommes ukrainiens », ces militants propagent diverses théories du complot, affirmant par exemple publiquement que la guerre de la Russie contre l'Ukraine a en réalité été fomentée par des « femmes » dans le but d'« organiser un androcide », et diffusant des récits racistes répugnants selon lesquels l'Ukraine n'est pas réellement gouvernée par des Ukrainien·nes, mais par d'autres « peuples rusés », des « Juifs » et des « nains répugnants ».

Les dirigeants de ces groupes, tels que Sergey Khorolsky, qui coopèrent avec le PSL et Mir Snizu, appellent publiquement et ouvertement à la violence physique et sexuelle contre les femmes et les filles, et incitent à la haine contre les réfugié·es ukrainien·nes, les qualifiant cyniquement d'« êtres sous-humains » qui ont quitté l'Ukraine non pas pour échapper aux bombardements, mais pour « coucher avec des migrant·es, des Arabes et des musulman·es », qu'ils méprisent également. Dans le même temps, ils (y compris Andrey Konovalov lui-même) produisent des caricatures antisémites cruelles et humiliantes de Zelensky et de journalistes ukrainien·nes libéraux ayant une identité culturelle juive. Leurs opinions politiques représentent une combinaison de discours néofascistes et d'extrême droite, de théories du complot et de méthodes interdites pour promouvoir leur programme misogyne et anti-ukrainien, qui va bien au-delà de ce qui est acceptable, même dans le domaine de la critique politique sévère.

Aucun d'entre eux n'est un « déserteur » ukrainien et aucun n'a d'expérience du combat. Andrey Konovalov, qui se présente comme un « objecteur de conscience au service militaire », ne peut en fait être considéré comme tel, puisqu'il a quitté l'Ukraine en 2021 et que personne ici ne l'appelait sous les drapeaux. En Ukraine, les hommes de moins de 25 ans et les étudiant·es ne sont pas soumis à la mobilisation.

De plus, Andrey Konovalov, s'exprimant lors du congrès du 5 octobre et sur d'autres plateformes européennes, a affirmé qu'il y avait des répressions contre les organisations et les mouvements de gauche en Ukraine, que le mouvement de gauche était affaibli et qu'il ne pouvait pas affirmer sa volonté de dialoguer avec la Russie.

En réalité, cependant, Konovalov n'a aucun lien ni aucun contact avec les mouvements ou organisations de gauche ukrainiens, qui sont nombreux en Ukraine à l'heure actuelle et dont aucun n'est interdit. J'ai discuté avec des militant·es de plusieurs organisations, plateformes et mouvements de gauche ukrainiens, ainsi qu'avec des organisations de défense des droits humains qui documentent les violations des droits humains en Ukraine, et aucun d'entre elles ou eux n'a confirmé avoir coopéré avec le PSL, Mir Snizu ou Andrey Konovalov. De plus, elles et ils ne connaissent pas cette personne et n'ont jamais entendu parler d'elle auparavant.

Je pense également qu'il est important de noter que dans leurs déclarations publiques et leurs contacts avec les politicien·nes européen·nes, le PSL, Mir Snizu et leurs dirigeant·es (Liza Smirnova, Alexey Sakhnin, Andrey Konovalov et d'autres) critiquent les stratégies de mobilisation en Russie, qui sont actuellement

mises en œuvre par le biais d'un « système néolibéral de contrats » et transforment effectivement l'armée de l'agresseur en mercenaires motivés. Pourtant, dans leurs déclarations à un public russe, tout en critiquant la mobilisation en Ukraine, elles et ils exhortent l'Ukraine à prendre l'exemple de la Russie et à créer exactement le même système de contrats militaires « néolibéraux » et d'incitations financières pour le peuple ukrainien, afin de « résoudre le problème des droits humains ». Je considère cette rhétorique comme manipulatrice, contradictoire et cynique.

Une guerre d'usure lourde et à grande échelle sans soutien suffisant de la part des allié·es génère toujours des crises de mobilisation. Cependant, de nombreuses et nombreux Ukrainiens de diverses opinions politiques continuent à servir volontairement. Les Ukrainien·nes ne peuvent pas être transformé·es en une armée de mercenaires calculateurs, car pour elles et eux, il s'agit d'une guerre de libération nationale, d'une guerre anticolonialiste, d'une guerre pour la survie et la préservation de tout ce qui leur est cher.

À leur tour, l'argent et les contrats ne peuvent motiver que l'armée de l'agresseur, car malgré l'intensité de la propagande fasciste parmi ses citoyen·nes, le régime russe ne peut toujours pas offrir à son peuple des principes idéologiques clairs ou des motivations politiques capables de pousser les larges masses pauvres à tuer leurs voisin·es simplement par conviction.

Il était également triste d'entendre comment Konovalov, dans son discours du 5 octobre, a manipulé la tragédie à Gaza et les cœurs de milliers de militants·e de gauche qui sympathisent avec le peuple palestinien. Dans son discours, il a qualifié l'Ukraine d'État cruel, comparable à Israël. Selon cette logique, cela signifie-t-il que la Russie est la Palestine ? Pourquoi les 4 500 militant·es de gauche critiques présent·es dans cette salle ont-iels non seulement mordu à cet appât terrible, mais ont-iels également applaudi des manipulations qui n'ont rien à voir avec les réalités historiques et politiques des États mentionnés ? Que pensez-vous de cela ?

En fait, beaucoup de mes camarades parmi les militant·es de gauche russes et ukrainien·nes, qui connaissent bien la carrière politique des dirigeants du PSL et de Mir Snizu depuis la fin des années 2000 et le début des années 2010, ne sont même pas surpris·es par ce qu'ils font et disent, utilisant toutes les tribunes politiques européennes possibles. Les deux organisations sont affiliées au célèbre technologue politique russe Alexey Sakhnin, dont le travail au sein des mouvements de gauche est depuis longtemps profondément discrédité. Dans une émission récente diffusée après le congrès de Paris sur la chaîne YouTube russe Rabkor, il a laissé entendre qu'il considérait principalement les politiciens comme vous et Mélenchon comme des forces et des ressources grâce auxquelles il pouvait transmettre ses idées politiques et influencer les livraisons d'armes à l'Ukraine.

Vous savez peut-être déjà que Sakhnin était auparavant l'idéologue et l'allié politique de l'organisation stalinienne radicale Borotba, qui a vu le jour en Ukraine peu avant la Révolution de la dignité (liée au Parti communiste ukrainien qui, avec l'aide des services spéciaux russes, a supervisé les « manifestations » séparatistes dans l'Est du pays et soutenu l'agression militaire russe). Il existe également des preuves irréfutables de la coopération de Borotba avec l'administration du président russe sous la supervision de Vladislav Surkov.

Ce n'est qu'après que Borotba et le CPU, s'étant alliés aux néofascistes pro-russes, soient devenus les organisateurs d'attaques brutales contre des militant·es anarchistes pendant la Révolution de la dignité et les organisateurs de l'« Anti-Maïdan » (également soutenu par les services spéciaux russes et des groupes militarisés arrivés en Ukraine depuis la Russie), qu'Alexey Sakhnin a agi en tant que principal défenseur et « promoteur » de ces organisations sur la scène internationale de gauche.

Dans de nombreuses interviews accordées à des médias de gauche européens, il a présenté Borotba et le CPU comme des « dissidents de gauche » et des « antifascistes » qui auraient été victimes de « répression » en Ukraine et auraient besoin de soutien. Pendant ce temps, des militants de Borotba et du CPU ont participé à des campagnes de « déstabilisation politique » en Moldavie, en alliance avec l'organisation néonazie russe Slavic Unity, et un nombre important de militants de ces organisations ont rejoint en 2014-2015 des

groupes militarisés combattant aux côtés de la Russie dans les régions de Donetsk et Louhansk en Ukraine. Malgré cela, Sakhnine a continué à soutenir Borotba au fil des ans et, dans une interview accordée en 2021 à la radio russe Svoboda, il l'a qualifiée d'« organisation fraternelle ». Il a également publié des appels à la « solidarité antifasciste » internationale avec Vlad Voitsekhovsky, un militant de Borotba qui a rejoint le bataillon fasciste Prizrak, qui a combattu aux côtés de la Russie sous le commandement d'Alexey Mozgovoy et est tristement célèbre pour sa cruauté particulière. Alors que la majorité des militant·es de gauche ukrainiens·ne ont vivement critiqué Borotba et appelé la gauche européenne à la prudence dans leur coopération avec cette organisation. Je pense que ce n'est pas un hasard si, aujourd'hui, l'un des dirigeants du PSL et de la coalition Mir Snizu, qui mène un travail politique pour mettre fin aux livraisons d'armes européennes à l'Ukraine, est le stalinist convaincu Viktor Sidortchenko.

Dans ma récente chronique, publiée par le collectif médiatique *Media Resistance Group,* j'ai souligné que Viktor Sidortchenko a longtemps été fonctionnaire et secrétaire d'une des branches du Parti communiste ukrainien (CPU). Dès 2014, immédiatement après la Révolution de la dignité, Sidortchenko est devenu l'un des militants de l'Anti-Maïdan de Kharkiv et l'un des organisateurs des rassemblements pro-russes de mars de la soi-disant « milice populaire » à Kharkiv, où il a exigé un référendum et « l'autonomie économique et culturelle-historique totale » de la région de Kharkiv, c'est-à-dire la création d'une soi-disant « KhNR » analogue à la « DPR » et à la « LPR ». Ces « rassemblements » ont été organisés par le CPU, Borotba, ainsi que par les services spéciaux russes et des organisations militarisées néonazies pro-russes telles que Rus Triyedinya, Russian East, Great Rus et Oplot.

En 2014, les anarchistes ukrainien·nes ont analysé les activités du Parti communiste ukrainien (CPU) comme étant enracinées dans le « grand chauvinisme russe » et ont noté que ce parti prônait la restriction des droits des LGBT, l'introduction de la peine de mort et menait des politiques antisémites, tatarophobes et ukrainophobes. Dans leur journal *Kommunist,* ils ont publié des articles racistes dans lesquels les Afro-Américain·es souffrant du chômage étaient qualifié·es de fainéant·es, et les fusillades de grévistes au Kazakhstan étaient saluées comme une « lutte contre l'impérialisme ».

De nombreux dirigeants de Borotba étaient également issus du CPU, notamment Alexey Albu, qui a appelé à l'introduction de troupes russes à Odessa, et le compagnon de longue date de Viktor Sidortchenko, Alexander Fedorenko, connu pour sa participation à l'attaque brutale contre des anarchistes ukrainien·nes non armé·es et contre le poète le plus célèbre d'Ukraine, Serhiy Jadan, le 1er mars 2014. Les camarades de Sidortchenko ont ouvert le crâne de Jadan après qu'il ait refusé de s'agenouiller devant eux et de saluer la Russie. Viktor Sidortchenko et Alexander Fedorenko restent cofondateurs de la fondation caritative Angel, qui opère toujours sur le territoire ukrainien, bien que la nature de ses activités ne puisse être déterminée à partir de sources connues.

Je pense que les dirigeants du PSL et de Mir Snizu que vous avez rencontrés au congrès de Paris – et qui vous ont inspirée – ne veulent pas réellement arrêter Poutine et sont incapables d'aider les pauvres et les opprimés, que ce soit en Russie ou en Ukraine. Lorsqu'ils appellent à faire pression sur l'Ukraine en limitant les livraisons d'armes, ils savent parfaitement que Poutine ne s'arrêtera pas. Il n'a aucune intention de s'arrêter où que ce soit. Appeler l'Ukraine et ses allié·es à « s'arrêter » ne peut signifier qu'une seule chose : inviter Poutine à aller plus loin, où bon lui semble. Et alors, nos écoles et nos hôpitaux ukrainiens seront bombardés, et les cruels « safaris de drones » sur les civil·es se poursuivront.

Zarah, honnêtement, j'ai peur de vivre dans un monde qui ressemble à un royaume de miroirs tordus et brisés, où les misogynes deviennent des « dissidents ukrainiens » et des « défenseurs des droits humains », et où les technologues politiques du Kremlin, les tueurs, les provocateurs et les bellicistes se rebaptisent « militant·es de gauche » et « antifascistes ».

Je pense que cela illustre encore clairement comment les campagnes d'influence et le *soft power* russes peuvent fonctionner. Ils manipulent notre nostalgie et notre espoir

d'un avenir meilleur, nos angles morts dans la compréhension des cultures et des traditions de chacun, nos expériences et nos émotions les plus intimes – et ils bouleversent nos valeurs libératrices et radicalement démocratiques.

Et nous ne nous sentons plus chez nous dans nos propres « mondes de gauche ». Nous nous sentons sacrément mal à l'aise. Au-dessus de nos maisons, des drones volent et les éclats des bombes au phosphore illuminent le ciel. Beaucoup de mes ami·es qui ont vu des bombes au phosphore exploser au-dessus de leur tête disent que c'est incroyablement beau. Lorsqu'une bombe au phosphore explose, elle laisse dans le ciel d'innombrables petites étincelles qui traînent une traînée lumineuse – cela ressemble à un feu d'artifice. C'est fascinant. Je pense que cette image, et son effet émotionnel, capturent parfaitement l'essence même du fascisme – et de la propagande fasciste russe, qui fait aujourd'hui l'objet de vifs débats parmi de nombreuses et nombreux intellectuels influents, de Slavoj Žižek à Peter Pomerantsev. La propagande russe dans le « monde occidental » n'est plus enveloppée dans le drapeau tricolore symbolique et les rubans de Saint-Georges. Elle vous enchante, elle vous confronte à celles et ceux qui disent ce que vous avez besoin d'entendre, ce que vous voulez entendre, et ce qui pourrait plaire à vos électeurs et électrices. Et elle tue.

J'ai peur de vivre dans un monde où le fascisme russe peut si facilement pénétrer les pensées, les paroles et les cœurs de nos camarades de lutte. Où il peut si facilement s'emparer des îlots de liberté qui nous sont chers et saper nos réseaux déjà fragiles de lutte internationale, de confiance et de solidarité. Je ne veux pas vivre dans un tel monde. Ce n'est pas mon « monde d'en bas ». Et je le combattrai. Parce que c'est moi, et non les technologues politiques du Kremlin, qui suis vraiment « d'en bas », et que je pense aux peuples. C'est pourquoi je choisis de m'exprimer d'une manière qui n'est ni belle ni confortable.

Zarah, si nous nous rencontrions un jour en personne, j'aimerais beaucoup vous dire que l'Ukraine a véritablement ses propres traditions profondes, complexes et incroyablement riches de lutte de gauche et radicalement démocratique, profondément enracinées dans sa culture et sa vie quotidienne.

Historiquement, toutes les cultures politiques de gauche ukrainiennes diffèrent profondément des cultures impériales, bolcheviques et staliniennes. L'Ukraine d'Ivan Franko, de Lesya Ukrainka, Mykhailo Drahomanov et Nestor Makhno existe toujours. Et elle se perpétue dans l'Ukraine de Davyd Tchytchkan, Marharyta Polovynko et Artur Snitkus. Dans l'Ukraine de Maksym Butkevych, Artem Chapeye, Vladyslav Starodubtsev et d'autres camarades qui résistent aujourd'hui à l'agression russe et construisent de vastes réseaux horizontaux de solidarité internationale de gauche avec les anti-autoritaires ukrainien·nes.

Cette Ukraine est inconnue et incompréhensible pour la plupart des militant·es de gauche russes – et pour ceux des Ukrainien·nes qui agissent aujourd'hui comme s'ils étaient leurs protégés. C'est une Ukraine avec de fortes traditions anarchistes d'auto-organisation et de démocratie radicale – des traditions qui survivent toujours, malgré les occupations, les colonisations, les crises et les conflits internes.

Je crois que tout dialogue international sur la résistance en Ukraine et sur les possibilités de soutien militaire et politique de l'étranger devrait commencer par un récit sur ces traditions – et sur celles et ceux qui se battent pour elles en ce moment même. Mais vos camarades désarmé·es, Konovalov et Smirnova, restent silencieuses/silencieux sur ces traditions et sur la résistance locale de gauche. Il me semble que cela s'explique non seulement par le fait qu'eils se situent eux-mêmes structurellement et discursivement dans un « cadre russe », mais aussi parce que ce silence est, pour elles et eux, délibéré et stratégique. Il leur permet de nier la subjectivité du véritable peuple ukrainien et de la véritable gauche ukrainienne, en présentant tout ce que nous faisons et pensons comme une « soumission à l'OTAN ». Et nous connaissons déjà un dictateur arrogant et ses sbires qui aiment également construire de tels cadres lorsqu'il s'agit de l'Ukraine et de l'action politique de ses peuples.

Je ne veux pas vous demander votre empathie ou votre solidarité. J'ai vécu la majeure partie de ma vie dans l'un des empires les plus

brutaux et les plus conservateurs de cette planète, n'appartenant pas à la « nation titulaire » et étant en même temps une personne queer et intersexuée qui a connu la condition féminine et la pauvreté radicale. Et je comprends trop bien où se situe le point de tension politique – celui où demander de l'empathie ou de la solidarité devient impossible, voire humiliant.

Pendant trop longtemps, on m'a fait croire que je n'étais « personne », que je devais me soumettre à « tout le monde », que je devais respecter les règles d'un monde où la politique est faite uniquement par des hommes puissants – et quelques femmes – derrière des portes closes dans des salles froides, où, comme l'a écrit mon poète antifasciste préféré du Royaume-Uni, Sean Bonney, l'air est glacial et solitaire, car « ce sont les fascistes qui y respirent » :

> car tranquilles et sûrs sont les bras des cruels
> et tranquille et sûr est l'esprit de l'imbécile
> ces esprits qui haïssent et ces esprits qui dorment
> et ces esprits qui tuent et ceux qui pleurent
> Je comprends que la dure réalité est la suivante : vous ne vous battrez pas à nos côtés.
>
> Et nous nous battrons – même sans vous.

Article publié par Media Resistance Group.
Traduction Deepl revue par Michel Lanson et publié sur le site du Réseau Bastille.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 51, 21 SEPTEMBRE 2026

QUE CEUX QUI SE QUALIFIENT D'« ANTIMILITARISTES » EXAMINENT LES CONSÉQUENCES DE LEUR POLITIQUE

SOLIDARITY COLLECTIVES

La nuit dernière, Kyiv a de nouveau été la cible d'une attaque russe de grande envergure. Le bilan s'élève déjà à plus de 14 morts, tous des civils.

Depuis des semaines, les Ukrainiens alertent sur la pénurie critique de munitions pour les systèmes de défense aérienne. L'aide militaire en provenance d'Europe et des États-Unis n'arrive désormais qu'en quantités limitées.

En conséquence, aucun des missiles balistiques tirés sur Kyiv lors de l'attaque de la nuit dernière n'a été intercepté : 0 des 6 missiles 3M22 Zircon/Onyx ont été interceptés ; 23 missiles Iskander-M/S-400 ont été interceptés.

Nous estimons que la responsabilité de ces décès incombe non seulement à Trump et aux responsables politiques pro-russes en Europe, mais également à ceux qui, depuis des années, s'opposent à ce que l'Ukraine dispose des moyens de se défendre, tout en se cachant derrière une fausse notion d'antimilitarisme. Cette position a contribué à cultiver l'indifférence – et parfois une hostilité ouverte – au sein de certains courants de la gauche occidentale à l'égard de l'aide militaire à l'Ukraine.

Ces choix relèvent d'une responsabilité politique, publique et morale et il faudra en rendre compte.

PAROLES DU MONDE

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 1, 3 MARS 2022

MÉMORANDUM SUR UNE POSITION ANTI-IMPÉRIALISTE RADICALE CONCERNANT LA GUERRE EN UKRAINE

GILBERT ACHCAR

L'invasion russe de l'Ukraine est le deuxième moment déterminant de la nouvelle guerre froide dans laquelle le monde est plongé depuis le début du siècle par suite de la décision américaine d'élargir l'OTAN. Le premier moment déterminant a été l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003. Elle s'est soldée par un échec total dans la réalisation des objectifs impérialistes étasuniens. Le prix que l'Irak a payé – et continue de payer avec les pays voisins – a été énorme, mais la propension de l'impérialisme états-unien à envahir d'autres pays a été considérablement réduite, comme le confirme le récent retrait de ses troupes d'Afghanistan.

Le sort de l'invasion de l'Ukraine par la Russie déterminera la propension de tous les autres pays à l'agression. Si elle échoue à son tour, l'effet sur toutes les puissances mondiales et régionales sera celui d'une forte dissuasion. Si elle réussit, c'est-à-dire si la Russie parvient à « pacifier » l'Ukraine sous ses bottes, l'effet sera un glissement majeur de la situation mondiale vers la loi de la jungle sans retenue, enhardissant l'impérialisme des États-Unis lui-même et ses alliés à poursuivre leur propre comportement agressif.

Pour l'instant, la résistance héroïque du peuple ukrainien a déstabilisé toute la gamme des admirateurs réactionnaires de Vladimir Poutine, de la droite dure et de l'extrême droite mondiales aux partisans de l'impérialisme russe prétendument de gauche. Une victoire de Poutine en Ukraine renforcerait considérablement cet éventail de politiques réactionnaires.

Au-delà de la condamnation générale de l'invasion russe, il y a eu également quelque confusion dans les rangs des véritables courants anti-impérialistes quant à la position spécifique à adopter sur les questions liées à la guerre en cours. Il est important de clarifier ces questions.

1) Il ne suffit pas de demander à la Russie de cesser ses attaques et d'appeler à « un cessez-le-feu immédiat et un retour à la table des négociations ». Nous n'avons pas utilisé un tel langage onusien lorsque les États-Unis ont envahi l'Irak, mais nous avons exigé le retrait immédiat et inconditionnel des agresseurs, comme nous l'avons fait dans chaque cas d'invasion d'un pays par un autre. De même, nous devrions exiger non seulement la cessation de l'agression, mais aussi le retrait immédiat et inconditionnel des troupes russes d'Ukraine.

2) L'exigence du retrait russe s'applique à chaque pouce du territoire ukrainien – y compris le territoire envahi par la Russie en 2014. Lorsqu'il y a un différend sur l'appartenance d'un territoire où que ce soit dans le monde – comme la Crimée ou les provinces de l'est de l'Ukraine, en l'occurrence – nous n'acceptons jamais qu'il soit résolu par la force brute et la loi du plus fort, mais toujours uniquement par le libre exercice par les peuples concernés de leur droit à l'autodétermination démocratique.

3) Nous sommes opposés aux appels à l'intervention militaire directe d'une force impériale contre une autre, que ce soit par des troupes au sol ou par l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne à distance. Par principe, nous sommes contre l'intervention militaire directe de toute force impérialiste, où que ce soit. Demander à l'une d'entre elles d'affronter une autre équivaut à souhaiter une guerre mondiale entre puissances nucléaires. De plus, il est impossible qu'une telle intervention puisse s'effectuer dans les limites du droit international puisque la plupart des grandes puissances impérialistes disposent d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU. Même si l'on peut aisément comprendre que les victimes ukrainiennes de l'agression puissent lancer,

par désespoir, de tels appels, il s'agit néanmoins de demandes irresponsables.

4) Nous sommes pour la livraison sans conditions d'armes défensives aux victimes d'une agression – dans ce cas, à l'État ukrainien, qui lutte contre l'invasion russe de son territoire. Aucun anti-impérialiste responsable n'a demandé à l'URSS ou à la Chine d'entrer en guerre au Vietnam contre l'invasion américaine, mais tous les anti-impérialistes radicaux étaient favorables à une augmentation des livraisons d'armes par Moscou et Pékin à la résistance vietnamienne. Donner à ceux qui mènent une guerre juste les moyens de lutter contre un agresseur beaucoup plus puissant est un devoir internationaliste élémentaire. S'opposer en bloc à de telles livraisons est en contradiction avec la solidarité élémentaire due aux victimes.

5) Nous n'avons pas de position de principe générale sur les sanctions. Nous étions favorables aux sanctions visant l'État d'apartheid sud-africain et nous sommes favorables aux sanctions visant l'occupation coloniale israélienne. Nous étions contre les sanctions imposées à l'État irakien après sa destruction par la guerre en 1991, car il s'agissait de sanctions meurtrières qui ne servaient aucune cause juste, mais seulement la soumission d'un État à l'impérialisme des États-Unis à un coût quasi génocidaire pour sa population. Les puissances occidentales ont décidé toute une série de nouvelles sanctions contre l'État russe pour son invasion de l'Ukraine. Certaines d'entre elles peuvent effectivement réduire la capacité du régime autocratique de Poutine à financer sa machine de guerre, d'autres peuvent nuire à la population russe sans trop affecter le régime ou ses acolytes oligarchiques. Notre opposition à l'agression russe combinée à notre méfiance à l'égard des gouvernements impérialistes occidentaux signifie que nous ne devrions ni soutenir les sanctions de ces derniers, ni exiger leur levée.

6) Enfin, la question la plus évidente et la plus directe de toutes dans une perspective progressiste est la demande d'ouverture de toutes les frontières aux réfugié·es d'Ukraine, comme elles devraient l'être pour tous les réfugié·es fuyant la guerre et les persécutions, quelle que soit leur provenance. Le devoir d'accueillir et d'héberger les réfugié·es et le coût de cet accueil doivent être équitablement partagés par tous les pays riches. Une aide humanitaire urgente doit également être apportée aux personnes déplacées à l'intérieur des frontières de l'Ukraine.

Solidarité avec le peuple ukrainien !

Gilbert Achcar est notamment l'auteur de *Les guerres de l'empire américain au Moyen-Orient : impérialisme et anti-impérialisme au 21e siècle* (La Dispute, 2026).
27 février 2022. Traduction rédaction *À l'Encontre*

CONTRE L'IMPÉRIALISME RUSSE, NE TOUCHEZ PAS À L'UKRAINE !

MOUVEMENT SOCIALISTE RUSSE

Poutine vient de terminer son discours aux Russes. L'homme qui se fait appeler président a commencé son discours par un éloge anticommuniste, affirmant que Vladimir Ilitch Lénine était le créateur de l'Ukraine et que son existence sous sa forme actuelle est le résultat de la politique nationale des bolcheviks. En accusant les bolcheviks de « nourrir les nationalistes », Poutine couvre la pire et la plus répugnante des formes de nationalisme – le chauvinisme grand-russe. Dans ce contexte, Poutine a menacé de montrer aux Ukrainiens ce que signifie la « décommunisation ». Compte tenu du contexte de son discours, on pourrait percevoir ces mots comme rien de moins qu'une menace d'intervention directe en Ukraine. Sans surprise, tout en critiquant les politiques nationales léninistes, Poutine a jeté des pierres sur l'économie planifiée, les nationalisations et a fait l'éloge du stalinisme.

La persécution de l'opposition, la corruption, la hausse des prix des biens et des services, l'absence de tribunaux indépendants et tout ce que Poutine a dit sur l'Ukraine donne l'impression qu'il parlait de la Russie. Nous ne nions pas que les réformes en cours en

Ukraine entraînent des inégalités sociales monstrueuses, l'appauvrissement, le chômage et d'autres problèmes. Mais nous croyons fermement que le sort de l'Ukraine doit être décidé par les travailleurs et tous les opprimés de ce pays, et non par le matériel militaire russe et les lobbyistes pro-russes. Les dettes de l'Ukraine envers la Fédération de Russie, que Poutine nous a rappelées, ne sont pas une raison pour une invasion militaire. La population ukrainienne ne s'est pas endettée auprès de la Russie ; que le gouvernement russe réclame ces dettes à ceux à qui il les a données, y compris Viktor Ianoukovitch, qui réside en toute sécurité sur le territoire de la Fédération de Russie.

La violation des accords de Minsk est l'œuvre non seulement de Kiev, mais aussi de Moscou, n'a pas l'intention de cesser de soutenir ses enclaves impérialistes dans les soi-disant « républiques populaires ».

Nous sommes pour le retrait immédiat des troupes russes, la fin de tout soutien militaire aux formations armées dans les oblasts de Luhansk et Donetsk, un cessez-le-feu et le droit des citoyens ukrainiens de décider du sort de leur pays sans les impérialistes de l'Est et de l'Ouest !

21 février 2022.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 2, 10 MARS 2022

POUR LE DROIT À L'AUTODÉFENSE PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

Le martyre des peuples d'Ukraine, sous le feu de l'agresseur russe, prend de jour en jour un tour de plus en plus tragique. De nombreuses villes sont encerclées et soumises à des bombardements intenses. Le décompte des victimes est impossible. Mais on sait que leur nombre est considérable.

Cependant, face à la mâchoire de fer de Poutine, c'est la résistance héroïque d'une nation qui s'est dressée. Toute la société ukrainienne s'est levée pour faire échec aux visées expansionnistes de Poutine. Tout d'abord militairement, en organisant une combinaison opérationnelle entre l'armée régulière et une levée en masse, citoyenne, dans une force de défense territoriale et sous de multiples formes, mobilisation qui oppose un indomptable front de résistance auquel Poutine ne s'attendait pas.

Donner tous les moyens à cette résistance est une nécessité !

Il est désormais de notre responsabilité collective de soutenir par tous les moyens cette autodéfense populaire. Dans le respect de son indépendance et de son libre arbitre à riposter à la guerre comme elle l'entend.

La mobilisation de la société ukrainienne est l'expression de sa détermination. Par exemple, à l'initiative des travailleur·euses, la reconversion de la production de nombreuses entreprises pour soutenir l'effort de guerre a été organisée. Une usine de métallurgie fabrique ainsi des barrages antichars : « On a eu juste besoin d'une journée, l'ingénieur nous a dessiné le prototype et on l'a mis en production », explique un ouvrier. Ailleurs, c'est une brasserie disposant d'un stock de bouteilles qui s'est reconvertie en usine de fabrication de cocktails Molotov. Ce sont aussi des cyberpartisan·es qui piratent les sites de l'envahisseur ou encore qui organisent la mise à l'abri des œuvres d'art des musées ukrainiens. On pourrait multiplier les exemples. Enfin, dans les territoires occupés par l'armée russe, la résistance se prolonge sous de multiples formes. À Kherson, ville martyre, ville occupée, on a vu des milliers de personnes s'opposer, les mains nues, malgré les tirs, à la présence des militaires russes. Depuis, elles ont osé manifester dans la rue, face aux soldats russes.

La résistance, c'est aussi le dédain des Ukrainien·nes devant les distributions alimentaires organisées par l'occupant. Une dignité qui n'est pas sans nous faire penser à *Le Silence de la mer,* publié par Vercors en 1942.

La solidarité internationale avec le peuple ukrainien est vitale. La résistance ukrainienne donne incontestablement du courage aux opposant·es russes et biélorusses à la guerre qui manifestent contre la sanglante aventure militaire, malgré la répression féroce.

De nombreuses manifestations de soutien avec les peuples d'Ukraine ont eu lieu sur la planète. De Tokyo à Los Angeles en passant par Yangon, en Birmanie, où les peuples birmans sont en lutte contre une junte militaire soutenue par la Russie. En Chine même, des voix se sont élevées.

Le mouvement syndical international n'est pas en reste. Outre son soutien politique et matériel (collectes, convois…) aux peuples d'Ukraine, c'est aussi aux syndicats ukrainiens qu'il apporte sa solidarité. L'action des dockers néo-zélandais dont nous nous faisons l'écho dans cet ouvrage en est un témoignage. […]

LA GAUCHE FACE À L'INVASION DE L'UKRAINE : TENIR FERMEMENT LA BARRE

RAÚL ZIBECHI

Durant les périodes de chaos systémique, il est plus important que jamais de « tenir fermement la barre », nous disait Immanuel Wallerstein. Il faisait allusion au fait de ne pas céder à la tentation des généralisations, ni à l'universalisme, sans pour autant se laisser rattraper par les détails, avec une tendance à voir la conjoncture isolée de son contexte. En quelque sorte, il lançait un appel à un équilibre analytique, alors qu'à la complexité naturelle socio-historique s'ajoute la difficulté de « mener sa barque en eaux troubles », comme le signalait le sociologue.

UNE ABSENCE DE VALEURS COMMUNES

La gauche globale, cet amalgame contradictoire dans lequel on peut trouver des gouvernements de gauche et progressistes, des partis politiques, des mouvements sociaux et intellectuels de référence, s'est manifestée ces derniers jours de façon plus que nuancée. Nous avons assisté à plus qu'une absence d'unanimité, unanimité qui, elle, serait réellement salutaire : nous sommes face à l'absence de valeurs communes, au-delà d'un refus de la guerre quasiment généralisé et abstrait.

Les prises de position de la gauche latino-américaine reproduisent, à peu de chose près, les mêmes arguments avancés ces dernières années, notamment depuis les débuts du processus bolivarien au Venezuela.

Ainsi, les gouvernements du Nicaragua, de Cuba et de Venezuela soutiennent directement la Russie, tout en accusant l'Occident d'appliquer deux poids deux mesures lorsqu'il ne prend pas en compte les arguments de Moscou qui se dit assiégé militairement. « Il n'est pas possible d'obtenir la paix en encerclant et en assiégeant les États », a déclaré l'ambassadeur de Cuba à l'ONU (https://bit.ly/3KjPWfF).

La réaction du gouvernement de Bolivie, même si elle est partiellement contradictoire, a été cohérente lors de la réunion plénière de l'organisation internationale. L'ambassadeur Diego Pary a lu une partie de l'article 10 de la Constitution, qui rappelle que « la Bolivie est un État constitutionnellement pacifiste et qui refuse toute guerre d'agression ou toute menace d'agression en tant qu'instrument pour résoudre des différends et des conflits entre États ». Voilà pourquoi, Pary a condamné toutes les invasions et actions unilatérales de l'histoire récente. « L'Afghanistan en est un exemple, tout comme l'Irak, la Libye, la Syrie, la Palestine et aujourd'hui, l'Ukraine », a souligné le diplomate, qui n'a ensuite pas appuyé cette déclaration avec une condamnation de l'invasion.

Le principal référent du progressisme latino-américain, Lula Da Silva, s'est limité à une condamnation d'ordre général de la guerre lors de sa visite à Mexico (https://bt.ly.3vI4vFV) : « Vous qui gouvernez, baissez

les armes, asseyez-vous à la table des négociations et trouvez une issue au problème qui vous a conduits à la guerre.» Ses propos contre l'invasion ont été tièdes et peu clairs, peut-être parce que le président Jair Bolsonaro, son rival principal pour les élections de novembre, a proposé une position de neutralité face à la guerre. «Nous ne prendrons pas parti, nous serons toujours neutres, et nous aiderons avec ce nous pourrons faire», a déclaré Bolsonaro, tout en contredisant son vice-président, Hamilton Mourao, qui s'est opposé, lui, à l'avancée russe en Ukraine (https://bt.ly/3Ch31Ujtarget=).

Pourtant, la plupart des analyses entendues ces jours-ci viennent de journalistes et d'intellectuels qui ont déployé un large éventail de couleurs et de nuances, qui sont la preuve non seulement d'une certaine diversité mais qui peuvent aussi déconcerter.

Il est faux, comme le déclare Jorge Majfud dans *Rebelión,* que la «gauche mondiale soutient Poutine»; encore moins qu'elle le ferait «pour sa réponse [de Poutine] astucieuse et puissante à l'hégémonie économique et militaire de l'Occident» (https://bt.ly/3sIltBc). Parmi les secteurs pro-russes de la gauche, le rejet des États-Unis est si fort qu'il étouffe tout espace qui permettrait de mettre en question ceux qui aujourd'hui agissent de façon très semblable à ce que l'empire [US] a fait durant plus d'un siècle.

Dans le journal *Página 12,* Atilio Borón ne s'est pas non plus prononcé contre l'invasion russe (https://bt.ly/3pBxjMA), au prétexte que «les apparences ne révèlent pas toujours l'essence des choses et ce qui, à première vue, peut sembler une chose – une invasion – vue depuis une autre perspective et en prenant en compte les données du contexte, peut être totalement différent». Il a ébauché un argument juste mais indéfendable car sa logique excuse les envahisseurs: «L'opération militaire lancée par l'Ukraine est la conséquence logique d'une situation politique injuste.»

Le journaliste Ignacio Ramonet, sur Telesur, a abondé dans le même sens de lecture (https://bt.ly/3vE4cMg) en le rejoignant dans sa défense de la Russie, et en soulignant la responsabilité occidentale dans la crise en refusant les garanties exigées par Moscou qui demandait «que des armes nucléaires qui mettraient en danger la sécurité de la Russie n'arriveraient pas sur le territoire de l'Ukraine».

D'une certaine façon, ce genre de positionnement, si fréquent en Amérique latine, semble avoir un rapport avec une approche qui se place hors du temps, comme l'ont souligné Santiago Alba Rico (https://bt.ly/3sQ4NZL), Volodymir Artiukh (https://bt.ly/3pyzlY et notre dossier) et Rafael Sánchez Cedillo (https://bt.ly/3HurdOd), entre autres.

En effet, les mots d'ordre qui semblaient appropriés lors de l'invasion de l'Irak en 2003, semblent hors propos. «Tout expliquer par les États-Unis ne nous aide en rien», souligne Artiukh. Entre autres parce que dans cette période de décadence de l'hégémonie états-unienne et de chaos du système, la guerre, ou mieux encore, la force brute, est aussi utilisée par des puissances moyennes comme l'Arabie saoudite, l'Iran, la Turquie au Yémen, en Syrie ou au Kurdistan, comme le signale Alba Rico.

«L'INVASION RUSSE DE L'UKRAINE EST UN CRIME DE GUERRE GRAVE»

Noam Chomsky a été beaucoup plus clair (https://bt.ly/3Ivdmrq) dans une interview avec *Truthout.* Il commence par signaler que «l'invasion russe de l'Ukraine est un crime de guerre grave, comparable à l'invasion états-unienne de l'Irak et à l'invasion de la Pologne de la part de Hitler-Staline en septembre 1939, pour ne citer que deux exemples connus». Après avoir souligné que les explications ne peuvent justifier l'invasion, il détaille les responsabilités occidentales et en particulier celles des États-Unis: «La crise a été nourrie durant vingt-cinq ans, alors que les États-Unis sous-estimaient avec mépris les inquiétudes russes en matière de sécurité, en particulier ses lignes rouges évidentes: la Géorgie et surtout l'Ukraine.»

«IL N'Y AURA PAS DE PAYSAGE APRÈS LA BATAILLE»

Du côté des mouvements populaires, le communique le plus clair a été celui de l'EZLN [Armée zapatiste de libération nationale] intitulé «Il n'y aura pas de paysage après la bataille». En six points brefs, il prend parti pour celles et ceux d'en bas et refuse de se placer derrière des États et derrière le capital (russe, occidental ou autre). «Il y a une force qui agresse, l'armée russe.» Il dénonce ensuite le

grand capital et prend le parti des peuples de Russie et d'Ukraine. « En tant que zapatistes, nous ne soutenons ni un État ni un autre, mais ceux qui se battent pour la vie contre le système. »

L'EZLN dénonce ensuite ceux qui croient qu'il y a de bonnes et de mauvaises invasions, il critique le rôle des grands médias et enfin, il apporte son soutien à ceux qui en bas résistent en Ukraine et manifestent en Russie. « Il faut arrêter tout de suite la guerre. Si l'escalade continue, comme cela est à prévoir, il n'y aura plus personne pour raconter le paysage après la bataille », conclut le texte signé par les commandants Moisés et Galeano.

Après avoir lu et écouté de nombreuses analyses sur l'invasion russe, de multiples questions fusent : est-il si difficile de prendre une position de principe contre la guerre et contre l'agresseur ? Chaque déclaration et chaque analyse doit-elle placer en préambule l'« ennemi principal » [les USA] et l'« ennemi secondaire » ? Cette politique n'est-elle pas celle que refusent les féministes lorsqu'elles nous disent qu'il n'y a pas une première bataille (la révolution socialiste) et qu'ensuite celle-ci résoudra les autres contradictions ?

C'est dans les moments les plus durs et complexes que l'étique est mise à l'épreuve. Lorsque avoir comme ligne de conduite ce qui est correct, et non ce qui convient, est un effort aussi nécessaire que fatiguant et qui, en plus, ne paye pas dans les médias.

Une politique sans éthique, guidée par des calculs, nous conduit toujours dans une voie sans issue : à nous battre pour reproduire les mêmes oppressions que nous combattions.

Dans son dernier « Comentario », à sa façon, Wallerstein nous a laissé un héritage, quelques jours avant sa mort, une de ces phrases qu'il faut digérer lentement. Connaissant son parcours, je suis sûr qu'il a beaucoup appris des peuples auprès desquels il s'est engagé : « Ce que pourront faire ceux qui vivront dans l'avenir, c'est se battre contre eux-mêmes pour que ce changement soit enfin un vrai changement. »

Raúl Zibechi est rédacteur au magazine uruguayen *Brecha.* Publié dans *El Salto,* 5 MARS 2022. Traduction Mariana Sanchez

POURQUOI L'UKRAINE EST UNE CAUSE SYRIENNE

YASSIN AL-HAJ SALEH

Au cours de la semaine qui s'est écoulée depuis le début de l'invasion russe, les Syriens opposés au président Bachar el-Assad peuvent se sentir proches des Ukrainiens pour toutes les horreurs de la guerre que le régime de Vladimir Poutine mène en Ukraine. La raison de cette curieuse situation, bien sûr, devrait être assez évidente. La Russie occupe une partie de la Syrie depuis fin septembre 2015, soutenant brutalement le régime d'Assad, dont la priorité absolue est de rester au pouvoir pour toujours, même s'il doit soumettre le pays à des forces extérieures expansionnistes comme l'Iran et la Russie elle-même.

Depuis six ans et demi, la Russie détient une importante base militaire dans le nord-ouest de la Syrie, appelée Hmeimim, à laquelle Assad est généralement convoqué lorsque Poutine ou son ministre de la défense y rendent visite à leurs troupes. En 2019, la Russie a obtenu un bail de quarante-neuf ans pour le port de Tartous, où elle peut désormais baser des navires de guerre en Méditerranée. Le ministre russe de la défense s'est vanté d'avoir testé avec succès plus de 320 armes différentes de son arsenal militaire en Syrie. Poutine lui-même a fait l'éloge de l'expérience de combat que plus de 85 % des commandants de l'armée russe ont acquise en Syrie.

La Syrie a été un terrain d'essai pour l'armée russe. Elle a utilisé des munitions au phosphore, des bombes thermobariques et des bombes à fragmentation – interdites par le traité international – contre des installations civiles, ciblant des hôpitaux, des écoles et des marchés. Elle a qualifié de terroristes tous ceux qui s'opposaient au régime d'Assad (tout comme Assad l'a fait). Cela signifie simplement que leur vie ne valait rien, que les tuer n'était pas un crime. C'est même une bonne

chose qui devrait être récompensée, au moins par des éloges. En effet, Poutine a été loué par les organisations de droite islamophobes en Occident, et les partisans de l'autoritarisme partout, pour sa guerre impérialiste en Syrie, responsable à ce jour de la mort de quelque 23 000 civils.

Pourtant, il n'y a guère eu de voix en Occident pour condamner la guerre de Poutine en Syrie. Pourquoi ? À cause de la longue et criminelle « guerre contre le terrorisme », qui a été la base d'une vaste coalition internationale contre les terroristes – c'est-à-dire les groupes islamiques sunnites nihilistes – où les États-Unis et l'Union européenne sont dans une alliance de facto avec la Russie, ainsi qu'avec des gens comme Assad, l'Égyptien Abdel Fattah al-Sissi, les Saoudiens Mohammed ben Salmane et Mohammed ben Zayed des Émirats arabes unis, et bien sûr, l'État d'apartheid d'Israël. Ce n'est pas seulement une trahison des Syriens qui luttent pour la démocratie depuis deux générations, mais une trahison de la démocratie partout dans le monde.

La guerre contre le terrorisme a fourni à Poutine une occasion en or de réaliser ses ambitions impérialistes de ressusciter l'empire russe, en commençant par la Syrie. Poutine considère de toute évidence la chute de l'Union soviétique comme une « véritable tragédie » et la « plus grande catastrophe géopolitique du siècle » – non pas inspiré par un quelconque sentiment communiste, mais parce que l'Union soviétique était dans une large mesure un empire russe. Et maintenant, encouragé par sa mission sans frais sur la Syrie, Poutine veut annexer l'Ukraine, qui, selon lui, n'a jamais eu de « traditions de véritable État. »

Cette agression repose sur trois prétextes contradictoires. Premièrement, « dénazifier » l'Ukraine, ce qui fait de cette guerre une continuation de la « grande guerre patriotique » de l'Union soviétique contre Hitler – au contraire des propres guerres expansionnistes de Poutine en Tchétchénie, en Géorgie, en Crimée et en Syrie. Deuxièmement, « démilitariser » l'Ukraine, ou détruire ses forces armées et l'empêcher de rejoindre l'OTAN. Et troisièmement, parce que l'Ukraine n'est pas une « vraie nation », comme le prétend Poutine, mais une partie de la Russie.

On se souvient de « l'histoire de la bouilloire » de Freud. Un homme avait emprunté une bouilloire à son voisin et l'avait rendue endommagée. Pour se disculper, il a fourni trois arguments : la bouilloire n'était pas endommagée lorsqu'il l'a rendue ; elle l'était déjà lorsqu'il l'a empruntée ; il n'avait jamais emprunté la bouilloire. C'est la logique du désir incontrôlable de pouvoir d'un dictateur qui ne peut ou ne veut pas se retenir alors qu'il mène sa cinquième guerre depuis le début du siècle. Mais les trois arguments de Poutine se sont déjà effondrés. S'il est vrai qu'il existe des groupes d'extrême droite et ultranationalistes en Ukraine, ils constituent une minorité au pouvoir politique limité et ne sont en aucun cas ceux qui sont réellement visés par l'invasion russe. En fait, la guerre de Poutine justifie pleinement que l'Ukraine se défende comme elle le peut contre son voisin agressif et tyrannique. L'Ukraine prouve sa réalité nationale en résistant aux envahisseurs russes.

Une défaite russe serait une victoire non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour le monde entier. Une défaite de Poutine pourrait aussi bien mettre fin à sa vie politique, ce qui est la meilleure nouvelle possible pour les démocrates russes qui protestent courageusement contre l'agression au nom de leur nation. Ce peut être une bonne nouvelle pour les Syriens également, car cela affaiblirait le régime barbare et traître d'Assad, ainsi que les tendances autoritaires croissantes dans l'ensemble du Moyen-Orient et même du monde. Et si une défaite de notre ennemi commun, Poutine, n'est pas nécessairement une victoire pour nous, Syriens, une victoire du poutinisme sera une défaite encore plus grande pour nous, car elle diminuera nos possibilités, déjà maigres, de récupérer notre propre pays.

Mais même si l'Ukraine parvient à repousser la Russie, les possibles vainqueurs seront ceux qui ont été complices de la soumission de la Syrie, notre pays, à ce même ennemi. Je veux dire les puissances occidentales, en particulier les États-Unis, qui mènent la guerre contre le terrorisme. La Russie poutiniste est perçue comme un envahisseur agressif, et comme la brute qui peut faire le sale boulot de l'Occident sur un autre front [en Syrie]. Mais c'est éthiquement méprisable, et politiquement contre-productif, comme le prouve l'Ukraine.

Nous avons besoin d'une politique et d'une justice contre le terrorisme, pas d'une guerre contre le terrorisme. Le mot pour cette politique et cette justice est démocratie. Sacrifier la démocratie sur l'autel de la guerre contre le terrorisme et de la priorité à la sécurité est sans principe et va à l'encontre du but recherché, non seulement en Syrie et au Moyen-Orient, mais aussi en Occident même.

L'impérialisme et la démocratie sont incompatibles. C'est vrai pour la Russie, et partout ailleurs. Il en va de même pour l'Occident. L'impérialisme qui a eu son effet boomerang en Europe auparavant, sous la forme du nazisme, comme l'a soutenu Hannah Arendt dans *Les origines du totalitarisme,* a déjà un effet analogue à notre époque sous la forme du populisme de droite, qui a été progressivement normalisé et s'est rapidement transformé d'extrême droite en courant dominant acceptable, en relation directe avec la guerre contre le terrorisme et la prétendue crise des migrants et des réfugiés. […]

L'Ukraine est une cause syrienne. Le monde l'est aussi.

Yassin al-Haj Saleh, écrivain et dissident politique syrien. Publié par *Dawn,* 4 mars 2022.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 5, 22 AVRIL 2022

LES SOCIALISTES DOIVENT-ILS SOUTENIR OU S'OPPOSER À L'ENVOI D'ARMES ?

OAKLAND SOCIALIST

Aujourd'hui, la majorité des socialistes occidentaux affirment qu'il est de notre devoir de nous opposer à l'envoi d'armes à l'Ukraine par « notre » gouvernement. Ils comparent la situation actuelle à celle du début de la Première Guerre mondiale. À l'époque, presque tous les socialistes ont soutenu leurs « propres » capitalistes en envoyant leurs travailleurs à ce massacre impérialiste dans l'intérêt de leurs « propres » impérialistes. Ce faisant, ces socialistes n'ont pas seulement trahi le socialisme, ils ont aussi trahi la classe ouvrière.

À l'époque, les socialistes qui s'opposaient au soutien à cette guerre avaient appelé les travailleurs à « combattre l'ennemi à domicile ». Ils avaient raison. Aujourd'hui, la plupart des socialistes répètent mécaniquement cette phrase en s'opposant aux nations de l'OTAN qui envoient des armes en Ukraine. Ils pensent que quoi que disent ou fassent nos « propres » capitalistes, nous devons partout et toujours dire le contraire. Cela revient à laisser les capitalistes nous contrôler, mais à l'envers. Ce n'est pas que Trotsky avait toujours raison, mais il a écrit un très bon petit essai intitulé « Apprendre à penser ». Il y traite exactement de cette question. Il soulignait que, neuf fois sur dix, nous nous opposons à ce que « nos » capitalistes disent ou font, mais qu'il peut y avoir une dixième fois. Nous devons juger la situation en fonction des conditions réelles. Trotsky a notamment posé la question d'un soulèvement hypothétique des Algériens contre la domination coloniale française. Il demandait quelle devrait être la position des socialistes si le fasciste Mussolini voulait envoyer des armes aux Algériens. Mussolini le ferait pour ses propres intérêts impérialistes, mais Trotsky expliquait que, même dans ce cas, les socialistes ne devraient pas seulement soutenir [cet envoi], mais aussi contribuer activement à l'envoi de ces armes en Algérie. Cela n'avait absolument rien à voir avec un soutien à Mussolini. Il en va de même avec les pays de l'OTAN qui envoient des armes à l'Ukraine. Quoi qu'il en soit, la situation actuelle ressemble beaucoup plus à celle du début de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les nazis ont envahi un pays après l'autre. […]

ZONE D'EXCLUSION AÉRIENNE ET CASQUES BLEUS

L'appel à une zone d'exclusion aérienne […] serait une invitation pour l'impérialisme

occidental à envoyer directement ses propres troupes. Dans le futur, ces troupes seront utilisées pour renforcer les intérêts impérialistes occidentaux contre tout mouvement de la classe ouvrière ukrainienne.

Il en va de même pour la demande d'envoi des Casques bleus de l'ONU en tant que force de maintien de la paix. Étant donné la présence de la Chine et de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU, il n'y a qu'un seul cas dans lequel de telles troupes pourraient être envoyées : si la Russie était vaincue et chassée de Luhansk et Donetsk, et si les autres impérialistes du Conseil de sécurité de l'ONU se sentaient menacés par un éventuel soulèvement ouvrier dans la région, et s'ils souhaitent simplement la stabilité capitaliste en Ukraine, alors les deux parties pourraient accepter d'envoyer des troupes de l'ONU afin de maintenir le statu quo antérieur à l'invasion de la Russie.

CLASSE OUVRIÈRE RUSSE

En ce qui concerne la classe ouvrière russe : il est impossible de savoir quelle est son état d'esprit du moment. Mais jusqu'à l'invasion, le soutien de Poutine était assez large. Le meilleur moyen, en fait le seul moyen d'entamer sérieusement ce soutien et de retourner les travailleurs contre Poutine est la défaite militaire de l'armée russe. C'est, par exemple, la raison pour laquelle la grande majorité de la classe ouvrière américaine s'est retournée contre la guerre du Vietnam – c'est lorsqu'elle a vu ses fils, ses frères et ses amis rentrer à la maison mutilés ou morts. Personne n'aime voir ce genre de souffrance humaine, mais si l'invasion de Poutine réussit, cela renforcera le patriotisme et le chauvinisme en Russie et augmentera le soutien à Poutine. Donc, si les socialistes veulent voir la classe ouvrière russe s'éloigner de Poutine et se soulever contre lui, ils doivent appuyer la défaite militaire de l'armée russe.

Une fois de plus, nous revenons à la question des armes pour l'Ukraine, car une telle défaite est impossible sans recevoir d'armes de l'Ouest qu'il l'était pour les Indiens d'Amérique de vaincre la cavalerie américaine avec des arcs et des flèches contre le pistolet Gatling.

La défaite de Poutine sera un gain pour la classe ouvrière en Ukraine, en Russie et dans le monde entier. Cette défaite ne peut se produire que militairement. Pour cela, l'Ukraine a besoin d'armes et la seule source de ces armes ce sont les pays de l'OTAN. La guerre est une chose horrible, mais comme la gravité, elle est là. La durée et le coût de la lutte contre l'invasion de Poutine dépendent du peuple ukrainien, pas de nous, ici à l'Ouest.

Compte tenu de tout cela, s'opposer à ce que l'Occident envoie des armes à l'Ukraine signifie en pratique appeler à la victoire de l'invasion de Poutine. Il n'y a aucun moyen d'ignorer ce problème.

11 avril 2022. Traduction Patrick Le Tréhondat.

L'UKRAINE ET LA GAUCHE : FATALISME GÉOPOLITIQUE ET HISTORICISME MORAL

SANTIAGO ALBA RICO

Les déclarations de María Jamardo, une journaliste radicale, lors d'une émission de *Telecinco,* ont scandalisé à juste titre : « Ni ceux qui ont bombardé n'étaient si mauvais ni ceux qui ont été bombardés n'étaient si bons », en référence au bombardement de Guernica par les nazis [Légion Condor] en 1937, un crime invoqué par le président ukrainien lors de son intervention devant le Congrès des députés [de l'État espagnol] le 5 avril 2022. Zelensky, mal informé, pensait avoir trouvé un symbole universel capable de remuer en sa faveur l'imagination indignée de tous les Espagnols ; il ignorait que notre bataillon Azov [la Phalange franquiste et ses supporters actuels], beaucoup plus nombreux que le bataillon ukrainien, justifie encore le coup d'État de Franco et est reconnaissant de l'aide allemande contre les méchants communistes et les séparatistes basques pervers.

Mais ce que Volodymyr Zelensky ne savait pas non plus, c'est que ses propos allaient également contrarier une partie de la

gauche – que j'appelle « *estalibán* » [contraction de stalinien et taliban] – qui a considéré que les propos de María Jamardo, monstrueux dans le cas de l'Espagne, s'appliquent à la Russie et à l'Ukraine : les bombardiers russes ne sont pas si mauvais et les bombardiers ukrainiens ne sont pas si bons. De plus, les Russes sont en quelque sorte les gentils, car ils bombardent les nazis ukrainiens. Une partie de la droite et une partie de la gauche sont d'accord pour dire qu'il est acceptable de bombarder des civils dans un autre pays, à condition que les personnes bombardées soient mauvaises. Ils partagent la même vision nihiliste du droit international et de la légalité ; ils ne sont pas d'accord sur le contenu du mal à extirper.

L'ARGUMENT « ESTALIBÁN »

Cet argument *estalibán* – multiplié par des tweets ces derniers jours – fait partie des procédés protéiformes, certains plus intelligents, d'autres plus grossiers, employés par la gauche pour cloner sans vergogne la propagande de l'agresseur russe. Ce n'est pas qu'ils ne savent pas qu'il ne faut pas croire la propagande d'une puissance qui envahit ; lorsque l'envahisseur, c'était les États-Unis ou l'OTAN, ils l'ont toujours fait, et à juste titre. Vous ne pouvez pas accorder de crédibilité, nous le savons, à ce que dit un meurtrier ; si je veux croire ses paroles, je dois donc le disculper ou minimiser sa participation au crime. Pour faire confiance à la propagande russe, il faut finalement, comme cela s'est produit dans le passé avec la propagande des États-Unis, inverser la relation victime/meurtrier et attribuer l'entière responsabilité de ce qui se passe à celui qui est bombardé. Si nous prouvons que les Ukrainiens, marionnettes de l'OTAN et des États-Unis, sont à blâmer, alors nous pouvons croire et répéter ce que dit le Kremlin.

Cette inversion des rôles, d'une infamie éthique remarquable, est la norme propagandiste des agressions impériales et nous l'avons critiquée en Irak et en Afghanistan. Aujourd'hui, de nombreux « gauchistes » succombent à cette norme et, entre déni et contextualisation, n'ont aucun scrupule à opposer la pensée mainstream pro-ukrainienne à la propagande dominante pro-invasion. Les meurtres de Boutcha ont déclenché de véritables délires. [D]es journalistes […] ont été réprimandés pour avoir pris au sérieux les témoignages des survivants et ne pas avoir parlé de « crimes de guerre présumés », une caractérisation juridique que, en réalité, certains voudraient étendre à la guerre elle-même : invasion russe « présumée », bombardements « présumés » de l'Ukraine, siège « présumé » de Marioupol. La Russie ne peut pas faire ce qu'on lui attribue parce qu'elle est la victime ; et elle est donc aussi la victime de la propagande ennemie.

Les « subtils » analystes et les pamphlétaires stupides, les politiciens qui se font passer pour des journalistes et les fêlés *estalibáns* partagent cet horizon factuel, matrice de toutes leurs similitudes discursives : si la Russie envahit l'Ukraine, ce sont les États-Unis qui envahissent l'Ukraine ; si la Russie bombarde l'Ukraine, c'est l'OTAN qui bombarde l'Ukraine. Ce n'est pas ce qui se passe qui se passe, mais le contraire. Non, le négationnisme ne peut pas se limiter aux massacres de Boutcha. Les massacres de Boutcha peuvent être niés dès lors que l'agression de Poutine et donc ses conséquences sont niées à la racine. Si ce n'était pas tragique, ce serait réconfortant de voir tant de personnes adultes, parfois sensées, parfois même sympathiques, emportées par ce besoin enfantin de croire à la bonté ou du moins à la légitimité de « notre » criminel préféré.

Et pourquoi est-ce « le nôtre » ? Ils [les supporters de Poutine] nous assaillent comme les ténèbres de la guerre froide. Certains, même très jeunes, succombent à l'illusion car, malgré l'alliance [de Poutine] avec l'extrême droite mondiale, malgré les déclarations contre Lénine, ils voient une continuité entre Poutine et la révolution bolchevique. Il y a une braise soviétique dans la rébellion antisystème d'une certaine gauche, tout comme il y a une braise de nostalgie franquiste dans la rébellion antisystème de la droite [référence à Vox, à une aile du PP]. La plupart d'entre eux succombent, en tout cas, parce qu'ils continuent, en dernière analyse, à penser, toujours, avec des années de retard – face à la pluralité inquiétante du nouvel ordre mondial – contre l'hégémonie absolue des États-Unis et de l'OTAN. Leur position révèle une sorte d'ethnocentrisme négatif et, en fait, très narcissique : ce sont nos institutions occidentales qui apportent tout le

mal dans le monde. Contre elles, non seulement tous les moyens sont permis, mais c'est pire : contre elles, nous finissons par revendiquer, comme politiquement et socialement supérieures, des dictatures atroces (pensez, par exemple, à Bachar el-Assad) et des impérialismes alternatifs, comme celui de la Russie, dont nous avons négligé ou défendu l'intervention criminelle en Syrie comme libératrice. Il n'est pas exclu que, si l'Arabie saoudite se rapproche un jour trop de la Chine et que le régime théocratique de Riyad, aujourd'hui ami des États-Unis, soit remis en question et fasse l'objet de pressions de la part de la Maison-Blanche, Salman (« MBS ») finisse par nous paraître sympathique et les lapidations, révolutionnaires et progressistes.

Cette inversion des rôles (entre victimes et auteurs) fait généralement appel à deux expédients cognitifs. Le premier est le fatalisme géopolitique, c'est-à-dire la géopolitique réduite à la realpolitik. L'autre est l'historicisme moral, c'est-à-dire l'histoire conçue comme une guerre contre le mal. Ce dernier est celui qui, depuis la gauche, reproduit la phrase de María Jamardo : en admettant que l'Ukraine soit bombardée (ce qui reste à prouver !), elle le mérite en quelque sorte en raison de son rapprochement avec l'UE, l'OTAN et les États-Unis ; les Ukrainiens ne sont pas aussi bons qu'ils le paraissent ; ils ne sont pas aussi bons que les médias nous le disent. Soudain, la même gauche qui, à juste titre, a temporairement écarté la dictature sanglante de Saddam Hussein pour condamner, à plus forte raison, l'invasion américaine de l'Irak, devient maintenant casuistique et pointilleuse. Il est nécessaire de savoir si et dans quelle mesure l'Ukraine est une démocratie, de parcourir la biographie de Zelensky, de dénoncer chaque groupe nazi et d'être très sensible – tout en justifiant ou en atténuant la tyrannie du Baas en Syrie – à la suspension, par ailleurs injustifiable, des partis politiques en Ukraine. Nous devons être moralement intolérants à l'égard des crimes de guerre impardonnables, mais isolés, de l'armée ukrainienne [sur lesquels le gouvernement dit vouloir enquêter], alors que les meurtres et les bombardements russes et la propre invasion de l'Ukraine par la Russie sont considérés comme « présumés ».

LE DROIT DE LA RUSSIE À AVOIR SA PROPRE « ARRIÈRE-COUR »

Cette criminalisation casuistique de la victime est souvent inscrite dans un fatalisme géopolitique résumé dans une pensée qui, même dans les textes les plus raisonnés et les mieux documentés, assume plus ou moins cette formule : « C'est ce qui arrive quand on met son doigt dans l'œil du vieil Ours russe. » La même gauche qui considère qu'il est légitime et même impératif que l'Amérique latine se libère du joug traditionnel des États-Unis, qui a dénoncé la baie des Cochons et célébré la victoire cubaine [1961], qui s'indigne à juste titre de chaque changement de gouvernement truqué depuis Washington, accepte comme un diktat de la *realpolitik* le droit de la Russie à avoir sa propre « arrière-cour ». Une sorte de fatalisme mécanique nous oblige à considérer les conséquences de mettre le doigt dans l'œil de l'Ours, c'est-à-dire de ne pouvoir éviter ses coups de griffe. Alors qu'il faut, au contraire, percer révolutionnairement le chapeau du vieil Oncle Sam et plumer l'Aigle américain. Mettre son doigt dans l'œil de l'Ours est répréhensible ; arracher une plume de la poitrine de l'Aigle est louable, légitime, nécessaire, festif. En conséquence de la combinaison de ces deux logiques – fatalisme géopolitique et historicisme moral – ce secteur de la gauche ne prend pas en compte les faits parce qu'elle n'attend jamais de l'histoire qu'elle produise des faits. Il sait d'avance quels peuples agissent spontanément et lesquels sont manipulés par l'OTAN et les États-Unis ; et ce secteur décide, par conséquent, quels peuples ont le droit de se rebeller contre la tyrannie, intérieure ou étrangère, et lesquels doivent se soumettre aux nécessités de la lutte contre l'impérialisme des États-Unis. Ainsi, il décrète à l'avance que les faits en Ukraine – le massacre de Boutcha, par exemple – sont de la propagande ukrainienne alors que la propagande russe, en miroir, est un fait incontestable. L'envahisseur est la vraie victime et ne ment pas ; et c'est pourquoi nous reproduisons et diffusons ses versions avec la délectation mystique de celui qui, contre les ligues de la « pensée dominante », a un accès direct et privilégié à la vérité.

Parce qu'il y a aussi beaucoup d'élitisme dans cette gauche *estalibán* qui aime avoir raison contre le bon sens et le commun des

mortels, enfermés dans les entrailles du système, aveugle et mièvre. Cet élitisme est, dans l'esprit, le même que celui que, contre le « système », nous avons vu chez les négationnistes et les antivax pendant la pandémie. Et il n'est donc pas étrange qu'ici se mélangent la droite et la gauche, Javier Couso [député européen du groupe Gauche unitaire européenne] et César Vidal [historien ayant participé à la version espagnole du *Livre noir du communisme*], Iker Jiménez [animateur de télévision mélangeant tous les genres] et Beatriz Talegón [actuellement active dans le mouvement indépendantiste catalan : Junts per Catalunya], ceux qui croient que la terre est plate et les anti-impérialistes.

Comme je l'ai déjà écrit, lorsque les cadres institutionnels et médiatiques communs de crédibilité ont été affaiblis, l'incrédulité maximale devient le seuil de crédulité maximale. Lorsque vous ne croyez plus en rien, vous êtes sur le point de croire en tout. Nous n'avons même pas de mensonge commun, donc le mensonge qui est partagé par le moins de personnes est celui que nous trouvons le plus acceptable et donc le plus vrai. Le web offre des milliers de niches pour répondre à ce désir désespéré de « distinction ». Dans le cas du « gauchisme », cette attitude est plus douloureuse et moins justifiable, car son élitisme cognitif, résultat de son impuissance d'intervention politique, aggrave cette impuissance en se coupant du grand nombre qu'il voudrait attirer. Ses adeptes s'isolent dans la « raison » face au monde et, de cette façon, en plus d'être déraisonnables, ils deviennent politiquement inutiles. Ou même dangereux.

AU NOM DU PACIFISME, LES UKRAINIENS DEVRAIENT SE SOUMETTRE À LA PUISSANCE DU PLUS FORT, POURVU QU'IL NE SOIT PAS AMÉRICAIN

Le fatalisme géopolitique et l'élitisme paranoïaque, qui sont les sources croisées du même syndrome, finissent par nier l'autonomie, la volonté et la capacité d'agir des autres. Eux, qui « savent », ne peuvent rien faire ; les autres, qui font quelque chose, ne sont que des pions du mal sur l'échiquier géostratégique. Ils inscrivent ainsi leurs ruminations négatives permanentes dans un contexte d'où le politique est absent. Et ils se résignent à déléguer leur raison impuissante à l'action supplétive de toute puissance suffisamment destructrice pour perturber l'ordre mondial établi. Ainsi, les mêmes « gauchistes » qui défendent, au niveau local, le droit à la souveraineté, le refusent au niveau international aux Ukrainiens, à qui l'on demande, au nom du pacifisme, de se soumettre à la puissance du plus fort, pourvu qu'il ne soit pas américain. L'autocentré anti-occidentalisme se méfie de toute velléité d'émancipation qui ne passe pas par les moules anti-impérialistes de la vieille gauche, qui continue à penser et à penser le monde, comme Marx le disait de Don Quichotte, « à la mesure d'un ordre qui n'existe plus ». Cela s'est déjà produit en Syrie, comme l'explique le grand Yassin al-Haj Saleh, l'un de nos plus grands intellectuels, communiste, emprisonné pendant seize ans dans les geôles de la dictature [actuellement exilé en Turquie], dans un article extraordinaire où il critique même la position de l'admiré Chomsky pour son aveuglement ethnocentrique [article publié le 15 mars 2022 sur *New Lines Magazine*]. L'obsession des États-Unis dans un monde chaotique, où le mal s'est fragmenté, décentralisé et émancipé du monopole états-unien, souligne à juste titre, par exemple, la puissance de l'OTAN, mais sous-estime comme subordonnés, subsidiaires ou inoffensifs d'autres dangers – pour la démocratie et la liberté des peuples – qui déterminent pourtant le destin individuel et collectif d'une grande partie de la planète. Chomsky, bien sûr, ne se fait aucune illusion sur Poutine, bien au contraire. Mais sa névrose anti-étatsunienne l'a conduit à abandonner ceux qui, en Syrie, ont tout misé sur la lutte et, dans de nombreux cas, perdu la vie en combattant la dictature ; et à entretenir la thèse en Ukraine selon laquelle l'invasion russe est en quelque sorte une réponse automatique à l'encerclement de l'OTAN.

LA GAUCHE PERD LA POSSIBILITÉ DE CRITIQUER L'EUROPE POUR SA LENTE « POUTINISATION »

Nous contextualisons et contextualisons et contextualisons ; et nous suspectons et suspectons et suspectons et suspectons. Et à force de contextualiser et de soupçonner, nous dissolvons la responsabilité russe en une guerre perpétuelle entre des maux équivalents, un

conflit magmatique interimpérialiste, une crise capitaliste impersonnelle, une conséquence «naturelle» du déclin civilisationnel, etc. Nous sommes tellement préoccupés par l'histoire et les «structures» que nous y intégrons la décision de Poutine d'envahir un pays souverain et de provoquer des milliers de morts et des millions de réfugiés. S'il était logique d'invoquer la légalité internationale contre l'invasion de l'Irak, il est logique de l'invoquer contre l'invasion de l'Ukraine. S'il est encore logique de faire la distinction entre négociations, pressions, sanctions et agression militaire, il est logique de dénoncer la Russie de Poutine comme seule responsable d'une nouvelle situation dans laquelle la paix mondiale et la survie de la planète, ainsi que la vie des Ukrainiens et des Russes, sont tragiquement mises en danger. Toute raison que Poutine aurait pu avoir contre l'OTAN a été abandonnée dès le moment où son armée a franchi la frontière ukrainienne et, avec elle, la ligne entre mouvement géopolitique et agression armée. Il n'y a pas d'automatismes dans l'histoire. L'OTAN est responsable de la mauvaise gestion de la victoire dans la guerre froide, tout comme les puissances européennes ont mal géré la défaite de l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale. Mais les Ukrainiens ne sont pas plus victimes de l'OTAN que les Juifs n'ont été victimes du traité de Versailles. En outre, c'est terrible à dire, mais Poutine a montré qu'il n'y a actuellement aucune alternative à l'OTAN. La gauche européenne devrait réfléchir à des propositions pour l'avenir au lieu de prêcher un pacifisme qui a beaucoup de sens en Russie, contre la décision de son gouvernement de faire la guerre, mais qui en Ukraine est synonyme de soumission et de capitulation. Les Ukrainiens ont décidé de ne pas se rendre et personne, me semble-t-il, ne devrait le leur reprocher.

La gauche perd non seulement la possibilité de sympathiser, contre Vox [dans l'État espagnol] et aux côtés d'une majorité raisonnable, avec une cause juste. Elle perd aussi la possibilité de critiquer l'Europe pour ce qu'elle mérite d'être critiquée : sa lente «poutinisation» [des traits autoritaires croissants], dont les institutions sont aussi largement responsables. Je l'ai déjà dit : l'Europe n'a ni gaz ni pétrole et est donc tragiquement dépendante de sources de moins en moins sûres. Elle ne dispose que de «valeurs», de «pratiques», de «modèles d'intervention politique» qu'elle perd rapidement sans jamais les consolider complètement. Elle s'est souvent trahie à l'étranger en soutenant des interventions économiques ou militaires malheureuses, ou en fermant les frontières aux migrant·es et aux réfugié·es, à tel point que pour une grande partie du monde, plongée dans une crise sans précédent, elle n'est plus un exemple à suivre.

Mais d'un autre côté, il est également arrivé que ce monde méfiant, en pleine dé-démocratisation, pénètre en Europe. Poutine avait déjà furtivement envahi l'UE par le biais des partis d'extrême droite qui, en Hongrie, en France, en Italie et en Espagne, bénéficient d'un soutien bien plus important que leurs homologues ukrainiens.

Dans cette situation difficile, notre tâche doit être de «dénazifier» l'Europe de l'intérieur par un approfondissement de la démocratie, c'est-à-dire par des politiques sociales, civiles et économiques qui consolident et renforcent nos droits démocratiques. Si nous ne faisons pas pression pour une UE plus juste, plus démocratique, plus indépendante, plus verte et plus hospitalière, il ne servira à rien que Poutine perde la guerre en Ukraine, car il l'aura gagnée en Europe.

QUI EST L'AGRESSÉ ET QUI EST L'AGRESSEUR ?

C'est là le paradoxe : une invasion est devenue une guerre grâce à la résistance ukrainienne. C'est une guerre d'indépendance. Il est prioritaire d'empêcher que cette guerre n'implique l'OTAN ; il est prioritaire de soutenir, de défendre et de garantir l'indépendance de l'Ukraine. Notre bellicisme doit être limité par la nécessité d'éviter les conflits internationaux et les affrontements nucléaires ; notre pacifisme doit l'être par la nécessité d'affirmer la justice et le droit international. Voilà le dilemme, je pense, sur lequel la gauche devrait débattre, et non pas sur la question de savoir s'il faut ou non applaudir Zelensky intervenant devant le Parlement [d'Espagne ou d'ailleurs] ou si le bataillon Azov est composé uniquement de nazis ou comporte également des anarchistes. Ou – pour l'amour de Dieu – si les survivants de Boutcha mentent ou non. Le dilemme est si grand, si plein de dangers

et d'incertitudes, si exigeant pour toute notre intelligence et toute notre sérénité, que nous ne devons pas nous rendre coupables de brouiller la seule chose sur laquelle la gauche, comme tout le monde, devrait être claire : qui est l'agressé et qui est l'agresseur. Qui nous devons soutenir – au moins mentalement – et qui nous devons condamner.

Santiago Alba Rico est philosophe et écrivain. Publié sur le site *El Salto.*

NON À L'OTAN OU LA CRISE IDENTITAIRE DE LA GAUCHE ESPAGNOLE

ELISA MOROS

Les terribles images qui nous parviennent après le retrait des troupes russes de la région de Kyiv révèlent l'ampleur de l'offensive russe et obligent les dirigeants politiques à condamner unanimement l'attaque de Poutine contre l'Ukraine, y compris ses alliés naturels (l'extrême droite). Dans ce contexte, certains des plus radicaux éprouvent le besoin d'exprimer, ne serait-ce que par un geste esthétique, leur aversion pour l'unanimité nationale. Les députés de la CUP (gauche radicale indépendantiste catalane), du BNG (gauche nationaliste galicienne) et le secrétaire général du PCE refusent d'applaudir Zelensky.

Mais ce geste esthétique n'est guère étonnant. Il n'est que la conséquence logique des analyses et des positions de la gauche espagnole sur la situation ukrainienne. Albert Botrán (député de la CUP) explique la signification de son geste dans un article, dans lequel il commence par déclarer que « l'occupation russe de l'Ukraine n'a qu'un seul responsable, Poutine » pour se contredire dans le paragraphe suivant dénonçant les « responsabilités » des autres puissances et de l'État ukrainien. Si seuls quatre députés ont poussé jusqu'au bout leur logique en refusant d'applaudir Zelensky, la logique du « oui, mais en fait non » fait pratiquement l'unanimité au sein de la gauche (radicale) espagnole qui (1) désigne l'OTAN comme (a minima) coresponsable du conflit, (2) s'oppose par conséquent à tout soutien matériel concret à la résistance armée ukrainienne afin d'« empêcher l'escalade » et (3) pointe systématiquement (et souvent exagère) tous les défauts du gouvernement/de l'État ukrainien comme prétexte pour garder, *de facto,* ses distances avec tout le peuple ukrainien et le laisser seul face à l'attaque impérialiste russe.

L'incohérence de cette position est manifeste. L'obsession pour la responsabilité de l'OTAN ne résiste pas à une analyse concrète de la situation concrète, comme ne cessent de le répéter les camarades syriens et ukrainiens. Bien que cette position ne soit ni unique ni exclusive à la gauche espagnole, puisqu'elle est assez répandue dans toute l'Europe occidentale, la particularité de l'Espagne, et d'autres pays du sud de l'Europe, est que cette position est hégémonique et laisse peu de place à la contradiction.

Selon moi, l'analyse que la gauche espagnole fait de la situation en Ukraine s'éloigne de la réalité parce qu'elle ne cherche pas à la comprendre, mais répond plutôt à ses propres intérêts internes : la nécessité d'une affirmation identitaire « radicale » d'une gauche de plus en plus institutionnalisée conjuguée à un désintérêt pour nos voisin·es de la périphérie de l'Europe qui fait d'elleux le vecteur idéal de cette auto-affirmation.

NON À L'OTAN : UNE AFFIRMATION IDENTITAIRE

L'opposition à l'OTAN est une marque identitaire de la « vraie » gauche dans l'État espagnol. L'adhésion de l'Espagne à l'OTAN, qui a été ratifiée à l'issue d'un référendum organisé en 1986, est un symbole majeur de l'institutionnalisation du PSOE et de sa trahison de la gauche et des classes populaires du pays. En effet, si le PSOE est arrivé au pouvoir en 1982 avec pour slogan « l'OTAN, d'entrée, non », il a mené en 1986 la campagne pour le oui qui l'a emporté de peu, malgré l'opposition massive de la gauche qui, regroupée dans la Plateforme civique pour la sortie de l'Espagne

de l'OTAN, s'est consolidée peu après dans la coalition électorale Izquierda Unida.

Ces dix dernières années, d'importants secteurs de la gauche radicale espagnole sont passés d'une stratégie de rupture à une stratégie de « gouvernabilité », faisant face à de nombreuses contradictions et tensions internes. Les trajectoires de la CUP depuis 2011 et de Podemos depuis 2014 témoignent de ce processus d'institutionnalisation de la gauche et de toutes ses contradictions. Évidemment, ces deux formations sont très différentes en termes de fonctionnement, d'organisation et de positionnement sur l'échiquier politique, dans la mesure où le contexte catalan est différent du contexte national, et sachant que Podemos est une formation beaucoup plus verticale et institutionnalisée que la CUP.

Pourtant, malgré ces différences notables, les deux formations sont passées par un processus d'institutionnalisation. Ces deux dernières années, elles ont affronté des scissions internes pour cette raison. Les deux formations s'efforcent constamment de se démarquer de leurs alliés institutionnels (du gouvernement, dans le cas de Podemos). La réalité à laquelle font face ces deux organisations est que l'institutionnalisation est incompatible avec la rupture et que les deux sont nécessaires dans tout processus de transformation sociale mais peuvent difficilement être incarnées par un même agent politique. La crise entre Yolanda Díaz, ministre communiste du travail, pour son soutien à Pedro Sánchez dans l'envoi d'armes en Ukraine, et le reste de l'équipe d'Unidas Podemos, qui accuse le PSOE d'être le « parti de la guerre » illustre parfaitement cette tension.

ET LES UKRAINIEN·NES DANS TOUT ÇA ?

Dans ce contexte, la guerre en Ukraine se présente comme une occasion idéale pour se démarquer et réaffirmer l'identité de la gauche radicale anti-atlantiste qui s'oppose à la « gauche » institutionnelle, monarchiste, atlantiste, vendue au système et aux intérêts américains (incarné en dernière instance par le PSOE). Mais ce qui permet cela en Espagne, comme dans le reste de l'Europe occidentale, c'est qu'au fond ce qui se passe en Ukraine ne nous importe que dans la mesure où cela peut nous affecter, et les Ukrainien·nes nous importent peu. En tant qu'« autres » orientaux, iels peuvent être instrumentalisé·es à volonté pour les faire correspondre à la logique de nos propres récits.

Le récit de la gauche espagnole rend délibérément invisible la participation à la résistance ukrainienne de camarades socialistes, anarchistes et féministes tout en magnifiant le poids de l'extrême droite et l'autoritarisme du gouvernement ukrainien. Par exemple, la méfiance envers Zelensky et certains secteurs de la résistance ukrainienne est régulièrement utilisée pour justifier la prise de distances avec la résistance ukrainienne et lui refuser toute solidarité concrète. Le récent tweet d'Álvaro Aguilera, coordinateur d'Izquierda Unida (IU) à Madrid, accusant Zelensky d'être un « danger pour la paix » et « l'héritier d'un coup d'État qui a interdit le parti communiste et onze autres partis » illustre bien cette tendance. Albert Botrán dénonce également dans son article l'interdiction du Parti communiste ukrainien en 2015 (avant l'arrivée au pouvoir de Zelensky en 2019) ainsi que la récente interdiction de plusieurs partis accusés d'être pro-russes. Álvaro Aguilera, Albert Botrán et leurs organisations respectives n'ont, et n'ont jamais eu, évidemment, aucun lien avec un parti conservateur, raciste et antiféministe qui défendait la peine de mort, la famille traditionnelle, s'opposait aux droits reproductifs des femmes et persécutait les personnes LGTQI+, malgré l'appellation « parti communiste » pour des raisons historiques.

Il existe cependant une gauche féministe, antiraciste et anticapitaliste en Ukraine qui résiste à l'invasion russe avec et sans armes tout en continuant à s'opposer à la politique de Zelensky. Une gauche avec laquelle IU et la CUP n'ont pas de relations directes, parce qu'ils ne le veulent pas. Pourtant ils le pourraient puisque leurs organisations partenaires de pays comme la France, la Suisse, la Belgique ou l'Allemagne collaborent étroitement avec cette gauche ukrainienne et d'autres organisations d'Europe de l'Est dans le Réseau européen de solidarité Ukraine (RESU). Les représentants de la CUP et de IU préfèrent faire comme si cette gauche ukrainienne et cet espace internationaliste n'existaient pas et s'érigent en défenseurs d'une gauche fantasmée et inexistante qui ne ferait pas partie de la

résistance ukrainienne mais au contraire serait étouffée par cette dernière.

Cette logique n'est pas le monopole de IU ou de la CUP. Podemos a participé au Forum européen contre la guerre à Rome à l'initiative de la coalition italienne Potere al Popolo dont l'objectif est d'articuler un mouvement antiguerre européen et dont les deux premières revendications sont l'opposition à l'envoi d'armes à l'Ukraine et l'opposition à des sanctions contre la Russie. Le mouvement n'a évidemment pas de représentants ukrainien·nes et ignore leurs revendications.

Les féministes espagnoles ont lancé un manifeste transnational avec 150 signatures d'éminentes féministes d'Europe et des Amériques. Parmi elles, pas une seule féministe de l'Europe post-soviétique. Leur absence est évidente dans le contenu, qui est contraire aux revendications des féministes ukrainiennes. Évidemment, les féministes qui sont en contact étroit avec les féministes ukrainiennes et polonaises ont refusé de signer ce manifeste.

Si ce qui inquiétait vraiment la gauche espagnole était l'équilibre des forces internes de la résistance ukrainienne, le plus logique ne serait-il pas d'établir des liens étroits avec la gauche anticapitaliste antipatriarcale et antiraciste en Ukraine pour la renforcer autant que possible ; le problème est que cette gauche, la vraie, ne leur sert pas, car elle ne rentre pas dans leur stratégie de démarcation. Pour continuer à raconter la même histoire, il faut faire taire et rendre invisibles les secteurs progressistes de la résistance ukrainienne, en leur refusant toute solidarité concrète, ce qui a pour conséquence l'affaiblissement de la gauche en Ukraine. Les militant·es de gauche ukrainien·nes, en revanche, n'arrêtent pas de nous interpeller : iels sont dans les réseaux internationalistes, iels écrivent sous les bombes et en anglais, iels traduisent leurs productions en espagnol et iels vous accueilleraient à bras ouverts au sein du Réseau européen de solidarité Ukraine.

LA DÉRIVE CONFUSIONNISTE ET LA RESPONSABILITÉ DE LA GAUCHE

Le problème de s'accrocher à une position identitaire est qu'elle nous enferme dans une interprétation biaisée de la réalité qui participe d'une atmosphère nauséabonde. Le jour où la gauche espagnole comprendra enfin que cette fois-ci (une fois n'est pas coutume) le problème n'est pas l'OTAN, que Poutine représente un réel danger pour les Ukrainien·nes, pour les Russes et potentiellement pour le reste de l'Europe, le récit complotiste et négationniste se sera déjà bien installé. En fait, il est déjà en place. Dans un éditorial récent, Ignacio Escolar a expliqué que de nombreux lecteurs se désabonnent d'*El Diario,* les accusant d'être financés par l'OTAN.

L'obsession de la gauche espagnole et de la gauche de l'Europe occidentale pour l'OTAN a fait d'elle les idiots utiles de l'impérialisme russe, et les principaux relais de la propagande du Kremlin. La rhétorique made in Kremlin de l'« expansion de l'OTAN » et de la « dénazification de l'Ukraine » rappelle trop celle du révisionnisme franquiste qui délégitime la 2e République pour justifier le coup d'État fasciste. L'Ukraine est loin d'être un pays parfait ou exempt de contradictions, mais elle est (ou plutôt était, avant l'invasion) préférable à la Russie dans tous les domaines : participation démocratique, droits civils et politiques, liberté d'expression, etc.

En insistant sur cette lecture biaisée, la gauche espagnole contribue à semer la confusion dans un contexte historique marqué par la désaffection politique et par la méfiance à l'égard des institutions, qui est propice à la propagation de théories complotistes. Si, après le discours de Zelensky devant le Congrès des députés, dans lequel il a fait un parallélisme entre les massacres de Boutcha et Guernica, l'extrême droite espagnole s'est réfugiée dans le révisionnisme franquiste pour renier Gernika, le négationnisme concernant les massacres en Ukraine s'est déployé dans les secteurs de gauche des réseaux sociaux. Une personnalité comme Manuel Delgado, intellectuel et militant communiste, poste sur ses réseaux sociaux « Je ne crois absolument rien de ce qu'on nous raconte sur ce qui se passe en Ukraine. Rien. »

Le seul antidote contre le négationnisme propre au repli identitaire qui tourne le dos à la réalité est la pratique concrète internationaliste. Toute orientation politique qui ne se développe pas dans un dialogue permanent avec la praxis est déficiente. La gauche espagnole ne pourra pas prendre des positions

internationalistes pertinentes tant qu'elle ne pratiquera pas activement l'internationalisme. La gauche espagnole ne comprendra rien à ce qui se passe en Ukraine tant qu'elle ne daignera pas dialoguer avec la gauche ukrainienne.

Féministe, militante du NPA-A. Article publié sur le site *Contexto y Acción.* Traduction *A l'Encontre.*

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 6, 9 MAI 2022

NOTRE SOUTIEN À L'UKRAINE : MORAL, POLITIQUE ET STRATÉGIQUE

DAN LA BOTZ

Nous soutenons le peuple ukrainien et l'Ukraine parce que c'est une nation indépendante et souveraine victime de l'agression de la Russie. Nous soutenons le droit des Ukrainiens à se défendre et, pour ce faire, à se procurer des armes partout où ils le peuvent. Notre soutien à l'Ukraine est fondé sur des principes moraux et politiques ainsi que sur une analyse stratégique.

Ma mère, une femme de la classe ouvrière, m'a appris dès mon plus jeune âge qu'il fallait prendre le parti de l'opprimé : de l'enfant qui est brutalisé, de la femme qui est maltraitée, du travailleur qui est sous-payé et exploité, de la personne noire qui est discriminée. Et à plusieurs reprises, je l'ai vue prendre leur défense. Si je n'étais jamais devenu socialiste, ces raisons suffiraient à faire de moi un défenseur de l'Ukraine. Vladimir Poutine détruit l'infrastructure industrielle du pays et rend impossible les semailles et les moissons. Il bombarde immeubles, habitation, écoles et hôpitaux. La Russie a tué des milliers de milliers d'Ukrainiens – hommes, femmes et enfants –, en a déplacé des millions et a forcé plus de 5,5 millions d'entre eux à fuir vers d'autres pays. Donc, comme n'importe quel enfant peut le constater, nous devons être aux côtés du maltraité, de l'Ukraine, contre la brute.

Devenu adulte et socialiste, j'ai été convaincu par les arguments marxistes selon lesquels il fallait soutenir le droit des nations à l'autodétermination, comme le Vietnam qui luttait alors pour son indépendance. J'en suis venu à croire que nous devions nous opposer à toutes les puissances impérialistes. L'impérialisme, c'est la tentative de soumettre une nation à une autre sur le plan économique, politique ou militaire. Il était clair que mon pays, les États-Unis, était une puissance impériale, mais il en était de même de l'Union soviétique qui dominait l'Europe de l'Est.

J'en suis venu à croire que les nations coloniales et néocoloniales, quel que soit leur gouvernement, méritaient notre soutien dans la lutte contre l'empire. J'ai appris que dans l'histoire de la lutte contre l'empire, les socialistes avaient soutenu l'État éthiopien, malgré son monarque réactionnaire, contre l'Italie fasciste (1935-1937), la République bourgeoise espagnole contre la Phalange fasciste de Franco (1936-1939) et le gouvernement nord-vietnamien, malgré sa politique stalinienne, dans sa guerre contre les États-Unis (1955-1975). (Cependant, nous n'avons pas soutenu les talibans dans leur lutte contre l'occupation américaine, car ils menaient simultanément une guerre réactionnaire contre une grande partie de la population afghane. Il en est de même en Irak où Saddam Hussein était engagé dans une guerre d'oppression contre la population kurde et était rejeté comme oppresseur par une grande partie de la population arabe).

Alors comment pourrais-je aujourd'hui, avec de tels principes, ne pas soutenir l'Ukraine, l'ancienne colonie russo-soviétique ? Oui, il y a de la corruption dans le gouvernement, oui, il y a un petit mais dangereux mouvement néonazi dans le pays, et Zelensky lui-même est un néolibéral. Mais un anticolonialisme authentique et l'autodétermination signifient que les Ukrainiens doivent faire face

à ces problèmes eux-mêmes – avec notre solidarité, bien sûr. En tant que socialistes, notre soutien s'adresse principalement à la gauche ukrainienne, aux socialistes, aux anarchistes et aux membres de la gauche indépendante qui combattent la Russie tout en s'opposant à la politique néolibérale de Zelensky.

Nous soutenons également l'Ukraine pour des raisons stratégiques plus larges et à plus long terme. Des gouvernements autocratiques et autoritaires, dont certains ont des ambitions impériales, existent aujourd'hui dans de nombreux pays, non seulement en Russie, mais aussi en Chine, en Inde, en Turquie, en Syrie, en Arabie saoudite, en Iran ou encore en Hongrie. L'extrême droite menace la démocratie dans d'autres pays, aux États-Unis, en France, au Brésil ou encore au Bélarus. La défense de l'Ukraine est aussi une défense stratégique de la démocratie contre l'autoritarisme. Malgré tous les problèmes que nous pose le gouvernement ukrainien, les perspectives de la démocratie en Ukraine seront bien meilleures si le pays n'est pas conquis par un agresseur réactionnaire, meurtrier et autocratique.

Les idées morales, politiques et stratégiques qui sous-tendent notre soutien à l'Ukraine nous rendent également méfiants à l'égard des États-Unis, de l'Union européenne et de l'OTAN. Notre soutien à l'Ukraine est fondé sur son indépendance politique, qui pourrait être remise en cause par sa dépendance militaire à l'égard des États-Unis et des nations européennes. Si la dépendance conduit à un contrôle de la guerre par les États-Unis, cela pourrait conduire à une guerre par procuration menée par les États-Unis, augmentant le danger d'une troisième guerre mondiale, une guerre nucléaire. Poutine, dans le même temps, menace d'une guerre génocidaire pour anéantir l'Ukraine et s'il ne peut pas, alors il prévoit de la démembrer, ayant déjà saisi la Crimée et annexant maintenant Donetsk, Louhansk et la côte de la mer Noire. Pour toutes ces raisons, nous devons continuer à soutenir l'Ukraine et renforcer sa capacité à rester politiquement et militairement indépendante.

Nous sommes pour la victoire de l'Ukraine et la défaite de la Russie. Nous sommes aux côtés de la gauche ukrainienne, des militants antiguerre russes et de l'opposition démocratique et soviétique russe. Nous sommes solidaires de l'Ukraine. Victoire à l'Ukraine !

Syndicaliste est membre du comité de rédaction de la revue new-yorkaise *New Politics.*

UNE SÉVÈRE CRITIQUE DE LA POSITION DE CHOMSKY SUR L'UKRAINE

STANLEY HELLER

Le 8 avril, Noam Chomsky dialoguait avec Bill Fletcher, Jr. en direct sur *The Real News.* Fletcher est un chroniqueur qui s'exprime régulièrement sur plusieurs médias et ancien président du Forum TransAfrica. La discussion était intitulée « Une réponse de gauche à l'invasion russe de l'Ukraine ». Bien que Chomsky ait dénoncé l'invasion russe de l'Ukraine, la qualifiant d'agression criminelle, il n'est pas faux de dire que Chomsky a rejeté toute la responsabilité de l'attaque russe sur le gouvernement américain. Les États-Unis, dit-il, ont franchi des « lignes rouges » évidentes alors qu'il était évident que la Russie réagirait violemment.

Le titre de cette discussion aurait dû être « Chomsky appelle à la *realpolitik* pour le 21e siècle ». Toutes les sources qu'il a citées pour étayer ses arguments sont des stratèges, des diplomates et des ambassadeurs, tles que George Kennan, Jack Matlock, Chas Freeman, des directeurs de la CIA, etc.

Ces « réalistes », ces théoriciens politiques s'inscrivent dans une tradition remontant à Machiavel et qui, refusant de parler de la façon dont les États *devraient* agir, qui parlent plutôt de la façon dont *ils agissent* et de la façon dont un « prince » ou un homme d'État doit être réaliste et ne pas essayer d'aller à contre-courant. Les réalistes veulent que les nations respectent les « sphères d'influence » des grandes puissances, les « intérêts nationaux », l'équilibre des

forces, etc. Ils s'opposent aux droits humains, à la démocratie, à l'égalité ou à d'autres considérations morales en tant que préoccupation majeure de la politique étrangère.

Qu'est-ce que tout cela a à voir avec nous, la gauche ? Où sont les questions qui nous sont chères, comme la démocratie, l'égalité, l'autodétermination des classes et des nations ? En fait, pas une seule personne de gauche n'a été mentionnée par Chomsky au cours de cette heure d'interview.

Fletcher relève que dans son dernier discours avant l'invasion, Poutine n'avait pas insisté sur la menace supposée de l'OTAN mais affirmé que l'Ukraine n'avait aucune raison légitime d'exister. Chomsky reconnaît (à 13:55 de l'entretien : www.youtube.com/watch?v=-68Rh1tKx98k) que Poutine a effectivement dit cela, mais il minimise immédiatement la chose et fait référence à une citation de Poutine où il affirmait que « quiconque veut rétablir l'Union soviétique avec ses anciennes frontières a perdu la raison ». Chomsky rappelle que la Russie n'est vraiment pas tellement puissante et que son économie est de la taille de celle de l'Italie. À la suite de quoi, il fait à 15:40 un commentaire stupéfiant : « Elle n'est pas sur le point de conquérir quoi que ce soit, c'est inconcevable. » C'est une déclaration assez bizarre, vu que la Russie envahissait l'Ukraine au moment même où il parlait. A-t-il voulu dire que la Russie n'allait pas conquérir tout l'empire de l'ancienne Union soviétique ? En tout cas, il ne l'a pas dit.

Dans la phrase suivante, Chomsky dit : « L'Ukraine est effectivement un cas spécial, c'est d'ailleurs le cas depuis trente ans. » Il poursuit en déclarant qu'il y a eu d'autres déclarations sur les buts de guerre de la Russie faites par le ministre russe des affaires étrangères qui expliquent que le principal désir de la Russie était la neutralisation et la démilitarisation de l'Ukraine, ainsi que la sécurité du Donbass. Chomsky veut donc nous faire croire que Lavrov et d'autres larbins de Poutine contrôlent ce que la Russie veut vraiment, et non le type qui parle à ses subordonnés du bout de cette très longue table.

Chomsky détaille les assurances qui avaient été données à Gorbatchev que si l'Union soviétique (en 1990) autorisait la réunification de l'Allemagne et son adhésion à l'OTAN, l'alliance n'avancerait pas d'« un pouce » vers l'Est. Ces promesses verbales ont bien été faites, mais aucun traité n'est venu les fixer. D'autre part, Chomsky ne mentionne pas le Mémorandum de Budapest de 1994, *écrit et signé,* qui garantissait que la Russie, les États-Unis et la Grande-Bretagne respecteraient les frontières de l'Ukraine […]. Lorsque Fletcher aborde cette question (19:21) et celle de la sécurité, Chomsky esquive la question et parle de la neutralité qui, selon lui, a bien fonctionné pour le Mexique, l'Autriche et la Finlande.

Revenant sur le Mémorandum de Budapest (21:30), Fletcher demande comment les Ukrainiens peuvent attendre de la Russie qu'elle respecte un traité puisqu'elle a violé le Mémorandum en s'emparant de la Crimée et en soutenant les séparatistes du Donbass. Ce à quoi Chomsky répond qu'« il est certain que l'Ukraine ne pouvait pas supposer que la Russie respecterait le traité », puis il développe le fait que les États-Unis ne respectent pas les traités et en donne de nombreux exemples. Il semble ensuite revenir à la question de Fletcher pour dire que « les circonstances sont tellesétant ce qu'elles sont, peut-on s'attendre à ce que les grandes puissances respectent leurs engagements ? ». Il se lance ensuite dans une tirade sur ce que serait la situation actuelle si les États-Unis avaient écouté les avertissements d'hommes d'État comme Kennan. À part une vague allusion aux « circonstances », il n'explique pas comment l'Ukraine était censée traiter avec un gouvernement russe qui a ignoré sa propre promesse écrite de ne pas l'envahir.

Chomsky précise que cet « homme d'État » avait prévenu que la Russie n'accepterait l'expansion et les humiliations de l'OTAN que jusqu'à un certain point. Les lignes rouges étant la Géorgie et l'Ukraine (25 : 45) qui sont « profondément ancrées dans le cœur géostratégique de la Russie, comme le reconnaissent toutes les parties. » Quel genre de gauchiste parle de la sorte ? Quel gauchiste pense que le Mexique ou Cuba font partie du « cœur » des États-Unis, simplement parce qu'ils ont une frontière avec les États-Unis ou qu'ils en sont proches ?

À 27 : 47 mn de l'entretien, Chomsky revient sur la « situation actuelle ». Selon lui, la politique américaine actuelle consiste à se battre

jusqu'au « dernier Ukrainien » et à bloquer les perspectives de paix, ne laissant à Poutine aucune alternative autre que le « suicide » ou le chemin de la guerre nucléaire. L'idée que les Ukrainiens veulent se battre pour vivre dans leur propre pays après avoir vu ce que c'était de vivre sous la domination russe n'est pas prise en compte. Non, ce sont les États-Unis qui mènent la danse.

Fletcher demande à Chomsky pourquoi Poutine devrait s'inquiéter de l'expansion de l'OTAN en Ukraine, sachant que l'Allemagne et la France y sont opposées et y mettraient leur veto. Celui-ci répond que les États-Unis ont un pouvoir écrasant et que les pays sont terrifiés par cet « État voyou violent » ; il poursuit en évoquant la guerre des États-Unis contre Cuba. Bref, il ne répond pas à Fletcher.

Ce qui me reste en travers de la gorge, c'est quand Chomsky répète plusieurs fois que « la Crimée n'est plus à discuter ». Qui est-il pour dire ça ? Elle a fait partie de l'Ukraine pendant soixante-dix ans. Il a été convenu par écrit dans le Mémorandum de Budapest qu'elle faisait partie de l'Ukraine.

Actuellement, elle est composée d'une écrasante majorité de russophones. L'une des raisons de cette situation est le nettoyage ethnique brutal qui a eu lieu pendant la Seconde Guerre mondiale. Staline a déporté un quart de million de personnes de Crimée, principalement des Tatars. Des dizaines de milliers de personnes sont mortes. Chomsky insiste beaucoup sur le fait que la Crimée abrite un port de mer chaude. Et alors ? La Russie a beaucoup de ports. Et même si si elle était enclavée ? Il y a 44 pays n'ayant pas d'accès à la mer dans le monde. Ils transportent des marchandises par camion et par train vers les ports d'autres nations. Les gauchistes n'ont pas de problème avec ça, seuls les penseurs « stratégiques » en ont.

La gauche condamne universellement les États-Unis pour avoir obligé Cuba à autoriser le maintien d'une base militaire à Guantánamo. Alors pourquoi la Russie aurait-elle le droit éternel d'en avoir une sur la péninsule de Crimée ?

À 40 : 38, Fletcher aborde la question de la guerre de Poutine en Tchétchénie et en Syrie. Il y voit « une ligne qui va de la Tchétchénie à l'Ukraine » sur laquelle les États-Unis ont eu peu ou pas de rôle. Chomsky déraille vraiment lorsqu'il parle de la Syrie et cela vaut la peine de le citer largement :

> [41:39] La Syrie, c'était criminel, meurtrier et destructeur, mais si on veut en connaître les raisons, elles n'étaient pas obscures. Les États-Unis, la France, l'Allemagne soutenaient les forces d'opposition qui en 2013, 2014 étaient, pour la plupart, des forces djihadistes qui combattaient le gouvernement reconnu de la Syrie, le gouvernement qui a un siège à l'ONU et qui est reconnu internationalement. Ils essayaient de le renverser, alors que c'est un allié de la Russie. La CIA fournissait des armes de pointe aux forces d'opposition, des armes antichar sophistiquées, qui ont arrêté les armées d'Assad. Il était donc assez prévisible – pas besoin d'être un génie pour le prévoir –, je l'avais prédit, d'autres l'ont fait : les Russes ont réagi. La Russie est entrée en guerre, vraiment pour la première fois, pour attaquer les armes antichar de la CIA. Puis elle a continué en soutenant l'effort brutal et vicieux d'Assad pour reconquérir la Syrie en commettant des atrocités horribles, et ainsi de suite. Techniquement, ce n'est pas criminel, certainement pas illégal, mais c'est criminel au sens moral, pas au sens juridique. C'est ce qui s'est passé en Syrie.

Fletcher l'interrompt : « Une des choses que vous écartez est qu'il y a eu un soulèvement en Syrie… ». Chomsky reprend :

> Il y a eu un soulèvement, cela faisait partie du printemps arabe, un soulèvement réformiste démocratique. Assad l'a écrasé avec une violence extrême. Cela a débouché sur la guerre civile et, progressivement, les forces djihadistes ont pris le dessus. On peut débattre des détails, mais, en 2013, 2014, il y avait une opposition largement basée sur le jihad, que les États-Unis soutenaient, et qui tentait de renverser le gouvernement brutal et meurtrier responsable de l'écrasante majorité des crimes, mais qui se trouvait être le gouvernement reconnu internationalement, qui était un allié de la Russie. Et quand on en est arrivé au point où la CIA fournissait des armes avancées, sans surprise, les Russes sont intervenus pour les détruire. Puis ils sont passés à la destruction du reste de la Syrie.

> C'est joli ? Non, c'est très moche. Personne ne croit que les Russes sont des saints, mais c'est une puissance impériale, mineure par rapport aux États-Unis, en tant qu'économie ils sont au même niveau que l'Italie ou l'Espagne. […] Nous n'avons pas besoin de rappeler que la Russie a été envahie et pratiquement détruite deux fois au cours du 20e siècle par la seule Allemagne. Maintenant, l'idée d'une alliance militaire hostile dirigée par l'État le plus puissant et le plus agressif du monde, qui fournit et renforce une coopération stratégique et de défense avec l'Ukraine, avec un programme de mise en œuvre d'accord pour que l'Ukraine soit un partenaire de l'OTAN… une menace sérieuse pour la Russie.

Fletcher : « Est-ce vraiment une menace pour la Russie ? Nous ne parlons pas de 1941… La Russie possède le plus d'armes nucléaires de tous les pays de la planète. Qui se préoccuppe de la sécurité de l'Ukraine ? »

J'arrête la citation à 46 : 50 pour parler de la Syrie.

« L'EXPOSÉ FACTUEL DE CHOMSKY EST EN GRANDE PARTIE FAUX »

Les États-Unis ne se battaient pas pour renverser le gouvernement Assad ! Ils avaient envoyé des armes légères et quelques armes antichar aux groupes d'opposition syriens, mais rien qui puisse les défendre contre l'armée de l'air d'Assad (comme les missile sol-air qu'ils demandaient désespérément). Les États-Unis ont également interdit à leurs alliés, comme l'Arabie saoudite ou le Qatar, de les fournir. En 2013, l'État islamique était présent dans de grandes parties de la Syrie et de l'Irak, ce qui est devenu la priorité absolue des États-Unis. À partir de ce moment-là, les États-Unis ont envoyé de l'aide aux unités militaires uniquement si elles promettaient de les utiliser exclusivement pour combattre l'État islamique. Malgré tous ces handicaps, les groupes armés syriens avaient presque vaincu Assad en 2015. L'armée de l'air russe les a attaqués pour sauver Assad et non pour combattre les États-Unis dont le soutien aux « rebelles » opposés à Assad avait pris fin des années auparavant. En fait, les États-Unis et la Russie *coopéraient* dans la lutte contre l'État islamique.

Passons maintenant aux arguments politiques de Chomsky. Il répète deux fois, et longuement, qu'Assad était le chef d'un gouvernement « internationalement reconnu » et qu'il avait donc le droit d'obtenir une aide militaire de son alliée, la Russie. L'amour de Chomsky pour le caractère sacré hobbesien de la souveraineté est déconcertant. Dès le 17e siècle, le juriste néerlandais Hugo Grotius soutenait que les droits du souverain devaient être limités par les principes d'humanité. Le droit international et les pouvoirs conférés aux Nations unies ont de plus en plus limité les pouvoirs de la souveraineté. Le siège de plusieurs villes par Assad ont défié les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, par exemple la n° 2139 qui exigeait la fin de de l'usage des « bombes barils » [engin explosif improvisé qui consiste en un baril rempli d'explosifs, de gaz, de combustible et de ferraille], de l'entrave mise aux convois alimentaires de l'ONU vers les zones assiégées et la libération des femmes et des enfants emprisonnés. De même, l'activité russe en Syrie a été un crime international, un crime de guerre, et non, comme le prétend Chomsky, un fait à prendre dans un simple « sens moral ».

Chomsky parle de la « réaction » de la Russie comme s'il s'agissait d'une loi de la nature, comme s'il décrivait ce qui se passe lorsqu'une personne touche un fil électrique. Il n'y avait aucune raison pour que la Russie « réagisse » et participe au meurtre de masse des Syriens. Poutine aurait pu joyeusement exercer son contrôle tyrannique sur les Russes, quoi qu'il aurait pu arriver en Syrie.

Mettre en avant le fait que la Russie a été envahie deux fois par l'Allemagne est vraiment indigne de Chomsky. Le Kaiser et Hitler ont-ils donné à Poutine le droit de faire tout ce qu'il veut au nom de la sécurité de la Russie ? Où avons-nous déjà entendu cet argument ? C'est exactement ce que dit Israël. Les Juifs ont été tués dans un Holocauste, donc nous, Israël, pouvons faire tout ce que nous voulons parce que c'est pour notre sécurité.

Quittons la Syrie. À 47 : 40, Fletcher pose à nouveau la question de la sécurité de l'Ukraine. Chomsky esquive à nouveau en parlant des méfaits et des crimes des États-Unis en Afghanistan. Plus loin, il déclare que si l'Ukraine avait

été neutre, comme l'Autriche ou la Finlande, il n'y aurait eu aucun problème de sécurité.

Il poursuit en justifiant ce que la Russie a fait en 2014, en répétant l'accusation, désormais familière selon laquelle il y a eu un coup d'État [en Ukraine] « avec une implication directe des États-Unis. » Voilà un homme de gauche qui affirme que les Ukrainiens n'avaient pas le droit de renverser un gouvernement qui interdisait les manifestations, tirait sur la foule et dont le président était notoirement corrompu. Il donne ensuite une justification à la saisie du territoire ukrainien par la Russie : « La Russie aurait pu rester les bras croisés et applaudir comme nous aurions pu le faire si un gouvernement pro-chinois avait été mis en place avc le Mexique appelant à une alliance militaire avec la Chine. »

Chomsky répète que la Russie y avait son seul port de mer chaude, y compris des bases navales, en Crimée. « Elles étaient immédiatement menacées par le gouvernement pro-américain qui a pris le pouvoir avec une implication directe des États-Unis. » C'est faux. Quelle « menace directe » pesait sur son port de mer chaude ? L'Ukraine avait-elle interdit le commerce russe via Sébastopol ? Avait-elle exigé que les troupes russes quittent la péninsule de Crimée ? La réponse est non dans les deux cas.

Fletcher pose enfin la question suivante : « De nombreuses personnes au sein de la gauche américaine pensent que nous ne pouvons rien faire contre Poutine. Que devrions-nous faire ? » Chomsky répond que nous devrions amener les États-Unis à abandonner leur politique consistant à se battre jusqu'au dernier Ukrainien et à pousser Poutine dans une voie sans issue, à la mettre « le dos au mur ». Nous devrions demander que l'Ukraine ait un statut comme le Mexique, l'Autriche et la Finlande. Il répète que la Crimée n'est « plus en discussion » et que ce sont les États-Unis qui ne sont pas raisonnables.

Enfin, il faut souligner ce qui ne figure *pas* dans les remarques de Chomsky. Tout d'abord, les mots « solidarité avec l'Ukraine » sont absents. Il ne suggère jamais que la gauche demande aux Ukrainiens ce qu'ils veulent, s'ils pensent être des pions américains ou s'ils veulent continuer à se battre pour défendre leur pays. Chomsky, qui se considère comme un anarchiste, ne mentionne pas ce que pensent les anarchistes ou les socialistes ukrainiens. Il ne parle jamais des armes, ni du fait que l'Ukraine ait le droit de se procurer des armes pour se défendre.

L'exercice de realpolitik de Noam Chomsky est déprimant. Il devrait savoir que la gauche ne devrait pas s'impliquer dans la défense des notions de sphères d'influence ou de géopolitique.

Stanley Heller est animateur du magazine télévisé *The Struggle*. Publié par *New Politics,* 18 avril 2022.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 7, 23 MAI 2022

QUAND ALLONS-NOUS CESSER D'EXCUSER L'INVASION RUSSE ?

BILL FLETCHER JR, BILL GALLEGOS, JAMALA ROGERS

L'invasion russe de l'Ukraine a suscité des réactions étranges de la part de secteurs de la gauche américaine et de nombreux progressistes. Alors que, d'une manière générale, il y a eu une forte condamnation de l'invasion russe, il y a eu simultanément une tendance à excuser l'invasion russe et à faire porter la responsabilité de l'agression uniquement sur le gouvernement américain (et l'OTAN). Non seulement une telle analyse est inexacte sur le plan des faits, mais elle découle d'une erreur d'analyse ancrée dans la sous-estimation de toute la question du droit des nations à l'autodétermination.

Nous [auteurs de cet article], deux Afro-Américains et un Chicano, nous avons décidé qu'il est temps de nous élever contre une interprétation erronée de ce qui s'est passé en Ukraine et contre cette tendance à excuser l'agression russe ou à défendre une position de neutralité. En tant que socialistes ayant été intégralement impliqués dans les luttes de nos peuples respectifs pour la démocratie et l'autodétermination, nous ne pouvons tout simplement pas rester silencieux, même si cela nous met en désaccord avec des camarades que nous connaissons, respectons et aimons depuis des années.

Nous publions ce document afin de lancer une discussion et un débat plus approfondis. Nous ne prétendons en aucun cas que notre point de vue soit le dernier mot sur cette question. Nous pensons cependant que l'incapacité à aborder la question nationale a conduit à des erreurs d'analyse, de stratégie et de réponse de la part de nombreux militants de gauche au sens large et des mouvements progressistes aux États-Unis.

DE QUEL CÔTÉ ÊTES-VOUS ?

Les actions du gouvernement russe ne peuvent être interprétées comme une « opération militaire spéciale ». Elles ont représenté une invasion, en dehors de toute provocation, d'un pays souverain. Il est essentiel que nous comprenions cela et que nous n'hésitions pas. Les troupes russes, et non les troupes de l'OTAN, ont franchi la frontière sur le territoire souverain de l'Ukraine. L'Ukraine n'a jamais menacé la Russie.

Il ne fait aucun doute que l'expansionnisme de l'OTAN est injustifié. En fait, nous affirmons que l'OTAN, qui n'a jamais été une alliance défensive, aurait dû être dissoute dès la fin de la guerre froide. L'expansion de l'OTAN s'est heurtée à l'opposition de plusieurs régimes russes et a été inutilement provocatrice.

Pourtant, ce qui est rarement discuté dans les cercles de la gauche américaine, c'est le désir des pays de l'ancien bloc soviétique de se lier à l'OTAN par crainte des intentions de la Russie post-URSS. Nous, la gauche américaine, nous pouvons et devons critiquer l'OTAN, mais nous devons comprendre les craintes sous-jacentes et les préoccupations des pays de l'ancien bloc soviétique.

Il est également vrai qu'il y avait une opposition au sein de l'OTAN à l'intégration de l'Ukraine. Non seulement le soutien à l'intégration dans l'OTAN était faible en Ukraine même – avant 2014 –, mais avant l'invasion russe de 2022, il y avait une opposition au sein de l'OTAN à admettre l'Ukraine. Comme l'intégration dans l'OTAN doit être décisée à l'unanimité, il était peu probable que des pas pouvaient être franchis en ce sens. Et le régime de Poutine ne l'ignorait pas.

Le régime de Poutine affirme qu'il est venu à l'aide des régions sécessionnistes de l'est de l'Ukraine. Cette affirmation pose quelques problèmes. À commencer par le fait qu'en 2014 la Russie a envahi l'Ukraine, en s'emparant de la Crimée, et qu'elle a en outre provoqué des révoltes sécessionnistes dans la région orientale, notamment en envoyant des soldats sans signes de reconnaissance.

Certains de nos amis ont fait valoir que les Russes ont envahi la Crimée en réponse à un prétendu coup d'État parrainé par les États-Unis en Ukraine, c'est-à-dire le soulèvement de Maïdan. Ils affirment également que les révoltes dans la région orientale étaient entièrement manipulées.

Commençons par le début. Premièrement, il y a peu de preuves que Maïdan 2014 fut un soulèvement parrainé par les États-Unis. Ce n'était pas le [pustch du] Chili de 1973. Il y avait un mouvement de masse avec une variété de forces allant de l'extrême droite à la gauche – et beaucoup entre les deux – en révolte contre les oligarques, la corruption, et pour renverser la décision de l'administration de resserrer les relations avec l'Union européenne. Il s'agissait d'une affaire interne à l'Ukraine. On peut avoir une opinion sur les causes et les résultats, mais suggérer que cette affaire venait principalement des machinations des États-Unis transforme le peuple ukrainien en de simples marionnettes [dans les mains] des étrangers, ce qui va à l'encontre de la réalité. Si les États-Unis ont pu soutenir une certaine issue au soulèvement de Maïdan, ce soutien ne signifie pas qu'ils soient à l'origine de la révolte.

Deuxièmement, la prise de la Crimée était une violation flagrante des accords de Budapest (1994) selon lesquels l'Ukraine avait remis ses armes nucléaires à la Russie qui, en

échange, s'engageait à ne *jamais* attaquer l'Ukraine. L'idée que la Russie avait le droit de s'emparer de la Crimée ne tient pas compte du fait que ce territoire fait partie de l'Ukraine depuis 1954. Des secteurs de la gauche américaine ont également gardé un silence très étrange sur un autre aspect de la question de la Crimée : l'ignorance ou le mépris des Tatars de Crimée – la population indigène – et de leur remplacement/expulsion par les colons russes (qui remonte à l'époque du dirigeant soviétique Joseph Staline). Oui, avant 1954, la Crimée faisait partie de la Russie. Mais il est également vrai que les colons russes ont déplacé les Tatars de Crimée, ce qui complique encore la compréhension de la « question de la Crimée ».

Par ailleurs, certains suggèrent que le référendum organisé à la suite de la prise de contrôle de la Crimée par la Russie a, en quelque sorte, rendu cette prise de contrôle légitime. Croire qu'un référendum sur la future relation de la Crimée avec la Russie pourrait être organisé librement alors que les troupes russes y sont déployées en force est, littéralement, incroyable.

Troisièmement, les mouvements sécessionnistes dans la région de Donbas sont le reflet des défis internes de l'Ukraine. L'Ukraine connaît depuis longtemps (depuis l'ère post-soviétique) des problèmes régionaux et linguistiques évidents. Les forces de droite ukrainiennes ont tenté de supprimer l'usage de la langue russe. Dans les prétendues républiques populaires (dans la région orientale), des efforts ont été entrepris pour effacer la langue et l'histoire ukrainiennes. Mais rien ne prouve que ces prétendues « républiques populaires », créées en 2014 avec l'aide de la Russie, aient un quelconque rapport avec une demande légitime et populaire de séparation ; en fait, leur niveau de soutien populaire est très discutable. Il convient de noter que seule la Russie a reconnu ces prétendues républiques populaires, et cette reconnaissance est intervenue à la veille de l'invasion de l'Ukraine. Cela rappelle les bantoustans/« républiques » indépendantes établis par l'Afrique du Sud de l'apartheid afin de légitimer la relocalisation de la population et le contrôle total de l'Afrique du Sud.

Quatrièmement, selon le droit international (et les accords de Budapest), les Russes n'avaient aucun droit d'envahir l'Ukraine, ni en 2014 ni en 2022. La justification utilisée par le régime de Poutine de neutralisation et de dénazification n'est qu'un sophisme. La situation politique interne de l'Ukraine était et reste une question que doit résoudre le peuple ukrainien, et pas un étranger. La gauche américaine devrait être claire à ce sujet, surtout si l'on considère son opposition à l'agression américaine contre l'Afghanistan et, plus tard, contre l'Irak.

Cinquièmement, Poutine a avoué ses motivations la nuit de l'invasion lorsqu'il a décrit l'Ukraine comme une « fiction nationale » et a poursuivi en contestant le droit même de l'Ukraine à exister (notamment en polémiquant contre les théories sur l'autodétermination nationale élaborées par Lénine et Staline).

Enfin, l'appel à une défense ou à une légitimation des prétendus intérêts stratégiques régionaux de la Russie est presque comique pour au moins deux raisons. Tout d'abord, la gauche n'était pas traditionnellement partisane des sphères d'influence des pays ou des empires. Lorsque les États-Unis ont décrit la révolution cubaine, la révolution nicaraguayenne et d'autres mouvements et gouvernements radicaux d'Amérique latine et des Caraïbes (par exemple, celui de Grenade) comme une menace pour les intérêts américains, nous avons rejeté de discours et nous avons combattu bec et ongles les différentes administrations démocrates et républicaines qui ont avancé de telles absurdités. Pourtant, dans le cas de l'Ukraine, il y a des militants respectables de gauche qui suggèrent que les prétendus intérêts géographiques de la Russie devraient être respectés alors que l'Ukraine n'a fait peser aucune menace sur eux.

Il y a cependant un deuxième élément sur ce point. La question des frontières avait des implications stratégiques sur le plan militaire à l'ère prénucléaire, lorsque des opérations militaires terrestres massives étaient menées, par exemple, l'opération Barbarossa (l'invasion de l'URSS en 1941). Aujourd'hui, une invasion terrestre massive d'une puissance nucléaire est hautement improbable. Le plus grand danger réside plutôt dans les armes nucléaires tactiques et stratégiques et leurs vecteurs, ainsi

que dans la menace d'une guerre chimique et biologique. La Russie dispose du plus grand arsenal nucléaire de la planète et d'un système de livraison qui le confirme. Pour les puissances nucléaires, les frontières n'ont pratiquement pas d'importance, du moins au niveau militaire. En revanche, lorsqu'il s'agit de politique et d'économie, les frontières peuvent être très pertinentes et nous mettre sur la piste de certaines des véritables motivations de l'agression russe.

Aucune défense de l'invasion russe ne passe le test de la vérité. Les efforts visant à justifier l'invasion par des critiques des régimes ukrainiens de l'après-1991 ignorent l'interdiction de telles invasions par le droit international. Seule une invasion sanctionnée par les Nations unies aurait été justifiée, comme le savent bien tous ceux qui connaissent les débats qui ont précédé l'invasion américaine de l'Irak en 2003.

QU'EN EST-IL DE LA QUESTION NATIONALE ?

De nombreux militants de gauche américains n'ont pas compris l'importance de la tirade de Poutine contre Lénine et Staline sur la question de l'autodétermination nationale. Si l'on ignore l'histoire des premiers mouvements communistes, cela peut ressembler à une exploration de la théologie chrétienne médiévale.

Le mouvement communiste russe d'avant 1917 s'est trouvé confronté à plusieurs dilemmes, l'un des plus critiques étant l'empire russe lui-même, que l'on décrivait autrefois comme une « prison des nations ». L'empire russe s'était développé par l'absorption forcée d'une myriade de nationalités s'étendant de ce qui est aujourd'hui la Pologne à l'océan Pacifique. Cet empire n'était pas une fédération mais une formation dominée par les Grands-Russes, c'est-à-dire l'ethnie russe et sa classe dirigeante monarchique/capitaliste.

Lénine a chargé Staline d'élaborer une théorie sur ce qu'on appelait la « question nationale », c'est-à-dire de comprendre les circonstances exceptionnelles des nations de peuples qui avaient subi une oppression et une domination particulières, dans ce cas par la Russie. Les complexités et les questions contenues dans les conclusions de Staline dépassent largement le cadre de cet article, sauf dans un domaine particulier : la notion selon laquelle les nations et les peuples qui avaient subi une oppression et une domination en tant que nations (notamment, la discrimination linguistique, la terreur, la subordination dans tous les domaines par rapport à l'ethnie russe, l'absence de pouvoir politique) avaient droit à l'autodétermination nationale. En d'autres termes, qu'ils soient finlandais, ukrainiens ou des peuples de l'ancien Turkestan, entre autres, ils avaient le droit de décider de leur propre avenir sans l'interférence de forces extérieures.

L'approche soviétique initiale du droit à l'autodétermination nationale était novatrice, voire révolutionnaire. Elle s'est cristallisée dans l'idée que la société post-révolutionnaire devait être une union des Républiques socialistes soviétiques.

Poutine avait raison de dire que le régime stalinien était incohérent – au mieux – dans son approche de la question nationale et il ne fait aucun doute que la Russie a dominé l'État soviétique, mais cette domination a été périodiquement remise en question. Une fois au pouvoir, Staline a fait preuve de peu d'intérêt pour une autodétermination nationale cohérente. La mise en œuvre par le régime stalinien de la politique relative aux questions nationales allait de l'innovation – la « délimitation territoriale nationale » (la création d'États-nations où les peuples avaient auparavant vécu dans des conditions semi-féodales, sans droit réel à la sécession) – à la criminalité pure et simple, par exemple, le déplacement et la suppression du statut de nation (ou d'autonomie) de quinze nationalités pendant la Seconde Guerre mondiale (y compris les Tatars de Crimée !) pour comportement prétendument antisoviétique. Ce dernier comportement était en contradiction avec l'intention déclarée de Lénine d'une union volontaire de Républiques égales.

La tirade de Poutine a démontré plusieurs choses qui méritent d'être mentionnées dans ce contexte. Premièrement, l'OTAN n'était pas la question principale. Même un consultant en communication incompétent aurait su recommander à Poutine de se concentrer entièrement sur l'OTAN pour justifier l'invasion, afin de gagner, ou du moins de neutraliser, l'opinion publique mondiale. Au lieu de cela,

Poutine a choisi, au moment le plus inopportun, de contester la légitimité nationale d'un État-nation internationalement reconnu. On peut se demander pourquoi.

Deuxièmement, Poutine a exposé sa vision de l'avenir de la Russie. Il s'agit d'un avenir où l'ethnie russe est unie en Russie, en Ukraine et en Biélorussie. Il ne s'agit pas d'une Russie multiethnique, mais plutôt de l'articulation d'une Russie ethno-nationaliste. Cette vision est tout à fait cohérente avec la politique profondément réactionnaire du régime de Poutine.

Troisièmement, Poutine lui-même est un produit de l'ancien appareil soviétique. Il n'était cependant pas marxiste, mais il a toujours voulu faire partie du KGB. Il a utilisé la formation et l'expérience du KGB afin de construire le type de réseau et de plate-forme politique nécessaires à son ascension au pouvoir. Sa tirade contre Lénine et Staline démontre son aversion pour le projet politique que Lénine tentait de mettre en place afin de remédier à la réalité de la « prison des nations ». La tirade a démontré autre chose, à savoir le revanchisme du régime Poutine. C'est-à-dire la fureur du régime de Poutine en réponse à la défaite de l'URSS dans la guerre froide, à laquelle s'ajoute le fait que la Russie n'est pas pleinement acceptée dans le bloc capitaliste mondial. Le revanchisme de Poutine est analogue à celui qui a dominé les cercles de droite dans l'Allemagne de l'après-Première Guerre mondiale où, à la suite de la guerre, de la perte des colonies et des réparations qu'elle a été obligée de payer, il y avait une demande de boucs émissaires et un désir pour l'Allemagne de récupérer ce que les cercles de droite pensaient lui avoir été volé.

Ainsi, l'agression russe semble dériver des ambitions géopolitiques spécifiques du régime de Poutine (alimentées par le revanchisme), combinées à une image critique ethno-nationaliste de l'avenir, une image critique qui a plus en commun avec celle des forces « blanches » russes, c'est-à-dire le mouvement contre-révolutionnaire et restaurateur après la Révolution russe, qu'avec l'expérience socialiste qui a été tentée.

La pertinence de cette analyse réside dans le fait qu'elle se concentre sur les forces internes à la Russie qui sont à l'origine de cette agression plutôt que de considérer la Russie comme une petite puissance impérialiste maladroite soumise aux caprices et aux machinations des États-Unis et de l'OTAN. De plus, en examinant ce que le régime de Poutine a écrit et dit, il apparaît clairement que ses ambitions n'ont pas grand-chose à voir avec la neutralisation de l'Ukraine ; elles concernent la neutralisation des Ukrainiens. En tant que tel, il semble que les Ukrainiens n'aient aucun droit que le régime de Poutine soit tenu de respecter.

DEUX CAMPS CONTRE L'OPPOSITION À L'OPPRESSION NATIONALE ?

Une grande partie du débat au sein de la gauche américaine commence – et se termine – en regardant les États-Unis. Le cadre est simple : les États-Unis sont le principal ennemi des peuples du monde ; les États-Unis ont permis/encouragé l'expansion de l'OTAN ; les Russes se sont opposés à l'expansion de l'OTAN ; par conséquent, les États-Unis/l'OTAN ont provoqué l'invasion russe.

L'essence de cette analyse est que, parce que les États-Unis sont le principal ennemi des peuples du monde, cela doit signifier qu'ils sont le seul ennemi important et, en outre, que dans chaque circonstance, si les États-Unis sont impliqués, ils doivent être le principal auteur d'activités néfastes.

Ce n'est pas une analyse. C'est un sophisme. Et une sorte particulière de sophisme qui considère les luttes sur la planète Terre comme se déroulant entre les États-Unis et leurs alliés, d'une part, et ceux qui s'opposent à l'impérialisme américain, d'autre part. Toutes les autres questions sont subordonnées à cette contradiction. La notion implicite de cette analyse est que quiconque s'oppose verbalement ou pratiquement à l'impérialisme américain doit être un ami des opprimés et, par conséquent, doit être soutenu.

Ce cadre ne tient pas compte des particularités d'une situation donnée et n'examine pas les facteurs internes d'un pays (ou des pays en conflit), mais privilégie les facteurs externes. Au niveau philosophique, il s'agit d'une violation de la dialectique, qui cherche toujours à comprendre les contradictions internes avant d'examiner le contexte plus large.

Dans le cas de l'Ukraine, des secteurs de la gauche américaine ont cherché des réponses uniquement à travers les activités des

États-Unis, mais n'ont pas réussi à analyser les motivations potentielles (ou réelles) du régime de Poutine. Il est intéressant de noter que la majeure partie de la gauche s'est entièrement trompée sur les préparatifs de Poutine pour une invasion de l'Ukraine, suggérant pendant des mois que Poutine ne faisait que négocier durement et que les États-Unis et la Grande-Bretagne tentaient de provoquer la situation en suggérant qu'une invasion russe était imminente. Les camarades se sont vraiment trompés.

Les contradictions internes supposeraient également d'examiner la relation particulière et historique entre la Russie et l'Ukraine. C'est pourquoi il est si important d'écouter attentivement les paroles de Poutine et celles de ses propagandistes. Le régime de Poutine s'est donné beaucoup de mal pour reconfigurer l'histoire de la relation entre la Russie et l'Ukraine. C'est dans ce contexte que Poutine a polémiqué contre Lénine et Staline. Poutine ne croit pas que l'Ukraine soit et ait jamais été une nation ; pour lui, elle fait partie de la Grande Russie.

Ceux qui ignorent les propos de Poutine sont, en fait, complices de l'appel à l'élimination de l'Ukraine. Ils ignorent également un débat de longue haleine au sein de la Russie et de l'Ukraine concernant la nation ukrainienne et l'autodétermination. Plus périlleux encore, des secteurs de la gauche ne sont pas loin d'embrasser l'ethno-nationalisme ou ne parviennent pas à le distinguer du nationalisme révolutionnaire.

L'ethno-nationalisme est un courant important du populisme de droite et de son sous-ensemble, le fascisme. Il identifie la nation à l'ethnicité plutôt qu'au territoire, à la culture et à l'histoire. Hitler a utilisé l'ethno-nationalisme pour orchestrer l'Anschluss (l'annexion de l'Autriche) en 1938, ainsi que les demandes de cession des Sudètes à l'Allemagne par la Tchécoslovaquie (également en 1938). Plus récemment, l'ethno-nationalisme a déchiré l'ancienne République socialiste multinationale de Yougoslavie et a joué un rôle déterminant dans le génocide rwandais mené contre les Tutsis et leurs alliés parmi les Hutus.

Le régime de Poutine exprime l'ethno-nationalisme et affiche des ambitions expansionnistes. Il cherche à unir les ethnies de la Grande Russie, ainsi qu'à rétablir les frontières de l'ancien empire russe. Il a un nom : l'eurasisme. Il est centré sur la notion de développement d'un pôle indépendant du bloc « atlantique » des États-Unis, du Canada et de la Grande-Bretagne. Bien qu'il s'agisse d'une notion multipolaire, c'est une proposition multipolaire pour un avenir autoritaire de droite, pas très différent de celui décrit dans *1984* de George Orwell.

La lutte pour un monde multipolaire a été inhérente au capitalisme, en particulier lorsqu'il a atteint son stade impérialiste. Si, à différents moments, l'un ou l'autre des États impérialistes a détenu l'hégémonie, il y a toujours eu une coopération et des conflits entre les États capitalistes, tout comme entre les entreprises capitalistes. Le repositionnement de la Russie par Poutine est tout à fait cohérent avec cela.

Ainsi, la question qui se pose immédiatement est de savoir si la contestation entre les États impérialistes, et plus particulièrement l'émergence d'États impérialistes anti-américains, implique *ipso facto* que les forces contestataires émergentes sont en quelque sorte progressistes et anti-impérialistes ? Cette question n'est pas nouvelle et il existe une analogie historique qui mérite d'être signalée et que nous aborderons.

Il convient d'ajouter que l'une des réponses à l'invasion russe, proposée par de nombreux militants de gauche sincères, est que si l'invasion russe était une erreur, nous devrions nous concentrer sur le rôle des États-Unis et de l'OTAN, car il n'y a pas grand-chose à faire pour influencer le régime de Poutine, mais nous pouvons en revanche influencer le gouvernement américain.

Indépendamment de l'intention, il s'agit effectivement d'un argument isolationniste déguisé en internationalisme. Les militants de gauche se sont historiquement opposés aux aventures impérialistes des États-Unis, mais aussi à celles d'autres pays où les États-Unis n'étaient pas directement impliqués. L'invasion italienne de l'Éthiopie, en 1935, n'avait rien à voir avec les États-Unis, mais la gauche (de diverses tendances et pays), les panafricanistes et les nationalistes noirs ont réagi. La guerre civile espagnole de 1936-1939 a également mis en avant les demandes de la gauche mondiale

pour que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France – chacune étant une puissance coloniale – fournissent une assistance militaire au gouvernement espagnol dans sa lutte non seulement contre les fascistes nationaux, mais aussi contre l'intervention illégale de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie. Cet appel a été lancé alors même que chacune de ces puissances impérialistes menait ses propres formes de domination coloniale. En effet, on aurait pu faire valoir que rien n'aurait dû être exigé ou demandé à ces gouvernements, précisément en raison de leur caractère. Pourtant, les demandes ont été formulées sur la base d'une évaluation de l'intervention fasciste/nazie et des implications plus larges tant de l'intervention que de la résistance à celle-ci.

L'IMPÉRIALISME JAPONAIS ET LE « MOUVEMENT PACIFIQUE DU MONDE ORIENTAL »

Au lendemain de la victoire japonaise sur l'empire russe dans la guerre russo-japonaise (1904-1905), une onde ce choc se fait sentir dans la politique du monde colonial et semi-colonial. Un peuple « non blanc » avait vaincu de manière décisive une puissance impérialiste européenne grâce à une utilisation sophistiquée de la stratégie et de la technologie militaires modernes.

Bien que l'empire japonais naissant ait ironiquement accepté d'être désigné comme des « Aryens asiatiques » (une apellation encouragée par le président américain Theodore Roosevelt et adoptée plus tard par Hitler), les « peuples de couleur » du monde entier, c'est-à-dire ceux colonisés ou semi-colonisés, dans ce que nous appelons aujourd'hui le Sud, par l'impérialisme occidental (y compris, mais sans s'y limiter, les États-Unis), ont vu dans le Japon une source d'inspiration. Il n'était cependant pas nécessaire de creuser trop pour comprendre que les Japonais construisaient leur propre empire. Cela est devenu plus clair avec l'annexion de Taïwan et de la Corée par les Japonais, leur rôle dans la Première Guerre mondiale – soutenant les alliés occidentaux contre les Allemands, obtenant ainsi des bases insulaires dans le Pacifique – et plus tard, avec l'invasion et l'annexion de la Mandchourie, puis l'invasion du reste de la Chine.

Malgré l'agressivité du Japon, ce pays restait attirant pour l'Asie […]. Au sein de l'Amérique noire, un sentiment pro-japonais émergea, influençant diverses forces, y compris, et de manière surprenante, le grand W.E.B. Dubois. De nombreux apologistes du Japon le considéraient comme un État fort s'opposant à l'impérialisme occidental et étaient prêts à nier l'existence d'une oppression japonaise et ce que l'on ne peut que décrire comme le racisme japonais à l'égard des autres populations asiatiques, malgré l'appel japonais à une « sphère de coprospérité » de la grande Asie orientale.

Aux États-Unis, le Pacific Movement of the Eastern World est devenu le centre du mouvement pro-japonais. Ce mouvement, souvent négligé et largement basé dans le Missouri, a été étudié et exploré par le Dr Ernest Allen de l'université du Massachusetts-Amherst. Bien que ce mouvement se soit effondré dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, son héritage idéologique a dépassé son existence organisationnelle. Il est intéressant de noter que ce sont les communistes asiatiques, dans des pays tels que la Chine, les Philippines, la Corée et l'Indochine, qui ont démasqué les objectifs impérialistes de l'empire japonais naissant, soulignant que cet impérialisme ne représentait pas une voie de libération. Aux États-Unis, le parti communiste était de ceux qui contestaient ce soutien pro-japonais.

La notion sous-jacente selon laquelle l'ennemi de mon ennemi est mon ami a conduit à des actes de collaboration malheureux dans divers pays occupés par les Japonais à partir de 1931. Et l'aveuglement face aux atrocités japonaises, par exemple, les viols de Nanjing, rappellent étrangement la manière dont une partie de la gauche américaine a été prête à fermer les yeux sur l'impérialisme russe, qu'il s'agisse des atrocités commises en Tchétchénie, des atrocités commises par l'intervention russe aux côtés du régime tyrannique d'Assad lors du soulèvement démocratique syrien, ou plus récemment, lors de l'invasion de l'Ukraine. L'incapacité à comprendre les objectifs du régime de Poutine rapproche dangereusement certains segments de la gauche de la position adoptée par ceux qui voyaient dans l'empire japonais le salut du monde colonial et semi-colonial.

Le point de vue selon lequel «l'ennemi de mon ennemi est mon ami» ne doit pas être aussi extrême que celui de ceux qui auraient collaboré avec l'impérialisme japonais et/ou l'auraient justifié. Dans l'environnement de l'après-guerre, les mouvements de libération nationale et les projets populistes nationaux (pour reprendre le terme de feu Samir Amin) dans le Sud ont souvent été profondément influencés par le mouvement communiste international et, plus généralement, par la politique de gauche. De nombreux dirigeants de ces mouvements ont été formés par l'URSS, la Chine et, plus tard, Cuba, entre autres.

Ces mouvements nationalistes du Sud ont souvent cherché à devenir indépendants à la fois des États-Unis et de leurs alliés et de l'URSS et de ses alliés. Ces mouvements ont affirmé la nécessité de l'indépendance et de la liberté, mais dans un trop grand nombre de ces pays, les mouvements sociaux de libération n'ont pas réussi à mettre en œuvre un programme de transformation complète.

Les dirigeants de certains de ces États, par exemple Kadhafi en Libye et Mugabé au Zimbabwe, ont choisi de marcher sur la corde raide de la guerre froide, alternant leurs allégeances et protégeant leurs intérêts entre le bloc dirigé par les États-Unis, l'URSS et, dans certains cas, la Chine, tout en proclamant leur «non-alignement». Sur le plan interne, leurs projets étaient très mitigés. Une dépendance excessive à l'égard de l'exportation de matières naturelles, par exemple, le pétrole, a permis de soutenir, pendant un certain temps, certains des projets populistes nationaux. Compte tenu de l'inégalité des investissements économiques nationaux, de l'incapacité à redistribuer les richesses et du manque de diversité économique, sans parler de l'ambivalence – dans le meilleur des cas – du pouvoir populaire, cela s'est révélé très risqué.

Ainsi, il y avait des régimes qui avaient une rhétorique de gauche ou orientée à gauche, en particulier sur les questions internationales, mais qui, sur le plan intérieur, suivaient une voie différente et souvent non révolutionnaire/non radicale. En fait, ils pouvaient être carrément répressifs. Le Zimbabwe en est un bon exemple : le gouvernement Mugabé a accepté l'ajustement structurel, même si c'était contraire à la politique déclarée du gouvernement et du parti politique au pouvoir. Face à la protestation, le gouvernement a exercé sa répression. Plus récemment, un phénomène similaire s'est manifesté au Nicaragua avec la coquille de l'ancien FSLN (sandinistes) qui reste à la tête du pays et suivant une approche très conservatrice des questions sociales et économiques, sans parler de la répression de toute dissidence.

Une grande partie de la gauche américaine a été influencée par la rhétorique des régimes prétendument anti-impérialistes d'une manière comparable à celle de tant de forces politiques de la période d'avant 1941 qui étaient influencées par la rhétorique «anti-impérialiste» de l'impérialisme japonais. Ce n'est qu'en creusant que l'on pouvait commencer à se faire une idée plus exacte de la réalité.

Il est difficile de savoir combien de fois la gauche américaine devra réapprendre cette leçon. Dans les années 1970, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) s'est présentée à la gauche américaine comme un mouvement de libération nationale dirigé par des marxistes-léninistes. Lorsque les Portugais se sont retirés de l'Angola, en 1975, l'Unita a démontré qu'elle était plutôt l'alliée du régime d'apartheid sud-africain et ennemie du progrès. Pourtant, elle avait réussi à influencer de nombreux militants noirs jusqu'à ce moment-là. L'absence d'une analyse concrète a donné lieu à des conclusions erronées.

REGARDER L'UKRAINE, REGARDER LE MONDE

Les conclusions à tirer sont simples. Tout d'abord, il faut partir des faits sur la base d'une analyse concrète. Examinez, en particulier, les facteurs sur le terrain qui sont essentiels pour comprendre une situation. Cela signifie examiner l'état de la lutte des classes et des autres luttes contre l'oppression.

Une deuxième conclusion est que les forces extérieures ne peuvent pas conduire à la libération, même avec les meilleures intentions du monde. Cette conclusion a été tirée par les bolcheviks russes en 1921 lorsqu'ils ont cherché à étendre la révolution russe en envahissant la Pologne. Plus précisément, les conditions d'une révolution n'étaient pas réunies en Pologne et l'Armée rouge n'aurait rien pu y faire, si ce n'est – si elle avait réussi – imposer sa volonté. En effet, après la Seconde

Guerre mondiale, c'est précisément ce qui s'est passé dans les pays d'Europe de l'Est qui ne s'étaient pas libérés (la Yougoslavie et l'Albanie l'avaient fait, cependant).

La troisième est qu'une invasion doit immédiatement être passée au crible du droit international et de la question nationale. Le droit international, en particulier après la Seconde Guerre mondiale, est clair au sujet des guerres d'agression, et c'est précisément la raison pour laquelle la réponse des États-Unis à l'invasion russe de l'Ukraine est hypocrite si on la compare à leur position sur l'occupation israélienne des territoires palestiniens et l'imposition de l'apartheid, ainsi que par rapport à l'occupation marocaine des deux tiers du Sahara occidental.

Une quatrième conclusion est que Poutine a œuvré plus que tout autre dirigeant dans le passé récent au renfort de l'OTAN. Au moment où nous écrivons ces lignes, la Suède et la Finlande envisagent la possibilité d'entrer dans l'OTAN. L'OTAN était elle-même la cible de divers mouvements sociaux en Europe qui, à juste titre, la considéraient comme inutile et belliqueuse. Nous sommes aujourd'hui dans une situation où l'on fait l'éloge de l'OTAN et où les budgets militaires du monde occidental sont augmentés – au lieu d'être réduits – au détriment de ressources dont on a désespérément besoin pour des questions sociales et qui se retrouvent négligées au profit du canon. En outre, l'invasion russe a constitué un revers pour les efforts visant à faire face à la catastrophe climatique, avec des appels plus importants aux combustibles fossiles plutôt que des efforts visant à éliminer l'utilisation de ces combustibles (et à éliminer leur industrie !).

Une cinquième conclusion est que le régime de Poutine accentue la menace de guerre nucléaire. Par le biais de références biaisées à des mesures de rétorsion majeures et par l'affichage de menaces intercontinentales, le régime de Poutine met en scène ce qui ne peut être considéré que comme un jeu insensé avec l'OTAN […]. Cela peut s'apparenter à la célèbre référence de Richard Nixon selon laquelle il était dans l'intérêt des États-Unis que l'URSS et la Chine le considèrent un peu comme un fou. Le problème est que lorsque l'on est perçu comme fou, les réactions potentielles sont nombreuses. L'une d'entre elles consiste à relancer la course aux armes nucléaires, dont les conditions sont particulièrement favorables au vu des différents traités dont l'ancien président Trump s'est retiré.

Outre les questions de droit international et les menaces d'une nouvelle escalade, il est d'une importance vitale d'identifier la relation historique entre les belligérants. Compte tenu de la longue histoire de la domination russe sur l'Ukraine, y compris ce qui ne peut être décrit que comme une relation coloniale à certains moments, l'invasion russe ne peut pas être considérée comme une étape bienveillante d'une partie autrement désintéressée. Il s'agit plutôt de l'acte d'agression d'une puissance qui a historiquement occupé et opprimé le peuple ukrainien.

En ce sens, la gauche doit se tenir aux côtés du peuple ukrainien contre l'agression et contre l'occupation. Il ne s'agit pas d'encourager une prétendue « lutte jusqu'au dernier Ukrainien » – comme si les Ukrainiens n'étaient que de stupides marionnettes entre les mains des étrangers – mais, au contraire, de soutenir la lutte des Ukrainiens contre l'agression et pour l'autodétermination, y compris le droit à l'autodéfense.

La solidarité avec les Ukrainiens ne consiste pas à soutenir l'Occident et sa position hypocrite sur la question de savoir quand une occupation est une occupation. Se tenir aux côtés des Ukrainiens est un acte de solidarité internationale avec les opprimés. Et cette solidarité doit également inclure la solidarité avec ceux qui, en Russie, s'opposent à la répression et à l'agression du régime Poutine.

Pour paraphraser l'évêque Desmond Tutu, il n'y a pas de place pour la neutralité face à l'oppression. Ou, pour le dire d'une manière différente, mais tout aussi familière, travailleurs et peuples opprimés du monde entier, unissez-vous !

Bill Fletcher, Jr. est écrivain et syndicaliste. Bill Gallegos est l'auteur de *The Struggle For Chicano Liberation.* Jamala Rogers est une militante socialiste qui milite aussi avec le mouvement libération noire. Publié dans *New Politics,* 11 mai 2022.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 8, 7 JUIN 2022

POUR UN ANTICAPITALISME À VISAGE HUMAIN ADRESSE À MES AMI·ES RADICAUX·ALES

DANIEL GUERRIER

> « Assurément, un peuple qui capitule devant l'ennemi venu de l'extérieur est un peuple indigne, tout comme est indigne le parti qui capitule devant l'ennemi intérieur », Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie,* Spartacus, 1994, p. 121.

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe sur décision de Vladimir Poutine a sidéré tous les milieux y compris celui des anticapitalistes les plus radicaux. Il s'en est ensuivi des débats forts intéressants et doctes sur l'analyse de la situation et sur la solidarité ou pas avec la résistance ukrainienne dans les petits groupes les plus radicaux, allant des communistes de conseils, des luxemburgistes, des bordiguistes aux tenants de l'autonomie ouvrière en passant par les communisateurs et les anarchistes-communistes. Nombre des arguments théoriques ne me sont pas étrangers étant donné mon compagnonnage non sectaire avec ce milieu depuis plus d'un demi-siècle, et sur le principe j'en partage la plupart. Et pourtant…

Se refuser de tomber dans les ornières de l'« humanisme gnan-gnan », comme le rapportait un ami, au nom d'un « guerre à la guerre » de bon aloi et de « Ni avec l'OTAN ni avec Poutine » au nom du refus de choisir entre la peste et le choléra m'a, moi aussi, sidéré ; car pas avec l'OTAN, d'accord sur le principe – dont nous avons en son temps réclamé la dissolution au moment de celle du pacte de Varsovie ; et pas avec Poutine, satrape dictateur plus tsariste que descendant du bolchevisme, d'accord ; mais les Ukrainien·nes, on les regarde s'entasser dans des abris ou pire se décomposer au bord des routes ?

En premier lieu, l'humanisme n'est pas un crime ni même un défaut. Même un Karl Marx et son compère Engels, tout à leur chère « critique critique » (dont se moquait Jenny), étaient des humanistes, car, dans la négative, quelle aurait été le moteur de leur énergie en vue de l'émancipation individuelle et collective ? N'oublions pas que Marx avait fait son mantra de la maxime de Térence : « Rien de ce qui est humain ne m'est étranger. » Soutenir des personnes en lutte pour leur droit à l'existence, leur liberté et leur dignité n'a rien à voir avec un quelconque alignement sur tel ou tel camp ! Et qui plus est, comme le rappelait mon ami Christian Mahieux dans son éditorial du volume 7, le soutien ne peut être que critique (rester solidaire tout en se réservant le droit de critiquer) et en aucun cas inconditionnel (dans une sorte de paternalisme malsain) car il n'existe aucune lutte qui soit propre sur elle à 100 % !

Au nom d'une pensée toute manichéenne et d'un purisme théorique, nous n'aurions pas dû par le passé et nous ne devrions pas au moment présent être solidaires de nombreux combats parce qu'entachés de tares irrémédiables. Mais de telles luttes chimiquement pures n'ont jamais existé et n'existent pas, toutes ont rassemblé et rassemblent un faisceau de données plus ou moins contradictoires sauf « la lutte finale » tant attendue ! Et en rester dans sa tour d'ivoire ne prépare en aucun cas les rapports de force qui seront nécessaires dans cette mère des batailles.

Avant d'évoquer la nécessaire solidarité avec nos camarades contestataires ukrainiens, biélorusses et russes, ce qui ne se confond pas, place pour place, avec le soutien au gouvernement ukrainien dont le libéralisme sur fond d'oligarques locaux ne m'a pas échappé, comme il n'a pas échappé à nos camarades anticapitalistes ukrainiens qui ne nous ont pas attendus pour mener des luttes sociales dans leur propre pays, j'aimerais partager avec vous quelques exemples passés, parmi lesquels nous avons souvent été côte à côte.

Ne fallait-il pas soutenir la lutte du peuple vietnamien d'abord contre la présence coloniale française, puis contre les États-Unis, au prétexte que le Vietminh, au fonctionnement très stalinien, avait exterminé les courants

trotskistes en son sein et que sa victoire allait renforcer le bloc de l'Est ?

Ne fallait-il en aucun cas soutenir la lutte du peuple algérien pour son émancipation au nom des pratiques plus que contestables du FLN et de la lutte fratricide avec leurs frères messalistes (qui fit 10 000 morts en pleine guerre d'indépendance). Mon vieil ami Daniel Guérin, tout indocile qu'il était, a toujours refusé son soutien inconditionnel à l'un ou l'autre camp qui le lui demandaient, tout en leur renvoyant leur qualité d'assassins mais sans pour autant abandonner le soutien à la lutte du peuple algérien, et sans remords de l'avoir fait malgré le vol de l'indépendance sur le poteau par l'armée.

Ne fallait-il en aucun cas soutenir Solidarnosc en son temps (n'en déplaise à ce qu'est devenu Lech Walesa depuis !) au prétexte du soutien appuyé du Vatican et de tous les anticommunistes primaires de l'époque. Il m'en souvient encore de nous retrouver manifestant devant l'ambassade de Pologne avec le Front national à proximité. Et ce ne fut pas si facile d'animer, avec la Syndicat des correcteurs en première ligne, une minorité pro-Solidarnosc dans la CGT de l'époque, encore inféodée à la FSM prosoviétique.

Ne faut-il pas continuer à soutenir la lutte du peuple palestinien pour son émancipation malgré l'état de ses organisations, entre la corruption de son gouvernement et les dérives du Hamas et autre djihad islamique ; ainsi que d'ailleurs de mauvaises fréquentations dans la solidarité comme les Jeunes pour le progrès, chiraquiens, dans les années 1970 ou d'authentiques islamistes antisémites aujourd'hui ! Et d'ailleurs un Rony Braumann a totalement raison de comparer les actuelles sanctions votées officiellement contre la Russie avec l'initiative BDS (Boycott, désinvestissements, sanctions), laquelle était encore considérée récemment comme illégale, jusqu'au récent avis de la Commission européenne. Oui le deux poids deux mesures entre la Palestine et l'Ukraine est insupportable, tout comme l'est aussi le racisme des gardes-frontières polonais devant l'arrivée de non-Ukrainiens de souches fuyant la guerre. Et bien sûr l'accueil médiatisé des réfugiés ukrainiens par ceux et celles qui renvoient à la mer tous les migrants basanés, comme le maire actuel de Perpignan d'extrême droite, me révulse. Tous et toutes doivent être accueillies, il y va de notre humanité. Le fait de n'accepter dans le troupeau que les individus qui nous ressemblent ne témoigne que du reste de notre animalité, avec tout le respect que nous devons aux animaux.

Certes, en Ukraine – qui fut durant des siècles sous le joug de l'Empire austro-hongrois, de l'Empire russe et du Royaume de Pologne –, un courant ultranationaliste prospère sur fond d'admiration pour des figures de la résistance au stalinisme au plus fort de la Grand Famine (Holodomor) qui fit en dans les années 1930 plusieurs millions de morts, devenus de farouches collaborateurs de l'Allemagne nazie, tel un Stepan Bandera (mais qui se verra malgré tout envoyé en camp de concentration à sa déclaration d'indépendance de l'Ukraine en 1941). Et les éléments les plus voyants formèrent en 2004 lors de Maïdan une milice ouvertement néonazie d'une centaine d'hommes, dénommée Azov. Elle sera plus tard intégrée à la garde nationale pour mieux la contrôler et la diluer dans un régiment de plusieurs milliers de toutes tendances qui s'illustrera dans les combats du Donbass dès 2014, avec des méthodes parfois excessives d'ukrainisation de populations russes d'origine sans commune mesure avec un quelconque « génocide », et encore récemment lors de la résistance de Marioupol en vue de fixer les troupes russes. C'est un fait propre à l'histoire de l'Ukraine dont on ne peut pas faire l'économie au risque de ne pas du tout comprendre pourquoi l'armée allemande fut accueillie en libératrice par nombre d'Ukrainiens en 1940. La volonté de Poutine de « dénazifier » l'Ukraine d'aujourd'hui est un sophisme et un alibi pour une tentative d'éradication. Comprendre d'où viennent certains aspects d'une lutte, pour le meilleur ou pour le pire, ne veut en aucun cas dire les accepter, n'en déplaise à un Manuel Valls de sinistre mémoire !

Nous devons nous tenir aux côtés du peuple ukrainien contre l'agression et contre l'occupation, tout comme nous nous devons d'être aux côtés des Russes et des Biélorusses luttant contre leurs régimes dictatoriaux, dans la continuité de la déclaration intitulée « Avec la résistance du peuple ukrainien pour sa victoire contre l'agresseur » publié dans ce

volume 8. Comme le déclaraient les activistes étatsuniens Bill Fletcher Jr, Bill Gallegos, Jamala Rogers dans *New Politics,* le 11 mai 2022 :

> Il ne s'agit pas d'encourager une prétendue lutte jusqu'au dernier Ukrainien – comme si les Ukrainiens n'étaient que de stupides marionnettes entre les mains des étrangers – mais, au contraire, de soutenir la lutte des Ukrainiens contre l'agression et pour l'autodétermination, y compris le droit à l'autodéfense. La solidarité avec les Ukrainiens ne consiste pas à soutenir l'Occident et sa position hypocrite sur la question de savoir quand une occupation est une occupation. Se tenir aux côtés des Ukrainiens est un acte de solidarité internationale avec les opprimés. Et cette solidarité doit également inclure la solidarité avec ceux qui, en Russie, s'opposent à la répression et à l'agression du régime Poutine… Travailleurs et peuples opprimés du monde entier, unissez-vous !

En m'excusant par avance pour ce long pensum, j'aimerais pour finir – et non surtout pas conclure ! – tenter de comprendre ce qui chez vous (et pourtant je partage nombre de vos analyses !) peut en arriver à rester froid devant tant d'horreurs tout en vous donnant raison de ne pas être solidaire de faux, voire mauvais, combats. J'y vois, en toute amitié, une sorte d'attitude quasi psychorigide de fidélité à des principes plus que respectables mais intemporels et désincarnés. Bien sûr vous avez raison de dénoncer les États-Unis, qui ont tout intérêt à ce que cette guerre dure pour mieux exporter leur gaz de schiste, leur pétrole bitumineux et leur blé tout en affaiblissant un impérialisme ennemi sur fond de combats menés par d'autres. Et les fausses solidarités médiatisées du type de celle de l'insupportable BHL se faisant photographier devant des banderoles en français (qu'il a faites fabriquer exprès) à Odessa, sont à vomir tout comme celles issues de l'extrême droite totalement instrumentalisées dans un but politicien. Bien que internationalistes, je vous perçois plus comme a-nationalistes, dans une quasi-incapacité à prendre en compte les nations, au sens étymologique de la « *natio* », à différencier absolument de l'État-nation issu de la Révolution française, en refusant les appartenances de culture, de territoire au seul profit de celle de classe. Et qui plus est dans une recherche de pureté et d'absolu, en fait inexistants dans ce monde, où il faudrait toujours opposer réforme et révolution, l'une des pires calamités de nos mouvements, voir poser le projet en tout ou rien – en général l'aboutissement en est rien ! – alors que tout est dans les rapports de force pour que le compromis soit le plus en faveur de la nécessaire émancipation. Et qui s'occupe aujourd'hui de construire le rapport de force dans les entreprises et les quartiers ? En fait votre attitude sur la réserve, sinon la dénonciation, aurait tout son sens si nous étions dans la mère de batailles à deux doigts de la fin du capitalisme (qui dans l'économie globalisée actuelle, ne pourra advenir que mondialement, et donc pas vraiment pour demain !)

Sans rancune et en amitiés, soyons solidaires de toutes et tous les opprimé·es et exploité·es du monde ; et, dans le cas présent, des peuples ukrainien, russe et biélorusse, sous l'agression pour l'un de l'armée aux ordres de Poutine et sous le pouvoir de dictateurs pour les autres. Notre anticapitalisme commun ne peut pas faire l'économie de ce soutien sans pour autant nous amener à défendre le « monde libre », comme on disait à l'époque de la guerre froide !

Daniel Guerrier a été président des éditions Spartacus.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 9, 30 JUIN 2022

UNE GUERRE ÉTRANGE OÙ ON INTERDIT À L'UKRAINE QUE POUTINE « SOIT HUMILIÉ »

YORGOS MITRALIAS

L'étrangeté de cette guerre de M. Poutine en Ukraine est probablement sans précédent historique. Pourquoi ? Pour toute une série de raisons, dont la première est que, pour M. Poutine, qui l'a conçue et lancée, il ne s'agit même pas d'une guerre mais d'une simple… « opération militaire spéciale », et malheur au citoyen russe qui la mettrait en doute. En effet, quand dans l'histoire mondiale a-t-on vu quelqu'un jeté en prison pour quelques années juste pour avoir appelé « guerre »… la guerre, tout en niant obstinément que… les cochons peuvent voler ?

Ensuite, cette guerre est « étrange » parce que la plupart de ceux qui se déclarent solidaires de la lutte du peuple ukrainien sont en même temps opposés à l'envoi d'armes qui permettraient à ce peuple de se défendre de manière un tant soit peu efficace. En d'autres termes, ils sont solidaires d'eux à condition qu'ils ne puissent pas se défendre, et qu'ils se contentent du rôle… de cadavre héroïque !

Mais les « bizarreries » de cette guerre – qui n'en est pas une – n'ont pas de fin. Par exemple, comment expliquer le fait – sans précédent dans l'histoire mondiale – que les deux pays en guerre n'ont pas les mêmes droits et ne se battent donc pas à armes égales ? C'est-à-dire que tandis que l'un (la Russie qui agresse) a le droit d'avoir une force aérienne, l'autre (l'Ukraine qui se défend) ne l'a pas. Que l'un (la Russie) a le droit de monopoliser le ciel de l'autre (l'Ukraine), tandis que cet autre – qui est en fait celui qui se défend – n'a que le droit de se faire arroser de bombes et de missiles tombés du ciel. Et aussi, alors que la Russie peut avoir et utiliser des armes lourdes de toutes sortes et sans aucune restriction, l'Ukraine qui se défend ne peut utiliser que des armes « défensives » et aucune arme « offensive ». Et en plus, alors que la Russie peut bombarder l'Ukraine en canonnant et en tirant des missiles depuis les territoires russe et biélorusse, il est expressément interdit à l'Ukraine de riposter en frappant des cibles à l'intérieur de la Russie et du Bélarus, etc.

Mais le plus « étrange » dans cette guerre, n'est pas que l'Ukraine ait été soumise à toutes ces restrictions scandaleuses de son droit (inaliénable) à se défendre comme elle l'entend. Le plus « étrange », c'est surtout que tous les gouvernements occidentaux et tous les médias occidentaux non seulement soutiennent ces « restrictions », qui n'ont aucun précédent dans l'histoire des guerres, mais les présentent en permanence comme évidentes, allant de soi, indiscutables et incontestables ! Et le résultat de cette situation scandaleuse est que lorsque Zelensky ose défier l'une de ces « restrictions », par exemple, en demandant des avions pour protéger ses villes et leurs habitants, non seulement sa demande est instantanément rejetée, mais elle est également qualifiée d'inappropriée et… « dangereuse »…

La raison de ce traitement « étrange » de l'Ukraine par les ennemis, et surtout par les amis, s'est fait connaître progressivement, au fil du temps, et seulement à partir du moment où la possibilité d'un échec ou même d'une défaite de l'« opération militaire spéciale » russe a commencé à être envisagée : l'Ukraine n'a droit qu'à une défense de basse intensité contre l'invasion russe parce que… « le président Poutine ne doit être ni vaincu ni humilié » ! Et pas seulement ça. Les partisans de cette position qui ne sont pas seulement des réactionnaires avérés comme Orban ou le vieux zombie qu'est Kissinger, mais aussi des démocrates néolibéraux plus présentables, comme tous les dirigeants occidentaux, Macron en tête, ne cessent d'affirmer avec une insistance croissante qu'« il doit y avoir une porte de sortie pour Poutine », une proposition qui lui permette de gagner quelque chose dans cette guerre afin d'éviter d'affronter ses compatriotes les mains vides au moment du décompte final. Et tout cela pour qu'il ne soit pas évincé et pour qu'il reste au pouvoir, ce

qui est d'ailleurs ce qu'ils souhaitent tous publiquement ! Et pour atteindre cet objectif, non seulement ils commencent à « conseiller » de plus en plus instamment à Zelensky d'abandonner sa « rigidité » actuelle, de devenir plus « réaliste » et d'accepter de donner à Poutine une partie de son pays. Mais ils ont aussi le culot de commencer à discuter entre eux quelle partie de l'Ukraine ils pourraient céder, ces impérialistes occidentaux (!), à Poutine, dans le dos des Ukrainiens et de leur gouvernement !

Bien que nous ayons ici un cas carabiné de l'interventionnisme et du paternalisme impérialiste le plus scandaleux, il y a peu de gens de gauche qui osent faire ce qui va de soi, à savoir le dénoncer publiquement, comme il le mérite. Et malheureusement, sont encore moins nombreux ceux qui osent soutenir le droit encore plus évident et élémentaire des Ukrainiens – qu'ils défendent bec et ongles – de se battre jusqu'au bout et par tous les moyens contre les envahisseurs russes, en décidant eux-mêmes librement et démocratiquement, et sans aucune ingérence étrangère hostile ou « amicale », de l'avenir de leur pays et des personnes qui y vivent !

En fait, un regard sur le passé très récent montre que l'attitude actuelle de l'Occident à l'égard de la Russie n'est pas surprenante, mais, contrairement à ce que pensent certains poutinistes plutôt naïfs, elle s'inscrit dans la continuité de sa position ferme en faveur du développement sans entrave de ses relations économiques avec ce pays, véritable eldorado pour ses capitalistes. En effet, rappelons-nous quelles ont été les premières réactions de tous ses dirigeants (Biden, Macron, Johnson…) dans les heures et les jours qui ont suivi l'invasion russe en Ukraine : ils ont suggéré à Zelensky de l'exfiltrer d'Ukraine, car eux-mêmes et les médias de leur pays croyaient fermement que l'occupation de Kyiv, et du pays entier, par l'armée russe était une question de quelques jours.

Tout a changé lorsque Zelensky a exhorté ses compatriotes à résister, en répondant à la proposition de Biden par la phrase désormais historique : « La bataille sera menée ici, en Ukraine. J'ai besoin d'armes, pas d'un taxi ! » Et en effet, c'est parce que le peuple ukrainien a résisté et résiste encore bec et ongles, provoquant une vague de sympathie et de solidarité sans précédent dans l'opinion publique internationale, qu'il a de fait forcé les gouvernements occidentaux à faire quelque chose qui n'était pas dans leur agenda et qui était radicalement différent de la passivité dont ils ont fait preuve lorsque Poutine a occupé et annexé la Crimée en 2014 : soutenir l'effort de guerre de l'Ukraine et imposer des sanctions économiques de plus en plus sévères à la Russie de Poutine et à ses oligarques.

Cependant, avec le temps, et surtout ces dernières semaines, nous sommes témoins des efforts de plus en plus intenses et orchestrés de la plupart des gouvernements occidentaux pour « s'entendre » avec Poutine. Et ce, quitte à entrer en conflit public avec Zelensky, désormais contraint de dénoncer quotidiennement, voire nommément, les dirigeants occidentaux (Macron, Scholz, Draghi, …) qui, mus – comme il le dit – par « leurs intérêts économiques immoraux », flirtent désormais ouvertement avec Poutine, alors même que celui-ci est en train de noyer l'Ukraine dans le sang et de la réduire en ruines.

Bien sûr, une « bizarrerie » supplémentaire de cette guerre est que tout cela semblera… inconcevable et hors de question à la plupart de la gauche poutiniste et poutinisante qui aime découvrir chez l'obscurantiste super-réactionnaire Poutine et son régime fascisant des vertus anti-impérialistes qui n'ont pas et ne peuvent pas avoir. Le résultat est que cette gauche se passionne pour une guerre en Ukraine qui n'a rien à voir avec la réalité : l'Occident nourrirait une haine mortelle de la Russie et de l'« anti-impérialiste » Poutine qui serait bien dans son droit quand il veut « dénazifier » Zelensky et ses Ukrainiens ! Et quand la réalité ne convient pas à ses délires géopolitiques, cette gauche sait ce qu'il faut faire : elle étend la réalité sur son lit de Procuste et la taille en conformité avec ses « théories » préconçues, n'hésitant pas à raconter les pires bobards. Comme elle l'a fait, par exemple, avec le combattant ukrainien d'« origine grecque Mihalis » du bataillon Azov, qui s'est adressé aux députés grecs lors du discours du président Zelensky devant le Parlement grec. Depuis ce jour (7 avril 2022) et jusqu'à sa mort sur le champ de bataille, toute la gauche parlementaire et extraparlementaire grecque, et avec elle tous les médias grecs, n'ont utilisé que le

mot « néonazi » pour décrire ce « Mihalis d'origine grecque »

Mais le malheureux Mihalis était-il vraiment un « néonazi » ? Nous devons admettre que nous ne savons rien des convictions politiques de ce « Mihalis » et nous supposons – plutôt raisonnablement – que tous ceux qui l'ont si facilement qualifié de « néonazi » ne savent rien non plus. La seule chose dont nous disposons pour nous faire une opinion, ce sont les quelques mots qu'il a adressés aux parlementaires grecs. Voici donc le texte du discours de Mihalis, que tous ceux qui lui ont collé l'étiquette de « néonazi » n'ont pas daigné publier :

> Je m'adresse à vous en tant que Grec. Je m'appelle Mihalis, mon grand-père a combattu dans la guerre contre les nazis et a été blessé trois fois. Je suis né à Marioupol et j'ai participé à la défense de la ville contre les nazis russes. Je ne parlerai pas des difficultés que rencontrent ceux d'entre nous qui participent à la défense ukrainienne par le biais du bataillon Azov, ça c'est mon devoir envers ma ville, mon devoir d'homme, mais je voudrais vous parler des conditions désastreuses dans lesquelles se trouve la paisible Marioupol. Une très grande partie de la ville est grecque et d'origine grecque, et la Grèce a toujours été à ses côtés. Aujourd'hui, Marioupol a été détruite à 90 % par les nazis russes par des bombardements quotidiens Depuis le 1er mars, la ville est encerclée par les nazis russes et nous sommes restés sans eau, sans électricité et sans nourriture pendant un certain temps. Compatriotes, nous avons une ville où des milliers de personnes vivent et où des milliers de personnes meurent, alors aidez-nous s'il vous plaît.

Nous pensons que quelqu'un qui parle comme le Marioupolitain Mihalis ne semble pas être un « néonazi ». Mais, acceptons que nous ne sommes pas très impartiaux. Que devrait faire toute personne raisonnablement sérieuse et impartiale en entendant ce que dit Mihalis ? Au minimum, elle trouverait que quelque chose ne va pas dans la caractérisation de Mihalis comme « néonazi », et qu'elle devrait donc approfondir la question, se demander si ce qu'on lui dit est vrai, et bien sûr arrêter de coller l'étiquette de « néonazi » à Mihalis à la légère. Malheureusement, rien de tout cela n'est arrivé. Au lieu de cela, a été préférée la « solution » habituelle du mensonge éhonté, sans tenir compte du fait que cela, outre la vérité historique, met en pièces la réputation et – maintenant après sa mort – la mémoire d'un courageux patriote ukrainien, tombé en défendant héroïquement sa ville […]

Yorgos Mitralias est journaliste et l'un des fondateurs du Comité grec contre la dette. Du même auteur : « La gauche poutinisante, ses monstruosités et la question nationale ukrainienne », www.europe-solidaire.org/spip.php?article62350.

L'ABSTRACTION CONTRE LE DROIT DES PEUPLES

DIDIER EPSZTAJN

À force d'abstraction, certain·es inventent une géopolitique dénuée d'êtres humains, et semblent, en particulier, oublier les Ukrainien·nes bombardé·es, massacré·es, déporté·es, réfugié·es et aussi résistant·es… C'est pourtant le présent et l'avenir des populations ukrainiennes qui devraient être au centre des politiques posées par le crime d'agression.

Comme hier les populations vietnamiennes, irakiennes ou libyennes assaillies et meurtries par les armées étasuniennes, les populations afghanes par les armées « soviétiques » puis américaines avant celles des talibans, comme les populations birmanes ou syriennes détruites par leurs propres dictateurs (avec, ne l'oublions pas, l'appui du gouvernement russe), les populations ukrainiennes agressées font face aux armées de l'État russe réellement envahissantes et criminelles.

Le refus russe de dire la guerre devrait nous rappeler celui de l'État français contre les populations algériennes luttant pour leur autodétermination. Les gouvernements impérialistes contestent toujours, y compris par les armes, le droit à la décolonisation. Les populations ainsi agressées ont le droit de se défendre par tous les moyens efficaces et nous devons, ici

et ailleurs, nous positionner clairement pour rendre concret ce droit et effectifs les moyens de ces résistances.

Nous savons que la militarisation des sociétés est un frein aux processus d'émancipation. Nous connaissons la place du complexe militaro-policier dans le fonctionnement du capitalisme, la concurrence exacerbée entre impérialismes dans le cadre d'une mondialisation sur le dos des peuples. La guerre de Poutine a de dramatiques conséquences sur l'alimentation mondiale, sans oublier l'amplification de la dégradation climatique. Est-ce une raison pour perdre le fil d'un raisonnement politique et adopter une position de type munichoise (les concessions territoriales à Hitler – l'abandon de la Tchécoslovaquie – n'ont pas permis d'éviter la Seconde Guerre mondiale). Comment ne pas conseiller la relecture du texte d'Étienne Balibar, « Le pacifisme n'est pas une option ».

Les rouges-bruns, les néocampistes et leur anti-impérialisme des imbéciles soutiennent ou justifient les actions de Vladimir Poutine au nom de la critique de l'impérialisme américain ou de l'OTAN. De leur point de vue, les populations ukrainiennes ne sont jamais des sujets de droit, des sujets autonomes, de libres citoyen·nes. Cette négation des Ukrainien·nes se double de la négation même des réalités impérialistes et colonisatrices de l'État russe, en droite ligne de leur soutien apporté aux dictateurs et leurs politiques criminelles – que cela soit Staline, les Khmers rouges, Bachar el-Assad, pour ne citer qu'eux.

S'ajoute aujourd'hui aux fracas mensongers une musique qui n'est pas sans évoquer celle d'un certain esprit munichois. […]

Nous partons des résistances et des mobilisations pour un autre avenir que celui dressé par le fracas des armes, sans rien céder sur le droit des populations ukrainiennes, ni de celles et ceux bélarussses ou russes qui s'opposent aux pouvoirs militarisés. Il ne s'agit donc ni de raisonner Vladimir Poutine ou d'autres, ni de discours sur la rationalité de la paix, ni de négociations sous le feu des armes de l'armée russe.

Réconcilier la morale et la politique ne peut se faire sur les cadavres ukrainiens !

Didier Epsztajn est membre des Brigades éditoriales de solidarité et animateur du blog Entre les lignes entre les mots

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 11, 6 SEPTEMBRE 2022

LA GAUCHE DOIT SORTIR DE SON SILENCE SUR LA GUERRE EN UKRAINE

STEFAN BEKIER

La majorité de la gauche en France – on laissera de côté les secteurs qui ouvertement soutiennent Poutine – condamne cette guerre d'agression de l'impérialisme russe, demande le retrait des troupes russes de l'Ukraine. Mais en même temps reste comme paralysée, aphone, abandonnant le terrain de la défense de l'Ukraine à Macron, à la bourgeoisie.

Les élections présidentielles et législatives sont traditionnellement le moment où l'on débat et confronte les priorités stratégiques, y compris celles concernant la situation internationale. Mais force est de constater que, pour la majorité de la gauche en France, la guerre de la Russie de Poutine contre l'Ukraine ne faisait pas partie des priorités stratégiques pendant ces élections. Probablement, pour éviter que les très importantes divergences sur cette question entre les différentes composantes de la coalition de la gauche Nupes n'apparaissent au grand jour pendant la campagne électorale, et n'affaiblissent la toute nouvelle alliance si prometteuse. En particulier, par rapport aux positions très controversées d'une partie de la gauche sur l'Ukraine et la Russie depuis l'annexion de la Crimée et l'invasion du Donbass en 2014. À tel point que pendant les élections

le sujet à pratiquement disparu au sein de la gauche.

Tout comme d'ailleurs – notons-le en passant – également à l'autre bout de la scène politique, au sein de l'extrême droite néofasciste du Rassemblement national. C'est le principal allié politique de Poutine en France et en Europe de l'Ouest, laudateur et redevable de son régime dictatorial. Voyant qu'un soutien de l'invasion de l'Ukraine pourrait lui coûter très cher en perte d'électorat, Le Pen a préféré opérer un repli tactique et exécuter une acrobatie électoraliste avec virage à 180° pour faire croire à ses électeurs qu'elle condamnait l'invasion de l'Ukraine. Et donc elle a préféré ne plus rien dire sur le sujet pendant les élections.

Le programme partagé de 650 propositions de la coalition de gauche Nupes, dans le chapitre 8 intitulé « Union européenne et international », propose pourtant de : « Défendre la souveraineté et la liberté de l'Ukraine et du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières, dans un contexte international de tensions et de guerre sur le continent européen et face aux crimes de guerre décidés par Vladimir Poutine. » Cette phrase est juste. Mais le problème est que, […] pendant les élections même cette phrase est restée lettre morte. […].

Pour tenter de justifier ce silence, certains à gauche sont même allés jusqu'à servir une bien étrange explication : les affaires internationales seraient du domaine du président de la République, de Macron donc, à qui ils laissaient le soin de s'occuper du dossier ukrainien. Pour une gauche qui ne cesse de dénoncer le présidentialisme monarchique et le manque de pouvoir de l'Assemblée nationale, c'est un stupéfiant abandon à Macron de ce dossier international brûlant. Disons-le nettement : ce silence de la Nupes – de ses quatre alliés, de ses candidats et de ses députés élus – constitue sa principale faiblesse, son talon d'Achille. Tout simplement parce que ce silence concerne quand même la question centrale aujourd'hui, la plus urgente, la plus effrayante, à savoir celle de la plus grande et la plus destructrice guerre depuis la Seconde Guerre mondiale en Europe. Une guerre menée depuis plus de quatre mois contre l'Ukraine, deuxième plus grand pays d'Europe, par la Russie de Poutine, le plus grand pays d'Europe ! […]

CERTAINES IDÉES À GAUCHE QU'IL FAUT DISCUTER ET CLARIFIER

Je vais en signaler seulement quelques unes, brièvement.

« Il faut la paix et l'arrêt des hostilités ». C'est une évidence. On ne peut qu'être d'accord. Mais le problème est qu'une paix doit être juste. Et la première condition d'une paix juste en Ukraine est le retrait des troupes russes de tout le territoire de ce pays. Sinon, ce sera une paix impérialiste, une paix d'annexion de territoires (la Crimée, le Donbass, autres régions peut-être). Certains à gauche y ajoutent qu'il faudrait « revenir aux accords de Minsk » de 2014 et 2015. Or, ces accords n'ont pas marché précisément parce que les processus électoraux qu'ils prévoyaient dans le Donbass devaient se tenir avant *(sic !)* le retrait des troupes russes et des unités paramilitaires mercenaires russes, autrement dit sous l'occupation russe. Et c'est la France et l'Allemagne, Hollande et Merkel, qui avaient fait pression à l'époque pour que l'Ukraine accepte ces conditions. […]

La gauche doit soutenir clairement et ouvertement le droit à l'autodétermination de l'Ukraine, donc en premier lieu le droit de se défendre militairement devant l'agresseur – et ceci par tous les moyens à sa disposition. La gauche doit affirmer haut et fort que l'Ukraine et son peuple mène une guerre de libération nationale, et devrait se mobiliser massivement en leur défense, à l'exemple de ce qui a été fait contre la guerre impérialiste américaine au Vietnam dans les années 1960 et 1970.

Une autre proposition qui revient régulièrement à gauche, c'est « une conférence internationale sur les frontières ». Une ou des conférences internationales seraient bien sûr utiles, mais toujours et encore à la condition première que leur base, leur préalable, soit le retrait des troupes de Poutine de l'Ukraine. Sinon, ce sera forcément une conférence, où les grandes puissances vont négocier avec Poutine le tracé des frontières d'une Ukraine amputée d'un cinquième ou d'un quart de son territoire – probablement au crayon et à la règle, comme aux 19e et 20e siècles lors

des partages des colonies et des zones d'influence.

Les promoteurs de cette proposition ajoutent aussi qu'à « la suite de l'effondrement de l'URSS, il n'y a eu aucune négociation sur les frontières », fait, selon eux, sans précédent dans l'histoire moderne. Et que c'était donc une très mauvaise chose. Mais ce qui n'a pas l'air de susciter l'intérêt des partisans de cette thèse étrange, c'est que ce sont des peuples entiers qui se sont libérés en deux-trois ans de l'oppression russe à partir de la chute du Mur de Berlin en 1989, au travers de toute une chaine de révolutions démocratiques en Europe centrale et orientale et dans l'ex-Urss, en Ukraine également.

Les puissances occidentales n'avaient pas à négocier on ne sait quels tracés de frontières. Ce sont ces peuples qui – dans leurs frontières historiques – se sont libérés de la tutelle coloniale du Kremlin. Les impérialismes occidentaux ne voulaient pas de ces révolutions, tout comme ils ne voulaient pas de réunification de l'Allemagne. Ils tentaient de négocier des « réformes » avec ces diverses dictatures bureaucratiques, comme Helmut Kohl et François Mitterrand avec Mikhaïl Gorbatchev entre 1987 et 1990. Mais ils ont dû reculer et accepter, non sans arrière-pensées bien sûr, les résultats de ces révolutions populaires, démocratiques, et par là même toutes les nouvelles frontières. Bref, ils ont dû se résigner à accepter l'exercice pratique par tous ces peuples de leur droit de décider de leur sort, de leur droit à l'indépendance, à l'autodétermination nationale.

Là où toute la gauche pourrait peut-être se mettre d'accord, c'est pour proposer et mettre en œuvre un nouveau système de sécurité collective, qui serait basé sur l'ONU. Mais une ONU qui a besoin d'urgence d'être réformée de fond en comble. […]

Il faudrait une véritable refondation de l'Organisation des Nations unies, pour qu'elle puisse remplir son rôle de garant de la paix et de la sécurité dans le monde, et de cadre international organisant la coopération pacifique entre tous les peuples. Cette refondation devrait s'opérer sur la base des idées de base et les principes fondateurs contenus dans la Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des droits humains adoptés à la sortie de la Seconde Guerre mondiale. Principes qu'il faudrait dépoussiérer, actualiser et adapter aux conditions d'aujourd'hui. Ces principes sont régulièrement violés et même carrément mis aux oubliettes à cause de la domination insupportable exercée sur une ONU de 193 pays membres par cinq États, lesdites « grandes puissances » et membres permanents du Conseil de sécurité, disposant chacune du droit de véto.

La condition première, impérative, d'une telle refondation est d'abandonner enfin ce système paralysant de droit de veto, ce que réclament d'ailleurs depuis des années des voix de plus en plus nombreuses à travers le monde.

Le Conseil de sécurité devrait être responsable devant l'assemblée générale de tous les pays membres de l'ONU, 193 aujourd'hui. Le Conseil de sécurité doit cesser de dépendre des marchandages entre ces cinq « grandes puissances » impérialistes qui se partagent le monde et lesdites « sphères d'influence ».

Il faut rétablir le principe de l'égalité entre les peuples en appliquant ce mécanisme pourtant simple : un pays – une voix.

Il faut procéder à une réforme radicale et urgente des Casques bleus, pour qu'ils redeviennent ce pour quoi ils ont été constitués. À savoir, comme dit leur nom, une « force de maintien de la paix des Nations unies », destinée à protéger les populations civiles dans les zones de guerres et à servir aussi de forces d'interposition entre les belligérants.

Aucune intervention militaire dite légitime ne doit se faire sans l'aval et le vote de l'ONU.

Des moyens financiers exceptionnels doivent être débloqués pour que l'ONU puisse remplir son rôle. Tout comme ses organisations spécialisées, comme par exemple la FAO – face à l'ignoble chantage de Poutine à la faim mondiale, avec le blocage des céréales ukrainiennes, ou l'OMS – pour la lutte contre la pandémie du Covid, et autres. […]

DES REVENDICATIONS QUE LA GAUCHE DEVRAIT METTRE EN AVANT

Des armes en quantité et qualité suffisantes. Jusqu'à juin, les autorités ukrainiennes signalaient que 10 % seulement des armes modernes promises par les pays de l'Ouest ont été réellement fournies à l'Ukraine. Selon Sotsialnyi Rukh, la plupart des armes fournies

dans les premiers mois étaient anciennes et obsolètes, notamment de la part des États-Unis, et donc peu efficaces face à la puissante armada russe, la deuxième du monde. Depuis, la situation s'est améliorée, mais les livraisons restent toujours insuffisantes pour permettre à l'Ukraine de forcer les armées impérialistes russes à quitter les territoires envahis et provisoirement occupées.

Dans un entretien publié le 7 juin sur le site de Workers' Liberty, Vladislav Starodoubtsev a avancé une proposition importante, visant à relier les luttes menées à l'Est et à l'Ouest : « Vous voulez démilitariser à l'Ouest. Très bien, alors d'abord envoyez vos armes en Ukraine, et ne les remplacez plus par de nouvelles ». Et j'ajouterais pour ma part que les pays de l'Ouest – notamment la France ! – devraient arrêter d'envoyer toutes ces armes hypersophistiquées à des régimes sanguinaires, dictatoriaux, comme l'Arabie saoudite, et les rediriger vers l'Ukraine, avec les financements et formations qui vont avec.

SOUTIEN À LA DEMANDE D'ADHÉSION DE L'UKRAINE À L'UE

La gauche devrait soutenir cette demande de l'Ukraine, tout en s'opposant aux conditions économiques néolibérales exigées par la finance occidentale envers les pays d'Europe centrale et orientale et des Balkans. La gauche doit dire clairement que l'adhésion de l'Ukraine à l'UE est un droit démocratique élémentaire, et tout particulièrement de la part d'un pays occupé et dévasté par la soldatesque de monsieur Poutine. Et en même temps, mener une campagne contre la mise en œuvre de programmes d'austérité exigés par les grands groupes industriels et les banques, qui cherchent à l'Est une main-d'œuvre bon marché et des profits mirobolants. Ce serait aussi un moyen bien efficace de relier la lutte du peuple ukrainien pour son indépendance avec nos luttes à l'Ouest contre l'Europe néolibérale. La lutte pour une autre Europe doit se mener conjointement à l'Ouest et à l'Est.

L'annulation de la dette ukrainienne. La gauche française et dans les autres pays de l'Ouest devrait s'emparer de cette question. La gauche ukrainienne nous le demande avec insistance depuis le début de cette guerre. Il faut d'urgence desserrer l'étau mortel de la dette extérieure, dont le paiement est exigé sans états d'âme par les banques occidentales, le FMI et les États membres de l'UE. Plusieurs organisations de gauche d'Ukraine, de Pologne, de Hongrie, de Roumanie, de Tchéquie, de Finlande, de Suède et du Danemark mènent campagne pour l'annulation de la dette ukrainienne et disent : « Au nom de tous les Ukrainiens, nous exigeons l'annulation de la dette. »

Le but est simple : rediriger les énormes moyens financiers engloutis par cette dette et le service de la dette (les intérêts) vers la défense de l'Ukraine et les besoins de la population. Là aussi, nous avons un exemple du lien évident avec nos luttes à l'Ouest contre les dettes illégitimes qui pèsent sur les populations de nos pays.

Pour des sanctions économiques énergiques et efficaces. Un peu plus de place doit être consacrée à la question des sanctions. Les sanctions économiques contre l'impérialisme russe sont absolument indispensables. Il s'agit de paralyser la machine militariste et la folie guerrière déclenchée par Poutine contre l'Ukraine. Et qui menace aussi toute l'Europe et le monde, puisque ce despote devenu totalement irresponsable, brandit maintenant le lâche chantage à la famine mondiale et au cataclysme nucléaire.

Il faut forcer les armées du Kremlin à évacuer tout le territoire de l'Ukraine, qu'elles occupent depuis 2014 et février 2022. Il faut aussi empêcher que l'aventurisme guerrier de Poutine ne débouche sur une catastrophe militaire, écologique, économique et sociale encore plus vaste, européenne et mondiale, comme nous le montrent les sinistres exemples de l'occupation et les tirs de missiles au-dessus de la plus grande centrale nucléaire d'Europe, dans la ville de Zaporijia au bord du Dniepr.

Il faut défendre le droit à l'autodétermination et l'indépendance de l'Ukraine face à la volonté de l'impérialisme russe d'anéantir la nation ukrainienne comme telle – volonté clairement exprimée par Poutine dans ses discours justifiant l'invasion du pays. C'est exactement le même droit à l'autodétermination des peuples envahis et opprimés, que la gauche défend toujours en tant qu'une des ses principales valeurs et objectifs de lutte sur tous les continents.

Avec toutes les différences d'époque et de régimes, la gauche d'aujourd'hui doit défendre ce droit de l'Ukraine comme elle l'a fait par le passé lors de la guerre du Vietnam contre l'impérialisme américain (1965-1975) ; ou lors des guerres coloniales menées par l'impérialisme français contre les peuples indochinois (1946-1954) et algérien (1954-1962) ; ou encore lors de la campagne mondiale contre l'invasion de l'Irak par l'impérialisme américain et ses alliés (2003).

Mais les sanctions, telles qu'appliquées ces derniers mois par les différents gouvernements impérialistes occidentaux, ne sont que très partiellement efficaces, inconséquentes et donc tout à fait insuffisantes.

L'embargo sur les énormes fortunes des oligarques russes – amassées en trente ans de privatisations et pillages en règle de l'économie étatique de l'ex-Union soviétique – n'a été mis en place que de manière marginale. Il n'en a touché pour le moment qu'une toute petite partie, leur nombre étant estimé à environ un millier, et notamment les 70 plus gros milliardaires. Visiblement, les grands capitalistes des pays de l'Ouest et les gouvernements impérialistes qui les protègent – comme les fortunes françaises du CAC 40 – traînent les pieds et exploitent tous les subterfuges juridiques pour éviter ou retarder la confiscation des biens des leurs comparses russes. La raison en est simple : les uns et les autres cachent leurs fortunes dans les mêmes paradis fiscaux à travers le monde et en Europe. Ils se protègent mutuellement.

Le principal parmi ces oligarques, Poutine, qui de surcroît contrôle par son pouvoir étatique, policier et militaire tous les autres oligarques, n'a même pas été inquiété. Sa fortune, dont les estimations vont de quelques milliards à des dizaines de milliards de dollars, semble bien cachée dans un labyrinthe de sociétés-écrans, de prête-noms et de paradis fiscaux. Toutes ces fortunes représentent au moins des centaines sinon des milliers de milliards de dollars. Mises sous embargo et confisquées, elles devraient servir à dédommager l'Ukraine pour les terribles destructions et massacres que ce pays à déjà subi à cause de la folie impériale poutinienne.

Le même problème, encore pire, concerne l'embargo décidé sur le pétrole et le gaz russes, mais dont la mise en œuvre est très partielle (pour le pétrole) sinon constamment repoussée (pour le gaz). À tel point que les 27 pays membres de l'UE, après moult hésitations et atermoiements, ont décidé de ne rien décider concernant le gaz russe à la dernière réunion du Conseil européen.

Or, en continuant à acheter le gaz et le pétrole au Kremlin, les gouvernements impérialistes occidentaux paradoxalement contribuent à financer la guerre de Poutine contre l'Ukraine. Car, ce sont plus d'une centaine de milliards de dollars qui lui ont été payés depuis le début de l'invasion. L'économie russe est un géant sur des pieds d'argile, dépendante qu'elle est de l'export de ses énergies fossiles et des matières premières, pour pouvoir importer des produits et équipements de haute technologie. Un embargo total et conséquent sur le gaz et le pétrole russes serait un moyen efficace et rapide pour obliger Poutine à retirer ses troupes de l'Ukraine. Mais visiblement, dans ce cas aussi, les grands capitalistes occidentaux et les gouvernements qui les protègent n'en veulent pas, car ils tirent de très juteux profits des négoces avec Moscou sur les énergies fossiles.

Pourtant, un tel embargo sur les énergies fossiles russes serait à son tour une opportunité historique pour passer des paroles aux actes et accélérer définitivement l'abandon des énergies fossiles. C'est une question centrale aujourd'hui en matière de lutte contre le changement climatique. La guerre menée par Poutine au cœur de l'Europe et la remilitarisation consécutive à l'Ouest rapprochent dangereusement l'Europe et le monde du bord du proverbial précipice. […]

Stefan Bekier, ancien militant de l'opposition de gauche en Pologne contre la dictature du Parti « communiste », militant d'Ensemble !

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 12, 13 OCTOBRE 2022

TROP, C'EST TROP : LE « DIPLO », L'UKRAINE ET LE CAMPISME

DOMINIQUE VIDAL

Dominique Vidal réagit sur l'éditorial du *Monde diplomatique* daté septembre ainsi que sur l'article de Pierre Rimbert dans l'édition d'octobre.

LES SILENCES CHOQUANTS DU « DIPLO »

Depuis quelques années, *Le Monde diplomatique* manifeste parfois une certaine complaisance vis-à-vis de la Russie de Vladimir Poutine. Comme si le mensuel retombait dans un « campisme » typique des années 1950.

Sauf que la guerre froide est terminée depuis trente ans : le monde d'aujourd'hui voit s'affronter plusieurs impérialismes – l'américain, le plus puissant, mais aussi le russe, le chinois, sans oublier les puissances régionales telles qu'Israël, la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Inde, etc. Il serait absurde de prendre parti pour l'un contre les autres…

C'est ce qui choque à la lecture de l'article de Serge Halimi et Pierre Rimbert, publié en dernière page du numéro de septembre sous le titre « Voluptueux bourrage de crâne ». Il s'agit d'un pamphlet contre la seule propagande ukrainienne et son relais par les médias occidentaux, et notamment français. En revanche, les auteurs ne consacrent, sous leur propre plume, pas une ligne, pas un mot de ce brûlot à Poutine, à sa décision d'envahir la Russie, aux crimes de guerre et contre l'humanité que son armée y commet en série, ni à… sa propagande.

Bref, la critique – évidemment légitime – du biais des médias sert contraste avec le silence – non moins évidemment illégitime – sur la politique belliciste de Moscou.

Mes deux confrères accrochent ironiquement leur texte : « Le président Volodymyr Zelensky, interrogent-ils, est-il aussi rédacteur en chef des médias occidentaux ? » Arrivé à la fin de leur article, que mes amis pourront lire ci-dessous, on serait plutôt tenté, quitte à user du même humour qu'eux, de se demander : « Le président Vladimir Poutine est-il aussi directeur du *Monde diplomatique* ? »

Trêve de plaisanterie. Cet étrange article incite à poser à nouveau une question de fond : oui ou non, les crimes de guerre et contre l'humanité doivent-ils être dénoncés, quels qu'en soient les auteurs ? À moins que Serge Halimi et Pierre Rimbert pensent que les civils bombardés, les innocents torturés, les prisonniers castrés au couteau et les femmes violées par des groupes de soldats ivres – autant d'horreurs dénoncées par les organisations internationales, y compris Amnesty qu'ils citent quand ça leur convient – relèvent de la propagande ? L'adjectif « voluptueux » est en tout cas malvenu…

Dominique Vidal est ancien rédacteur en chef adjoint du *Monde diplomatique*. Post Facebook, 17 septembre 2022. Avec l'aimable autorisation de l'auteur.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 13, 13 OCTOBRE 2022

TRIBULATIONS D'UN BRIGADISTE AU PAYS DE LA CARABISTOUILLE DÉCONCERTANTE

PATRICK SILBERSTEIN

Il n'est guère difficile d'imaginer la stupeur et la colère de la gauche ukrainienne qui, sous le feu des bombes, a pu observer les silences – au mieux gênés, au pire complices – d'une partie significative de la gauche politique ou les prises de position du *Monde diplomatique*. Depuis le premier volume de *Solidarité avec l'Ukraine résistante,* le 3 mars 2022 au huitième jour de l'invasion de l'Ukraine par les troupes de l'impérialisme russe, les Brigades éditoriales de solidarité, constituées à la hâte et pour la circonstance, ont voulu *avant tout* s'adresser à cette gauche ukrainienne pour briser le silence entretenu par une certaine gauche et pour affirmer l'existence à l'échelle internationale d'une *autre* gauche. Une gauche internationaliste qui se tient, contre vents et marées, aux côtés de la résistance ukrainienne face à l'impérialisme russe et qui soutient le droit à l'existence d'une Ukraine libre et indépendante. Une gauche internationaliste pour laquelle la paix passe *avant tout* par le retrait des troupes de la Fédération de Russie de *toute* l'Ukraine, une gauche internationaliste qui défend le droit de cette République, aussi imparfaite soit-elle, à s'armer par tous les moyens nécessaires, une gauche internationaliste qui, est-il besoin de le rappeler, n'oublie pas que d'autres puissances ont leur propre agenda dans cette guerre voulue par la Russie.

Dans les pages de *Solidarité avec l'Ukraine résistante,* nous avons privilégié les expressions des résistances ukrainiennes – et également russes et biélorusses. Cependant, au fil des treize volumes parus, les Brigades éditoriales de solidarité ont publié de nombreux articles, venus d'Europe, des États-Unis, d'Amérique latine et d'Asie, consacrés à la critique de la gauche dite campiste, néocampiste, semi-campiste ou pacifiste. En évitant de confondre les complices avec les myopes ayant des difficultés à appréhender les situations inédites ou inhabituelles.

Nous avons surtout voulu faire entendre les critiques et les interpellations venues d'Ukraine, en espérant que celles-ci, rédigées sous les bombes, dans les caves ou dans les tranchées, parviennent aux oreilles de cette gauche sourde et muette. « Écoutez-nous », « Parlez-nous plutôt que parler de nous », « Essayez de comprendre ce que nous vous disons », telles ont été, depuis le 24 février, les exhortations des gauches ukrainiennes. De *toutes* les gauches ukrainiennes, politiques, syndicales, féministes, anticoloniales, etc.

La guerre ayant duré plus longtemps que prévu, les Ukrainiennes ayant obstinément refusé de céder aux canons de l'impérialisme russe et à ceux des injonctions de ce que Leila al-Shami appelle l'« anti-impérialisme des imbéciles », une partie de ces forces, sans doute sensibles à l'opinion publique qui refuse, malgré tout, de lier la dégradation de son niveau de vie à l'aide apportée à l'Ukraine, a commencé à louvoyer[1]. Il devenait utile pour certaines d'entre elles de se dégager soit d'une complaisance plus ou moins avérée avec le régime poutinien soit d'un neutralisme frisant la non-assistance à peuple en danger.

Cette gauche tente désormais de faire oublier son silence en manifestant haut et fort sa condamnation du satrape de Moscou, devenu un paria sur la scène internationale, tout en omettant *volontairement* (et maladroitement) de manifester aussi haut et aussi fort son soutien au peuple d'Ukraine qui résiste. Peut-on condamner l'agresseur sans, dans la foulée et

1. La lecture chronologique des blogs et le visionnage des propos des différent·es « leaders » de la gauche politique sur les antennes sont tout à fait illustrant de l'évolution de leur posture. Un·e politologue avisé·e en tirerait certainement quelques leçons qui pourraient nous être utiles.

avec la même vigueur, reconnaître à la victime le droit de se défendre et de (sur)vivre ?

Il s'agit donc désormais de brouiller les cartes et pour ce faire, rien de tel que de faire perdre leur sens aux mots[1]. Les appels à la paix, au désarmement, au cessez-le feu immédiat, à la concorde internationale, à l'amitié entre les peuples et à l'internationalisme prolétarien ne sont, souvent, au pire que des masques et des faux-nez et, au mieux, de la logomachie désincarnée, du ripolinage à la va-vite.

Dans un article récent, Yorgos Mitralias note qu'« il a suffi que l'armée ukrainienne avance vers Kherson et s'approche de la Crimée pour que refassent surface les "encouragements" et autres "conseils" des Occidentaux aux autorités ukrainiennes pour qu'elles cessent d'être "inflexibles" et n'insistent pas trop à vouloir recouvrer l'entièreté des territoires occupés par la Russie de Poutine ! ».

Sotsialniy Rukh relève que « l'isolement presque complet de Poutine sur la scène internationale » a été rendu « possible grâce à une campagne internationale de solidarité sans précédent avec l'Ukraine, l'activité de nombreux groupes et politiques du monde entier […]. Ce ne sont pas des conversations téléphoniques et des appels à la paix, mais un isolement complet qui a amené Poutine à penser qu'il perdrait la guerre. »

Alors, non le mot d'ordre du jour n'est pas le cessez-le-feu, mais le retrait *immédiat* des troupes de Poutine de *toute* l'Ukraine. Si l'Ukraine devait négocier, ce serait à ses conditions, au moment où elle le décidera . (Ce fut, rappelons-le, notre attitude à l'époque de la guerre du Vietnam..) Et certainement pas sur la base d'une paix au prix fixé par la Fédération de Russie qui exigera, sans aucun doute, le dépeçage du territoire ukrainien et la pérennisation des pseudo-républiques à sa botte, autoproclamées après des référendums orchestrés par Moscou, dans une quasi-indifférence de la communauté internationale (et de ces gauches complaisantes).

Heureusement, les gauches ukrainiennes ne manquent pas d'air. Elles, qui comptaient encore hier, pour *peanuts* dans les cénacles de gauche, n'hésitent pas à interpeller de manière un tantinet brutale cette gauche qui confond, comme l'écrit Hanna Perekhoda, le 4 août 1914 avec le 14 juin 1940.

Bien qu'il soit extrêmement tentant pour un brigadiste éditorial moyen de se lancer dans une polémique contre ceux qui jouent cette partition, je résisterai à ce penchant. En effet, le jugement qui nous importe et qui nous guide, c'est celui des gauches ukrainiennes, de ses syndicalistes, de ses féministes et de ses intellectel·les combattant·es. Ces gauches peuvent certes commettre des erreurs – qui n'en commettrait pas dans une telle situation, qui n'en a pas commises dans des situations plus « ordinaires » ? Ce sont ces gauches-là qui, aujourd'hui, combattent un impérialisme concret, luttent pour l'indépendance et la survie de la nation ukrainienne, pour les libertés démocratiques, tout en se battant pour une autre Ukraine et, sans aucun doute, pour faire advenir un autre monde.

Alors que dans une récente déclaration, que nous publions dans ce volume, Sotsialniy Rukh relève ce ne sont pas les « conversations téléphoniques » avec le dictateur du Kremlin qui ont mis la Fédération de Russie en difficulté mais la résistance du peuple ukrainien et une « campagne internationale de solidarité sans précédent avec l'Ukraine » et « l'activité de nombreux groupes et politiques du monde entier », il n'est pas inutile de rappeler le message que nous adressait, il y a quelques mois, Taras Bilous, socialiste révolutionnaire et engagé volontaire sur le front :

> La principale chose que je ressens maintenant de ces discussions est de la fatigue et de la déception. Trop de temps à devoir réfuter la propagande russe […] trop de temps à expliquer pourquoi Moscou n'a pas de « préoccupations légitimes de sécurité » qui lui permettrait de justifier la guerre, trop de temps à affirmer les prémisses de base du droit à l'autodétermination avec lesquelles tout militant de gauche devrait déjà être d'accord. […] Ce qui est peut-être le plus frappant […] c'est que l'on ignore l'opinion des Ukrainiens. […] Les Ukrainiens sont encore souvent présentés soit comme des victimes passives

1. S'il s'agissait d'une meilleure compréhension de la réalité et des enjeux, nous en prendrions acte et ce serait positif. Malheureusement, il ne s'agit, souvent, que de petites manœuvres de dédouanement.

avec lesquelles il faut compatir, soit comme des nazis qu'il faut condamner. […] Au cours des derniers mois, même de nombreuses personnes bien intentionnées ont lancé des appels de plus en plus forts mais finalement vagues en faveur de négociations et d'un règlement diplomatique du conflit. Mais qu'est-ce que cela signifie exactement ? […] Un appel à la diplomatie en soi ne signifie rien si nous n'abordons pas la question des positions [de chacun] dans la négociation, les concessions concrètes possibles et la volonté des parties d'adhérer à tout accord signé. Tout cela dépend directement de l'évolution des hostilités, qui dépend à son tour de l'ampleur de l'aide militaire internationale. Et ceci peut accélérer la conclusion d'une paix juste.

Patrick Silberstein est membre des Brigades éditoriales de solidarité et du Comité français du RESU.

LA GAUCHE À UN CARREFOUR HISTORIQUE

MICHEL NOBILE

La mascarade des référendums dans les territoires occupés, les annexions décrétées et rapidement reconnues par la servile Douma, la mobilisation partielle, l'agitation sans motif de la menace nucléaire contre un État non nucléaire qui se bat pour défendre son propre territoire, les missiles tirés encore une fois sur des cibles civiles : voilà des faits qui devraient faire comprendre, même aux plus inconscients, que l'attaque contre l'Ukraine est une opération impériale qui n'a rien de défensif, exactement comme tant d'autres invasions et tant d'opérations « secrètes » des impérialismes occidentaux. L'annexion illégale des territoires ukrainiens occupés exclut actuellement toute possibilité de solution politique à la guerre déclenchée par le gouvernement russe. Poutine et les faux pacifistes se plaignent de la « trahison » de la promesse qui aurait été faite de ne pas étendre l'OTAN dans la zone déjà soumise à l'Union soviétique. Quelle naïveté !, a-t-on envie de s'exclamer. Indépendamment de la volonté de Washington ou de Berlin, il est évident que soit pour des raisons de sécurité soit pour les perspectives d'emploi, les élites et les peuples anciennement soumis à l'URSS sont attirés par l'OTAN et par l'Union européenne. Quoi qu'il en soit, l'énumération des méfaits des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN ne fait pas de l'agression de Poutine contre le peuple ukrainien un crime politique moins grave.

La gauche qui se veut démocratique, pacifiste, voire anti-impérialiste, doit décider du critère à partir duquel elle juge les actions des grandes puissances et la résistance des peuples à l'agression. Elle doit choisir entre le critère géopolitique et l'équilibre des forces entre les puissances, qui l'amèneront inévitablement à se ranger du côté de l'un des « camps » impériaux, et l'autre choix, qui, lui, consiste à soutenir systématiquement les luttes des peuples pour leur libération et pour l'indépendance nationale, quels que soient leurs dirigeants ou les régimes politiques.

Le critère permettant de juger les actions des grandes puissances et la résistance d'un peuple face à une agression ne peut être le ressentiment des chefs d'État – de Poutine ou de n'importe quel autre – face à la « trahison » des promesses faites par d'autres chefs d'État et au redimensionnement de la sphère d'influence de la puissance en question. Le critère ne peut pas non plus être la menace, réelle ou supposée, qui existerait à proximité des frontières. Avec une telle logique, on pourrait justifier l'attaque de la baie des Cochons à Cuba en 1961 et le blocus de l'île, qui a débuté avec la crise des missiles nucléaires en 1962 : après tout, ce qui était en jeu à l'époque, c'était la possibilité de frapper les villes américaines de la côte avec des ogives nucléaires en quelques minutes. La logique géopolitique et la théorie des dominos qui tombent en série justifieraient l'agression américaine au Vietnam, la « guerre de basse intensité » en Amérique centrale, etc.

L'idée selon laquelle les intérêts et les actions de la Russie (et de la Chine) doivent être soutenus parce qu'ils contrebalanceraient ceux des États-Unis ou de l'Union européenne n'est pas non plus acceptable : il s'agit, là aussi,

d'un concept découlant de la géopolitique des sphères d'influence impérialistes et non de l'internationalisme démocratique, et encore moins de l'internationalisme révolutionnaire. La logique géopolitique implique l'acceptation de la division du monde en sphères d'influence, un critère de « camp » selon lequel ce que fait la puissance A est toujours « mauvais », tandis que ce que fait la puissance B est toujours « bon » ou du moins « compréhensible » en réaction aux méfaits de A ou pour équilibrer les prétentions dominantes de A. Selon cette logique, lors de la Première Guerre mondiale, les « campistes » d'aujourd'hui auraient pris parti pour l'une ou l'autre des puissances impérialistes en conflit.

Il y a une raison très simple pour laquelle les démocrates et les socialistes conséquents ont toujours défendu l'indépendance politique et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : c'est la condition élémentaire pour qu'il y ait, à l'intérieur d'un pays, à la fois des progrès dans le domaine des libertés politiques, de la démocratie, de l'organisation autonome des travailleurs et de la lutte pour se libérer de l'exploitation. Le colonialisme et l'intégration forcée dans une sphère impériale sont contraires à la fois à la démocratie politique et à la création des meilleures conditions pour la lutte des classes.

La gauche qui se fonde sur des critères géopolitiques, étatistes et « campistes » fait un bond en arrière d'un siècle et demi : à l'époque qui a précédé la solidarité totale manifestée par les démocrates et les socialistes internationalistes avec la lutte insurrectionnelle des Polonais contre le régime tsariste en 1863-1855.

Les « souverainistes » qui, détestant l'Amérique et l'Union européenne, se rangent du côté de Poutine et de l'impérialisme russe, et ceux qui condamnent l'agression russe mais refusent à l'Ukraine le droit de se défendre en se procurant des armes partout où c'est possible, par choix délibéré et par opportunisme inconséquent renoncent à défendre la liberté d'un peuple de décider de son propre avenir. Ils se placent de fait en dehors d'une tradition démocratique et socialiste plus que séculaire. Ils adoptent une position réactionnaire, « en faveur de la restauration d'un ordre social ou politique historiquement dépassé », en l'occurrence sur le dos du peuple ukrainien.

L'Union soviétique est morte depuis longtemps, et avec elle le Comecon et le pacte de Varsovie. Nous devons nous débarrasser du fantôme de l'URSS et de l'identification entre l'État et le socialisme. Nous devons comprendre qu'un nouvel impérialisme grand-russe est né, animé par l'idée de ressusciter une version actualisée de l'empire tsariste et de la doctrine Brejnev de la « souveraineté limitée », limitée dans les faits par ce que le Kremlin considère comme sa sphère d'influence. […]

Le capitalisme russe a produit sa propre forme d'impérialisme, qui est plus arriérée et moins attrayante pour les travailleurs ordinaires que celle dite « occidentale », mais pas moins dangereuse. Au contraire, c'est précisément l'infériorité économique du capitalisme russe qui pousse le régime de Poutine à recourir à la violence au cœur de l'Europe et à utiliser la carte des « compatriotes » à l'étranger, comme autrefois Hitler, seuls moyens dont il dispose pour se tailler une sphère d'influence.

Que les armes destinées à la défense du peuple agressé proviennent de l'impérialisme dit occidental ne change rien à un point fondamental : les Ukrainiens doivent être libres de choisir leur propre avenir.

Le régime de Hailé Selassié en Éthiopie était certainement réactionnaire, mais aurait-il dû être privé d'armes pour résister à l'agression italienne en 1936 ? Les grandes puissances jouent toujours leur jeu, mais lorsque l'URSS avait fourni des armes à Cuba, au Vietnam ou au Nicaragua, s'agissait-il d'une « guerre par procuration » ou d'un « choc entre impérialismes », qui aurait dû entraîner le défaitisme chez les deux adversaires ? Ou ne s'agissait-il pas de la question de l'autodéfense d'un peuple, qui se procurait des armes auprès de ceux qui voulaient bien les lui fournir ?

L'Ukraine n'a même pas entamé le processus, qui peut durer des années, au terme duquel un État peut devenir membre de l'Organisation atlantique ; en effet, la faible possibilité de voir l'Ukraine admise au sein de l'OTAN et de l'Union européenne s'est évanouie à partir du moment où la Russie a envahi la Crimée et lancé la sécession dans les oblasts de Donetsk et de Luhansk. Mais ça, Poutine et les prétendus pacifistes ne le disent pas.

Nous devons nous débarrasser des lunettes déformantes du « campisme » nostalgique et du cynisme géopolitique pour voir la guerre en Ukraine pour ce qu'elle est : la tentative de l'impérialisme russe de soumettre un peuple, à laquelle il faut résister par tous les moyens. Et cela, pour les démocrates, les internationalistes et les véritables pacifistes, devrait être un argument suffisant.

La condition minimale pour parvenir à une solution juste à la guerre en Ukraine a été indiquée par l'Assemblée générale des Nations unies, qui a exigé que la Russie « retire immédiatement, complètement et inconditionnellement toutes ses forces militaires du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues ». Même les pacifistes non violents ne peuvent, pour des raisons morales, ignorer la condamnation sans appel de ce crime d'agression et renoncer à lutter avec des méthodes non violentes contre l'invasion russe : manifestations pacifiques, grèves, sabotages, désertions, évasions. Ce sont des formes de lutte qui peuvent avoir un certain poids dans les territoires illégalement annexés et en Russie, mais qui ne suffisent pas pour repousser l'invasion. Cependant, ces actions impliquent un choix clair et honnête : entre une puissance impérialiste qui attaque et un peuple lésé, l'équidistance est inadmissible.

Celui qui reconnaît l'OTAN et les États-Unis, mais ne soutient pas le droit des Ukrainiens à se défendre par tous les moyens qu'ils jugent nécessaires, selon les opportunités qui se présentent et selon ses propres décisions autonomes, n'est pas un pacifiste. Au contraire, il appelle les Ukrainiens à se rendre sans se battre face à la brutalité d'un prédateur, il se fait complice d'un bandit. Ces héritiers du national-bolchevisme et ceux qui appellent avec de beaux discours à la paix, mais nient le droit du peuple ukrainien à se procurer des armes là où il le peut, doivent se demander ce que les travailleurs et les travailleuses, les enfants et les anciens d'Ukraine pensent de leurs positions. Ils doivent se demander quelle humanité et quelle subjectivité ils ont effacées de leur discours. Ils doivent se demander s'ils ne devraient pas être considérés comme les complices des massacres et des destructions, c'est-à-dire comme des lâches et des hypocrites. Ils doivent se demander si les Ukrainiens ne leur devraient pas leur cracher au visage.

Avec la guerre en Ukraine, la gauche occidentale arrive à un nouveau carrefour historique. La position vis-à-vis de l'agression de Poutine contre le peuple ukrainien fait le partage des eaux entre, d'une part, les « souverainistes », partisans de l'impérialisme et du nationalisme grand-russe, et, d'autre part, les socialistes internationalistes qui ont toujours pris le parti des luttes de libération nationale et sociale ; entre les faux pacifistes qui brandissent démagogiquement le mot paix, mais le comprennent dans le sens d'une capitulation face à l'envahisseur, et les combattants et pacifistes sincères qui luttent pour la liberté de leur peuple par tous les moyens possibles à sa disposition, parce qu'ils savent qu'une paix injuste n'est pas digne de considération et qu'elle est le prélude à un nouveau bain de sang et à de nouvelles injustices.

Michele Nobile est rédacteur du blog *Utopia Rossa*.
19 octobre 2022 Traduction Mariana Sanchez.

LA GAUCHE AMÉRICAINE ET L'UKRAINE

DAN LA BOTZ

Le peuple américain soutient largement l'Ukraine dans sa lutte pour sa souveraineté contre la Russie. Selon un récent sondage, deux tiers des Américain·es sont favorables à ce que l'Ukraine recouvre son territoire. Et 80 % des démocrates soutiennent l'Ukraine, mais la plupart des républicains souhaitent que le conflit prenne fin rapidement, même si cela implique de céder des territoires à la Russie.

Le système politique, conservateur et antidémocratique, et la domination de longue date des partis capitalistes, démocrate et républicain, ce dernier s'étant récemment transformé en un parti de droite extrême, ont fait en sorte que la gauche est faible. Lors des

élections, il n'y a pratiquement aucune opposition significative aux deux principaux partis.

Les démocrates et les républicains ne sont pas pour autant des partis disciplinés, ils sont déchirés par des factions, et certains démocrates se considèrent comme des progressistes ou des socialistes. Un tiers des électeurs s'identifient comme des indépendants qui peuvent voter soit républicain soit démocrate. Les partis de la gauche électorale – le Green Party, le Peace and Freedom Party (en Californie), le Socialist Workers Party et le Socialist Party – reçoivent un pourcentage infime du total des voix. Le Parti communiste n'a pas présenté de candidats depuis les années 1990.

Après la Seconde Guerre mondiale et pendant vingt ans, les républicains et les démocrates n'avaient pas de différences politiques fondamentales en matière de politique étrangère. Le slogan était : « La politique s'arrête au bord de l'eau. » Des divergences apparurent toutefois à l'occasion de la guerre du Vietnam et, plus tard, des guerres d'Afghanistan et d'Irak, puis particulièrement pendant la présidence Trump. Celui-ci a appelé à la fin des « guerres sans fin », à la rupture avec les alliés européens et a exprimé son admiration pour Vladimir Poutine, le chef autoritaire de l'État russe, qui avait été le principal acteur antagoniste des États-Unis après la guerre.

Sur le plan intérieur, Trump a rendu les politiques économiques de la Chine, les terroristes arabo-musulmans et les politiques d'immigration latino-américaines responsables des problèmes des États-Unis. Avec son programme « America First », il a radicalement modifié les relations internationales des États-Unis : il a menacé de quitter l'OTAN, a quitté le Partenariat transpacifique, l'accord de Paris sur le climat, l'Organisation mondiale de la santé, l'Unesco et le Conseil des droits humain et s'est retiré de l'accord sur le nucléaire iranien. Il a également failli déclencher une guerre nucléaire avec la Corée du Nord, avant de « tomber amoureux » de Kim Jong-un. Les relations étrangères sont alors devenues chaotiques.

Joe Biden, espérant relever le défi de la Chine, est revenu aux politiques impériales traditionnelles des États-Unis, en tentant de reconstruire l'alliance de l'OTAN, retisser les relations avec l'UE,notamment en soutenant la guerre défensive de l'Ukraine contre l'invasion russe, et en travaillant à la construction d'une alliance asiatique avec le Japon, l'Australie, la Corée du Sud, le Vietnam, les Philippines, la Thaïlande, l'Inde et d'autres pays. L'Amérique latine, autrefois assez facilement dominée par les États-Unis, s'est divisée politiquement et certains pays cherchent d'autres alliés étrangers, tandis que la Chine est devenue le deuxième investisseur du continent.

La politique étrangère figure rarement en bonne place sur la liste des priorités du peuple américain. Les préoccupations concernant l'économie, en ce moment l'inflation, l'avortement (en raison de l'annulation de l'arrêt Roe v. Wade), les armes à feu ou la criminalité figurent en premier. Cependant, selon un sondage récent très fiable, les Américain·es des deux grands partis soutiennent massivement le droit de l'Ukraine à défendre sa souveraineté et à regagner son territoire. L'aide militaire à l'Ukraine a reçu une approbation massive des parlementaires. Seuls les républicains d'extrême droite ont voté contre.

Il convient de mentionner que les États-Unis comptent d'importantes communautés ukrainiennes dans certaines villes. Depuis le début de la guerre, elles ont organisé de grandes manifestations de protestation. Par le biais de leurs Églises et de leurs organisations sociales, les Américain·es d'origine ukrainienne fournissent une aide matérielle à l'Ukraine. Il y a très peu de liens entre la communauté ukrainienne et la gauche américaine.

LA GAUCHE ET DE L'UKRAINE

La gauche américaine au sens large s'étend de l'aile gauche du Parti démocrate, en passant par les partis électoraux de gauche (Verts, P&F, etc.), aux organisations et sectes socialistes, jusqu'aux mouvements sociaux. Le mouvement syndical américain ne peut pas être inclus dans la gauche, car il ne prend généralement pas de positions de gauche et ne participe pas ou ne se solidarise pas avec les mouvements sociaux. Les leaders de la gauche du Parti démocrate, qui se considèrent comme socialistes, le sénateur Bernie Sanders et les membres du Congrès connus sous le nom de *The Squad* – Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar, Ayanna Pressley, Rashida Tlaib, Jamaal Bowman, Cori Bush – ont tous voté pour les

projets de loi visant à financer l'aide militaire à l'Ukraine.

Le plus important groupe socialiste organisé aux États-Unis est le Democratic Socialists of America (DSA), qui revendique 90 000 membres. DSA n'est pas à proprement parler un parti politique et ne présente pas de candidats aux élections, mais soutient des candidats, dont la plupart se présentent comme non affiliés à un parti ou comme démocrates.

DSA s'est révélé incapable d'organiser des discussions et des débats politiques sérieux, il est donc difficile de savoir ce que ses membres pensent réellement sur de nombreuses questions. DSA a toutefois pris position à la fois contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie et contre l'aide militaire à l'Ukraine. Cette organisation n'exprime aucun soutien à l'autodétermination de l'Ukraine ou à son droit à protéger son intégrité territoriale.

Le Parti communiste, la deuxième plus grande organisation de gauche aux États-Unis, a adopté une position similaire, critiquant l'invasion de la Russie mais s'opposant également à tout soutien militaire à l'Ukraine.

D'autres organisations de gauche plus petites, comme le Parti du socialisme et de la libération, ont adopté une position similaire, bien que penchant vers le soutien à la Russie. Parmi les plus petites organisations de la gauche trotskiste, on trouve l'argument selon lequel les États-Unis et l'OTAN sont responsables de la guerre, parfois sans critique de la Russie. Comme on peut le voir, les politiques campistes et même néostaliniennes sont courantes dans la gauche américaine aujourd'hui.

D'autres groupes s'opposent à l'invasion russe et soutiennent le mouvement antiguerre russe, mais considèrent la guerre comme un conflit interimpérialiste et critiquent le fait que l'Ukraine accepte des armes d'autres nations.

Jacobin, la publication et le site web ayant la plus grande diffusion dans le pays, avaient initialement, tout en condamnant l'invasion russe, mis l'accent sur la responsabilité des États-Unis et de l'OTAN dans la guerre et prédit que les armes fournies à l'Ukraine finiraient dans les mains des néonazis. Plus récemment, la revue a publié des articles de socialistes ukrainiens qui combattent la Russie et résistent au programme néolibéral et anti-ouvrier du président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Noam Chomsky, la figure de gauche la plus connue d'Amérique, a fermement condamné l'invasion russe de l'Ukraine – la comparant à celle des États-Unis en Irak et à celle de la Pologne par Hitler et Staline – mais il a tendance à faire porter la plus grande part de responsabilité de la guerre aux États-Unis et à l'OTAN. Sa position sur le droit de l'Ukraine à se procurer des armes n'est pas claire.

La gauche anarchiste a condamné l'invasion russe et soutient la lutte de l'Ukraine contre la Russie, mais s'oppose à tous les États et à leur implication.

Il existe également une petite tendance du socialisme par en bas, présente dans plusieurs revues et groupes – Solidarity/*Against the Current, Tempest, Spectre, New Politics* et Internationalism from Below –, qui soutient l'Ukraine contre la Russie et défend le droit de l'Ukraine à acquérir des armes partout où elle le peut. Cette tendance soutient également les militant·es antiguerre russes.

LE MOUVEMENT ANTIGUERRE

Les États-Unis du 20e siècle et du début du 21e ont connu de vastes et puissants mouvements antiguerre, contre la guerre au Vietnam dans les années 1960 et 1970, contre l'intervention américaine en Amérique centrale dans les années 1980 et contre la guerre américaine en Afghanistan et en Irak. Les manifestations de protestation rassemblaient souvent des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes. Ces mouvements ont développé une position politique condamnant la politique étrangère du Département d'État, les opérations de la CIA, le militarisme et la guerre. Parfois, ces mouvements ont également exprimé leur solidarité avec les nations et les peuples attaqués par l'impérialisme américain.

Dans les années 2000, ces mouvements ont été animés par un groupe appelé Act Now to Stop War and End Racism (ANSWER), au centre duquel se trouvait le Workers World Party et, plus tard, une scission de ce dernier appelée le Party of Socialism and Liberation, tous deux ayant une politique stalinienne. Lorsque Barack Obama a été élu président avec un Congrès démocrate promettant de mettre fin aux guerres en Afghanistan et en Irak, les mouvements antiguerre ont décliné.

Il ne reste qu'un petit mouvement antiguerre américain, peut-être une vingtaine d'organisations locales avec seulement quelques centaines de membres au total. Elles continuent de défendre l'opposition historique à l'impérialisme américain, mais ne condamnent pas les guerres impérialistes des autres nations. Le mouvement pacifiste, essentiellement blanc, répugne à critiquer les pays de l'Est ou du Sud dont les populations sont composées de personnes de couleur. Ainsi, ces vestiges du mouvement antiguerre ont eu tendance, à quelques exceptions près, à devenir campistes, s'opposant aux États-Unis et sympathisant avec les pays qui leur résistent, même s'ils sont autoritaires, comme la Russie, la Chine, l'Iran et la Syrie.

Le plus important des groupes antiguerre actuels est Code Pink : Women for Peace, qui appelle à la diplomatie, à des négociations immédiates, à la paix maintenant, et s'oppose à l'aide militaire à l'Ukraine. Code Pink a contribué à la création de la Coalition pour la paix en Ukraine. Un autre groupe, le petit groupe syndical, US Labor Against War, qui a une origine politique similaire dans l'opposition aux guerres américaines du passé, s'est également opposé au soutien militaire.

ET LES SYNDICATS ?

La quasi-totalité des syndicats américains entretiennent des liens étroits avec le Parti démocrate et suivent ses orientations politiques. Lorsque les démocrates détiennent le pouvoir exécutif, cela conduit à ce que les syndicats américains suivent les directives du Département d'État. En fait, il y a une longue histoire d'implication du Département d'État et de la CIA dans les activités des syndicats à l'étranger.

Les syndicats n'ont pas rompu avec le gouvernement américain au sujet du Vietnam, de l'Amérique centrale, de l'Afghanistan ou de l'Irak. Il n'est donc pas surprenant aujourd'hui que l'AFL-CIO, la plus grande fédération syndicale, soutienne la position de l'administration Biden en faveur de l'Ukraine et exprime sa solidarité avec les syndicats ukrainiens.

Les organisations syndicales nationales et locales discutent rarement des questions de politique étrangère, sauf si elles ont un impact direct sur l'emploi, comme dans les industries de l'armement. Il est rare que les sections syndicales à la base s'emparent des questions de politique étrangère.

LE COMBAT POLITIQUE POUR L'UKRAINE

La gauche, après les guerres américaines au Vietnam, en Amérique centrale, en Afghanistan et en Irak, est en général antimilitariste, antiguerre, anti-CIA, anti-Département d'État, et anti-OTAN. Cette histoire a prédisposé la gauche au développement de vues campistes.

Il existe également une gauche campiste active et une gauche néostalinienne présentes dans diverses organisations, qui rejettent la défense du droit de l'Ukraine à l'autodétermination et qui penchent pour les dirigeants, les partis et les États autoritaires.

Ceux d'entre nous qui sommes impliqué·es dans les organisations et les revues défendant l'idée du socialisme par en bas ne disposent pas à l'heure actuelle d'une large base sociale qui leur permettrait d'avoir un impact sur le cours de choses. Nous nous sommes donc consacrés à la réalisation d'un travail éducatif par la publication d'articles et l'organisation de débats en ligne. Nous tentons de travailler avec l'organisation socialiste ukrainienne Sotsialniy Rukh et la revue ukrainienne *Commons,* en interviewant leurs militants et en publiant certains de leurs articles sur nos sites web. Nous nous sommes également engagé·es dans de modestes contributions à l'aide matérielle.

Publié par *Posle Media*, 26 octobre 2022. Traduction Léonie Davidovitch.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 14, 15 DÉCEMBRE 2022

NAVIGUER DANS LE DÉBAT DE GAUCHE

BILL FLETCHER JR. & ELLY LEARY

1. Pourquoi le principe de l'autodétermination est-il si important pour comprendre le conflit en Ukraine ?

La question de l'autodétermination nationale comporte trois aspects. Premièrement, la reconnaissance du fait que les «nations» de peuples ont le droit d'affirmer leur propre identité et de former une unité politique distincte ou incluse dans un groupe géopolitique plus vaste. Deuxièmement, qu'un État-nation reconnu a le droit internationalement reconnu à la souveraineté nationale. Plus précisément, en ce qui concerne la souveraineté nationale, aucune puissance extérieure n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre pays (sauf dans les conditions convenues par les Nations Unies). Et troisièmement, l'autodétermination est un élément fondamental de la liberté qui a un pouvoir énorme pour forger l'unité lorsqu'elle résonne au sein d'un peuple.

Dans le cas de l'Ukraine, les frontières internationales d'une Ukraine indépendante ont été reconnues en 1991 dans le contexte de l'effondrement de l'URSS. L'Ukraine, cependant, avait un statut national et territorial en tant que nation reconnue après la formation de l'URSS et, en outre, dans le contexte de la formation des Nations unies. Les frontières internationalement reconnues de l'Ukraine ont été affirmées en 1994, avec la signature des accords de Budapest par lesquels l'Ukraine a remis des armes nucléaires à la condition que la Russie s'engage à ne jamais envahir l'Ukraine et à toujours respecter la souveraineté ukrainienne.

La Russie a violé cet accord en 2014 avec l'invasion et l'annexion de la Crimée, sous prétexte d'un prétendu coup d'État à Kiev. Même si l'on convenait qu'un coup d'État avait eu lieu – et nous ne le faisons pas – cela ne justifierait pas une intervention étrangère.

Les États-Unis et d'autres ont une longue et sordide histoire d'ingérence dans les affaires intérieures des pays. Tout le régime américain des années 1950 d'Allan et John Foster Dulles (Département d'État et CIA) était basé sur ce principe. L'Ukraine a fait l'objet de nombreux complots et d'ingérences externes, certainement de la part des États-Unis.

Même avec l'ingérence extérieure de nombreuses forces, ce qui s'est passé en 2014 était une affaire interne à l'Ukraine – le résultat de ses propres contradictions internes. Le résultat politique n'était pas favorable à la Russie, mais n'était en aucun cas une attaque contre la Russie. En tant que tel, il n'aurait dû justifier aucune intervention. Prenons l'invasion américaine du Panama en 1989. Elle était basée sur le prétexte que Manuel Noriega était un criminel et que les États-Unis devaient le traduire en justice. Alors que Noriega était certainement un criminel – et quelqu'un qui avait régulièrement travaillé en coopération avec les États-Unis, il était aussi le président d'une nation souveraine. Comme pour l'Ukraine, il n'y avait aucune justification juridique internationale pour une invasion américaine (du Panama).

L'autodétermination nationale de l'Ukraine revêt une importance supplémentaire compte tenu des relations semi-coloniales que le pays a historiquement entretenues avec la Russie, malgré les liens linguistiques et culturels étroits. Affirmer que la Russie n'a pas besoin de reconnaître la souveraineté ukrainienne en raison de liens historiques équivaudrait à suggérer que les États-Unis n'ont pas besoin de reconnaître la souveraineté canadienne étant donné les liens linguistiques et culturels étroits qui remontent à au moins deux cents ans.

2. S'agit-il d'une guerre par procuration entre les États-Unis/l'OTAN et la Russie ?

Il est devenu presque à la mode, chez certains segments de la gauche, d'appeler la guerre russo-ukrainienne une «guerre par procuration» entre la Russie et l'OTAN : c'est une guerre dans laquelle la contradiction principale est l'instigation de la guerre par des

puissances étrangères, et dans laquelle les contradictions internes sont secondaires.

Un excellent exemple de « guerre par procuration » serait les conflits en République démocratique du Congo après 1997, où les forces nationales ont été largement éclipsées ou dominées par des acteurs étrangers, par exemple le Rwanda, l'Ouganda, le Zimbabwe, l'Angola et les sociétés multinationales. Bien qu'il y ait certainement un conflit interne, diverses milices obéissaient aux ordres d'acteurs étrangers.

La guerre russo-ukrainienne n'est pas plus une « guerre par procuration » que ne l'était la guerre du Vietnam. Pourtant, il est important de se rappeler que de nombreux libéraux et de droite ont décrit la guerre du Vietnam comme une guerre par procuration entre les États-Unis, d'une part, et l'URSS et la Chine, d'autre part. Ils ont ignoré la question nationale – le fait que la guerre du Vietnam concernait l'agression américaine contre le peuple du Vietnam (et, plus tard, les peuples du Laos et du Cambodge). Une guerre par procuration a lieu lorsqu'il y a de mauvais acteurs des deux côtés, pas lorsqu'un côté se bat pour son indépendance – même si le camp qui lutte pour l'indépendance cherche l'aide d'autres nations.

La guerre russo-ukrainienne est le résultat direct de la violation par la Russie de la souveraineté de l'Ukraine. À ce sujet, il y a peu de débats. La question est de savoir si leur violation était justifiée par des actes de l'OTAN. Puisqu'il n'y avait aucune preuve que l'OTAN ait armé l'Ukraine avec des armes nucléaires et qu'il existe de nombreuses preuves que plusieurs États membres de l'OTAN étaient activement opposés à l'inclusion de l'Ukraine dans l'OTAN, l'argument tombe à plat.

L'objectif déclaré de Poutine est de mettre fin à la souveraineté nationale de l'Ukraine. Toute mention du rôle de l'OTAN est un leurre qui cache le véritable objectif de la Russie d'étendre sa sphère d'influence.

3. Quel a été le rôle de l'OTAN ? Est-ce l'agresseur dans le conflit actuel ?

Soyons clairs : la chute du mur de Berlin a offert une occasion unique de reconfigurer les relations internationales dans le monde entier. Les gauchistes et les progressistes ont vigoureusement plaidé pour la dissolution de l'OTAN et pour qu'un nouveau cadre soit établi basé sur le respect mutuel, la démocratie et la sécurité. Cela ne s'est pas produit. Malgré des preuves suffisantes que les États-Unis ont accepté ou laissé entendre que l'OTAN ne s'étendrait pas, sans que cela soit codifié par écrit, tous les paris étaient ouverts une fois que l'URSS s'est effondrée.

L'ironie est que l'invasion a mis fin à tout espoir d'un nouveau cadre au-delà de l'OTAN ; En fait, il a accompli le contraire. Il semble y avoir eu des conflits majeurs au sein de la communauté de l'OTAN concernant ce qui devrait se passer. Ce qui s'est passé, cependant, c'est que l'OTAN s'est étendue vers l'Est en direction de la frontière russe lorsque des pays qui avaient été auparavant dans le bloc soviétique ont indiqué qu'ils avaient besoin de protection contre une menace expansionniste / hégémonique russe potentielle. L'OTAN n'a pas été poussée sur ces pays, bien que l'OTAN ait pu et aurait dû arrêter l'expansion. L'expansion s'est en grande partie arrêtée en 2004.

Ce qui a changé, c'est la crise de 2014 en Ukraine. Rappelez-vous que les accords de Budapest de 1994 ne comportaient aucune sorte de clause d'« exception » qui justifierait une invasion russe. Lorsque la crise de 2014 a éclaté, les soi-disant soulèvements de Maïdan, une administration pro-russe a été chassée du pays par une large coalition au sein de laquelle il y avait des forces dures et de droite. C'est à cette époque que les chauvins ukrainiens ont commencé à promouvoir une politique russe antiethnique, en particulier en ce qui concerne les usages de la langue. Le régime Poutine a utilisé le conflit interne ukrainien comme prétexte pour une intervention. Cela comprenait la saisie de la Crimée et le soutien aux régimes séparatistes dans la région du Donbass.

C'est dans le contexte de l'intervention russe dans les affaires intérieures de l'Ukraine que la question de l'OTAN s'est posée. Avant 2014, l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN suscitait peu d'intérêt. À la suite de l'ingérence russe en Ukraine, y compris, mais sans s'y limiter, la saisie de la Crimée, l'intérêt pour l'OTAN a émergé.

Dans la période qui a précédé l'invasion de février 2022, le gouvernement ukrainien a fait savoir à Poutine qu'il ne rejoindrait pas

l'OTAN. Cela n'a pas arrêté l'invasion, en grande partie parce que l'invasion avait peu à voir avec l'OTAN. Poutine a rendu les objectifs très clairs le jour de l'invasion où il a déclaré que l'Ukraine était une « fiction nationale ». Ainsi, pour Poutine, l'invasion ne concernait pas une prétendue menace de l'OTAN mais plutôt le destin de l'Ukraine en tant que pays.

4. Est-il juste d'appeler à un monde divisé en sphères d'influence afin que la paix puisse être maintenue ? Est-ce dans l'intérêt des classes populaires ?

Il y a eu beaucoup de progressistes sincères et de gauchistes qui ont fait valoir que les grands pays, par exemple la Russie, ont un intérêt légitime dans une sphère d'influence. Certains à gauche proposent spécifiquement la notion de « multipolarité » qui dit qu'il doit y avoir plusieurs pôles majeurs – puissances – pour contrer l'hégémonisme des États-Unis. C'est une définition différente de celle que d'autres membres de la gauche ont utilisée où la multipolarité signifie le maintien de la souveraineté et de l'indépendance de toutes les nations. C'est le premier point de vue qui nous oppose.

Alors que beaucoup de monde, y compris certains révolutionnaires et progressistes, parle de sphères d'influence, nous croyons que le principe de l'autodétermination doit être notre point de départ. Nous avons toujours protesté contre le fait que les États-Unis invoquent la soi-disant doctrine Monroe pour justifier des violations sans fin de la souveraineté nationale des pays de l'hémisphère occidental. Les arguments de la sphère d'influence ont toujours été utilisés par les grandes puissances pour supprimer l'autodétermination nationale. L'antipathie des États-Unis envers Cuba (depuis 1959) et le Nicaragua (années 1980) est liée à des revendications de sphères d'influence. Les invasions soviétiques de la Hongrie (1956) et de la Tchécoslovaquie (1968) étaient justifiées par des sphères d'influence.

L'argument concernant la multipolarité peut ressembler, lors d'une première audience, à une demande progressiste de restreindre l'impérialisme américain. Mais ce n'est pas toujours le cas. Le monde d'avant 1914 était multipolaire, tout comme le monde d'avant 1939. Cela ne les a pas rendus progressistes le moins du monde. Certes, l'expansion actuelle des régimes autoritaires de droite à travers la planète laisse peu de doute que la multipolarité pourrait facilement aboutir à un monde profondément réactionnaire.

Les progressistes soutiennent l'autodétermination nationale et non les sphères d'influence. Notre revendication doit porter sur l'autodétermination nationale et un monde guidé par les principes du droit international.

5. Les États-Unis ne sont-ils pas hypocrites dans leur position ? Cela n'explique-t-il pas pourquoi de nombreux pays du Sud ont été réticents à s'exprimer ?

Les États-Unis ont une histoire de profonde hypocrisie. Dans la guerre actuelle, il ne fait guère de doute que la position des États-Unis est hypocrite. En condamnant l'agression russe, il ignore l'agression israélienne contre les Palestiniens et l'agression marocaine contre les Sahraouis, et notre propre invasion illégale de l'Irak. Et, oui, c'est une raison pour laquelle de nombreux gouvernements du Sud ont tergiversé – du moins jusqu'à récemment – en refusant de condamner pleinement l'agression russe. Et il y a la question de la nourriture : la Russie et l'Ukraine sont les greniers de l'Afrique. Il n'est pas trop impoli d'étiqueter ce chantage alimentaire.

Cela dit, il est important de noter que de nombreux gouvernements des pays du Sud sont également influencés par les accords commerciaux et financiers qu'ils ont conclus avec la Russie et l'Occident, ce qui les amène à être prudents dans leur réponse.

Il est important d'ajouter que l'hypocrisie américaine n'a pas empêché les progressistes du monde entier de s'exprimer sur d'autres outrages. Par exemple, les atrocités indonésiennes contre le Timor oriental ont été dénoncées par des personnes de bonne volonté à l'échelle internationale et ont forcé les États-Unis à renoncer à leur alliance traditionnelle avec le régime indonésien réactionnaire. Les violations du droit international et des droits de l'homme ont été dénoncées parce qu'elles étaient mauvaises.

En ce sens, la réponse à l'invasion russe de l'Ukraine par de véritables internationalistes est tout à fait cohérente avec les approches du passé. Les partisans américains de la libération

irlandaise ne sont pas restés silencieux sur l'impérialisme britannique simplement parce que les États-Unis étaient une puissance impérialiste. Et les partisans de la libération africaine ne sont pas restés silencieux sur le colonialisme européen simplement parce que les États-Unis étaient aussi un oppresseur colonial, par exemple contre les Philippines.

6. Même si nous nous opposons à l'invasion, est-il correct de soutenir des armes à l'Ukraine ou cela ne fait-il pas que prolonger les combats et nous rapprocher de la guerre mondiale ?

Si l'on s'oppose à l'invasion russe et soutient la souveraineté ukrainienne, la question logique est vraiment la suivante : comment les Ukrainiens sont-ils censés résister à l'agression russe ? Avec un langage simplement dur ? Un appel aux Nations Unies ?

Ceux qui disent que les armes ne devraient pas aller aux Ukrainiens ne sont pas sincères. Ils demandent, en substance, aux Ukrainiens de se rendre. Ils peuvent croire que les Ukrainiens peuvent mener une résistance passive contre les Russes sur le modèle de la résistance danoise à l'Allemagne nazie. Le seul problème est que les Danois ne résistaient pas aux nazis dans le vide. Il y avait une guerre mondiale en cours.

Lorsque les Vietnamiens résistaient aux États-Unis, il y avait ceux qui appelaient les Vietnamiens à faire des concessions et à retarder leurs luttes. En fait, en 1954, l'URSS et la Chine ont appelé le Vietminh à accepter la division « temporaire » du Vietnam en deux régions comme moyen de mettre fin au conflit. Nous voyons où cela s'est arrêté.

On dit régulièrement aux opprimés qu'ils doivent suspendre leurs demandes et modérer leurs efforts. De tels arguments ont été présentés au mouvement américain des droits civiques dans les années 1960, arguments auxquels le Dr King a répondu, condamnant les modérés blancs qui voulaient que le Black Freedom Movement se restreigne. Si nous demandons à l'Ukraine de modérer ses efforts, nous lui disons essentiellement de se soumettre aux exigences de l'agresseur, la Russie de Poutine.

Y a-t-il un danger de guerre mondiale ? Absolument. Tant qu'il y aura des puissances impérialistes, un tel danger existera. Cependant, cela ne devrait pas signifier que les opprimés et ceux qui sont victimes d'agression doivent restreindre leur résistance.

7. Pourquoi a-t-il été impossible de parvenir à un règlement négocié de ce conflit ?

En termes simples, le régime Poutine ne voit aucune raison de négocier. Comme on le voit maintenant (octobre 2022), le régime Poutine a l'intention de mettre en œuvre l'approche qu'il a adoptée pour la répression des Tchétchènes, c'est-à-dire la répression totale par un usage massif et aveugle de la violence. Cela a également été reproduit dans l'assaut soutenu par la Russie contre le mouvement révolutionnaire syrien, par exemple, des barils d'explosifs, des attaques contre des hôpitaux.

En fin de compte, le gouvernement russe devra décider quelle est sa ligne de fond. Ils peuvent décider d'une « solution coréenne », c'est-à-dire d'un armistice sans traité et avec une « guerre froide » se poursuivant entre la Russie et l'Ukraine. Cela peut ne pas être acceptable pour les Ukrainiens. En outre, l'expérience ukrainienne avec la Russie dans les négociations a été très problématique, à commencer par les accords de Budapest en 1994 qui garantissaient la souveraineté ukrainienne en échange du retour des armes nucléaires à la Russie et en continuant avec les accords de Minsk.

Nous devons reconnaître qu'il y a eu beaucoup de désinformation organisée propagée par le régime Poutine et ses alliés. Ces forces ont suggéré, dès le début, que les États-Unis et le gouvernement ukrainien n'avaient pas intérêt à un règlement négocié. C'est faux.

Il y a une autre question relative aux négociations. Ceux qui soutiennent que la question de la guerre russo-ukrainienne doit être réglée entre les États-Unis / OTAN et la Russie traitent l'Ukraine comme un acteur secondaire. Ils agissent, contre toute évidence, comme s'il s'agissait d'une lutte qui ne concerne pas l'existence nationale de l'Ukraine, mais une bataille entre deux puissances impérialistes. Tout règlement qui n'aurait pas été négocié avec les Ukrainiens en tête de table serait un règlement imposé au peuple. C'est une position que la gauche mondiale n'a jamais acceptée.

8. Alors que d'autres luttes de libération, telles que les Premières Nations palestiniennes, kurdes ou américaines, ont eu tendance à unir la majeure partie de la gauche, pourquoi le débat sur la libération ukrainienne a-t-il semblé l'avoir divisée ?

Il y a plusieurs raisons :

- La propagande russe a habilement identifié les événements de 2014 comme un coup d'État fasciste dirigé par les États-Unis.

- Une version de « l'ennemi de mon ennemi est mon ami », ce qui signifie dans ce cas que dans la mesure où les États-Unis soutiennent le gouvernement ukrainien, cela doit signifier, pour certaines sections de la gauche, que les Ukrainiens sont du mauvais côté de l'histoire.

- Une analyse inexacte du régime de Poutine, y compris une tendance à la nostalgie de certains à l'égard de l'ancienne URSS. Cela peut être vu dans la fascination de certains gauchistes que le drapeau de l'ex-URSS a été utilisé à différents endroits par les forces russes. Ainsi, un déni de la nature semi-fasciste du régime de Poutine, y compris, mais sans s'y limiter, son soutien actif aux forces d'extrême droite à l'échelle mondiale.

- Comme nous l'avons vu dans un certain nombre de luttes, il est relativement facile pour des segments de la gauche occidentale et des mouvements progressistes de se déstabiliser si un gouvernement particulier agite le « drapeau rouge » et se proclame anti-impérialiste. Plutôt que de faire une analyse concrète, beaucoup d'entre nous sont séduits par la rhétorique et ont tendance à minimiser les accusations portées contre de tels gouvernements comme ayant été fabriquées par la CIA et d'autres acteurs néfastes.

9. Que savons-nous du mouvement antiguerre en Russie et du sentiment antiguerre en général ? Y a-t-il un moyen de soutenir les forces antiguerre/pro-démocratie en Russie sans les mettre en danger ?

L'une des premières choses que Poutine a faites après l'invasion a été d'interdire le journalisme indépendant et de réprimer les manifestations. Depuis, les choses n'ont fait que s'intensifier. Les actions antiguerre se sont répandues dans toute la Russie, comme les actions de rue ou diverses formes de désobéissance civile.

La question du soutien aux forces antiguerre en Russie est compliquée par la nature du régime autoritaire de Poutine. Ce qui semble être à l'ordre du jour, c'est d'attirer l'attention sur la répression exercée par le gouvernement russe et d'apporter un soutien aux réfugiés russes qui quittent le pays pour éviter le service militaire. Une aide supplémentaire peut être apportée en soutenant les syndicalistes légitimes en Russie qui s'opposent à la guerre. Cela dit, le mouvement syndical est divisé sur la question.

10. Le gouvernement américain peut-il jouer un rôle positif qui ne sape pas la souveraineté ukrainienne ? Comment pouvons-nous exprimer au mieux notre solidarité avec l'Ukraine ? Y a-t-il des forces de mouvement social auxquelles nous pouvons tendre la main ?

Soyons clairs. Les États-Unis ne peuvent pas négocier au nom de l'Ukraine. L'Ukraine n'agit pas en tant qu'agent des États-Unis. Les États-Unis peuvent encourager les deux parties à négocier et s'engager à soutenir toute mesure visant à garantir la sécurité des deux parties à condition qu'il n'y ait plus d'actes d'agression. Les États-Unis pourraient cesser la livraison d'armes à partir du moment où il y aura un cessez-le-feu russe légitime et pourraient les arrêter complètement lors du retrait de toutes les forces russes. Les États-Unis pourraient également s'engager à respecter la neutralité de l'Ukraine et à ne pas soutenir leur entrée dans l'OTAN.

La gauche peut être très utile aux Ukrainiens en insistant sur le fait que le droit à l'autodétermination du peuple ukrainien est la principale contradiction ici. Même si les forces du monde entier suggèrent des cadres et des plans de paix conciliants pour arrêter le carnage, en fin de compte, c'est au peuple ukrainien de décider quoi accepter.

Faisant autrefois partie de l'URSS, les partis « communistes » existent depuis des décennies en Ukraine. Les forces pro-russes, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Ukraine, y compris les oblasts contestés à l'Est (Donbass, Crimée, Kherson), ont effectivement utilisé l'« interdiction des partis communistes » et la langue russe comme exemples de la nature

antidémocratique (voire fasciste) du régime ukrainien. Bien que ces lois aient été adoptées avant la victoire électorale de Zelensky et qu'il y ait eu une tentative d'adoucir les problèmes linguistiques, il s'agit en fin de compte d'un problème interne que le peuple ukrainien doit résoudre. Nous pouvons être solidaires de ceux qui, en Ukraine, s'opposent à la répression interne et aux initiatives néolibérales. Mais il n'en reste pas moins que le principal défi auquel l'Ukraine est confrontée est l'invasion russe. […]

Bill Fletcher Jr. est syndicaliste. Elly Leary est membre de l'équipe de travail international de Liberation Road.. *Canadian Dimension,* 24 novembre 2022.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 15, 1ER FÉVRIER 2023

DÉLIBÉRÉMENT OU PAR DISTRACTION ? LES PARADOXES DES GAUCHES

BERNARD DRÉANO

Pourquoi les mouvements se réclamant de la gauche, libertaire, radicale ou réformiste, de la justice sociale, de l'écologie, du féminisme, de la non-violence et autres, ignorent-ils autant leurs homologues en Ukraine et en Russie.

Les gauches, les écolos et autres mouvements supposés progressistes ne soutiennent généralement pas (ou peu) leurs homologues ukrainiens, russes et biélorusses…

En ce début d'année 2023, alors que nous approchons du premier anniversaire du déclenchement de la guerre d'agression que Poutine, diverses questions restent en suspens, concernant l'attitude des progressistes en France, en Europe, dans le monde vis-à-vis de cette guerre et des forces progressistes dans les pays concernés.

Une partie de la gauche sociale et écologiste en Europe et plus encore dans d'autres parties du monde, aux Amériques, en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique, a plus ou moins adopté le « narratif » poutinien selon lequel l'Ukraine est considérée comme simple pion passif de l'Occident, lequel serait (puisque « potentiellement agresseur ») le responsable de cette guerre.

Des forces bien plus nombreuses encore se contentent de « garder leurs distances » par rapport à cette guerre, et, tout en condamnant l'agression poutinienne, restent plus ou moins passives en matière de lutte contre celle-ci, passives aussi en matière de solidarité avec les forces antiguerre en Russie et au Bélarus, et très largement indifférentes, voire hostiles, aux forces progressistes ukrainiennes.

Certains mouvements de la gauche et des écologistes, des militants syndicaux et associatifs, sont cependant très actifs, en Europe centrale et occidentale, soutenant la résistance armée et non armée du peuple ukrainien et concrètement solidaires avec les progressistes ukrainiens et les antiguerre russes ou biélorusses, c'est le cas, par exemple, du réseau international ENSU/RESU et de sa branche française soutenue par divers mouvements associatifs, syndicaux, politiques, mais ces forces demeurent *de facto* minoritaires en Europe aussi bien du côté des gauches sociales-démocrates que de celles qui se veulent plus radicales, aussi bien chez les écologistes que dans les mouvements féministes ou dans la majorité des organisations syndicales. C'est encore, hélas plus vrai si l'on parle des mouvements non européens.

À PROPOS DES PROGRESSISTES EN UKRAINE

En Ukraine, le Parlement élu en 2019 est très globalement « de droite », celui qui l'a précédé en 2014 l'était plus encore. Le parti Serviteur du peuple, très largement majoritaire au Parlement (mais seulement 43 % des voix) est un parti libéral-démocrate sans ligne politique très précise, constitué après l'élection présidentielle de 2019, autour du président Zelensky (élu au deuxième tour avec 73 % des voix sur un programme de paix et de lutte

contre la corruption). L'opposition parlementaire, principalement les partis dits « orange », Patrie, de Ioulia Timochenko, et Solidarité européenne, de Petro Porochenko (16 % des voix à eux deux), est clairement sur des positions à la fois ultra-néolibérales et nationalistes. Rappelons que l'extrême droite (2,15 % des voix pour Svoboda en 2019) n'a depuis 2019 qu'un seul député. Aujourd'hui, Il n'y a pas de représentation de la gauche à la Verkhovna Rada.

L'ancien parti « bleu » supposé pro-russe, le Parti de la vie, héritier du Parti des régions, avait obtenu, en 2019, 13 % des voix. Globalement tout aussi néolibéral et clientéliste que les autres, il est aujourd'hui dissous par les autorités ukrainiennes comme d'autres organisations considérées comme russes ou pro-russes. Mais la plupart de ses députés siègent toujours au Parlement (où ils ont constitué deux groupes distincts) et soutiennent la défense nationale contre l'agression russe […].

LA FAUSSE « GAUCHE » POPULISTE POST-SOVIÉTIQUE EST MARGINALISÉE

Après l'indépendance de l'Ukraine en 1991 il existait un courant se disant « de gauche », principalement le Parti communiste d'Ukraine (KPU), qui regroupait le quart des voix aux législatives de 1998, mais qui s'est effondré électoralement après 2004 (tout de même encore 13,2 % en 2012). Un électorat généralement âgé, essentiellement de l'est et du centre industriels du pays, souvent victimes de la période de « privatisation » (de pillage par les oligarques) des années 1990, volontiers nostalgique de l'Union soviétique. Un parti populiste, conservateur sur les questions de sociétés, opposé (en paroles) au néolibéralisme, rongé par la corruption comme les autres partis, et au sein duquel certains se réclamaient de Staline. Après Maïdan, l'invasion de la Crimée et le début de la guerre au Donbass, le parti n'a fait que 3,9 % aux législatives, avant d'être privé, en 2015, du droit de participer aux élections par le gouvernement Porochenko, puis tout simplement interdit lors de l'agression russe de 2022 et la fuite de son dirigeant Petro Symonenko en Russie. D'autres partis ont suivi la même trajectoire dont le Parti socialiste et le Parti socialiste progressiste d'Ukraine, scission du précédent et dont la candidate avait obtenu 11 % des voix à la présidentielle de 1999 (mais le parti n'avait fait que 4 % aux législatives de 1998), populiste et nationaliste panslaviste pro-russe, progressivement marginalisé dans les années 2000. Lui aussi a été formellement interdit en 2022, de même que certaines organisations purement russes (comme l'organisation de jeunesse poutinienne fascisante Nachi), actives dans les territoires ukrainiens occupés après 2014.

Probablement une majorité d'Ukrainiens assimile la « gauche » avec ces partis plus ou moins post-soviétiques et plus ou moins pro-russes, et avec le « socialisme réel » de l'ancien régime soviétique. C'est en tout cas le discours des néolibéraux de la droite ukrainienne (en particulier du côté de Porochenko) et bien entendu, de l'extrême droite dont une des activités principales était avant 2022 d'attaquer verbalement et parfois physiquement les groupes progressistes […].

UN SOUTIEN AUX ANTIGUERRE RUSSES EN PAROLES ?

L'objet de ce texte n'est pas d'analyser les réactions de la société russe face à la guerre, et les diverses formes de dissociation, sinon de rejet, vis-à-vis de celle-ci. Disons simplement que l'opposition publique à la guerre se manifeste principalement du côté d'une opposition libérale-démocrate, aujourd'hui férocement réprimée, ainsi que dans des milieux intellectuels et des classes moyennes des grandes villes (principalement Saint-Pétersbourg et Moscou). Notons au passage qu'une autre partie de ces mêmes classes moyennes est nationaliste et farouchement pro-Poutine. Les mouvements de défense des droits humains, dont l'emblématique Memorial, mais il y en a d'autres, sont évidemment eux aussi réprimés mais soutenus au niveau international par les organisations de défense des droits humains comme la FIDH et d'autres.

On estime à un million de personnes les Russes qui ont quitté leur pays, ou s'en sont (à leurs yeux provisoirement) éloignés, partant notamment dans le Sud-Caucase, en Turquie, en Serbie, en Asie centrale. Sans doute principalement des gens des classes moyennes et d'une partie de l'élite intellectuelle et technique.

La Russie « périphérique » et populaire est largement coupée de ces milieux plus ou

moins libéraux, et dans ces cités de banlieue, ces villes moyennes, la campagne, les attitudes vis-à-vis de la guerre semblent être, majoritairement, d'« évitement » du moins dans la mesure du possible car la pression des autorités se renforce.

Il a existé, il existe, diverses formes de « gauches » en Russie. Le post-soviétique Parti communiste de la Fédération de Russie, a surtout servi d'alibi à Poutine, une « opposition de Sa Majesté » national-populiste. Pourtant, en son sein, ou à partir de lui, se sont créés localement des noyaux progressistes – pas toujours très clairs sur la question du nationalisme et de l'impérialisme russe, comme le Levy Front (Front de gauche), créé en 2008, mais dont une partie des fondateurs se rallieront en 2014 et 2022 à Poutine. L'attitude à avoir face à la guerre a créé de nouveaux clivages, et les plus résolus des « antiguerre de gauche » cherchent à se regrouper en Russie et à l'étranger, par exemple, dans le Mouvement socialiste russe (RSD). Il existe aussi des réseaux plus ou moins actifs se réclamant de l'anarchisme, résolument antiguerre. Et surtout les syndicalistes de la KPR, la deuxième confédération syndicale du pays, aujourd'hui réprimée. Notons que la « grande » FNPR, la confédération post-soviétique, qui a plutôt la configuration d'un « syndicat vertical fasciste », est farouchement pro-guerre.

Contrairement à ce qui se passait il y a trente ans, les divers groupes de mères de soldats ne jouent pas (pas encore ?) un rôle important ; par contre, le réseau Résistance féministe antiguerre (FAS), essentiellement composé de jeunes, est sans doute le mouvement antiguerre le plus efficace du pays. Il joue aussi un rôle essentiel aujourd'hui en matière d'information sur ce qui se passe dans toute la Fédération de Russie, y compris à propos des résistances à la militarisation dans certaines républiques autonomes (Yakoutie, Bouriatie, Daghestan, Bashkiristan, etc.).

Au Bélarus, si l'on parle surtout de l'opposition libérale démocrate en exil, l'opposition à la guerre s'est manifestée d'abord par les actions du syndicat indépendant BKDP, soumis à une intense répression. C'est aussi le cas du Centre de défense des droits humains Viasna et de son animateur, Alès Bialiastky (coprix Nobel de la paix).

Tout cela reste plus ou moins en dehors des radars des organisations homologues des pays européens, syndicalistes, gauches diverses, écologistes, libertaires, féministes, mouvement de paix et non-violents, ONG et associations, délibérément ou par distraction, jusqu'à présent, trop souvent aux abonnés absents, trop souvent sans aucune relation avec ceux qui devraient être leurs partenaires naturels, ukrainiens ou russes… Le soutien aux médias indépendants reste limité, les relais pour que les informations vers la Russie et le Bélarus, ou provenant de la Russie et du Bélarus, le sont tout autant, la lutte pour permettre aux opposants exilés de bénéficier de conditions de séjour prolongés, en France par exemple, insuffisante.

Il y a, nous l'avons vu, heureusement des exceptions, comme le RESU/ENSU déjà cité, comme la solidarité syndicale effective (par exemple, avec les convois organisés régulièrement par un réseau de petits syndicats dont en France l'Union syndicale Solidaires, ou les convois de l'intersyndicale française avec les principales confédérations). Et des absences préoccupantes, car si Jean-Luc Mélenchon et le groupe parlementaire LFI ont apporté leur soutien à certains militants de la gauche socialiste russe, LFI n'a toujours pas de relations avec la gauche ukrainienne… Car si le Parti vert européen, ou EELV en France, se sont positionnés fermement contre l'agression poutinienne et pour la défense de l'Ukraine, ils n'ont guère engagé d'actions de solidarité politique et concrète les concernant en propre par rapport aux mouvements ukrainiens. Les principales organisations libertaires en France ignorent toujours leurs camarades ukrainiens… Et l'on pourrait ainsi multiplier les exemples.

En attendant, dans les conditions différentes, bien entendu, de l'Ukraine agressée, d'une part, et des dictatures russes et biélorusses, d'autre part, les progressistes ont besoin de soutien politique et d'actions concrètes de la part de leurs pairs, *maintenant* !

Bernard Dréano est membre du Comité français du RESU, président du Cédétim et cofondateur de l'Assemblée européenne des citoyens AEC/HCA-France. Il est l'auteur de *Jours gris et nuages d'aci* (Syllepse, 2023).

L'UKRAINE ET LA CRISE DE LA GAUCHE ITALIENNE

FABRIZIO BURATTIN

L'invasion et la destruction de l'Ukraine par les armées de la Fédération de Russie se poursuivent depuis près d'un an.

Bien sûr, comme on le sait, toute l'histoire du capitalisme est ponctuée de guerres, de dévastations, de massacres. La « paix mondiale » stipulée immédiatement après la défaite du fascisme nazi ne s'est certainement pas transformée en la paix prêchée dans la charte des Nations unies, qui s'engageait à « maintenir la paix et la sécurité internationales en prenant des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces contre la paix et de réprimer les actes d'agression ou autres atteintes à la paix, et de parvenir, par des moyens pacifiques, au règlement ou à la résolution de différends internationaux ou de situations susceptibles d'entraîner une rupture de la paix » (article 1).

De plus, on le sait, le monde est frappé par une rafale de crises : économique, environnementale, alimentaire, migratoire… Alors, où que l'on se tourne, les raisons de la mobilisation des anticapitalistes se multiplient, alors que les forces à engager dans ces mobilisations se font de plus en plus rares.

UNE OCCASION MANQUÉE

Mais ces observations, que je qualifierais d'évidentes, n'enlèvent rien au caractère choquant de cette guerre. Au lieu de cela, une grande partie de la gauche italienne a considérablement banalisé cette guerre, comme pour dire que puisqu'il s'agissait d'une guerre parmi d'autres, il serait inutile de la prendre de front, et s'est concentrée non pas tant sur la souffrance des populations directement impliquées, mais plutôt sur les conséquences que la guerre aurait sur les classes ouvrières italiennes.

La gauche italienne (bien qu'avec des nuances différentes, mais avec un comportement largement convergent) a choisi, au contraire, d'ignorer l'opportunité cruciale d'intervention et d'initiative antiguerre que constituait l'affaire ukrainienne, a choisi de ne pas se mettre à l'écoute de la vague émotionnelle que l'initiative criminelle de Poutine a déclenchée dans les opinions publiques des pays d'Europe occidentale, et en particulier dans l'Italie, par ailleurs coupable de surdité à l'égard de la souffrance humaine la plus indicible lorsqu'elle se produit loin de sa zone de confort. Au contraire, elle a choisi de contrer cette vague émotionnelle, en la désignant comme le fruit secondaire de la propagande de l'impérialisme occidental. Et elle a choisi de privilégier la recherche d'une hypothétique harmonie avec le « pacifisme des boutiquiers », de ceux qui regardent avec hostilité la résistance ukrainienne, s'opposent aux sanctions, et applaudissent sourdement (parfois même explicitement) à la « victoire du plus fort », parce que tout ce que la résistance et les sanctions impliquent remet en cause leur misérable business.

En courtisant cette supposée « majorité pacifiste italienne », ce n'est pas une coïncidence si la gauche s'est retrouvée dans une concurrence directe peu honorable et peu rentable avec Berlusconi et Salvini.

Une attitude radicalement différente aurait pu devenir un instrument pour faire réfléchir les gens sur leur propre égoïsme, pour pousser à un mouvement d'indignation envers Poutine et de solidarité avec les Ukrainien·nes, et en même temps pour montrer ces souffrances comme un exemple du tourment de tous les autres peuples qui souffrent dans des situations de guerre ou d'oppression par des puissances étrangères.

Pour une grande partie de ce qui, allez savoir pourquoi, continue d'être considéré comme la « gauche radicale » italienne, la guerre d'invasion de la Russie en Ukraine a été l'occasion de parler d'autre chose, en évitant soigneusement toute mention significative de ce qui se passait et se passe en Ukraine. […]

ÊTRE « DE GAUCHE »

La première qualité qui devrait différencier une femme ou un homme de gauche d'une femme ou d'un homme de droite est la capacité d'empathie avec le reste des classes populaires, quelle que soit la couleur de leur peau, leur religion, leur lieu de vie. […] En

d'autres termes, la capacité à « se mettre à la place de l'autre ». […] Il faut reconnaître que les injustices commises à l'encontre du peuple ukrainien en cette année de guerre n'ont pas été « ressenties en profondeur » par la gauche italienne, ni même superficiellement, une gauche qui a préféré privilégier et « ressentir » la « souffrance » de l'oligarchie russe, décrite plus ou moins comme gravement menacée par l'impérialisme américain (et ses alliés européens), justifiant en quelque sorte sa réaction sur la peau du peuple ukrainien.

LA GAUCHE ITALIENNE FAIT SIENS LES ARGUMENTS D'UN SEUL IMPÉRIALISME

La « gauche » a osé parader dans les, hélas, très rares occasions de mobilisation sur la question, en centrant ses mots d'ordre sur le désarmement de la résistance ukrainienne et la fin des sanctions contre la Russie. Donc une « gauche » italienne a été perçue par le peuple ukrainien comme un soutien à l'agression russe […].

Une « gauche » qui s'est distinguée en faisant siennes les motivations […] mises en avant par les dirigeants de la Fédération de Russie :

- « Ukraine nationaliste et antirusse », alors que, deux ans seulement avant l'agression, un président (Zelensky) avait été démocratiquement élu avec plus de 73 % des voix (y compris dans le Donbass) et avait proposé un programme de recherche d'une entente avec la Russie. Rappelons que lors des élections législatives ukrainiennes, qui se sont tenues en 2019 trois mois après l'élection de Zelensky, plus de vingt partis ont participé, dont certains pro-russes, qui ont recueilli collectivement un peu plus de 16 % des voix et élu une cinquantaine de députés (sur 450).
- « L'Ukraine repaire de nazis », alors que les forces d'extrême droite, pourtant présentes, étaient réduites à quelques points de pourcentage. […] Que dire de l'Italie, où le parti post-fasciste dirige le gouvernement et alors que la Russie était et est un point de référence pour une grande partie des forces d'extrême droite internationales.
- « L'Ukraine est antidémocratique parce qu'elle a interdit les partis d'opposition », alors que les partis interdits sont ceux qui ont ouvertement soutenu l'invasion russe (Ilya Kiva, chef et député du principal parti d'opposition pro-russe, après l'entrée des troupes russes, a déclaré […] que « les actions de la Russie apportent la paix et l'espoir de la renaissance du peuple ukrainien, asservi et mis à genoux par l'Occident, imprégné de nazisme et qui n'a pas d'avenir. L'Ukraine a besoin d'aide et de libération. Nous comptons sur la Russie, car je sais que les Ukrainiens, les Biélorusses et les Russes forment une seule nation, une seule famille. Et le temps viendra où nous nous rassemblerons et ferons front »). […]
- « L'Ukraine inexistante en tant que peuple autre que la Russie ». J'y reviendrai (conscience nationale, ethnicité, autodétermination…) plus tard. […]

UN « ANTI-IMPÉRIALISME » DES IMBÉCILES

Le manque de sérieux et l'incapacité d'analyse de cette gauche sont démontrés par le fait que jusqu'aux années 1980, elle définissait l'URSS, à l'époque de Khrouchtchev et Brejnev, comme une puissance « social-impérialiste », alors qu'aujourd'hui, après tout ce qui s'est passé, elle considère la Russie comme un acteur positif pour la défense du « caractère multipolaire » de la planète.

Il est utile de rappeler à cet égard que le chaos géopolitique qui a caractérisé la planète après la défaite américaine au Vietnam, après celle en Irak, et enfin après celle en Afghanistan en août 2021, ce chaos qui avait conduit même le président français Macron à décrire l'OTAN comme étant dans un « état de mort cérébrale », est en train de se recomposer précisément grâce à l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Au cours des dix derniers mois, la centralité de l'impérialisme américain est définitivement reconstituée, l'OTAN a habilement réussi à reconstruire une « fonction » qu'elle avait perdue avec la fin de la guerre froide, et sa popularité croît malheureusement de manière exponentielle (voir les nouvelles adhésions et le consensus qu'elle obtient dans de grandes parties du monde, non seulement parmi les gouvernements mais aussi dans l'opinion publique).

Mais l'empathie ne signifie pas seulement considérer les souffrances du peuple ukrainien avec pitié et de manière solidaire : on pourrait ainsi se limiter à soutenir des initiatives de solidarité (comme l'envoi de nourriture, de couvertures, de générateurs électriques, etc.

à l'Ukraine), initiatives qui de toute façon en Italie ont été totalement ignorées ou même regardées avec méfiance par la gauche et laissées (avec quelques exceptions louables) aux associations religieuses et laïques. Pour un internationaliste, l'empathie signifie précisément « se mettre à la place de l'autre » et, depuis notre propre zone de confort, se demander ce que nous, internationalistes, ferions si nous étions là.

D'ailleurs, la gauche aurait déjà dû le faire pour la Syrie, dès 2011, lorsque les premières protestations et soulèvements contre le régime de Bachar el-Assad ont éclaté. L'alternative était la suivante : prendre parti pour la défense du régime, jusqu'à saluer comme positifs les bombardements criminels de la Russie et de l'armée d'Assad qui ont rasé la ville d'Alep et tant d'autres villes plus petites […] ; ou choisir de soutenir, en préservant évidemment leur indépendance d'analyse et d'initiative, la rébellion populaire ?

De même, comment nous serions-nous comportés si nous nous étions retrouvés en Ukraine le 24 février ? Nous aimons un peu trop l'affirmation de Carl von Clausewitz dans son ouvrage *De la guerre* selon laquelle « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Cette déclaration cache (surtout au lecteur inattentif) qu'une situation de guerre (contrairement à ce qui se passe lorsque la « politique » est encore en vigueur) n'offre pas trop de choix et ne permet pas d'adopter une posture neutre astucieuse. Les choix disponibles étaient et sont substantiellement réduits à trois :

- saluer l'invasion russe comme libératrice et choisir diversement de collaborer avec elle ;
- fuir et laisser la défense des maisons, des infrastructures et des vies de ceux qui n'ont pas pu fuir, ainsi que de l'indépendance politique du pays lui-même, à la seule armée régulière ;
- ou participer de diverses manières à la résistance ukrainienne, cherchant à apporter une propre contribution, armée ou non, précisément à la défense du pays.

Il est clair qu'une grande partie de la « gauche radicale » italienne, si elle s'était trouvée à la place du « jeune Ukrainien », aurait adopté la première position, ou tout au plus la deuxième, apparemment presque aucun la troisième.

L'IDÉE DU « DÉFAITISME SUR LES DEUX FRONTS »

Quant à la position du prétendu « défaitisme révolutionnaire », c'est un stratagème commode pour ceux qui l'agitent à des milliers de kilomètres des bombardements. Ceux qui essaient de la pratiquer dans le contexte ukrainien, comme le « Front ouvrier d'Ukraine », pris comme point de référence par les adhérents du document issu de la conférence « Non à la guerre impérialiste ! » du 16 octobre ne peuvent la concrétiser que par des déclarations impuissamment propagandistes, comme celle de ce Front : « Il existe une clé pour mettre fin à ce cycle de guerre et d'exploitation : le socialisme, dans lequel chaque être humain est le frère d'un autre être humain. »

À celles et ceux qui perdent leur maison, à celles et ceux qui ne savent pas quoi manger, à celles et ceux qui n'ont rien pour se réchauffer, à celles et ceux qui croisent les doigts pour éviter d'être déchiré·es par des bombes ou des snipers, le « socialisme » ne peut être proposé comme solution. De plus, dans une partie du monde, dans une situation où pour beaucoup, le terme « socialisme » a une consonance ambiguë, voire inquiétante. D'autant plus de la part d'une organisation comme le Front, qui, avec ses références à Staline et à la période soviétique, ne précise même pas à quel socialisme il se réfère, ou peut-être le précise-t-il trop bien. Front qui affirme qu'en Russie, où le capitalisme est assez démocratique, l'idéologie socialiste n'est pas limitée par des interdictions, alors qu'en Ukraine, il existe un véritable fascisme/nazisme […]. Quant à la lecture de la guerre par le Front ouvrier, elle se résume comme suit :

> La guerre est la continuation de la lutte impérialiste pour les riches ressources du pays, ainsi que pour sa main-d'œuvre et son industrie résiduelle de l'ère soviétique. L'invasion est une tentative du capitalisme monopoliste russe de retrouver la position de force qu'il a perdue en 2014 avec la réorientation vers l'ouest de la politique ukrainienne. Analysons l'intérêt des États-Unis à affaiblir la Russie et, d'une manière générale, à considérer la guerre en Ukraine comme le prélude à une « nouvelle guerre mondiale ».

Sur la base de ces considérations, on risque donc de tout justifier comme une défense du *statu quo,* l'invasion américaine du Vietnam, la tentative d'invasion américaine de Cuba, etc. Avec cette approche, tout choix géopolitique d'un pays, au lieu d'être une manifestation de la libre volonté de ce gouvernement et de ce peuple de s'orienter politiquement d'une manière différente, se transforme en un simple fruit du contraste interimpérialiste. Les peuples disparaissent et seuls les grands marionnettistes restent.

Et même dans le choix des « marionnettistes », le Front semble avoir une certaine préférence, à tel point que la récente « violente prise de pouvoir de l'idéologie nationaliste réactionnaire et de la russophobie [en Ukraine] après le 24 février » n'est pas considérée comme une conséquence de l'agression de Poutine […], mais comme du « lavage de cerveau nationaliste promulgué par le gouvernement Zelensky ». […]

ÊTRE INTERNATIONALISTE

Je le répète, l'internationalisme consiste principalement à poser la question « que ferais-je (avec mes idéaux et mon bagage politique) si j'étais là-bas », sinon ce n'est pas de l'internationalisme. Il fut un temps où être internationaliste conduisait même à partir avec les « brigades internationales ». Mais au moins, cela ne doit pas conduire à subordonner sa position sur l'Ukraine à l'opportunisme politique et au « positionnement » national. Ce n'est pas et ne pourra jamais être l'internationalisme.

Ce que j'ai essayé de dire sur la·le « jeune Ukrainien » peut également être dit sur la·le « jeune Russe ». L'internationalisme, c'est aussi se demander quelle position doit prendre un internationaliste russe. L'internationaliste russe ne ressent pas la même urgence que l'Ukrainien·ne, mais sa conscience internationaliste devrait le pousser à adopter une position convergente. Et c'est ce que font des milliers de jeunes Russes et surtout des opposant·es russes. Les démocrates russes devraient-ils dire (à l'instar d'une grande partie de la gauche italienne) que l'OTAN est responsable de la situation ? Que l'Ukraine est infestée de nazis ? Qu'elle est antidémocratique parce qu'elle interdit l'opposition ? Elle ne serait alors plus dans l'opposition à Poutine, car elle partagerait ses analyses fondamentales.

Au contraire, les opposant·es russes adoptent essentiellement la ligne du mouvement américain contre la guerre du Vietnam entre 1966 et 1975 : « Sortez la Russie de l'Ukraine », « Ramenez nos garçons à la maison ». Et les secteurs les plus conscients, comme ce fut le cas pour les États-Unis il y a plus de cinquante ans, brandissent le mot d'ordre de base : « Pour la victoire de l'Ukraine ».

QUATRE POIDS ET QUATRE MESURES

Je sais déjà que nos « gauchistes radicaux » répliqueront : « Mais nous sommes ici, nous devons nous opposer à l'OTAN. » Bien. Mais je soutiens que nous devons également nous opposer à l'OTAN, alors que pour notre gauche locale, l'opposition et la dénonciation des responsabilités de l'OTAN et de l'UE ont remplacé et effacé toute trace de solidarité avec le peuple ukrainien, avec sa résistance et avec sa gauche internationaliste.

Elle dénonce à juste titre le « deux poids, deux mesures » des médias pro-atlantiques, qui dénoncent l'angoisse de l'armée russe mais se taisent ou même justifient l'angoisse des Américains dans leurs nombreuses guerres impérialistes, celles des Turcs contre les Kurdes, celles des Israéliens contre les Palestiniens, etc. Mais ce « deux poids, deux mesures » est contrebalancé par un autre « deux poids, deux mesures » tout aussi farfelu qui banalise la souffrance du peuple ukrainien.

Une partie de cette gauche, afin de justifier son camp et sa position parfois explicitement « poutiniste », a également remis en question le concept même d'autodétermination, le considérant comme un vestige du 20e siècle […], une valeur dépassée (en vertu de la mondialisation ?), un résidu du Risorgimento du 19e siècle, en tout cas une valeur bourgeoise (comme la démocratie ?) et donc à ne plus poursuivre. Elle finit aussi, plus ou moins inconsciemment, par corroborer le grand nationalisme russe qui était celui des tsars et qui est maintenant un outil du bonapartisme fasciste de Poutine.

On prétend que les Ukrainiens ne sont pas un peuple. Que, de toute façon, des siècles d'union avec la Russie les ont « russifiés ». Cette qualification est tout à fait périlleuse et, encore

une fois, plus ou moins involontairement trompeuse. Les différenciations ethniques ont peu à voir avec l'autodétermination. […]Ceux qui contribuent de manière décisive à la croissance d'un « sentiment national », avec la découverte de son « identité », sont très souvent ceux-là mêmes qui veulent le nier. La pression anti-ukrainienne que la Russie a exercée sur son pays voisin, depuis au moins l'Euromaïdan, puis la guerre d'agression actuelle, ont été les multiplicateurs les plus puissants du sentiment national et, par conséquent, de l'orientation antirusse qu'il a acquise.

[…] Enfin, j'ajouterai, comme une démonstration supplémentaire de la crise même morale de l'internationalisme, que personne dans la « gauche radicale » italienne n'a même pensé à organiser des initiatives qui donnent la parole à des protagonistes ukrainien·nes ou russes. Les seules exceptions ont été les occasions extrêmement importantes où le « Comité pour le non à la guerre en Ukraine » a entendu la chercheuse ukrainienne Daria Saburova, le sociologue russe Alexander Bikbov et le journaliste italo-russe Jurii Colombo.

Le même comité qui a organisé et réalisé la seule manifestation de gauche près de l'ambassade de Russie à Rome le 7 octobre.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 16, 24 FÉVRIER 2023

L'ORCHESTRE DES AVEUGLES, DES SOURD·ES, DES AMNÉSIQUES, DES BONIMENTEUR·EUSES ET DES COMPLICES JOUE SA PARTITION

DIDIER EPSZTAJN, MARIANA SANCHEZ, PATRICK SILBERSTEIN

AVEUGLES ET SOURD·ES…

Peut-être ne savons-nous pas qu'il existe des Ukrainien·nes qui luttent contre l'invasion de leur pays et contre les politiques néolibérales de leur gouvernement.

Peut-être ne savons-nous pas qu'il existe des organisations syndicales, étudiantes, féministes et politiques en Ukraine qui partagent nos combats et nos idées.

Peut-être ne savons-nous pas qu'il existe des forces antiguerre et progressistes et des peuples opprimés dans la Fédération de Russie.

Peut-être ne savons-nous pas qu'il existe des forces antiguerre et progressistes au Bélarus.

Peut-être n'avons-nous pas entendu Vladimir Poutine parler de la destruction de l'Ukraine et de la non-existence des Ukrainien·nes en tant que peuple.

Peut-être n'avons-nous pas saisi que les armées de la Fédération de Russie ont violé les frontières d'un pays indépendant (crime d'agression), bombardé des populations civiles (crime de guerre), déporté des adultes et des enfants (crime de guerre), utilisé le viol comme arme de guerre (crime contre l'humanité), etc.

Peut-être ne savons-nous pas que si les armées poutiniennes se retirent sans conditions, de toute l'Ukraine, il n'y aura plus de guerre et que la paix redeviendra un horizon du possible.

Peut-être ne savons-nous pas que si les Ukrainien·nes renoncent à résister, l'Ukraine sera détruite comme peuple et comme nation indépendante.

Peut-être ne savons-nous pas que si les Ukrainien·nes ne sont plus suffisamment armé·es, l'Ukraine sera détruite comme nation indépendante.

Peut-être ne savons-nous rien ou si peu de choses. Mais est-ce une raison de croire les bonimenteur·euses ?

AMNÉSIQUES…

Peut-être avons-nous oublié la distinction entre les guerres légitimes – telles les guerres de libération nationale –, et les guerres

impérialistes, de conquête ou coloniales – les guerres d'oppression.

Peut-être avons-nous oublié qu'il y a une différence fondamentale entre une dictature fascisante et une république démocratique, aussi imparfaite soit-elle.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions tchèques et que nous nous sommes battu·es contre l'annexion de notre pays et que certain·es disaient dit « non à la guerre » et que les armées nazies nous ont envahi·es.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions irlandais·es et que nous nous sommes battu·es contre l'occupation anglaise et que certain·es nous disaient « non à la guerre » et… la partition de notre pays dure depuis plus d'un siècle.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions résistant·es dans l'Europe occupée et que certain·es nous ont traité·es de terroristes et que d'autres nous expliquaient que les deux camps se valaient.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions est-allemand·es, polonais·es, hongrois·es, tchécoslovaques, afghan·es et que nous nous sommes battu·es contre l'occupation et l'invasion soviétique et que certain·es nous disaient qu'il fallait défendre la « patrie des travailleurs » contre l'impérialisme.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions amérindien·nes, que nous étions herero ou namas, que nous étions arménien·nes et que certain·es n'ont rien fait contre les génocides ou les ont applaudis.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions africain·es et que certains n'ont rien fait contre la traite négrière et l'ont même applaudie.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions quelque part dans le monde et que beaucoup n'ont rien fait contre les colonisations et que beaucoup les ont soutenues.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions espagnol·es, catalan·es, basques… et que certains ont refusé de nous livrer des armes pour combattre les armées de Franco.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions algérien·nes et que nous nous sommes battu·es pour libérer notre pays de la colonisation française et que certain·es se contentaient de dire « Non à la guerre » et « Paix en Algérie ».

Peut-être avons-nous oublié que nous étions vietnamien·nes et que nous nous sommes battu·es, d'abord contre l'armée française puis contre celle des États-Unis et que certain·es se contentaient de dire « Non à la guerre » et « Paix au Vietnam ».

Peut-être avons-nous oublié que nous étions syrien·nes et que nous battions contre la dictature de Bachar el-Assad, soutenue par la Fédération de Russie, et que certain·es disaient « Non à la guerre ».

Peut-être avons-nous oublié que des compagnons de Karl Marx se sont engagés dans l'armée de l'Union pour faire abolir l'esclavage.

Peut-être avons-nous oublié que des anarchistes espagnol·es sont entré·es dans Paris sur les chars américains de la 2e DB.

Peut-être avons-nous oublié que nous étions russes, biélorusses, tchétchènes, géorgien·nes, que savons-nous encore, et que nous nous battons contre la dictature grand-russienne et que certain·es pensent qu'il ne faut pas humilier la Russie.

Peut-être avons-nous oublié que l'impérialisme étatsunien avait fourni des armes aux Chinois·es pour lutter contre le colonialisme japonais.

Peut-être avons-nous oublié que l'impérialisme étatsunien avait fourni des armes au gouvernement soviétique pour lutter contre les armées nazies.

Nous sommes tchèques, nous sommes irlandais·es, nous sommes polonais·es, nous sommes hongrois·es, nous sommes vietnamien·es, nous sommes algérien·nes, nous sommes palestinien·nes, nous sommes syrien·nes, nous sommes sahraoui·es, nous sommes haïtien·nes, nous sommes birman·es, nous sommes ouïghour·es, nous sommes kurdes, nous sommes péruvien·nes, nous sommes nicaraguayen·nes, nous sommes iranien·nes, nous sommes ukrainien·nes.

Nos vies et nos libertés justifiaient et justifient que nous résistions à l'impérialisme et à la dictature.

LES BONIMENTEUR·EUSES…

Nous ne voulons pas être passé·es sous silence et notre sécurité ne peut être considérée comme quantité négligeable au nom de la paix entre grandes puissances, au nom du maintien de l'ordre mondial.

Celles et ceux qui soutiennent les dictatures, celles et ceux qui soutiennent les agresseurs impérialistes, nous dénient le droit de résister (militairement ou non) pour défendre nos libertés, nos droits nationaux, nos droits en tant que peuples, nos acquis sociaux.

Celles et ceux qui veulent nous désarmer au nom de la « paix », choisissent la destruction de l'Ukraine et de son peuple.

Hier Chamberlain (et l'impérialisme anglais) et Staline (et sa dictature au nom du soviétisme) ont soutenu la paix avec Hitler : résultat le démantèlement de la Pologne, la multiplication des camps de concentration, l'industrie étatique de la mort et les camps d'extermination, une guerre mondiale, des millions de victimes civiles et militaires et un génocide des populations juives et tziganes…

Celles et ceux qui soutiennent l'invasion des armées russes en Ukraine, celles et ceux qui ne veulent pas donner aux populations ukrainien·nes les moyens de résister et de libérer leur pays ne sont pas nos ami·es.

Celles et ceux qui parlent de « paix » en ne soutenant pas le droit légitime à l'autodétermination des peuples ukrainiens et le droit de vivre, celles et ceux qui rompent avec le soutien aux luttes de libération nationale se trompent et contribuent à saper les droits de tous·tes les citoyen·nes, en Ukraine et dans le monde.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 17, 15 MARS 2023

« LA RESTAURATION DES FRONTIÈRES DE L'UKRAINE AVEC LA RUSSIE ENTRAÎNERA LA CESSATION IMMÉDIATE DES HOSTILITÉS »

« J'ai toujours tâché de vivre dans une tour d'ivoire, mais une marée de merde en bat les murs, à la faire crouler », Gustave Flaubert, lettre à Ivan Tourgueniev, 13 novembre 1872.

PATRICK SILBERSTEIN

Le 22 février, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a ouvert la session de l'Assemblée générale de l'organisation internationale par ces mots : l'invasion de l'Ukraine par la Russie est « un affront à la conscience collective » avant de rappeler l'attachement de l'ONU à « la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, dans ses frontières internationalement reconnues ». Le lendemain, l'Assemblée générale a exigé « de nouveau » que « la Fédération de Russie retire immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires du territoire ukrainien à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du pays ». Dans sa résolution, l'Assemblée appelait à la « cessation des hostilités » et soulignait « la nécessité de parvenir […] à une paix globale, juste et durable en Ukraine, conformément aux principes de la Charte des Nations unies ». (Il n'est sans doute pas inutile de rappeler que la résolution en question a été adoptée par 141 voix contre sept (le Bélarus, la Corée du Nord, l'Érythrée, le Mali, le Nicaragua, la Russie, la Syrie – excusez du peu) et onze abstentions (dont Cuba, la Chine, l'Inde et l'Iran.)

De son côté, dès le mois de novembre dernier, le président ukrainien avait formulé une proposition de paix en s'inspirant des mêmes principes : « Nous devons rétablir la validité du droit international – et cela sans aucun compromis avec l'agresseur. Car la Charte des Nations unies ne peut être appliquée de manière partielle, sélective ou selon son bon vouloir. La Russie doit réaffirmer l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans le cadre des résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies et des documents internationaux. » Il ajoutait que « la Russie doit retirer toutes ses troupes et formations armées du territoire de l'Ukraine » et que la restauration des frontières de l'Ukraine avec la Russie entraînerait la « cessation réelle et complète des hostilités ». Il rappelait

également une autre position : « Les pourparlers, quels qu'ils soient, *doivent être menés de manière publique, et non pas en coulisses*[1]. »

Les choses semblent claires. L'agressé déclare qu'il cessera les hostilités dès le retrait des troupes de l'envahisseur. Les Nation unies exigent le retrait « sans condition » de l'envahisseur au-delà des frontières « internationalement reconnues ». Quant à l'agresseur, chacun·e appréciera ce qu'il dit et fait…

De son côté, un intellectuel de renom, Jürgen Habermas, a saisi le moment du premier anniversaire de la guerre totale déclenchée par la dictature de Moscou pour publier un « Plaidoyer pour des négociations » (*Le Monde,* 22 février 2023). Le philosophe nous explique que si « l'Ukraine ne doit pas perdre la guerre », il serait toutefois « inopérant de dire que seule l'une des parties engagées dans la guerre peut décider de son objectif de guerre et, le cas échéant, du moment des négociations ». Les objectifs de guerre des deux parties étant largement connus, il nous propose rien de moins que de résoudre le paradoxe de l'âne de Buridan. Enfin, selon lui, la guerre étant de plus en plus meurtrière, même les « partisans du droit international » devraient « faire des tentatives énergiques pour entamer des négociations et chercher une solution de compromis qui ne permette pas à la partie russe d'obtenir un gain territorial par rapport à la situation du début du conflit, mais lui permette de sauver la face ». Décidément l'âne de Buridan est de retour…

Abandonnant l'âne à son indécision, le philosophe nous administre une magistrale leçon de sophisme, digne du mauvais élève de terminale D que je fus et dont les cours de philo furent interrompus par Mai 68. Je cite : « L'objectif de nos livraisons d'armes est-il que le pays "ne puisse pas perdre la guerre" ou ces livraisons visent-elles plutôt une "victoire" sur la Russie ? » Notre philosophe nous en apprend une belle, je résume pour qui ne regarde pas BFM TV attentivement depuis un an : les chancelleries occidentales sont divisées entre celles qui pensent qu'il faut aider militairement l'Ukraine « pour vaincre la Russie et restaurer ainsi l'intégrité territoriale du pays, y compris la Crimée » et celles qui voudraient « forcer les tentatives d'instaurer un cessez-le-feu et d'entamer des négociations qui, au moins avec le rétablissement du *statu quo* d'avant le 23 février 2022, permettraient d'éviter une possible défaite ». On chercherait en vain dans ce texte la moindre esquisse de compromis, la moindre référence à la volonté de la nation qui résiste à l'invasion et à l'impérialisme.

Enfin, Jürgen Habermas, qui semble bien peu préoccupé par ce que les gens du commun font et souhaitent, affirme l'urgence d'une « réglementation dans toute la région de l'Europe centrale et orientale, qui va au-delà des objets de litige des actuels belligérants ». Ce serait bassement polémique que de penser qu'il faut mettre les peuples de ces régions sous tutelle en respectant la Fédération de Russie (c'est-à-dire, c'est moi qui le dis, son intégrité puisque les peuples qui la composent ne sont que des sujets).

Le titre même de la tribune d'Habermas, « Plaidoyer pour des négociations », nous tire par la manche vers le Projet de paix perpétuel de Emmanuel Kant, dont il se veut le disciple lointain. Pourtant, dans la leçon qu'il nous administre aujourd'hui – il s'agit d'ailleurs plus d'une supplique aux puissants du moment que d'une adresse aux citoyens du monde –, Habermas oublie que le philosophe de Kœnisberg aspirait à la constitution d'un gouvernement mondial, d'une « fédération d'États libres », d'une « association fédérative » des nations, qui soit le garant du droit et de la paix. Loin de moi l'outrecuidance de vouloir donner une leçon à Jürgen Habermas, mais il devrait descendre de son Olympe, de sa tour d'ivoire – comme on disait autrefois des mandarins –, pour prendre en compte le réel. En effet, quoi qu'on pense de l'ONU, notamment de ses limitations notamment du fait de l'existence du conseil de sécurité, l'« association fédérative » dont parlait Kant existe bel et bien ; et elle exige que la paix revienne par le retrait complet, inconditionnel et immédiat des troupes russes d'Ukraine.

Zakhar Popovitch n'a sans doute pas lu la tribune de Jürgen Habermas, pas plus qu'il n'a lu celles de certains parlementaires de la gauche française qui prennent peu à peu leur distance – et c'est tant mieux – avec les propos

1. *Courrier International,* 17 novembre 2022. Souligné par moi.

lénifiants du pacifisme intégral ou de l'alignement plus ou moins critique sur Moscou[1]. Ses propos sont non seulement une musique que les internationalistes aiment entendre et interpréter dans la société, c'est aussi une réponse nette et claire aux partisans de la négociation à tout prix. Il mérite d'être longuement cité :

> Une condition préalable à toute discussion sur la paix doit être la fin de l'agression russe. Sans la fin des bombardements et de l'offensive russe, il est ridicule d'en parler. Bien sûr, nous avons besoin d'une paix juste et démocratique. Nous avons besoin d'un débat public et de négociations publiques sur la paix[2], mais il semble que tant que l'armée russe n'aura pas subi une défaite écrasante, il est peu probable que les autorités russes se rendent compte de cette nécessité. […]
> Ce n'est qu'alors, une fois que celles et ceux qui ont été forcé·es de quitter le pays seront rentré·es, que nous pourrons parler du début d'un processus démocratique pacifique, d'élections locales et de référendums surveillés par l'OSCE et d'autres observateurs internationaux. […]
> Si la Russie était prête à discuter du retrait de ses troupes et du déploiement de forces internationales de maintien de la paix dans les territoires occupés du Donetsk et du Louhansk, ainsi qu'en Crimée, de telles négociations pourraient avoir un sens. Et plus tôt les autorités russes commenceront à retirer leurs troupes, plus de vies seront sauvées et moins les conséquences de la guerre seront horribles. […]
> Les livraisons de chars signifient bien sûr la préparation d'une nouvelle escalade des hostilités, nous en sommes bien conscients. Malheureusement, tant que l'armée russe ne met pas fin à son agression, l'alternative à l'escalade ne peut être qu'une destruction plus ou moins rapide de l'Ukraine par l'agresseur russe. […]
> L'Ukraine a déclaré à plusieurs reprises qu'elle n'avait pas l'intention d'utiliser ses forces armées en dehors de son territoire : les armes actuellement envoyées en Ukraine ne menacent pas les civils en Russie ou dans d'autres pays. Ces armes sont et seront utilisées uniquement contre un agresseur armé qui a envahi notre territoire. […] Libérer la Russie du régime criminel de Poutine n'est pas une tâche pour l'armée ukrainienne, mais pour les Russes eux-mêmes. Nous ne pouvons qu'espérer que la défaite de l'armée d'invasion de Poutine aidera les Russes à faire face à Poutine lui-même.
> […] Je souhaite que l'Ukraine reste un pays non aligné fort, mais nous ne pourrons commencer à parler de statut neutre et non aligné que lorsque la menace militaire russe directe et immédiate aura été éliminée et que la machine militaire russe à nos frontières orientales aura été démantelée. Aujourd'hui, l'Ukraine a besoin d'alliés, pas de discours sur la neutralité.

Revenons à Habermas qui nous rappelle à juste titre que « le renversement d'un régime autoritaire n'est crédible et stable que s'il vient de la population concernée et s'il est donc porté de l'intérieur ». Cela va de soi. Mais, car il y a un *mais,* dont la philosophe ne dit rien – un *mais* dialectique, dirait un autre philosophe –, la défaite militaire et la déroute politique du projet impérialiste russe sous les effets de la résistance populaire et militaire du peuple ukrainien ne sont-ils pas un extraordinaire catalyseur de la crise et de la débâcle du régime poutiniste, ainsi que d'un possible soulèvement démocratique des peuples enfermés dans la Fédération de Russie ?

1. Les propositions du président brésilien d'un « groupe de paix », voire celles de la Chine, leur servent désormais de référence.

2. Des « pourparlers publics », rappelons-le à nouveau, ont été proposés par le président ukrainien.

ANTI-IMPÉRIALISMES ET INTERNATIONALISMES

ÉRIC SIMON

Les visions de l'internationalisme et de la lutte anti-impérialiste ont toujours été agitées dans l'histoire du mouvement ouvrier, mais les conflits de l'après-guerre dite « froide » (qui ne fut froide que dans le Nord et souvent très chaude dans le Sud, ce qui sera important pour la suite) ont accentué les divisions, déjà fortes durant cette période. Ces divisions sont devenues de véritables fossés, où le camarade d'hier est devenu, sur le plan géopolitique, au mieux un naïf manipulé et/ou l'agent et/ou le complice d'un des camps de l'impérialisme au pire, un ennemi. Le débat qui agite actuellement la gauche mondiale sur l'Ukraine n'est pourtant pas nouveau, et beaucoup n'ont pas su tirer des leçons depuis la chute du rideau de fer, puis des guerres de déstructuration de l'ex-Yougoslavie et du Caucase, mais aussi des révolutions arabes…

Outre les arguments assumés idéologiquement, l'une des raisons principales, qu'il faudra développer, est la perte ou le manque de référents dans la plupart des zones concernées. Ainsi, à part quelques tendances trotskistes et anarchistes de quelques pays, les partis se revendiquant de l'internationalisme ouvrier ont totalement délaissé depuis trente ans toutes les zones auparavant sous contrôle des pays dits communistes. Dans le même temps, la globalisation capitaliste et la multiplication des structures interétatiques, transnationales, politiques et économiques ont permis le développement de liens au niveau planétaire dans tous les secteurs, largement amplifiés et alimentés par les réseaux de communication modernes. Le mouvement ouvrier international aurait pu donc, de par sa nature, s'en emparer ou en profiter largement, ce que n'ont pas manqué de faire toutes les autres forces politiques, y compris d'extrême droite. Or, pour beaucoup à gauche, cela n'a pas été fait. On ne peut même plus parler de recul : pour des pans entiers du mouvement se réclamant de l'internationalisme, on peut carrément parler d'abandon.

Le mouvement ouvrier international est en train de le payer. Cher. Pas seulement en termes de luttes de classe, mais, plus largement, sur le vaste projet de l'émancipation humaine.

On peut globalement analyser au niveau planétaire trois grandes tendances de l'anti-impérialisme : la tendance dite « campiste », la tendance dite « crypto-campiste », et la tendance dite *grassroot* ou de « solidarité internationale à la base ». Même si les divers courants socialistes révolutionnaires, communistes ou anarchistes peuvent privilégier telle ou telle tendance, on trouvera nombre de leurs partisans partagés entre chaque vision.

L'IMPORTANT, C'EST L'ENNEMI !

La tendance « campiste » estime fondamentale par-dessus tout la lutte contre l'hégémonisme étatsunien. La principale raison invoquée étant le pouvoir planétaire de ce pays, centre du capitalisme mondialisé, et ses capacités de nuisance politiques, économiques et sociales, sans compter le *soft power* culturel largement utilisé pour étendre son influence. Dans cet aspect, tout, absolument tout ce qui peut nuire à l'hyperpuissance est considéré bénéfique dans une perspective anti-impérialiste, quitte à effacer l'image négative que peuvent porter certains de ses ennemis.

Nous sommes ici dans une vision géopolitique tout à fait classique et largement utilisée par les États, celle du rôle de l'ennemi dans la définition du politique (Carl Schmitt).

Outre les États-Unis, l'ennemi peut être plus large : les puissances occidentales, considérées comme vassales de l'« Empire », ou, dans un registre tiers-mondiste, colonialistes ou néocolonialistes. L'OTAN, organisation militaire occidentale, concentre dans son nom même le symbole militaire de l'impérialisme à combattre. L'OTAN, théoriquement, a uniquement un rôle de défense de ses partenaires en cas de conflit ; mais l'extension de ses missions, comme sur les conflits nationalistes dans l'ex-Yougoslavie, l'essor du terrorisme international ou la lutte contre la prolifération des « armes de destruction massive », et les interventions militaires, du Kosovo à l'Afghanistan en passant par la Libye et l'océan Indien… donnent un crédit certain à l'idée que l'Alliance

est l'arme de l'impérialisme occidental, non plus seulement au niveau régional européen, mais maintenant planétaire, donc l'« ennemi essentiel ».

Dans nombre de pays du Sud, cette rhétorique trouve une légitimité régionale : dans les pays latino-américains, le poids de l'histoire et de l'actualité de l'interventionnisme US fait qu'il existe une tendance naturelle à porter sa sympathie vers l'ennemi de l'ennemi. De même en Afrique où le passé colonial des États occidentaux va pousser de larges secteurs à applaudir la venue du groupe « mercenaire » russe Wagner en Centrafrique, au Mali, au Mozambique, au Soudan, en Libye, etc., sans comprendre immédiatement que ces interventions ne sont que l'expression d'un autre impérialisme tout aussi malfaisant. Au niveau gouvernemental, certains pays le savent fort bien, et jouent habilement de l'alibi de la nécessité d'un monde multipolaire, plus « démocratique » et plus « équilibré ». Cet argument est largement repris par les campistes, alors qu'on ne voit pas bien le lien « démocratique » pour les masses de la plupart des pays pressant à la multipolarité, de la Chine à l'Iran…

Dans ce cadre, les États qui partagent la haine de l'« hégémonie » sont par principe pour les campistes, des alliés anti-impérialistes, quelle que puisse être la nature de ces régimes, surtout s'ils ont un passé « socialiste » et/ou anticolonial auquel on peut se référer : Saddam Hussein en son temps, Kadhafi, voire Hafez El-Assad sont dans ce registre ; Milosevic, nationaliste grand-serbe, est ainsi redevenu à l'époque de l'explosion balkanique « l'héritier de la Yougoslavie communiste ». La Chine de Xi Jin Ping, deuxième puissance capitaliste mondiale, arbore toujours haut le drapeau rouge et l'étiquette communiste, et donc reconnu comme tel dès qu'elle manie la rhétorique anti-occidentale. La puissance oligarchique de Poutine se sert largement de la symbolique communiste soviétique, avec fortes références au stalinisme, au drapeau rouge dans l'armée et aux références à la « grande guerre patriotique ». De plus, très vite, Poutine a organisé une « chasse aux oligarques » fort appréciée par une partie de la gauche occidentale qui n'a pas su ou voulu voir que cette chasse était limitée… à ses ennemis politiques, et non au retour d'une quelconque visée anticapitaliste. Les drapeaux soviétiques accrochés aux chars russes, comme il y a huit ans les symboles soviétiques magnifiés dans le Donbass « séparatiste », permettent aux campistes de ne pas se poser trop de questions en restant dans un registre symbolique connu auquel ils peuvent se raccrocher… Et permettent d'oublier que les références à l'empire tsariste et à la religion sont tout aussi invoquées, mais pour une visée de propagande nationaliste interne. À l'extérieur, Poutine utilise comme alibi la rhétorique anti-OTAN, comme en Centrafrique et au Mali un discours anticolonial. Son intervention en Syrie, outre son alibi anti-djihadiste qui a pourtant été immédiatement contredit par ses bombardements sur les zones rebelles démocratiques, a été « justifiée » par la vieille fraternité pro-arabe, vieille fraternité étatique s'entend.

Poutine disant que la guerre est nécessaire pour un coup d'arrêt au développement de l'OTAN, le soutien à Poutine est donc essentiel pour les campistes. Comme il s'agit en outre d'une guerre de « dénazification », le lien est fait avec l'héritage et le combat victorieux contre l'envahisseur nazi lors de la Seconde Guerre mondiale. Les campistes réclament donc en toute logique des États occidentaux qu'ils entament des négociations de paix avec le Kremlin. Dans les faits, cela revient évidemment à livrer l'Ukraine à la Russie. Combat anti-impérialiste, combat antinazi, combat pour la paix, la ligne est droite, tous les registres sont au rendez-vous. Pour la paix, concept vieux comme Zimmerwald, mais un peu théorique et simpliste (paix = absence de guerre), ça semble très bien aussi puisque, selon le dogme, c'est l'impérialisme US qui est, depuis Jdanov, le fauteur de guerre. Le discours intérieur de Poutine, pourtant ouvertement impérial, colonialiste, voire fasciste, et ses conséquences sur la population ukrainienne comme russe critique et dissidente n'est d'aucun intérêt dans la lutte anti-impérialiste. Poutine doit donc être soutenu dans le combat existentiel. Et tant pis pour les classes ouvrières et les populations ukrainiennes et russes, grandes oubliées du campisme.

Résumé

▪ La lutte contre l'hégémonie étatsunienne et occidentale est la lutte prioritaire de

l'internationalisme. Tout doit lui être soumis. Nous sommes sur le concept géopolitique classique de créer sa politique par rapport à l'ennemi.

- La forte référence à la Seconde Guerre mondiale permet de mettre dans le même sac combat antinazi et anti-impérialiste. Il s'agit d'une guerre existentielle.
- Les États qui luttent contre l'hégémonie sont forcément des alliés, *a fortiori* s'ils ont une tradition et une histoire « socialiste » et/ou « anticolonialiste ». Si leur discours et leur politique vont dans un sens anti-impérialiste, il faut les soutenir, au nom de la solidarité anti-impérialiste.
- Le discours campiste est un discours d'État. Les références aux peuples ne concernent donc que les peuples soumis à l'impérialisme occidental qu'il faut libérer, jamais les peuples des États « anti-impérialistes » ou leurs victimes. Dans ce cadre, le discours de classe disparaît totalement !

LES CRYPTO-CAMPISTES : À LA RECHERCHE DE L'OTAN PERDUE

Cette deuxième tendance de l'internationalisme de gauche reconnaît, souvent d'assez mauvais gré, la multiplicité des impérialismes : d'autres puissances sont en concurrence avec le bloc occidental, sur divers points du globe. C'est un fait. Ils peuvent s'affronter : c'est la guerre. Mais stratégiquement, les crypto-campistes se retrouvent avec les campistes sur la nécessité de tout faire pour vaincre l'impérialisme occidental et l'OTAN d'abord, en tant que danger mondial pour la « paix » et représentant ultime de la domination capitaliste.

Dans ce cadre, la colonne vertébrale de la pensée crypto-campiste reste le discours géopolitique par rapport à l'ennemi impérialiste (occidental). Même si un autre impérialisme lance une attaque, ce ne peut être au départ que la faute à l'impérialisme occidental. Si l'Ukraine est attaquée, c'est parce que l'OTAN est aux portes de la Russie et menace d'aller plus loin en y faisant entrer l'Ukraine et l'État russe ne fait que se défendre. Peu importe que la dernière avancée de l'OTAN se soit faite en 2004 sous l'ère Bush, et que depuis, la majorité de l'OTAN (y compris des personnages peut suspects d'être des colombes comme Kissinger et Sarkozy) soit vent debout contre toute intégration à court ou moyen terme de l'Ukraine et de la Géorgie. Le Kremlin, d'ailleurs, avait déjà freiné les rêves des faucons occidentaux en 2008 par l'intervention armée « de soutien à la révolte séparatiste » ossète neutralisant de fait la Géorgie, puis en créant les « zones grises » au Donbass et en Crimée en 2014, sans que l'occident ne bouge autre chose que le petit doigt pour gronder très sévèrement… un peu économiquement et surtout verbalement la Russie.

Les crypto-campistes admettant le principe du multi-impérialisme, on aurait pu penser que les études sur les ennemis fassent partie du projet anti-impérialiste. Il n'en est rien : aucune analyse sur l'état désastreux de l'OTAN avant février 2022, après sa retraite piteuse d'Afghanistan et le retrait des troupes US et leurs alliés d'Irak, sur sa « mort clinique » suite au mandat de Trump, sur ses contradictions internes pourtant largement visibles depuis le début de l'offensive russe, entre les USA et l'Europe, entre Européens de l'Est et de l'Ouest, avec en outre une Hongrie peu disposée à la solidarité européenne, sans compter le jeu trouble de la Turquie… Pas une seule analyse non plus de l'impérialisme russe qui s'étend hors de sa zone d'influence traditionnelle vers la Syrie par l'obtention d'une base aérienne à Hmeymim depuis 2015 – en plus de la base navale de Tartous sur la Méditerranée depuis 1971 – pour paiement de son aide « fraternelle », et en Afrique par le biais du groupe Wagner et une série de coups d'État militaires troubles, avec les compagnies notamment minières qui avancent plus ou moins discrètement derrière…

Reconnaître trop de torts à la Russie, c'est faire le jeu de l'OTAN. Les crypto-campistes vont donc s'acharner à trouver toutes les fautes possibles du côté de l'Ukraine et de l'Occident, et reprendre une bonne partie des arguments du campisme : la « présence en masse de nazis », la défense des russophones contre le « génocide », l'interdiction de partis « de gauche », en fait staliniens pro-Kremlin ou propriétés d'oligarques de la même vision aux visées fort peu sociales, etc.

Quelques différences notables cependant : les crypto-campistes n'abandonnent pas la lutte de classe et se font l'écho des dangereux projets de lois antisociales… du gouvernement

Zelinsky ! Ils effleureront parfois et seulement si on les y force la situation sociale en Russie… en la déplorant.

La guerre en cours en Ukraine, contre le danger impérialiste pour les campistes, est analysée comme inter-impérialiste pour les crypto-campistes, qui y calquent de manière rigoureuse un schéma revenant à la situation de la première guerre mondiale : deux armées classiques, l'agresseur russe et l'impérialiste de l'OTAN « par Ukrainiens interposés ». L'analyse de la défense ukrainienne comme lutte de libération nationale sera donc farouchement niée, les populations considérées comme de simples victimes mais surtout pas des acteurs, et les acteurs un peu gênants dans cette vision, comme les groupes de gauche, syndicats et ONG seront vitupérés pour avoir cédé aux « sirènes de l'union sacrée », mais pas comme réagissant aux bombardements et aux massacres de leurs quartiers et de leurs villes, et en défense de leurs valeurs sociales, sociétales et politiques !

Leur vision de Zimmerwald, conférence des socialistes pacifistes de 1915, est plus gauchiste et léniniste que celle des campistes : là où les campistes plaident pour la paix à tout prix et des négociations au plus vite avec Poutine, avec les conséquences prévisibles, les crypto-campistes y ajouteront un plaidoyer pour… La révolution ouvrière en Ukraine et en Russie comme aide au retour de la paix entre les peuples ! Une vision des masses fantasmée sans aucun rapport avec la réalité, mais magnifiée par l'espérance révolutionnaire… et les dogmes : la phrase de Karl Liebknecht : « L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays ! », largement utilisée par la mouvance campiste comme crypto-campiste, est sortie de son contexte et se trouve transformée avec le temps en « chaque peuple doit combattre son propre impérialisme ». La solidarité internationaliste est devenue : « chacun pour soi ! » Les crypto-campistes le déplorent, comme ils déplorent leur impuissance à agir. Mais est-ce cette seule compassion et ce sentiment d'impuissance qui peuvent remplacer la solidarité ?

Résumé

▪ La lutte contre l'hégémonie étatsunienne et occidentale reste la lutte prioritaire de l'internationalisme, même s'il existe d'autres impérialismes qui ne sont pas des amis… Mais chacun pour soi contre son propre impérialisme !

▪ Nous sommes aussi sur le concept géopolitique classique de créer sa politique par rapport à l'ennemi… principal. Les autres attendront. Il faut des priorités.

▪ Les États qui luttent contre l'hégémonie ne sont pas forcément des alliés, mais si leur discours et leur politique vont dans un sens anti-impérialiste, il faut quand même en tenir compte, ils ont probablement raison.

▪ La forte référence à la Première Guerre mondiale permet de « dépolitiser » les peuples. C'est la faute aux gouvernants et les sociétés ne sont que des victimes, pas des acteurs, dans le sang ou le piège supposé de l'« Union sacrée »

▪ Le discours crypto-campiste est un discours qui a du mal à sortir de la propagande de l'agresseur. Les peuples ne peuvent, dans cette compréhension, n'en sortir que s'ils se révoltent contre la guerre et pour le socialisme, dans la droite ligne enseignée par les minoritaires de Zimmerwald, et s'ils ne le font pas, ce sont des traîtres ou des manipulés par l'oligarchie. Le discours de classe existe quasi uniquement pour dénoncer le gouvernement victime de l'agression, pas l'agresseur. De fait, les campistes restent les agents d'influence des États porteurs du discours « anti-impérialiste » unique.

Les crypto-campistes le nieront ! Ils ont pourtant oublié un archéo-campiste célèbre, qui lui, n'avait pas hésité à retourner la situation dans le célèbre discours d'Alger de 1965 où il faisait violemment remarquer que ce n'était pas aux révolutionnaires de se mettre au service des États « anti-impérialistes », mais l'exact contraire, faute de quoi ils se feraient les complices de l'impérialisme : « *Que paguen, carajo !* » « Qu'ils payent, bordel ! » Ernesto Che Guevara réalisera lors de son retour à Cuba que ce discours ne sera ni oublié par les « payeurs » ni pardonné. C'est, en grande partie, du non-soutien des partis pro-soviétiques qu'adviendra sa défaite et sa mort en Bolivie.

AUX SOURCES EMPOISONNÉES DU CAMPISME

On trouvera quelques points point communs à tous les régimes « anti-impérialistes » volontairement ou *de facto* soutenus par ces mouvances : la répression ultra-violente et l'écrasement de tout mouvement social indépendant menaçant le pouvoir en place.

On ne trouvera jamais dans les discours des campistes, et rarement chez les crypto-campistes malgré leurs références appuyées au mouvement ouvrier mondial, un quelconque soutien aux mouvements sociaux comme aux rébellions émancipatrices de masse, qu'elle qu'en soit la nature, qui peuvent advenir dans ces pays. Ces mouvements seront « oubliés », comme la récente révolte ouvrière au Kazakhstan, écrasée par les troupes russes à la tête de la coalition OTSC (Organisation du traité de sécurité collective, équivalent de l'OTAN sur la zone de l'ancienne URSS). Plus souvent, ils seront dénigrés : les mouvements de masse sont immédiatement accusés d'être manipulés par les services occidentaux, et leur autonomie, ou la complexité inhérente à tout mouvement de rébellion, farouchement niée. Ce sera le cas des diverses révolutions de « couleurs » sur l'espace ex-soviétique contre le népotisme, la corruption et l'autoritarisme de leurs dirigeants.

Ces tendances ont ainsi applaudi les révolutions arabes, tant qu'elles se passaient dans les pays pro-occidentaux, mais ont immédiatement dénoncé les « manipulations de la CIA » en Libye ou au début de la révolution syrienne, pour en faire une unique contre-révolution islamique, niant l'importance des comités locaux de coordination et autres projets auto-organisés qui ont géré et/ou animé les zones libérées de manière civile sans liens organiques avec les groupes armés. L'action des groupes des droits humains, l'action des femmes, des communistes d'opposition, socialistes révolutionnaires, et tout simplement des groupes auto-organisés des quartiers et des villages sont passés sous le silence de l'oubli… Syrie, Bélarus, Ukraine orange de 2004 ou de Maïdan, Géorgie, Kirghizistan… La liste devient longue des « complots » supposés de la toute-puissante CIA.

En Ukraine, les campistes se sont largement étendus sur le « coup d'État nazi de la junte de Kyiv », qui a pourtant donné la société civile la plus puissante et dynamique de la région tandis que l'ensemble de l'extrême droite s'écroulait à moins de 5 % des suffrages ; ils ont dénoncé le « génocide des populations russophones » à l'Est depuis 2014, d'autant plus inexistant que la majorité des prétendus « génocidés » se sont réfugiés… dans le reste de l'Ukraine, et furent dès les premières heures dans la résistance à l'invasion, ce qui est la première explication de l'échec des troupes russes les premières semaines dans les zones russophones, de Kharkiv à Marioupol ; ils vitupèrent contre le président actuel (juif russophone largement élu par les populations de l'est), une « marionnette otaniste va-t-en-guerre », qui est pourtant celui qui, dès le début de son mandat, a tenté contre son opinion publique de régler avec Poutine le conflit dans le Donbass, ce dernier largement entretenu par le fameux « régiment nazi Azov », pourtant largement dénazifié dès 2016 et entré dans l'armée régulière. Pour les crypto-campistes, certes, la Russie n'est pas une démocratie, mais l'Ukraine « nazie » et ou oligarchique, malgré ses élections libres et sa société civile active, ses syndicats, ses associations multiples, de droits humains, de défense des migrants, des femmes, des LGBT… ne vaut pas mieux. Pourquoi la défendre ?

Cette tendance complotiste à voir partout la « manipulation » des masses révoltées, sans laisser voir une possible autonomie de pensée et d'action est profondément gênante chez des militants se déclarant de gauche. Il s'agit en effet à l'origine, dès la contre-révolution française, une pensée d'extrême droite cherchant une explication à une révolte contre le « bon roi » Louis XVI et la trouvant qui chez les Illuminés de Bavière (marquis de Luchet), qui chez les Francs-Maçons (abbé Barruel), dans tous les cas dans un groupe occulte et tout-puissant. Comme semblent l'être l'OTAN ou les services secrets occidentaux… Encore plus gênant, le discours ethniciste revendiqué, sur l'Ukraine, en défense des russophones pris comme un tout, sans aucune réflexion sur le fait qu'être russophone ne signifie pas pour autant être pro-russe, comme le montrait, pendant la révolution du Maïdan, le très haut pourcentage des discours en russe, ou l'activisme pro-unitaire des nombreuses organisations de réfugiés russophones de l'Est, et d'une grande

partie de la jeune gauche ukrainienne. Jamais la gauche campiste ne citera le nom d'Ivan Reznichenko, l'un des leaders du syndicat indépendant des mineurs du Donbass, assassiné par les milices séparatistes en 2015, parce que syndicaliste et pourtant russophone.

Il y a une logique : le discours ainsi porté à la connaissance des « milieux ouvriers de l'Occident » a une source quasi-unique : la propagande des États « anti-impérialistes », déclinée ensuite via les divers canaux médiatiques de chaque pays : presse enbedded de groupes ou de partis campistes, sites complotistes, voire, mais oui, d'extrême droite pro-russes, organisations internationales tenues par le campisme, comme la Fédération syndicale mondiale, actuellement dirigée par le syndicat grec PAME – émanation du Parti communiste de Grèce (KKE), qui est resté stalinien, donc traditionnellement pro-Kremlin-, auquel on rajoutera des groupes de la vieille gauche post-soviétique, comme le KPRF en Russie, et dont les concepts tant de socialisme que d'opposition sont restés assez élastiques, comme le très officiel et régimiste Parti communiste syrien, participant au Front national progressiste dirigé par le parti de Hafez El-Assad…

Pour les campistes, qu'importe la vérité et l'éventuel confusionnisme, l'essentiel par-dessus tout étant la lutte contre l'hégémonie !

Les crypto-campistes ne peuvent se détacher de cette logique, d'abord par la priorité de leur combat, mais surtout par le fait qu'ils n'ont aucune autre source possible et crédible à laquelle se référer : ils n'ont pas, et ne veulent pas avoir, et ne veulent pas chercher des sources sur les zones concernées, pourtant nombreuses, tant politiques que syndicales, sans compter les nombreuses associations de droits humains, féministes, etc. Exception particulière : en 2014, le jeune groupe marxiste-léniniste ukrainien Borotba fut le seul interlocuteur du parti de gauche allemand Die Linke. À préciser que c'est Borotba qui est venu vers les milieux germaniques et pas le contraire, pourvoyeur d'un discours clairement anti-Maïdan et pro-russe. Die Linke, averti par la jeune gauche ukrainienne, mit quelques mois à réaliser qu'un interlocuteur par ailleurs ouvertement allié à toute l'extrême droite russe n'était peut-être pas très crédible, même contre les « nazis » ukrainiens. La plupart des militants de Borotba sont depuis allés chercher asile à Moscou. Malheureusement, cela n'empêcha pas plusieurs députés de Die Linke d'être observateurs de l'*erzatz* de « référendum » en Crimée en 2014 ou de se déplacer dans le Donbass séparatiste, cornaqués par des guides peu indépendants et très pro-russes, chaque fois aux côtés de figures célèbres de l'ultra-droite occidentale…

Les sources d'information des campistes, et du coup des crypto-campistes, se résument à la propagande des États anti-OTAN, directement ou par le biais d'organisations staliniennes ou de médias aux ordres, voire complotistes, confusionnistes et même parfois d'extrême droite. Au mieux, les partis « communistes » de la région, tous directement liés au Kremlin et dont le socialisme n'est plus qu'une pensée vide de sens… Les campistes et crypto-campistes deviennent, volontairement ou non, les agents d'influences des dictatures.

LES SENTIERS ARIDES DES *GRASSROOTS*

« Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? » La devise des Shadocks pourrait à merveille être celle des *grassroots*, comparés aux précédents courants aux logiques plus basiques.

En effet, avec eux, on entre dans la complexité assez absente dans les faits des précédents courants.

Déjà, la mouvance est multiple et pas toujours homogène entre les « politiques », anarchistes ou trotskistes, les écologistes, les syndicalistes, les militants transcourants de la solidarité internationale, les militants pacifistes et non-violents agissant sur la prévention et la résolution des conflits, et bien d'autres à la fibre politique agissant à l'international, proches ou au sein d'ONG…

La géopolitique comme définition de l'ennemi n'est pas dans la culture des *grassroots*. Ils ne se battent pas d'abord « contre », mais « pour », dans le cadre de l'émancipation et de la sécutité humaines, donc de fait sur une vision et une pratique internationaliste de solidarité mutuelle face aux diverses oppressions, avec des personnes et des organisations des zones concernées. Dans ce cadre, on assiste à la création d'une « diplomatie par en bas », visible dans les grands rendez-vous internationaux et altermondialistes, essentielle dans les

périodes de pré-conflit, de conflit et de post-conflit, elle-même participant à une informelle mais présente « géopolitique des peuples » qui se forme dans des événements comme les révolutions « de couleurs » dans l'espace post-soviétique ou les révolutions arabes, qui contaminent elles-même l'Afrique subsaharienne au Burkina Faso, provoquant la chute du régime de Blaise Campaoré en 2014 ou la révolution soudanaise.

Sur le terrain européen, on a vu donc les *grassroots* soutenir les syndicalistes de Solidarnosc en Pologne dès la fin des années 1970, faire campagne contre les euromissiles de l'OTAN à l'ouest, comme les campistes pro-soviétiques, tout en apportant leur solidarité avec les dissidents de l'est luttant contre leurs propres euromissiles, et, dans les deux cas, participant activement, au niveau de la société, à la fin de la « prison des peuples »… Pendant la Perestroïka, puis la dislocation du bloc soviétique, on assistera à un petit afflux de militants occidentaux, une mouvance trotskiste britannique, des anarchistes allemands, des syndicalistes, écologistes, féministes, militants des droits humains, pour aider les activistes locaux au développement des sociétés civiles dans leurs pays… Pendant la guerre en ex-Yougoslavie, les mêmes courants aideront leurs partenaires croates, serbes, bosniaques, monténégrins, kosovars, à garder les contacts au-delà des lignes de front guerrières et nationalistes, et des militants assureront les « convois ouvriers pour la Bosnie » en direction des mineurs de Tuzla, dont les actuels convois ouvriers vers l'Ukraine, parrainés par divers syndicats (CGT, FSU, SUD-Solidaires… pour la France) sont les héritiers directs.

Le courant, si on se base strictement sur les héritiers du mouvement ouvrier, n'est pas nouveau, il est aussi vieux que la Première Internationale. La pratique n'est pas nouvelle non plus, et les *grassroots* peuvent bien aussi se réclamer de Zimmerwald, où la plupart des congressistes antiguerre se connaissaient.

Comme le nombre de participants à Zimmerwald, par contre, le courant est très faible, et n'échappe pas à la désaffection qui concerne les zones où il n'y a pas une tradition ancienne de liens, contrairement au Maghreb ou l'Amérique latine.

L'afflux de la solidarité reste donc très faible au regard des besoins et surtout des appels de la société civile au moins dans sa tendance progressiste : outre la faiblesse des *grassroots* sur la zone, une grande partie de la gauche occidentale, de cette époque jusqu'à aujourd'hui, est restée rigoureusement bloquée sur les logiques de guerre froide, et une vision géopolitique prenant plus pour base les États que les sociétés.

Elle est aussi bloquée, dans une stricte logique fondamentaliste et conservatrice héritée du léninisme, sur le monde ouvrier et éventuellement les colonisés et/ou les petites nations ; toutes les autres oppressions, médias, féministes, LGBT, environnementales, racistes antimigrantes, religieuses, moralistes et concernant les autres droits humains essentiels sont purement et simplement oubliées…

Et puis, ne serait-ce pas « faire le jeu de l'impérialisme » (occidental) que d'aider à affaiblir ou renverser un « allié anti-impérialiste » ? Les *grassroots* sont donc forcément, pour les campistes, des idiots utiles voire des alliés de la CIA et de l'OTAN. Aider la société civile ukrainienne, c'est prendre le parti de Zelinsky, « marionnette de l'OTAN et des oligarques ». Impossible pour les campistes de penser qu'une société civile puisse avoir son propre agenda. Une révolte cache forcément un putsch, une résistance ne peut être qu'un stupide ralliement à l'« Union sacrée ».

Mais pour les *grassroots*, quel que soit l'endroit du monde, c'est aux principaux concernés, à la société civile, de désigner les besoins, définir l'oppression, l'ennemi vital, dans un lieu ou un temps donné par l'actualité.

En Syrie, et selon les régions et dans le même temps, pour les populations libérées, l'ennemi pouvait être le pouvoir de Damas, soutenu par l'impérialisme russe ou l'impérialisme iranien par le biais de troupes de Pasdaran ou le Hezbollah libanais ; Daesh travaillant à sa propre extension territoriale ; tel groupe islamiste ou proto-islamiste soutenu par le micro-impérialisme turc, ou qatari, ou saoudien, ou l'impérialisme turc directement… Certains combattants internationalistes de tendance campiste venus soutenir les conquêtes révolutionnaires au Rojava (dont d'anciens combattants pro-russes au Donbass) ont dû être passablement remués idéologiquement de

devoir leur vie ou leurs victoires à l'aide apportée par les bombardements US sur les lignes de Daech…

Pour la gauche ukrainienne, comme pour ses soutiens immédiats dans les pays d'Europe de l'Est qui ont connu la férule soviétique, gauche polonaise, anarchistes russes et syndicalistes bélarusses, le danger vital impérialiste a une couleur et une origine directement reconnaissable depuis de longues années : le pouvoir russe. Si le capitalisme, oligarchique et sa politique antisociale sont bien présents et toujours combattus en même temps que les envahisseurs, l'oppression otaniste en tant que telle, subie et réelle sur d'autres points du globe, n'est pas vraiment le sujet du jour : ce n'est pas lui qui a commencé et continue à bombarder aveuglément les populations civiles, viole, torture et tue impunément dans les quartiers et les villages.

Les crypto-campistes appellent la classe ouvrière a se révolter contre la guerre et les mesures antisociales de Zelinsky, mais aucune de leurs organisations n'a mené la moindre campagne internationale contre ces mesures, pourtant médiatisées en Europe par les courants de gauche et syndicalistes ukrainiens, et même la CGT qui soutient officiellement ses partenaires ukrainiens subit de violentes attaques campistes en interne. Le gouvernement Zelinsky, d'abord hésitant au vu des premières réactions internationales, a finalement pu passer la loi au vu de la faiblesse des protestations.

Les sociaux-traîtres ne sont pas forcément là où les voient les staliniens, inventeur du terme.

La guerre en Ukraine, contrairement à ce que voient les campistes (agression de l'OTAN), est analysée par les Ukrainiens comme par les *grassroots* comme une guerre impérialiste menée par la Russie (but : reprendre la main sur son ancienne zone d'influence impériale), colonialiste (« L'Ukraine n'existe pas. Les Ukrainiens sont des Russes » a clairement affirmé Poutine), politique et idéologique (éradiquer par le feu et la répression ultime toute idée nationale ukrainienne, disait un article de Novosti aux forts relents fascistes, mais aussi éliminer la société civile dynamisée par la révolution du Maïdan – « Il n'y aura pas de Maïdan en Russie », déclare Poutine depuis dix ans). La résistance ukrainienne, dans toutes ses composantes civiles et militaires dans laquelle s'inscrivent tous les secteurs politiques de gauche et anarchistes, syndicalistes et associatifs est perçue profondément comme une guerre de libération nationale, à laquelle se greffe la résistance sociale contre les lois antisociales du gouvernement Zelinsky. On ne peut donc parler d'union sacrée : si toutes les forces politiques se retrouvent effectivement sur le front, les raisons de s'y trouver n'ont qu'un point commun : repousser un envahisseur qui vise à l'anéantissement de toutes les visions possibles de l'Ukraine, ultra-nationalistes pour les uns, libérales-démocrates pour d'autres, démocratiques, sociales et sociétales pour les acteurs de la société civile et du mouvement ouvrier.

Guerre idéologique ? On a connu à gauche plus de rapidité à détecter les signes du fascisme dans diverses dictatures, et si, pour les chercheurs l'analyse est toujours en cours, l'extrême droite européenne a choisi son maître et les néonazis russes de toute obédience sont aux ordres, à commencer par le chef de la milice Wagner, qui exhibe ses tatouages SS. Le discours ethnique et guerrier est lui aussi sans ambiguïtés, comme la forme de l'agression qui vise bien les civils en tant que tels, sans fioritures de langage sur les dommages collatéraux. Les Ukrainiens ont formé le néologisme de « rashism » (Russian fascism) pour définir le type de guerre en cours.

« On n'est pas en Espagne 36 », « ce n'est pas la défense d'une révolution », « c'est la maudite union sacrée de 14, pas la résistance au nazisme », lancent les campistes et crypto-campistes. Le très vieux débat entre démocratie et fascisme avait aussi existé en 1940 : l'essentiel des anarchistes et trotskystes… français sont ainsi restés pendant toute la guerre dans l'expectative dans laquelle se tiennent maintenant les campistes. Pour les mêmes raisons : ne pas s'engager dans une guerre inter-impérialiste. L'essentiel des anarchistes et trotskistes espagnols et européens réfugiés en France se sont retrouvés, eux, logiquement dans les maquis. Entre justifications pseudo-théoriques et analyse pratique, ça paraissait parfaitement évident pour ceux qui savaient depuis trois ans et plus (pour les Italiens et les Allemands des brigades internationales, notamment), ce

qu'était la différence entre démocratie et fascisme. Et les *grassroots*, confrontés dans leurs solidarités aux soutiens des résistants aux dictatures, ne peuvent opter pour une neutralité qui signifie, politiquement et physiquement, la fin de leurs partenariats… et partenaires… Certains préfèrent oublier les leçons de l'histoire. Sur le front ukrainien, on trouve, entre autres, des antifascistes russes et des libertaires bélarusses. Pas vraiment de liens avec Zelinsky, ses oligarques et l'OTAN.

Nul ne nie donc, chez les *grassroots*, la nécessité pour le peuple ukrainien de se défendre contre une telle agression. Les débats, entre les individus et les tendances furent par contre souvent difficiles entre les partisans d'une défense violente et non-violente. Les Ukrainiens eux-mêmes ont répondu, notamment à travers l'initiative du réseau libertaire Opération solidarité, animant aussi bien la solidarité humanitaire que l'aide en matériel aux militants sur le front. Autre pierre d'achoppement : peut-on laisser l'OTAN, impérialisme occidental, équiper l'armée ukrainienne ? Ce sont les pays de l'OTAN, par leurs tergiversations sur les armes et le type d'armes, leurs premières aides au compte-gouttes, les déclarations de plusieurs chefs d'État, dont Emmanuel Macron, sur l'appel à la négociation, la Hongrie qui garde une neutralité bienveillante vers le Kremlin, la Turquie qui joue son propre jeu, qui ont eux-mêmes répondu : si, dans un passé pas très lointain, l'OTAN n'a pas respecté son accord tacite de respecter les frontières russes, il n'y a depuis plusieurs années aucune vision d'ensemble, aucune stratégie offensive en direction de la Russie, et toujours pas aujourd'hui.

La guerre implique, pour les *grassroots*, dans la logique de la « diplomatie par en bas » et les contacts au-delà des lignes de front, comme au temps de la fracture yougoslave, le soutien aux forces antiguerre russes, et à la résistance bélarusse, dont le gouvernement est allié du Kremlin. La récente condamnation à de lourdes peines de prison de 16 dirigeants et militants du BKDP, syndicat indépendant bélarusse, appelant à la résistance antiguerre n'a guère ému les tendances campistes et crypto-campistes… Encore une fois, pour certains, l'internationalisme ouvrier se trouve de curieuses limites…

Résumé

- La solidarité à la base vers la société civile dans son ensemble et les victimes d'oppression est la priorité des *grassroots*. Ce sont les partenaires qui désignent les oppresseurs, intérieurs et impérialistes. Et ces derniers ne se résument pas à l'occident et à l'OTAN : l'impérialisme varie selon les zones, et pour l'Ukraine, il est d'abord russe. Loin du « A chacun de lutter contre son propre impérialisme », les grassroots adoptent une position solidaire envers toutes les victimes d'un impérialisme.
- Les *grassroots* n'en restent pas à la solidarité ouvrière. Les oppressions sont plus larges et concernent tous le spectre des droits humains. Ce qui permet un fonctionnement en réseau beaucoup plus large, essentiel, notamment pour la recherche d'informations et d'analyses, et pour la recherche de solutions ou de soutiens, et, au-delà, à la construction et à la consolidation de la société civile.
- Les États ont leurs visions diplomatiques et géopolitiques. Les *grassroots* ont la leur, la « diplomatie par en bas » entre sociétés civiles, elles-mêmes actrices, parfois, d'une géopolitique des peuples. Celles-ci sont donc des acteurs autonomes, pas forcément des objets manipulés ou des sempiternelles victimes.
- Dans ce cadre, l'analyse de la guerre et la position des *grassroots* ne peuvent se contenter d'un universel « non à la guerre » mettant sur le même plan agresseurs et agressés. Les *grassroots* sont solidaires des agressés, et maintiennent le lien et leur soutien aux forces antiguerre dans le pays agresseur.

Éric Simon est membre du Comité français du RESU.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 18, 10 AVRIL 2023

LA GAUCHE PARLEMENTAIRE ET L'HOLODOMOR

MICHEL LANSON

Le 28 mars, la députée Renaissance Anne Genetet a présenté à l'Assemblée nationale, sur la demande des autorités ukrainiennes, un projet de résolution concernant l'Holodomor.

Il s'agit bien d'une résolution et non d'une loi contraignante, la résolution marquant l'expression d'un souhait ou d'une préoccupation. Dans ce cas, elle concerne la reconnaissance de l'Holodomor (mot ukrainien désignant la mortalité de masse par la faim en Ukraine dans les années 1932 et 1933) comme crime de génocide.

Les conclusions de cette résolution portent sur la reconnaissance officielle et la condamnation du génocide commis par les autorités soviétiques. Ce texte apporte « son soutien au peuple ukrainien dans son aspiration à faire reconnaître les crimes de masse commis à son encontre par le régime soviétique » et invite le gouvernement français à reconnaître à son tour le génocide et à aider l'information et la recherche sur ce point d'histoire.

Des textes comparables ont déjà été adoptés dans une vingtaine de pays et au Parlement européen. Bien entendu, le gouvernement russe a chaque fois réfuté le terme de génocide et dénoncé une diabolisation de son pays. Si la position des historiens peut sensiblement diverger sur l'emploi du terme génocide, aucun ne conteste la famine qui a suivi la collectivisation et les réquisitions forcées. Certains pensent que qualifier l'Holodomor de génocide dégraderait les génocides reconnus, ceux des Arméniens, des Juifs, des Tutsis, car les victimes ne seraient pas uniquement ukrainiennes. N'empêche que le crime a bien eu lieu et qu'il est le fait de la politique criminelle de Staline nonobstant son extension.

Bien entendu, ce moment de l'histoire n'est ni enseigné ni commémoré en Russie. En revanche, « les Ukrainiens se sont appropriés cette mémoire » (Anna Colin Lebedev) et en ont fait un élément important de leur sentiment national.

Aujourd'hui, au moment où les troupes de Poutine, en guerre contre le peuple ukrainien, commettent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité reconnus par les instances internationales, ce point d'histoire revêt un caractère hautement politique. L'analyse du vote de la résolution doit être appréciée dans ce sens.

La résolution a été adoptée par 168 voix contre 2 (le nombre de députés élus étant de 577). Les deux votes contre sont ceux des deux députés membres du PCF présents en séance.

Le porte-parole du vote contre, Jean-Paul Lecoq, député du Havre, conteste l'intentionnalité du crime de masse malgré les faisceaux d'indices concordants révélés par les historiens, parle de concurrence mémorielle et surtout déclare : « Est-il opportun de voter ce texte qui nous rapprochera un peu plus du point de non-retour dans nos relations avec la Russie ? » Cette question est à mettre en relation avec le « Il ne faut pas humilier la Russie » du président de la République. Mais le lointain descendant de Jean-Claude Gayssot va plus loin encore :

> Si, nous, Parlement français, voulons être les artisans d'une paix juste et durable entre l'Ukraine et la Russie, le vote d'une telle résolution ne semble pas adéquate.

Jean-Paul Lecoq avait déjà déclaré, lors de la discussion sur la question des Ouïgours : « Beaucoup de forces ont intérêt à faire de la Chine un État sanguinaire pour préparer la guerre économique. »

Ce tenant de la paix à tout prix a donc une méthode : ne pas humilier voire soutenir les dictateurs.

Autre composante de la Nupes à se distinguer lors de ce débat, la France insoumise. La totalité du groupe était absent de l'hémicycle. Bastien Lachaud a défendu la « position » de son groupe en reprenant l'argument de la dévaluation des génocides et de la fragilisation du droit international si ce sont les parlements

qui écrivent l'Histoire. Il a conclu son intervention de la manière suivante :

> En somme, au nom d'un impératif politique présent que nous partageons (affirmer notre soutien à l'Ukraine face à l'agression criminelle du régime de Vladimir Poutine) la présente résolution nous invite à nous arroger le pouvoir d'écrire l'histoire et *nous fait courir le risque de déchirer le délicat tissu du droit international.* Notre sens des responsabilités nous interdit de franchir ce pas. C'est pourquoi nous ne prendrons pas part au vote.

Pour mémoire, ce député est l'auteur d'un ouvrage paru en 2019 aux éditions du Cerf intitulé : *Faut-il faire la guerre à la Russie ?,* dont voici la quatrième de couverture :

> Voix essentielle de la France insoumise, Bastien Lachaud dénonce ici nos aveuglements géopolitiques qui nous font endosser les conflits qui ne sont pas les nôtres. Un appel à revenir à la France libre.
> Depuis quelques années, un très étrange sentiment antirusse s'est emparé des élites politiques et médiatiques. De l'élection de Donald Trump à l'affaire Benalla, derrière n'importe quel problème du monde, Moscou serait forcément impliqué.

Ce responsable politique a donc de la constance dans les idées, tout comme son collègue du POI Jérôme Legrave qui, seul contre tous, a voté contre la condamnation de l'agression de Poutine envers l'Ukraine.

Ces positions désolantes sont dans la continuité d'une politique. Elles prennent la forme d'un « campisme » qui refuse de condamner l'impérialisme russe (c'est un euphémisme) au prétexte qu'il y a un impérialisme américain à la tête de l'OTAN. Mais ce qui interroge, c'est la position des élus de LFI qui ont aussi signé le texte de soutien à la résistance ukrainienne : « Pour une paix juste et durable… » écrit par le Comité français du Réseau européen de soutien à l'Ukraine (RESU).

À chaque moment, au détour de chaque discussion, l'actualité des luttes contre les attaques impérialistes, les conquêtes coloniales et les crimes de guerre demande à avoir une position ferme et claire : soutien à l'Ukraine combattante, condamnation de Poutine à l'instar de celle de Staline.

Michel Lanson est membre du réseau Bastille et du Comité français du RESU.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 20, 1ER JUIN 2023

LETTRE OUVERTE AU MOUVEMENT DE LA PAIX

COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE (RESU)

Nous avons appris avec une certaine surprise votre grande journée de mobilisation pour la paix le 13 mai à Paris, organisée en commun avec le collectif Investig'Action, et, en fond, la question de la guerre en Ukraine. Ce n'est pas le sujet qui nous choque : il nous concerne tous, et nombre d'entre nous sont actifs et actives, depuis des décennies, dans le combat pour la paix. Mais nous y mettons un sens, non seulement philosophique, ce que nous avons en commun, mais aussi politique, géopolitique et, nous insistons sur ce point, géopolitique à la base : géopolitique des peuples, ces derniers donc non seulement comme victimes, mais aussi comme acteurs.

Vous répondrez, avec raison, que c'est aussi votre point de vue, et l'histoire entière du Mouvement de la paix, mouvement de masse, ne saurait vous démentir. Mais il peut arriver des moments dans l'histoire, y compris la vôtre, où des erreurs sont faites, où l'on s'aperçoit que la paix n'a pas la même définition pour toutes et tous, et qu'elle amène alors de redoutables conséquences, quand on prend pour alliés des partenaires qui ont un agenda politique radicalement différend de celui prévu à la base, que ces « alliés » soient des gouvernements

comme des groupes politiques. Cela inclut en premier lieu de se mettre en dehors des logiques d'État, même si, des USA à la Chine en passant par la France ou l'Iran, chaque chef d'État ou diplomate nous déverse son couplet de paix entre les peuples et de fraternité. Il paraît aussi que Poutine n'aime pas la guerre : il a juste lancé une opération spéciale. La guerre, c'est toujours la faute de l'autre !

Dans les guerres que nous vivons, qui se déroulent aussi bien sous les missiles que par le biais de l'influence, de l'information, des réseaux sociaux, ce point est essentiel !

C'est pourquoi nous avons été douloureusement surpris·es de voir le nom de Yves-Jean Gallas, représentant de votre structure, associé à celui de Michel Collon et Jacques Sapir, personnages confusionnistes pour le moins, pour ne pas dire « rouge-brun » […]. Le rapprochement factuel avec des personnages liés depuis belle lurette à la frange complotiste et négationniste, voire d'extrême droite nationaliste révolutionnaire pure au nom de l'« antisionisme », pour le premier, des structures classiques du même bord, pour le deuxième, est déjà surprenant. Les faits sont largement établis et trouvables facilement [concernant] Collon et son site *Investig'Action*… Quant au souverainiste Jacques Sapir, ses idées de « front de libération nationale » allant de l'extrême droite à l'extrême gauche au nom de la lutte contre l'Union européenne parlent pour lui.

Outre ce point particulièrement important en termes de cohérence de valeurs, l'essentiel pour nous reste l'alignement de ces deux personnages sur une posture rigoureusement anti-impérialiste borgne, ce qu'on appelle le campisme, totalement et unilatéralement alignée sur une détestation de l'OTAN, qui n'est pas pour nous déplaire, mais qui du coup « oublie », ou évacue, ou minimise le rôle du principal agresseur russe, massacreur, colonialiste, impérialiste sur le terrain, rôle soutenu par un discours impérial, colonial et même fasciste parfaitement assumé ! Ce qui n'a pas l'air de gêner, en toute logique confusionniste, nos deux personnages.

Il est vrai que pour Collon, thuriféraire du nationalisme grand-serbe au moment des guerres de dislocation en ex-Yougoslavie, comme négateur des crimes du régime de Bachar El-Assad contre son propre peuple, la position pro-Kremlin n'a rien de surprenant. Face à l'OTAN, qu'importe l'état des peuples des pays soumis aux dirigeants supposément anti-impérialistes et antisionistes ! L'ennemi de mon ennemi…

GÊNANT…

Que ce soit au nom de la lutte contre l'impérialisme hégémonique étatsunien ou occidental, où, comme Sapir, de considérer que l'Europe n'a pas à intervenir dans cette affaire car « Poutine n'est pas un ennemi », on connaît pourtant, face à ce type de guerre dans l'histoire, où cela nous mène : la paix des cimetières, ou la soumission, voire la collaboration…

La solidarité internationale de peuple à peuple marque le pas, à moins de rester strictement dans l'humanitaire. Et encore ! Doit-on considérer qu'un peuple qui auto-organise sa résistance, bien au-delà des directives gouvernementales, fait le jeu de l'OTAN ou lutte pour sa survie ? Collon et Sapir ont-ils d'autres interlocuteurs dans les deux parties du conflit que le très influent et oligarque pro-kremlin Club Valdaï en Russie, pour Sapir, ou, pour Collon, les excuses qu'il trouve au Kremlin, et en général à tous les gouvernements dictatoriaux « anti-impérialistes », hérités de la conférence Axis for Peace montée en 2005 par le complotiste Thierry Meyssan, toujours bien connu des chaînes de propagande russes ?

Doit-on dire aux Palestinien·nes d'éviter de combattre leur oppresseur israélien, aux Kurdes de laisser l'État turc les réprimer encore et encore pour ne pas « rajouter la guerre à la guerre ? »

Nous pouvons et devons débattre de points importants : résistance armée et non armée, l'Ukraine doit-elle ou non accepter les armes de l'OTAN pour se défendre ? Quel est le rôle des Occidentaux à l'origine et dans le déroulement du conflit ? Quelle solidarité internationale ? Quels soutiens aux déserteurs du pays agresseur ou objecteurs des deux camps ? Beaucoup de questions et bien d'autres…

Mais pas avec n'importe qui ! Pas avec celles et ceux qui montrent et ont montré, en toute conscience, où conduisaient leurs choix politiques et géopolitiques.

Ce 9 mai, vous avez fait ce que nous pensons sincèrement être une erreur de votre part,

en participant à une marche organisée par l'Association franco-russe de Gueorgui Chepelev, membre du collectif En marche pour la paix. Mais cette association, le Conseil de coordination du forum des Russes de France est particulièrement proche de l'ambassade de Russie, où ont d'ailleurs été élus leurs dirigeants. À noter que la marche du 9 mai de l'année dernière, organisée aussi par le CC-FRF, a eu l'honneur d'un post sur le site FB de l'ambassade, qui généralement ne publicise que ses propres actions.

Dans une guerre qui est aussi une guerre de propagande et d'influence, la place du Mouvement de la paix n'est certainement pas aux côtés du camp de l'agresseur, des sympathisants des massacreurs et compagnons de route de fascistes, quelles qu'en soient leurs raisons.

Ce serait une prise de position nette ! Il s'y salirait durablement ! Fraternité.

9 mai 2023.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 23, 5 SEPTEMBRE 2023

LETTRE OUVERTE À NOS CAMARADES DE DSA : POUR UN ANTI-IMPÉRIALISME CONSÉQUENT

Democratic socialist of America (DSA) est sur le point de faire la terrible erreur de rompre avec plus de 100 ans de solidarité avec les peuples coloniaux dans leurs luttes contre l'impérialisme et avec la solidarité avec les opprimés dans leur lutte pour la démocratie.

Depuis 2014, la Russie mène une guerre d'agression contre son ancienne colonie, l'Ukraine, en s'emparant de la Crimée en 2014, en organisant des mouvements séparatistes à Donetsk et à Louhansk, puis en lançant une guerre totale depuis le 24 février 2022. Il s'agit d'une invasion ouvertement annexionniste avec une trajectoire génocidaire, à laquelle le peuple ukrainien résiste pour la survie de sa nation. La guerre russe a donné lieu à des atrocités telles que le massacre de populations civiles et l'enlèvement de milliers d'enfants.

Depuis plus de 100 ans, les socialistes révolutionnaires et démocratiques soutiennent le droit des nations à l'autodétermination, en se plaçant du côté des peuples d'Algérie, du Vietnam, de Cuba et de nombreuses nations africaines qui ont mené des guerres anticoloniales. Les socialistes révolutionnaires et démocratiques ont toujours soutenu leur droit à se procurer des armes partout où ils le pouvaient afin de lutter pour leur souveraineté nationale contre les puissances impériales. Ce n'est pas la première fois que les objectifs des puissances impériales et des socialistes coïncident. Pendant la Seconde Guerre mondiale, de nombreuses personnes en France, en Italie et en Pologne, y compris de nombreux membres de la gauche, se sont levées pour lutter contre les nazis. Ils ont cherché et (dans une certaine mesure) reçu des armes et du matériel de la part des Alliés. Les États-Unis ont envoyé des armes à Tito et aux partisans yougoslaves qui luttaient contre l'occupation allemande, ainsi qu'au Viêtminh dans sa lutte pour la libération nationale contre le Japon, et nous pensons que c'est une bonne chose. Nous avons adopté la même position sur le droit des Hongrois en 1956, des Tchèques et des Slovaques en 1968, et des Polonais en 1980, à établir leurs propres gouvernements libres de la domination et, dans deux de ces cas, de l'intervention militaire de l'Union soviétique. Le soutien révolutionnaire des socialistes démocratiques au droit à l'autodétermination a été offert indépendamment du caractère politique des anciens États coloniaux.

Aujourd'hui, lDSA semble prête, dans le cas de l'Ukraine, à rompre avec cette longue histoire de soutien aux peuples opprimés. Ne pas soutenir l'Ukraine, c'est permettre à la Russie de gagner sa guerre impérialiste, de conquérir l'Ukraine en partie ou en totalité, et d'imposer sur le territoire conquis le régime

autoritaire et brutal de Vladimir Poutine qui refuse les droits démocratiques à ses citoyens, à ses travailleurs, aux personnes LGBTQ et aux minorités ethniques. Poutine veut également supprimer la langue et la culture ukrainiennes, raison pour laquelle son armée a pillé des musées et volé des enfants.

Bien que l'Ukraine reçoive des armes militaires des États-Unis et des pays de l'OTAN, personne n'a forcé les Ukrainiens à mener cette guerre, et personne ne le pourrait. Les Ukrainiens se battent pour leur pays de leur plein gré et sous la direction de leurs dirigeants élus. Il ne s'agit pas d'une guerre par procuration entre grandes puissances, mais plutôt d'une guerre d'autodétermination nationale menée par une démocratie imparfaite et néolibérale contre un État impérialiste. Nos principes socialistes de soutien à l'autodétermination nationale et à la démocratie partout dans le monde devraient nous placer du côté de l'Ukraine.

C'est un principe de base de la politique anti-impérialiste que « notre principal ennemi est chez lui », c'est-à-dire, dans notre cas, l'impérialisme américain et ses alliés, avec tous les crimes monstrueux contre l'humanité perpétrés par les politiques américaines, en notre nom. Toutefois, cela n'a jamais signifié qu'il fallait considérer « l'autre côté », par exemple les puissances actuelles de la Chine ou de la Russie en tant que principaux rivaux impériaux des États-Unis, comme « progressistes » dans un sens ou dans l'autre, ou considérer leurs crimes comme un moindre mal ou simplement comme une réponse à la « provocation » des États-Unis. Par conséquent, nous devrions nous opposer à la résolution de consensus n° 4 du comité international ainsi qu'à l'amendement sur l'antimilitarisme socialiste et la guerre en Ukraine (amendement à la résolution de consensus n° 4), qui violent tous deux ces principes.

Un autre amendement à la résolution du comité international, l'amendement C à la résolution de consensus : Pour un internationalisme de lutte des classes (amendement à la CR n° 4), tout en reconnaissant l'importance des droits démocratiques et de l'autodétermination des nations dans l'abstrait, évite la question brûlante de savoir de quel côté les socialistes devraient se ranger lorsqu'il s'agit de l'Ukraine.

En tant qu'anti-impérialistes cohérents et non sélectifs, nous comprenons parfaitement que l'aide militaire des États-Unis et de l'OTAN à l'Ukraine est basée sur les intérêts des puissances occidentales, et non sur le soutien à la « démocratie contre l'autoritarisme » ou d'autres prétextes. Les crimes de l'impérialisme américain, la puissance mondiale dominante – en Amérique latine, en soutenant pleinement la guerre d'Israël contre le peuple palestinien et en étant complice des dictatures les plus brutales du Moyen-Orient comme l'Égypte et l'Arabie saoudite, et bien d'autres choses encore – se poursuivent sans relâche. Rien de tout cela ne nie le droit de l'Ukraine à recevoir une aide militaire de n'importe où. Personne au sein de l'ASD ne soutient la politique étrangère du gouvernement américain ou ses objectifs politiques et économiques en Europe ou ailleurs dans le monde. En tant que socialistes, nous nous opposons à l'OTAN et appelons à sa dissolution. Mais il se trouve qu'en ce moment, à court terme, la politique des États-Unis et de l'OTAN, pour des raisons qui leur sont propres, coïncide avec celle des socialistes internationaux sur la question de l'armement de l'Ukraine.

Si l'autodétermination nationale est au centre de cette discussion, la question du soutien aux mouvements démocratiques est également en jeu. Dans le passé, le comité international de DSA a mis en sourdine ses critiques à l'égard de certains régimes autoritaires et n'a pas soutenu de manière cohérente les mouvements démocratiques. Nous devons discuter de la situation actuelle, où nous n'avons pas de régimes révolutionnaires, mais des régimes plus ou moins autoritaires et plus ou moins démocratiques, et nous devons développer une certaine sophistication dans la manière dont nous développons notre analyse.

Au début de la guerre, l'Ukraine était une démocratie très imparfaite, mais contrairement à la Russie, elle comptait des syndicats indépendants et des groupes et publications de gauche qui s'opposaient au gouvernement Zelensky. Jusqu'à présent, DSA n'a pas réussi à soutenir le peuple ukrainien en général, elle a refusé de soutenir les groupes démocratiques, les socialistes et les anarchistes de gauche, les

syndicats et les féministes en Ukraine. Selon nous, DSA devrait soutenir la guerre légitime de l'Ukraine contre l'invasion russe, exiger le retrait immédiat des forces d'occupation russes et l'annulation de la dette étrangère paralysante et impayable de l'Ukraine, et soutenir et amplifier les voix des forces progressistes et de gauche ukrainiennes qui résistent aux politiques anti-ouvrières et néolibérales de leur propre gouvernement, tout en participant activement à l'effort de guerre.

La tradition socialiste exige que nous soyons aux côtés de l'Ukraine et des mouvements pour la démocratie des opprimés et des exploités partout dans le monde.

les signataires : Traven Leyshon, Vermont DSA ; Bill Fletcher Jr., At Large DSA ; Dianne Feeley, Detroit DSA ; Dan La Botz, New York DSA ; Phil Gasper, Madison Area DSA ; Joanna Misnik, Chicago DSA ; Rob Bartlett, Chicago DSA ; Claudette Begin, East Bay DSA ; Alex Chis, East Bay DSA ; Stanley Heller, Connecticut DSA ; Stephen R. Shalom, New Jersey DSA ; Suzi Weissman, Los Angeles DSA ; Robert Brenner, Los Angeles DSA ; Eric Poulos, Lower Manhattan New York DSA ; Igor Tregub, East Bay DSA ; Jerry Mead-Lucero, Inland Empire DSA ; Kay Mann, Milwaukee DSA ; Joseph Moore, Central Vermont DSA.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 28, 22 MARS 2024

L'ARRÊT DE LA GUERRE SIGNIFIE LA MORT DE LA DICTATURE

MOUVEMENT SOCIALISTE RUSSE

Il y a deux ans, Vladimir Poutine a lancé une inva sion à grande échelle de l'Ukraine. Cette décision des dirigeants russes n'était pas une réponse à une quelconque menace militaire posée par l'Ukraine ou l'OTAN – il s'agissait d'une tentative d'assujettissement d'un pays voisin qui, selon Poutine, ne devrait tout simplement pas exister.

Le plan initial de Poutine en Ukraine semble avoir été une « opération spéciale » de changement de régime : les troupes occuperaient rapidement les principales villes du pays, la Garde nationale russe réprimerait les manifestations « nationalistes » et la majorité de la population accueillerait ses « frères » russes tant attendus avec des fleurs.

Mais au lieu de fleurs et de fanfares, l'armée russe s'est heurtée à la résistance obstinée des Ukrainiens et, au lieu de « gangs », elle a trouvé une armée bien entraînée et très motivée. L'« opération spéciale » s'est transformée en une véritable guerre. […]

Au lieu d'une « opération spéciale », Poutine s'est engagé dans une guerre longue, sanglante et épuisante pour finir par éroder les ressources de l'Ukraine et forcer l'Occi dent à suspendre son aide. Ce scénario exigera de la Russie d'énormes sacrifices auxquels ni sa popula tion ni son économie n'étaient préparées.

Entraîné dans cette longue guerre, l'État de Poutine a changé de l'intérieur : il doit forcer la société à accepter de telles pertes. Cela passe par la répression politique et l'instauration d'un climat de peur. […]

L'objectif de la guerre actuelle n'est clairement pas de protéger la population russophone de l'Ukraine, qui a le plus souffert aux mains des occupants, ni de contrer l'expansion occidentale, puisque le Kremlin partage une longue histoire d'enrichissement mutuel avec l'Occident.

Le véritable motif de l'invasion du Kremlin est son désir d'asseoir davantage sa domination politique, économique et militaire sur la société russe et les sociétés des autres pays post-soviétiques, à laquelle Moscou prétend avoir « historiquement droit ».

Dans le cadre de leur vision conspirationniste du monde, Poutine et son entourage considèrent que le Maïdan (2014) en Ukraine, les soulèvements au Belarus (2020) et au Kazakhstan (2021), et les vagues de protestations de masse en Russie même depuis 2012 font

partie d'une « guerre hybride » menée contre la Russie par l'Occident.

La « lutte contre l'hégémonie occidentale » telle que la conçoit Poutine n'a rien à voir avec la résistance aux politiques d'exploitation des élites américaines et européennes sur la scène mondiale. Au contraire, le Kremlin accepte et salue les politiques occidentales qui ne sont assorties d'aucune condition éthique.

Les seules « valeurs occidentales étrangères » contre lesquelles la Russie se bat sont les droits humains, la liberté d'expression, l'égalité des sexes, le développement durable, etc. En ce sens, le poutinisme est l'avant-garde d'une internationale d'extrême droite qui menace la démocratie et les mouvements pro gressistes dans le monde entier, une internationale où participent notamment Trump et ses partisans aux États-Unis, l'AfD en Allemagne, le régime d'Erdogan en Turquie, Orbán en Hongrie, et d'autres.

L'objectif principal de cette guerre est de proté ger le régime de Poutine et ses États vassaux autocratiques, comme la dictature de Loukachenko en Biélorussie, de la menace d'une révolution.

Cet objectif coïncide parfaitement avec les rêves de l'élite de reconstruire l'Empire russe, ce qui passe par l'asservissement de l'Ukraine, mais l'expansion russe ne s'arrêtera pas là. Il s'inscrit également dans l'espoir d'un « monde-multipolaire », dans lequel les dictateurs et les oligarques jouissent d'une liberté totale pour piller leurs sujets, réprimer les dissidents et diviser le monde au mépris du droit international.

C'est pourquoi, aujourd'hui, « Arrêter la guerre » doit signifier « Mettre fin à la dictature de Poutine ».

Exiger la paix, c'est exiger l'abolition des hiérarchies sociales qui sont au cœur du régime russe actuel : l'autoritarisme politique, les vastes inégalités de richesse, les normes conservatrices et patriarcales, et un modèle colonial et impérial de relations interethniques.

Lutter pour la paix ou forcer les négociations ? L'année 2023 a été une année de guerre de tranchées pour l'Ukraine. Malgré de lourdes pertes, ni l'armée ukrainienne ni l'armée russe n'ont réussi à progresser de manière significative sur le champ de bataille. Cette situation a accru la lassitude face à la guerre, y compris chez les alliés de l'Ukraine.

Dans ce contexte, les idées de pourparlers de paix et d'opposition aux transferts d'armes vers la zone de conflit – exprimées à la fois par l'extrême droite et certaines forces de gauche – sont devenues de plus en plus populaires.

Bien entendu, toutes les guerres favorisent le militarisme et le nationalisme, la réduction de la protection sociale, la violation des libertés civiles et bien d'autres choses encore dans tous les pays parties prenantes du conflit. C'est vrai pour la Russie, l'Ukraine et l'Occident.

Il est également évident que toutes les guerres se terminent par des négociations, et il serait inutile de s'opposer à cette demande en principe.

Mais espérer des négociations à ce stade de la guerre est naïf, tout comme la conviction que le désarmement unilatéral de la victime de l'agression apportera la paix.

Les auteurs de ces propositions ne tiennent pas compte de l'évolution du régime de Poutine au cours des dernières années. La légitimité de Poutine est aujourd'hui celle d'un chef de guerre ; il ne peut donc pas se maintenir au pouvoir sans faire la guerre.

Il compte désormais sur le fait que l'Occident mettra fin à son soutien à l'Ukraine après les élections américaines et conclura un accord – aux conditions du Kremlin, bien entendu. Mais un tel accord (partition de l'Ukraine ? changement de régime à Kiev ? reconnaissance des « nouveaux territoires » russes ?) ne changera rien à l'attitude essentielle du poutinisme vis-à-vis de la guerre, qui est désormais son seul mode d'existence.

Le régime de Poutine ne peut plus sortir de l'état de guerre, car le seul moyen de maintenir son système est d'aggraver la situation internationale et d'intensifier la répression politique à l'intérieur de la Russie.

C'est pourquoi toute négociation avec Poutine aujourd'hui n'apporterait, au mieux, qu'un bref répit, et non une véritable paix.

Une victoire de la Russie serait la preuve de la faiblesse de l'Occident et de sa volonté de redessiner ses sphères d'influence, surtout dans l'espace post-soviétique. La Moldavie et les États baltes pourraient être les prochaines victimes de l'agression. Une défaite du régime, en revanche, équivaudrait à son effondrement.

Seul le peuple ukrainien a le droit de décider quand et dans quelles conditions faire la paix. Tant que les Ukrainiens feront preuve d'une volonté de résistance et que le régime de Poutine ne changera rien à ses objectifs expansionnistes, toute contrainte exercée sur l'Ukraine pour l'amener à négocier est un pas vers un « accord » impérialiste aux dépens de l'indépendance de l'Ukraine.

Cet « accord de paix » impérialiste signifierait un retour à la pratique de partition du reste du monde par les « grandes puissances », c'est-à-dire aux conditions qui ont donné naissance à la Première et à la Seconde Guerre mondiale.

Le principal obstacle à la paix n'est certainement pas le « manque de volonté de compromis » de Zelensky, ni le « fauconisme » de Biden ou de Scholz : c'est le manque de volonté de Poutine de discuter même de la désoccupation des territoires ukrainiens saisis après le 24 février 2022. Et c'est l'agresseur, et non la victime, qui doit être contraint de négocier.

Nous, le Mouvement socialiste russe, pensons que dans de telles circonstances, la gauche internationale devrait exiger : une paix juste pour le peuple ukrainien, y compris le retrait des troupes russes du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine ; l'annulation de la dette publique de l'Ukraine ; une pression accrue des sanctions sur l'élite et la classe dirigeante de Poutine ; une pression accrue sur les différentes entreprises qui continuent à faire des affaires avec la Russie ; une aide humanitaire accrue aux réfugiés ukrainiens et aux exilés politiques russes, y compris ceux qui fuient la conscription ; une reconstruction équitable de l'Ukraine après la guerre, menée par les Ukrainiens eux-mêmes selon les principes de la justice sociale, et non par des sociétés d'investissement et des fonds spéculatifs appliquant les principes de l'austérité ; un soutien direct aux organisations bénévoles et syndicales de gauche en Ukraine ; des plates-formes permettant aux Ukrainiens e aux Russes opposés à la guerre de s'exprimer ; la libération des prisonniers politiques russes et la fin de la répression de l'opposition politique en Russie. […]

Arrêtez la guerre !
Mettez fin au poutinisme !
Libérez l'Ukraine !
Libérez les opprimés en Russie !

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 34, 11 OCTOBRE 2024

CE N'EST QU'UN DÉBUT CONTINUEZ À TERGIVERSER

CHRISTIAN MAHIEUX

Lorsqu'est écrit ce texte, cela fait 950 jours que l'armée russe a envahi le territoire ukrainien, déclenchant la guerre dans cette région du monde. Une guerre qui fait suite à l'annexion de la Crimée menée dix ans auparavant, poursuivie par la guerre du Donbass.

950 jours (plus dix ans) que des forces de gauche débattent de la position à adopter, des mesures à prendre – ou à ne pas prendre – de la caractérisation des régimes en place.

En France, le Nouveau Front populaire (NFP) a publié, début juin, un programme qui, à propos de la guerre en Ukraine, reprend très largement les positions du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU). Mais, sur ce sujet comme sur d'autres, chaque composante continue à dérouler ses propres positions, même lorsqu'elles sont en pleine contradiction avec l'engagement électoral ! Il en est de même au Parlement européen où la « gauche » (mais « la gauche » européenne comprend le mouvement italien Cinq étoiles, c'est dire !) persiste à, majoritairement, ne pas voter les textes allant dans le sens d'un soutien à l'Ukraine envahie par la Russie.

Pendant ce temps, la guerre continue, l'occupation du territoire ukrainien aussi, le nombre de morts et de blessés ne cesse d'augmenter, les enfants ukrainiens kidnappés pour être russifiés se comptent par dizaines de milliers, les capitalistes en profitent pour restreindre les droits des travailleurs et des

travailleuses d'Ukraine… et la résistance populaire ukrainienne continue.

C'est à celle-ci, sous ses différentes formes, que nous faisons écho au fil des 34 numéros parus de cette revue : des luttes syndicales dans la santé ou les facultés, aux féministes en guerre contre l'impérialisme, des actions des LGBTQI+ à celles des mondes de la culture… Avec cette 34e livraison, les Brigades éditoriales de solidarité poursuivent leur modeste soutien à celles et ceux qui, en Ukraine mais aussi en Russie et au Bélarus, combattent l'impérialisme, le colonialisme, le fascisme, le militarisme… Des gens de gauche ?

Christian Mahieux est membre des Brigades éditoriales de solidarité, du Comité français du RESU et de l'Union syndicale Solidaires.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 35, 12 NOVEMBRE 2024

OÙ VA LA GAUCHE EUROPÉENNE ?

CHRISTIAN ZELLER

Le 19 septembre, le Parlement européen a adopté à une très large majorité (425 pour, 131 contre, 63 abstentions) la résolution intitulée « Poursuite du soutien financier et militaire apporté à l'Ukraine par les États membres de l'Union ».

Les député·es du groupe GUE-NGL ont émis des votes différenciés : 20 ont voté contre, 9 ont voté pour, et 12 se sont abstenu·es. Carole Rackete, élue en juin 2024 sur la liste de Die Linke, mais comme sans-parti, a voté pour, comme les député·es de gauche des pays nordiques. Carola Rackete s'est rendue célèbre en 2019 quand, capitaine du navire de sauvetage *Seawatch,* elle a sauvé un grand nombre de réfugiés et a tenu tête au ministre italien de l'intérieur de l'époque.

Cette résolution :

1) Invite l'Union et ses États membres à s'efforcer de préserver et de mobiliser l'aide internationale la plus large possible en faveur de l'Ukraine ainsi que de trouver une solution pacifique à la guerre, qui doit être fondée sur le plein respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, des principes du droit international et de la reconnaissance des responsabilités pour les crimes de guerre et le crime d'agression commis par la Russie, ainsi que sur le versement par la Russie d'indemnités et d'autres paiements pour les dommages considérables qu'elle a causés en Ukraine ; demande que l'Union s'engage activement à mettre en œuvre la formule de paix ukrainienne et à établir un cadre pour la tenue du deuxième sommet pour la paix ;
2) Demande que soient livrées à l'Ukraine des munitions en quantité suffisante et que celle-ci soit autorisée à attaquer les infrastructures militaires en Russie ;
3) Demande l'application effective et l'élargissement des sanctions militaires contre la Russie et ceux qui la soutiennent ;
4) demande la confiscation des avoirs publics russes pour compenser les destructions causées en Ukraine ;
5) Demande l'application effective d'un embargo total sur le gaz naturel liquide en provenance de Russie ainsi que des sanctions contre Gazprom et les entreprises pétrolières russes ;
6) Demande que tous les États membres de l'UE et tous les alliés de l'OTAN s'engagent ensemble et individuellement à consacrer au moins 0,25 % de leur PIB au soutien militaire de l'Ukraine.

Le but de la deuxième exigence est que l'Ukraine soit également autorisée à attaquer des bases de lancement de missiles situées en Russie en utilisant les armes fournies par les États de l'OTAN. Jusqu'ici, cela lui est interdit, ce qui fait que la population civile ne peut pas être protégée efficacement des bombardements russes. Il est vrai que cette résolution s'inscrit dans le cadre général et hautement problématique de la politique de l'UE et de

l'OTAN. Dans une perspective solidaire, écologique et émancipatrice, il est cependant justifié d'approuver cette résolution, et dans son interview avec le journal italien *La Stampa,* Carola Rackete explique son vote de façon claire et convaincante.

Ont voté pour : les député·es Andersson, Kyllönen et Saramo du parti de gauche finnois (Vasemmistoliitto), Clausen de la Liste rouge-verte danoise (Enhedslisten), Gedin et Sjöstedt du Parti de gauche (Vänsterpartiet) suédois, Hazekamp du parti néerlandais animaliste (Partij voor de Dieren), Omarjee de la France Insoumise et Rackete, députée allemande sans-parti.

Ont voté contre : les huit député·es Antoci, Della Valle, Furore, Morace, Palmisano, Pedullà, Tamburrano et Tridico du Mouvement 5 Étoiles et Salis de la Gauche Italienne (Sinistra Italiana), Arvanitis du Syriza grec, Barrena Arza de El Bildu (basque), Botenga et Kennes du Parti belge du Travail (Partij van der Arbeid), Montero et Serra Sánchez de Podemos et Galán de Sumar (Espagne l'un et l'autre), Martins du Bloco de Esquerda et Oliveira du Partido Comunista Português (Portugal), Everding du Parti animaliste allemand (Tierschutzpartei) et Demirel de Die Linke.

Se sont abstenu·es les député·es Aubry, Carême, Chaibi, Fourrreau, Hassan, Mesure, Saeidi, Smith (tous France insoumise), Boylan et Funchion du Sinn Fein et Flanagan (Indépendant) d'Irlande, ainsi que Schirdewan de Die Linke.

Notons le poids important du mouvement populiste 5 Étoiles difficile à identifier politiquement, et à qui il arrive aussi de se positionner à droite. C'est ainsi qu'en 2019, il a soutenu la politique raciste du ministre de l'intérieur de l'époque (Salvini) et ses attaques contre les sauvetages en mer de Carola Rackete.

Après le vote, le journal *Junge Welt,* qui se fait depuis des années le porte-parole de l'impérialisme russe, a lancé une campagne haineuse contre Carola Rackete, à laquelle se sont joint·es sur les réseaux sociaux aussi certain·es militant·es de Die Linke et des collaborateurs/trices de la Fondation Rosa-Luxemburg.

Ceux et celles qui lancent des accusations diffamatoires et mensongères contre Carole Rackete et poussent l'absurdité jusqu'à lui reprocher de donner, avec la position qu'elle a prise, un coup de pouce à la marche vers une guerre mondiale, refusent obstinément de dire, quand on le leur demande, comment et en utilisant quels moyens, selon elles et eux, les salarié·es Ukrainien·nes pourraient repousser l'agression que la Russie fait subir à la société dans laquelle ils/elles vivent.

Ces calomnies lancées contre Carola Rackete ne servent pas la paix, elles font en dernière analyse le jeu de Poutine et de ses tentatives de chantage, elles apportent de l'eau au moulin des racistes, des « nationaux-conservateurs » et des fascistes de l'Europe entière. L'admission des députés du mouvement 5 Étoiles dans le groupe de la Gauche au Parlement européen fait faire au profil de celui-ci un déplacement sensible à droite, on aussi là un signe indiquant que certaines forces assument de ne pas vouloir tracer une ligne de démarcation nette vis-à-vis de positions de type souverainisme national.

Carola Rackete a suffisamment démontré ces dernières années quelle énergie elle peut mettre et avec quelle efficacité elle peut agir pour s'opposer aux forces fascistes, racistes et national-conservatrices. Cible des pires menaces, elle a sauvé beaucoup de vies humaines. Lequel de ces écrivaillons venimeux a déjà tenu tête à un ministre de l'intérieur raciste et a réussi à le faire reculer, lui et ses forces de répression ? Carola Rackete symbolise une résistance sans concession au racisme et elle est une combattante résolue qui se bat pour le démantèlement et la socialisation des industries fossiles.

Il est juste de vouloir barrer la route à la vague de réarmement de l'OTAN et des États de l'UE. On le fera de manière d'autant plus crédible qu'en même temps, on se solidarise avec la résistance ukrainienne à la menace existentielle que représente l'impérialisme russe pour ce pays. C'est la position que nous avons adoptée dans notre déclaration internationale « Ukraine : A People's Peace not an Imperial Peace ».

C'est pourquoi il est juste de soutenir l'Ukraine tout en s'opposant aux exportations d'armes à destination d'États qui agressent leur propre population et les populations voisines (p. ex. Israël, la Turquie, l'Arabie saoudite). C'est pourquoi il faut socialiser l'industrie d'armement pour la contrôler démocratiquement

et définir ce qu'elle doit produire, pour en fin de compte en organiser la décroissance, coordonnée à un niveau transnational, ou/et la reconvertir en une industrie utile socialement et écologiquement compatible.

J'ai présenté quelques prolongements de ces réflexions dans l'article intitulé « Paix en Ukraine et perspectives écosocialistes en Europe » sur le site *emanzipation*. Il devient manifestement urgent de démarrer une discussion transnationale et européenne consacrée à ces défis.

LA DIMENSION NÉOFASCISTE DE L'AXE POUTINE-TRUMP AU PRISME DE LA GUERRE D'UKRAINE, CE QUI ÉCHAPPE À CERTAINES GAUCHES

ANTOINE RABADAN

Nous ne publions ici que quelques extraits directement liés à la thématique de ce numéro spécial. Il va de soit que la démostration d'Antoine Rabadan s'inscrit dans une cohérence : l'analyse du fascisme poutinien. On se reportera au numéro 35 en cliquant sur le lien auquel on pourra se reporter en cliquant sur le lien.

Ce que révèle l'affrontement interimpérialiste, autour de la fascisation du monde en cours, de la mise hors jeu politique des gauches. [Ce] jeu interimpérialiste, à deux pôles, met dramatiquement en évidence un tiers exclu : les gauches internationales profondément divisées sur la guerre d'Ukraine, une partie d'entre elles se refusant à toute solidarité internationaliste avec le peuple ukrainien, autour d'un positionnement pacifiste ou ouvertement en soutien avec la Russie prônant, dans les deux cas, le refus d'armer la résistance ukrainienne. Favorisant ainsi la victoire de la Russie (à court terme par conservation des territoires occupés mais, à plus ou moins court terme, ouvrant sur une nouvelle tentative de sa part de s'attaquer au reste de l'Ukraine tout en menaçant le reste de son « étranger proche »). Par où serait mise en cause l'intangibilité du droit de tout peuple à lutter pour sa libération nationale, en recourant à tous les moyens possibles pour s'armer, qui est le noyau de tout internationalisme conséquent.

Il y aurait beaucoup à dire sur ce reniement qui n'affaiblit pas que la solidarité, même si heureusement une autre gauche persiste à la mettre en œuvre, à l'égard du peuple ukrainien mais aussi, en laissant libre cours au jeu impérialiste exposé plus haut, la solidarité envers l'ensemble des peuples en lutte. Lesquels, en tout cas pour certaines de leurs fractions, emportés par le confusionnisme semé par ces gauches « campistes », prenant parti pour un camp impérialiste contre un autre, tombent parfois dans le piège de croire, comme on le voit dans le cas exemplaire de l'Afrique, que la Russie martyrisant sauvagement le peuple ukrainien puisse aider à leur libération alors qu'elle s'appuie sur les castes militaires locales pas spécialement favorables à l'émancipation de leurs peuples, qui plus est, en accaparant, dans la logique prédatrice de tout impérialisme, les richesses de leur sous-sol.

Pour aborder la dernière partie de cet article, je voudrais avancer l'hypothèse que cette dérive qui met hors jeu les gauches internationales a à voir profondément, dans le contexte de la crise de désorientation née de la chute de l'URSS, avec leur incapacité à prendre la pleine mesure du fascisme qui avance. Entendons-nous, on lit bien, du moins chez certaines d'entre elles, la dénonciation de ces progrès du fascisme et l'appel à se mobiliser pour le contrer. Mais elles le font, et pour cause, sans situer ce qui est un activateur, sinon l'activateur principal, desdits fascismes que pourtant le positionnement de ceux-ci sur la guerre en Ukraine met clairement en évidence, à savoir la Russie de Poutine que lesdits fascismes soutiennent à quelques exceptions près (en particulier l'italien).

Pourtant, une entrevue d'août 2023 d'un opposant russe, Ilya Budraitskis, aurait pu ouvrir les yeux de celleux qui, à gauche, se refusent à voir la responsabilité criminelle, dans

cette guerre, de la Russie de Poutine, guerre qu'il connecte, en quelque sorte, organiquement à l'avènement de la fascisation de celle-ci. Lisons quelques extraits de ce document :

> Le régime russe existe depuis plus de vingt ans et il a subi une sérieuse transformation au cours de cette période. Il a commencé comme un régime bonapartiste néolibéral et s'est transformé en une sorte de dictature fasciste ouverte. Et je pense que cette transformation en régime fasciste a commencé après le début de l'invasion de l'Ukraine.

Cette dernière phrase est d'une importance capitale qui met au jour le lien de continuité, sinon de causalité stricte, entre le déclenchement de la guerre contre l'Ukraine et la mutation fasciste du régime russe. […]

L'« INTERNATIONALISME » DU CAMPISME PRO-RUSSE D'UNE PARTIE DES GAUCHES INTERNATIONALES MIS À L'ÉPREUVE, AU MIROIR DES GUERRES EN UKRAINE ET EN PALESTINE

De ce qui précède se vérifie la magistrale faute politique commise par le campisme de gauche qui, par son positionnement prorusse et antiukrainien face à la guerre que l'on sait, se fait, malgré lui ou sciemment, le propagateur du néofascisme international que, par ailleurs, il dit combattre sans vouloir voir qu'il est largement sous influence russe : dénonçant ainsi, par exemple, le fascisme du régime israélien massacreur des Palestinien·nes et des Libanais·es tout en absolvant le néofascisme poutinien, oppresseur de ses peuples mais aussi massacreur des Ukrainien·nes et transformant en chair à canon des milliers de Russes enrôlés contre l'Ukraine. Et en oubliant, par où se boucle le cercle de fer du reniement internationaliste, que l'ami américain du destructeur de l'Ukraine est l'ami indéfectible du destructeur de la Palestine et du Liban !

Alors, pour conclure, j'avoue, une fois mise en évidence la faute rédhibitoire des gauches campistes à l'antifascisme et à l'internationalisme à géométrie variable, que je crois urgent que les gauches amies du peuple ukrainien fassent valoir bien plus qu'elles ne le font, certaines ne le font pas du tout, 1) la nature néofasciste du poutinisme, 2) la dimension profondément antifasciste, structurellement induite par la guerre menée par celle-ci en Ukraine, de la résistance ukrainienne du fait même, par-delà la conscience qu'en ont ou n'en ont pas les résistant·es, d'être la ligne avancée de la lutte antifasciste internationale et 3), enfin, la nécessité logique que cette résistance antifasciste soit totalement soutenue et, notamment, approvisionnée en armes à la hauteur de l'enjeu que la montée de ce néofascisme représente mondialement ! Peu de ces trois points cardinaux de l'internationaliste soutien à apporter au peuple ukrainien figure centralement et régulièrement, à l'égal de ce qui est fait, au demeurant, très justement pour les Palestinien·nes et les Libanais·es, dans les analyses et appels à mobilisation en faveur des Ukrainien·nes de certaines de ces gauches qui conservent heureusement une authentique fibre internationaliste.

De ce point de vue, il est remarquable que l'organisation la plus représentative du soutien à la résistance de l'Ukraine en France, le RESU ait pleinement saisi l'importance d'énoncer que la guerre contre l'Ukraine est une guerre intrinsèquement néofasciste et impérialiste et qu'elle est par là une menace pour tous les peuples du monde !

Antoine Rabadan est membre du NPA-A et du RESU à Montpellier.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 36, 24 FÉVRIER 2025

« LES "GAUCHISTES[1]" FALSIFIENT LE CHOIX AUQUEL LE PEUPLE UKRAINIEN EST CONFRONTÉS EN TEMPS DE GUERRE »

ENTRETIEN AVEC SLAVOJ ZIZEK (EXTRAITS)

En temps de guerre, les questions fondamentales de survie, de moralité et d'identité dominent non seulement le discours, mais exposent également les fissures des idéologies politiques mondiales. Au milieu de la clameur des récits médiatiques et des cadres partisans bien ancrés, quelques voix parviennent à s'élever au-dessus de la mêlée, offrant des critiques incisives et s'attaquant aux vérités inconfortables que les autres éludent souvent.

Slavoj Zizek, le philosophe slovène connu pour son mélange éclectique de psychanalyse, de marxisme et de critique culturelle, continue de remettre en question la pensée conventionnelle sur la politique mondiale, la guerre et les dilemmes complexes de l'idéologie de gauche.

Il aborde les racines de la romantisation de longue date de la Russie en Occident et l'échec de la gauche face à la lutte pour la survie de l'Ukraine.

Malgré les horreurs de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, nous constatons qu'une fascination pour tout ce qui est russe perdure dans la culture occidentale. Il semble que le monde n'ait pas encore dépassé les représentations de Voltaire de l'empire russe luttant pour sortir de la barbarie et embrasser les Lumières. Ils sont attirés par cela. Qu'est-ce qui explique, selon toi, ce romantisme de longue date ?

On s'est toujours demandé si la Russie pouvait vraiment être démocratique. Cependant, il ne faut pas la simplifier à l'extrême. De nombreux personnages considérés comme des héros russes – d'Ivan le Terrible à Pierre le Grand et Catherine la Grande – se voyaient comme des modernisateurs occidentaux autoritaires. Même Staline fait partie de cette tradition.

Lorsque Staline était jeune, quelqu'un lui a demandé comment il définirait un bolchevik. Sa réponse fut la suivante : « Une combinaison de dévouement messianique russe et de pragmatisme américain. » Cela révèle une dynamique intéressante – les bolcheviks ont toujours été secrètement épris de l'énergie et du dynamisme du modèle américain. Leur défi était de trouver comment fusionner cela avec leur vision idéologique.

C'est pourquoi je ne rejetterais pas Poutine comme une relique d'une vieille tradition russe. Non, Poutine représente le pire d'une tendance de longue date dans l'histoire russe, une tendance qui remonte à des personnages comme Ivan le Terrible et Pierre Ier – des modernisateurs autoritaires qui ont cherché à faire entrer la Russie dans la modernité, mais à leurs propres conditions, en utilisant un contrôle brutal et centralisé. Cette modernisation autoritaire a un fort précédent historique, qui s'étend même aux traditions de l'Extrême-Orient.

Par exemple, au début du 20e siècle, le panasiatisme a émergé dans des pays comme la Chine et le Japon. Ces pays étaient confrontés à un dilemme similaire : comment rattraper l'Occident en termes de technologie et d'économie sans perdre leur identité culturelle au profit du libéralisme occidental. Leur solution ? Le fascisme.

Ne regarde pas seulement Alexandre Douguine, mais toute la foule d'idéologues qui gravitent autour de Poutine. Leur idée

1. NdT. Dans le vocabulaire anglo-saxon, le terme « gauchiste » ne renvoie pas « à une maladie infantile » mais désigne simplement le militant engagé à gauche.

centrale – c'est une pure horreur – est cette notion d'Eurasie, cette identité mystique euro-asiatique. C'est un raisonnement tellement stupide, vulgaire et fasciste. D'une part, tu as cet orientalisme primitif : embrasser l'idée que l'Orient est passif, arriéré, stupide. D'autre part, tu as cette caricature du libéralisme occidental, une sorte d'autodestruction décadente par un individualisme excessif. Bien sûr, ils positionnent la Russie comme le « bon équilibre » magique – la synthèse supposée parfaite d'un individu dans une société harmonieuse et libre.

Certains membres de la gauche ont remis en question votre soutien à l'Ukraine. Pourquoi pensez-vous qu'ils ont du mal à considérer cette guerre comme un exemple typique de résistance d'une petite nation à une grande puissance coloniale ?

Je trouve incroyable le nombre de pseudo-gauchistes qui sont attirés par cette étrange fascination pour la Russie. Même s'ils admettent que Poutine est horrible, ils s'accrochent à l'idée que la Russie, moins touchée par le consumérisme occidental, préserve en quelque sorte des relations humaines plus « authentiques ». Par exemple, un idiot m'a dit un jour que si l'Occident n'est que promiscuité et libertés sexuelles, en Russie, le « véritable amour » est encore possible.

Cette notion romancée de la Russie est souvent associée à un autre dogme gauchiste : l'OTAN est le mal absolu. Selon ce point de vue, toute personne en conflit avec l'OTAN doit avoir quelque chose de bon ou de vertueux. Selon cette logique, l'Ukraine n'a pas le droit d'être soutenue parce qu'elle est considérée comme menant simplement une « guerre par procuration » au nom de l'OTAN.

Cela m'inquiète qu'ils traitent les Ukrainiens comme des sortes d'idiots – ils falsifient le choix auquel les Ukrainiens sont confrontés. Cette simplification excessive ignore complètement la réalité. Pour les Ukrainiens, le choix n'est pas entre la paix et la guerre – il s'agit de résister ou de disparaître en tant que nation. Les Russes l'ont clairement fait comprendre.

Lorsque les gens disent : « Nous devrions cesser de soutenir l'Ukraine et pousser à la négociation avec la Russie », je réponds : « Peut-être – mais cette décision devrait en fin de compte revenir aux Ukrainiens. » Cependant, sont-ils conscients que la force actuelle de l'Ukraine pour négocier, si elle existe, est entièrement due à sa résistance ? Sans le soutien de l'Occident, l'Ukraine n'aurait jamais atteint une position où des négociations sont même possibles. C'est tout à fait clair. […]

[En] Slovénie, lorsque j'ai fait remarquer que traiter la défense de l'Ukraine comme une guerre par procuration pour l'OTAN revient essentiellement à insulter les Ukrainiens, les gens ne semblent pas le comprendre. Les Ukrainiens sont présentés comme s'ils pouvaient choisir la paix mais décidaient plutôt de s'engager dans une guerre qui déplace un quart de leur population, juste pour le plaisir d'une guerre par procuration. Mais en réalité, il en va de leur survie. Ils ne l'entendent pas de cette oreille. Ils prétendent que la paix est la valeur la plus importante, mais voici l'ironie : dans mon pays, la gauche qui prétend cela soutient également la mémoire des partisans de Yougoslavie, en particulier en Slovénie, qui se sont battus contre l'occupation allemande. Les partisans faisaient quelque chose de très similaire, et sans doute plus extrême, que ce que font les Ukrainiens aujourd'hui. Ils résistaient à l'Allemagne, exécutaient souvent des otages et se livraient à des actes violents. Pendant ce temps, l'idéologie des gens de droite qui collaboraient avec les Allemands était que la résistance ne pouvait pas se permettre parce qu'elle menaçait la nation slovène. Voici donc le paradoxe : les mêmes personnes qui défendent la résistance aujourd'hui – alors que la Slovénie était beaucoup plus vulnérable que l'Ukraine, sans le soutien de l'OTAN – prônent maintenant la paix, en ignorant les complexités de la situation.

Ils prétendent que l'Ukraine est folle, l'accusant de vouloir pousser l'Occident à utiliser des armes nucléaires. Mais le vrai débat en Occident, c'est que personne ne parle de la première utilisation d'armes nucléaires – c'est la Russie qui profère constamment ces menaces. Tous les six mois, Poutine et ses alliés, en particulier le fou (vice-président du Conseil de sécurité russe) Dmitri Medvedev, ne cessent d'intensifier la rhétorique. Medvedev n'est qu'un outil pour Poutine – il dit les choses les plus extrêmes tandis que Poutine sait comment manipuler la situation. Ce qui est fou, c'est

que lorsque la Russie menace d'utiliser pour la première fois des armes nucléaires, c'est accepté comme un fait. Mais lorsque l'Ukraine veut simplement se défendre (en frappant des cibles en territoire russe), elle est qualifiée de fou qui cherche à provoquer la Russie. Je trouve cela humiliant. […]

Cette désorientation fondamentale m'horripile. Je pense qu'elle contribuera à la fin de la gauche telle que nous la connaissons. Une certaine forme de gauche survivra, mais à l'heure actuelle, dans des endroits comme l'Allemagne et le Royaume-Uni, la véritable opposition se situe entre les centristes modérément conservateurs – comme le Parti travailliste du Royaume-Uni, qui est maintenant largement modéré – et les conservateurs extrêmes. C'est la même chose avec les démocrates : ce sont eux qui sont modérément conservateurs face à Trump.

N'est-ce pas un triste monde quand les seuls choix sont entre les conservateurs modérés qui prétendent être des libéraux, et les figures extrêmes comme Trump qui se nourrissent de la rage des gens ordinaires ? Je suis pessimiste, je dois l'admettre.

Propos recueillis par Kate Tsurkan. Publié dans *The Kyiv Independent,* 29 janvier 2025. Traduit en français et publié par le *Réseau Bastille*.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 38, 1ER MAI 2025

POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE ! SOLIDARITÉ AVEC LA RÉSISTANCE DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS D'UKRAINE !

CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC, UNSA, SOLIDAIRES, FSU

Les organisations syndicales françaises, CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires et FSU réaffirment leur soutien au peuple ukrainien qui, depuis plus de trois ans, résiste à l'invasion militaire russe. En trois ans, le niveau des destructions, les souffrances endurées par le peuple Ukrainien, avec près de 10 millions de personnes déplacées et 20 000 enfants volés à leurs familles par la Russie, atteignent des niveaux jamais enregistrés sur le sol européen depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

À la fin du mois de février le revirement géopolitique des États-Unis sous l'égide de Trump donne corps à une internationale autoritaire aux tendances impérialistes.

L'adoption de la résolution ES-11/7 pour « la promotion d'une paix globale, juste et durable en Ukraine » de l'Assemblée générale des Nations unies, le 25 février 2025, réaffirmant l'intégrité territoriale de l'Ukraine illustre cet état de fait. Les États-Unis, la Russie, Israël, le Bélarus, Le Mali, le Nicaragua ou encore la Corée du Nord ont voté contre. Les régimes autoritaires combattent le droit international ! À peine arrivé au pouvoir Trump a adopté des sanctions à l'encontre des représentants de la Cour pénale internationale. Cette même CPI qui a délivré des mandats d'arrêts contre des responsables du régime russe pour crime de guerre, et crime contre l'humanité.

Depuis, sous l'égide de l'administration Trump, les efforts pour un cessez-le-feu au détriment de l'Ukraine sont en cours avec le Kremlin.

Or depuis qu'il est évoqué, la Russie redouble ses bombardements d'infrastructures civiles sur l'Ukraine et joue ainsi la montre dans les négociations de paix.

L'intersyndicale de solidarité avec l'Ukraine s'est exprimée à plusieurs reprises à propos de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, tant par des déclarations communes que par des expressions propres de chacun de ses membres. Elle a aussi produit un important effort de solidarité concrète en organisant trois convois humanitaires de solidarité en direction des organisations syndicales, des travailleuses et des travailleurs d'Ukraine.

Face à la nouvelle situation marquée par l'alliance entre les États-Unis de Trump et la Russie de Poutine, les associations d'Ukrainiens et Ukrainiennes en France appellent à une manifestation samedi 5 avril, à 14 heures de la Place de la République à Bastille. Dans la suite du soutien apportée depuis trois ans, les organisations syndicales françaises, CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires et FSU appellent à participer à cette manifestation.

Le peuple Ukrainien, attaqué sur son sol par la Russie, est le premier à vouloir ardemment la paix. Mais elle ne peut pas lui être imposée de l'extérieur, en validant l'agression militaire et l'occupation de leur pays.

Solidarité avec l'Ukraine qui résiste !

Solidarité avec les travailleuses et travailleurs d'Ukraine !

Non à la guerre de Poutine !

Troupes russes hors d'Ukraine !

Libertés en Russie et au Bélarus !

Pour la construction d'une paix juste et durable en Ukraine !

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 39-40, 1ER JUILLER 2025

L'INTERNATIONALISME DÉSARMÉ

ROMAIN DESCOTTES

Le plan européen de réarmement, et le cortège de réactions officielles plus ou moins alarmistes qui l'a justifié, suscite des inquiétudes légitimes. La montée en puissance de la production militaire à l'échelle mondiale – et pas seulement européenne – ne peut être prise à la légère pour quiconque se réclamant du camp de l'émancipation.

Néanmoins, dire cela ne nous explique en rien les causes profondes qui nourrissent et encouragent la course à l'armement en cours. Ce n'est donc pas tant sa dénonciation en soi qui importe mais les explications qu'on lui accole. Ce sont elles qui permettent de la comprendre et de la combattre politiquement. Cela est d'autant plus nécessaire que la rhétorique pacifiste n'est pas l'apanage des courants progressistes. Aujourd'hui, Trump, Poutine, Le Pen, ou bien d'autres apprentis fascistes se réclament de la paix… comme Hitler en fut le chantre en son temps.

Le récent appel européen « Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre ! » est de ce point de vue un mauvais cas d'école. En France, ledit appel, est porté principalement par le POI et la LFI, accompagnés de quelques personnalités et d'une partie de la mouvance décoloniale. Prenons quelques instants pour décortiquer cette ode à la paix. L'appel s'ouvre sur une courte citation : « *Ces guerres ne sont pas les nôtres. Nous ne les paierons pas !* » Sans plus de précision, une première réaction vient à l'esprit, qui est donc ce nous et qu'entend-on par payer ? La suite de l'appel nous le précisera, mais notons d'emblée que peu importent les premières et principales victimes des guerres à travers le monde, ce ne sont pas les « *nôtres* ». Voilà les peuples agressés bien rassurés, ils et elles n'auront pas à en payer le prix ! Mais, tout de suite, on nous précise la menace : « Les dirigeants européens préparent la guerre. » Pourquoi les Européens se préparent-ils donc à des guerres qui ne sont pas les nôtres ? On n'en saura rien du reste de l'appel et un nom, qui pourtant vient vite à l'esprit quand on parle de guerre aujourd'hui, sera soigneusement évité tout du long. Celui du maître du Kremlin.

Quoi qu'il en soit, la « classe ouvrière », européenne suppose-t-on, va en payer le prix fort. « Plus d'impôts », nous dit-on, dans cet appel pour la défiscalisation pacifiste, mais aussi par des « coupes dans les prestations sociales », une nouveauté du capitalisme en temps de guerre, et « un niveau de vie » en chute libre. Sans même parler du prix de « notre sang et notre sueur ». On cherchera tant bien que mal qui, hormis les Ukrainiennes et les Ukrainiens, voient leur sang coulé du fait de la guerre parmi les peuples européens.

Tout cela est dû à « la crise du capitalisme » nous explique-t-on et l'arrivée de Trump pour

un «second mandat» ne va faire qu'amplifier les problèmes en cours. Toujours pas de trace d'un certain sinistre sire et d'un événement qui commence le 24 février 2022. Il est vrai que Trump n'était pas au pouvoir à cette date et l'on ne va pas commencer à citer tous ses amis problématiques. On n'en finirait jamais !

Mais après cet urgent détour anticapitaliste, l'appel en revient au cœur du problème, à savoir «rejeter l'exigence des gouvernements européens de soutenir leurs politiques brutales et destructrices au nom d'une prétendue "union nationale"». Il s'agit bien entendu d'un «patriotisme factice». Notre pouls s'emballe à la lecture du danger bien réel, mais le suspense persiste. De qui parle-t-on ? Ou les Européens mènent-ils la guerre ? Et pourquoi les chaînes d'info nous cachent-elles cette information essentielle ?

À la suite d'un bref mais nécessaire rappel des millions de morts de la Première Guerre mondiale, on apprend enfin de qui et quoi il est question depuis le début : «La classe dirigeante européenne mène déjà une guerre par procuration en Ukraine et soutient le génocide israélien contre le peuple palestinien.»

C'était donc ça !

Ce rapprochement a de quoi surprendre. Si la faible opposition ou le soutien tacite des gouvernements européens, (mais peu importent les divergences entre gouvernements, les Européens c'est pareil !) à la politique génocidaire de l'extrême droite israélienne, est une honte indélébile qui restera gravée dans l'histoire, on peine à faire le lien avec l'Ukraine. Dans le premier cas, on a un gouvernement qui massacre un peuple désarmé, l'affame, détruit ses villes, tire sur ses écoles et ses hôpitaux. Dans l'autre, on a un gouvernement qui défend ses villes, ses hôpitaux, son peuple, face à une agression impérialiste mené par «celui dont on ne doit pas prononcer le nom».

Selon cet hymne pacifiste, les armes envoyées par les Européens depuis trois ans, et dont l'Ukraine dénonce l'insuffisance, alimentent ainsi une «guerre par procuration» et ne servent donc pas à sa défense et sa résistance légitime. On avait pourtant connu nos signataires de l'appel plus prompts à rappeler le droit fondamental des peuples à résister. Faut-il encore préciser quel peuple !

Ce que ne nous dit pas l'appel, c'est que l'Ukraine, sans les moyens de se défendre, c'est Gaza. Marioupol ou Bakhmout, c'est Gaza. Il ne nous dit pas non plus que si Netanyahou et Poutine arrêtent leur boucherie, c'est la fin de la guerre, et qu'on ne peut pas en dire autant pour les résistances palestinienne et ukrainienne. La violence néofasciste n'éprouve guère de pitié pour les faibles. Ce que ne nous dit pas non plus l'appel, c'est que les amis de Trump sont Netanyahou et Poutine. Ce ne sont pas les peuples agressés.

Si nous rejoignons les auteurs et autrices de l'appel sur un point, c'est que nous sommes à un tournant historique. Les guerres impérialistes contre les peuples jugés «faibles» et uniquement bons à servir les intérêts du «fort» risquent de dramatiquement s'amplifier. Notre meilleur espoir pour y mettre un coup d'arrêt réside précisément dans la résistance armée et non armée des peuples agressés. En cas de défaites, c'est la voie royale pour l'extension de la guerre. Et pour cela il faut effectivement désarmer les agresseurs et soutenir les agressés.

Les peuples qui résistent savent très bien pourquoi ils le font et notre tâche est de faire front à leurs côtés. A défaut, la seule chose qu'on désarme, c'est l'internationalisme.

Romain Descottes est membre du collectif éditorial des Éditions Syllepse et du Comité français du RESU.

DÉFAITISME, DÉSERTION ET RÉSISTANCE...

CHRISTIAN MAHIEUX

Les Peuples veulent réunit des collectifs, des organisations, des lieux et des personnes qui se sont retrouvées pour construire une pratique internationaliste qu'ils et elles veulent «adaptée à notre temps : un internationalisme par le bas, fondé sur l'entraide, le partage d'expériences, d'analyses et de moyens entre les différentes formes de pou-

voirs populaires nées de la vague de soulèvements commencée en 2011. ».

Celles et ceux de la branche française qui sont investi·es dans le groupe de travail « Ukraine » ont publié la lettre ouverte que nous reproduisons ci-après. Elle concerne une soirée organisée par Initiative Olga Taratuta, le 3 mai dernier, à Montreuil, sous l'intitulé « Déserter en Ukraine et en Russie ». Il ne s'agit pas ici de polariser la discussion sur cette initiative, mais de faire connaître l'argumentation des camarades de Les Peuples veulent, car elle est utile, bien au-delà de cet exemple, bien au-delà aussi des courants libertaires.

Pour la même raison, nous reproduisons aussi la présentation de la soirée par ses organisateurs et organisatrices. On retrouve ce genre de propos au-delà de cette rencontre, au-delà des cercles ici concernés.

PRÉSENTATION DE LA SOIRÉE ORGANISÉE PAR INITIATIVE OLGA TARATUTA

Discussion avec cantine en soutien aux déserteurs ukrainiens et russes et plus précisément au collectif anarchiste Assembly, qui participe au conflit social à Kharkiv et lutte contre la conscription forcée et à qui bénéficiera la cagnotte de cette journée. La soirée débutera avec une discussion avec des membres de l'*Initiative Olga Taratuta,* bulletin antiguerre lancé aux premiers jours du conflit et initiative de solidarité avec les déserteurs. On tentera d'offrir une mise en contexte du déroulement du conflit et des positions qui ont pu y être tenues, en mettant en lumière le choix de la désertion et du refus de la guerre. La soirée se poursuivra ensuite avec une cantine à prix libre et un *blind-test* antimilitariste.

Alors que de nombreuses guerres font rage dans le monde, celle qui oppose officiellement les États russe et ukrainien depuis trois ans (et au Donbass depuis 2014) sert aujourd'hui d'accélérateur à un réarmement européen. Depuis l'embrigadement général de 1914, l'union sacrée a toujours été l'arme du pouvoir et de la bourgeoisie pour étouffer les révoltes populaires et rallier les classes en lutte sous son drapeau contre une nation rivale. En tant qu'internationalistes, nous refusons de cautionner ce jeu de dupes macabre et voulons faire vivre une perspective révolutionnaire à travers le brouillard dans lequel nous plongent la guerre et ses apôtres.

Que ce soit en Russie tout comme en Ukraine, on peine à trouver de nouveaux volontaires au sacrifice, les campagnes de conscription s'enchaînent à coups de matraquage patriotique dans l'espace public. L'État russe est forcé de payer de plus en plus cher sa chair à canon (hausse drastique des soldes, utilisation de mercenaires), tandis que les rafles de conscrits se multiplient en Ukraine, souvent sous la pression de la torture. Confrontée à la boucherie qu'est la guerre, c'est une part de plus en plus grande de la population ukrainienne qui ne trouve plus de sens à défendre « son » État contre un autre, à taire les mesures de casse sociale et la corruption à l'arrière comme au front. La désertion est aujourd'hui devenue un véritable phénomène de masse dans les rangs ukrainiens (un soldat sur cinq déserte face au carnage de cette guerre) et il ne fait nul doute qu'elle n'est pas négligeable du côté russe. Attaques incendiaires et armées de centres de recrutements, sabotages de lignes ferroviaires de logistique, disparitions massives d'armes, refus d'obéir aux ordres et assassinats d'officiers : partout la révolte craquelle l'apparence d'ordre martial.

Dans cette situation, refuser la guerre et sa logique de destruction c'est se placer en solidarité avec toutes celles et ceux qui cherchent à fuir ou à lutter contre l'effort de guerre en cours plutôt que d'aligner nos discours sur les intérêts de la bourgeoisie européenne. Plus que jamais, nous pensons que cela passe par la visibilisation des pratiques des Russes et des Ukrainien·nes qui luttent contre l'enrôlement de force et la propagande militaire et tentent de provoquer mutinerie et désaffection sur la ligne de combat comme au travail. Déjà difficilement tenable en début de conflit, le soutien inconditionnel à des brigades se disant anarchistes bien que subordonnées depuis longtemps à l'armée régulière ukrainienne, semble définitivement être une position totalement à rebours de la situation concrète. Contrairement aux positions qui semblent faire consensus chez une partie des révolutionnaires en Europe de l'Ouest, nous voulons également souligner que les anarchistes et plus globalement les révolutionnaires ukrainien·nes ne

sont pas un groupe homogène. S'appuyant sur l'image de brigades antiautoritaires, Solidarity Collectives et leurs soutiens tendent à invisibiliser les initiatives antiguerre. En cela, ils ne font que jouer le jeu de l'État ukrainien et dépeignent de telles initiatives comme prorusses, quand bien même elles soutiendraient les déserteurs des deux côtés du front. Tentant de tenir cette ligne, le collectif Assembly représente pour nous une source d'inspiration salutaire dans la perspective de l'entretien de la conflictualité sociale en temps de guerre. Transmettant des informations concernant les conflits tant sur le front que sur les lieux de travail ou encore concernant le désastre écologique en cours en Ukraine, le collectif est aujourd'hui un relais important des pratiques de désertion et de celles et ceux qui organisent au quotidien la solidarité contre la conscription forcée, et ce malgré son isolement politique à la fois au sein de son propre pays et à l'international.

Outre le sujet du front en Ukraine et de notre soutien aux déserteurs, cette discussion sera ainsi l'occasion de nous pencher sur la réalité de la militarisation d'une Europe qui se lance dans un grand plan de réarmement à coups de milliards, mais aussi de la France où commence à se poser la question d'un retour du service militaire. Ici, la droite tout comme la gauche se rejoignent dans un grand consensus toujours plus militariste avec le vote de crédits de guerre au nom de la démocratie. Avec la montée du nationalisme – ou du «patriotisme» – on tente de nous préparer non seulement à de futures potentielles mobilisations générales, mais dès aujourd'hui à toujours plus de réformes au nom d'une «économie de guerre». Derrière le soi-disant soutien au peuple ukrainien proclamé par la bourgeoisie européenne, c'est le complexe militaro-industriel occidental qu'il s'agit de nourrir dans une séquence de reconfiguration du cycle mondial de l'accumulation capitaliste. Dans un tel contexte, ni le soutien à l'Occident sous prétexte qu'il serait démocratique, ni le soutien aux régimes russes, iraniens ou chinois quand bien même il s'opposerait à l'impérialisme étatsunien ne peuvent être une solution pour notre émancipation.

Nous faisons le choix de rappeler des principes de solidarité entre les opprimés et les exploités du monde entier, de donner de la force à qui refuse de tuer et se sacrifier pour la patrie, accueille et aide les déserteurs, sabote et s'attaque aux donneurs d'ordre et autres profiteurs de cette industrie de la mort, à quiconque participe, en somme, au sursaut du camp de l'émancipation.

- Liberté pour tous les déserteurs emprisonnés, pour les prisonniers et prisonnières politiques en Russie et en Ukraine !
- Contre la déportation des déserteurs exilés en France et en Europe !
- Mort à la guerre et à qui en vit !
- Solidarité entre tous les exploités et les opprimés du monde !

LETTRE DES MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'UKRAINE AU SEIN DE LPV-FRANCE À PROPOS DE L'ÉVÉNEMENT SUR LES DÉSERTEURS UKRAINIENS ET RUSSES

On vous écrit de la part d'un groupe de travail sur l'Ukraine, récemment créé au sein de la branche française des Peuples veulent. On souhaitait s'exprimer sur un événement […] auquel est invitée l'Initiative Olga Taratuta en lien avec le groupe anarchiste Assemblée pour parler du sujet de la désertion dans la guerre en Ukraine. Bien qu'on comprenne la nécessité de discuter et de s'organiser sur la question des déserteurs, le choix des interlocuteurs et le discours véhiculé sur l'invasion de l'Ukraine nous interrogent fortement.

Ces deux groupes participent à normaliser au sein des milieux antiautoritaires occidentaux une vision selon laquelle on pourrait renvoyer dos à dos l'État russe, qui mène une guerre d'invasion coloniale, et l'État ukrainien, tout en délégitimant de façon virulente les anarchistes ukrainien·nes (mais aussi bélarusses, russes et bien d'autres) qui ont pris les armes pour y résister dès février 2022, ainsi que tou·tes celleux qui ont choisi de les soutenir dans ce combat.

Plus de trois ans après le début de l'invasion totale de l'Ukraine par l'État russe, plus de dix ans après le début de la guerre déclenchée par l'annexion russe de la Crimée et l'envoi des militaires et des armes au Donbass, il est certain que la désertion est plus que jamais à l'ordre du jour des deux côtés du front. Il est évidemment important d'en parler et de

soutenir des collectifs engagés sur cette question-là, mais il est plus que jamais nécessaire de resituer cette question dans un contexte d'invasion impérialiste et coloniale, accompagnée de discours et de pratiques génocidaires niant le droit des Ukrainien·nes à toute autodétermination (fosses communes et camps de filtration dans les zones occupées, camps de torture dans des anciennes prisons, enlèvement et assimilation d'enfants…).

N'en déplaise aux défaitistes révolutionnaires recyclant la pensée stratégique de Lénine élaborée durant la Première Guerre mondiale, la désertion n'obéit pas aux mêmes logiques qu'elle ait lieu en Russie ou en Ukraine. Amalgamer ces processus sous une bannière de fraternisation des prolétaires, sans tenir compte de leurs situations matérielles et politiques respectives, serait une erreur majeure. Dans le premier cas, il s'agit de ceux qui refusent de servir de chair à canon pour une puissance impérialiste, d'autant plus que la Russie mobilise le plus fréquemment des ressortissants des communautés ayant elles-mêmes subi la colonisation de l'empire russe (les peuples autochtones de la Sibérie, de l'Asie centrale ou du Caucase). Dans le deuxième cas, on voit des Ukrainien·nes épuisé·es par l'enlisement de la guerre et, voyant l'armée russe avancer occupant de nouveaux territoires, fuir pour sauver leur vie : il faut noter qu'une partie de ces dernier·es ont volontairement rejoint la résistance en 2022, mais n'ont jamais été remplacé·es depuis. Bien que ces derniers soient souvent critiques de l'armée ukrainienne ou de la hiérarchie corrompue, aucune pirouette rhétorique n'enlèvera l'asymétrie profonde qui existe entre ces deux situations : d'un côté, fuir pour ne pas être embrigadé par une machine de guerre coloniale qui écrase d'autres gens ; de l'autre, fuir pour ne pas être écrasé·e par cette même machine qui détruit l'endroit où on habite. Toute solidarité internationaliste concrète doit se construire à partir de ce constat-là.

Depuis le début de l'invasion, de nombreux collectifs opposés à la guerre s'activent pour faire sortir des milliers de personnes des territoires russes. On peut citer le groupe « Idite Lesom » (https://iditelesom.org/fr) basé en Géorgie ou encore le Mouvement des objecteurs de conscience (https://stoparmy.org/). Il existe aussi tout un réseau de groupes et d'individus qui travaillent en secret depuis le territoire russe. Récemment, un texte d'appel à soutien pour ces groupes a circulé avec une adresse à contacter en cas de questions : desert@cronopios.org. On peut aussi citer l'initiative Farewell to Arms émanant des déserteurs eux-mêmes s'organisant contre l'invasion de l'Ukraine (https://t.me/farewell_to-arm).

Les activités de ces groupes-là sont particulièrement utiles, publiques et vérifiables. Alors il nous paraît hautement problématique d'accorder une plateforme publique uniquement à deux groupes douteux qui répandent des discours délégitimant l'ensemble de la résistance ukrainienne au moment même où cette résistance est mise en péril par un réalignement géostratégique des puissances impérialistes américaine et russe.

Quelques mots à propos de l'Initiative Olga Taratuta et de l'Assemblée et de leurs positions : l'Initiative Olga Taratuta se présente elle-même comme « un tout petit groupe » qui apporte « de l'aide à un nombre restreint de déserteurs » (en réalité quelques personnes seulement). On ne trouve quasiment aucune information précise en ligne concernant leur activité concrète, mais les membres affirment que leur travail consiste principalement à créer un « espace psychologique sûr » où « les déserteurs seraient acceptés et accueillis » et « un réseau logistique pour les héberger, les nourrir, les aider pour les papiers administratifs, pour apprendre la langue, pour trouver un travail, etc. ».

On ne doute pas que ce soutien puisse être salutaire pour certaines personnes exilées en France, on s'interroge cependant sur pourquoi ce « tout petit groupe » concentré sur des activités d'accompagnement des personnes exilées, un travail qui est aussi fait par d'autres collectifs ou associations en France, centralise autant l'attention de nos camarades antiautoritaires et devient à peu près leur seul interlocuteur sur la question des déserteurs de la guerre en Ukraine.

En réalité, l'Initiative Olga Taratuta est surtout utile aux anarchistes ne souhaitant pas se positionner sur le conflit ukrainien (et on ne parle pas de choisir le camp de l'OTAN plutôt que le camp russe, mais de se prononcer sur la nécessité de s'opposer à une invasion

coloniale). Ce collectif garde des liens forts avec le collectif Assemblée, dont elle diffuse le discours ainsi que le groupe anarchosyndicaliste russe KRAS-AIT. Malgré certaines différences de positionnement, ces trois groupes s'accordent sur le principal : les régimes russe et ukrainien sont équivalents en terme du degré de militarisation de la société, de l'influence nauséabonde du nationalisme et de la répression que subissent les opposant·es ; il n'y a donc aucune raison de souhaiter la victoire de l'un sur l'autre. Par ailleurs, les trois refusent toute solidarité aux anarchistes ukrainien·nes ayant choisi la voie d'une résistance armée au sein des forces militaires et traînent dans la boue celleux qui les soutiennent, notamment les Collectifs de solidarité, les considérant comme des faux anarchistes militaristes tombés au piège du nationalisme ukrainien. Car pour l'Initiative Olga Taratuta, « il est clair que dès que vous portez (librement) un uniforme militaire, vous ne pouvez plus prétendre être "anarchiste". En faisant semblant, vous mentez aux autres, et aussi à vous-même. » Quid de celleux qui continuent à répandre des idées anarchistes parmi leurs camarades au front et cherchent à monter des unités de combat antiautoritaires au péril de leur vie ? (On pense notamment aux trois camarades antiautoritaires et internationalistes dont nous avons commémoré le décès sur le front ukrainien il y a très peu de temps.)

L'Initiative Olga Taratuta lève des sous pour ses activités en France, mais aussi pour le soutien à l'Assemblée. Selon ses propres dires, la moitié de la somme de 5 000 euros récoltée récemment pour les déserteurs est allée à ce groupe-là. L'activité principale de l'Assemblée est surtout médiatique, consistant à raconter des histoires de déserteurs et de résistance à la conscription forcée. Encore faut-il analyser ce phénomène correctement, ne pas prendre des exemples pour des tendances générales et ne pas réécrire l'histoire à partir de ses propres désirs. Car ce que l'Assemblée décrit en Ukraine s'apparente à une situation tout droit sortie de l'imagination de ses membres où "deux régimes dictatoriaux" s'affrontent.

L'Assemblée ne mâche pas ses mots concernant la résistance ukrainienne :

> L'Ukraine est un député gras et cupide. L'Ukraine, c'est un racketteur sadique du bureau de recrutement militaire. L'Ukraine, ce sont des drones et des barbelés le long de la frontière avec le « monde civilisé ». […] Il n'existe pas d'autre Ukraine. Il est stupide de se battre pour sa prison, il est encore plus stupide de donner sa vie pour ça.

Le même collectif va même jusqu'à comparer Zelensky à Assad, suite à la chute de ce dernier, car on n'est à l'abri d'aucun parallèle honteux afin de faire passer l'idée selon laquelle tous les États se valent.

> Une situation paradoxale s'est créée : la propagande officielle ukrainienne vante les succès des forces pro-OTAN et pro-turques contre Assad comme une brillante victoire sur la Russie, tandis que dans le même temps, le dictateur ukrainien soutenu par l'OTAN lui-même risque de plus en plus de répéter le sort d'Assad.

Rappelons ce que disaient les camarades de l'ABC-Bélarus au sujet de cette même Assemblée :

> Dans la situation avec l'Ukraine, le partenaire principal des antimilitaristes [occidentaux] était l'odieux collectif médiatique Assemblée de Kharkiv, qui préfère se dissocier du reste du mouvement anarchiste et de coopérer activement avec le groupe [KRAS-AIT] de Vadim Damié, un historien russe qui propage le mythe de l'Ukraine fasciste depuis 2014. Si vous voulez en savoir plus sur Assemblée, demandez à des anarchistes ukrainien·nes.

Il est possible qu'en se réjouissant de la chute des lignes de défense de l'armée ukrainienne, les anarchistes de l'Assemblée espèrent sincèrement que l'occupation russe d'une plus grande partie des territoires ukrainiens amène une résistance anarchiste plus pure que celle qu'on observe aujourd'hui au sein des forces armées – plutôt que des camps de concentration sur tout le territoire et l'écrasement total de tous·tes les opposant·es présumé·es, ce qui serait une hypothèse plus probable en vue de la situation qui perdure dans les régions de l'Ukraine actuellement occupées par le Kremlin.

Il est aussi possible que ce collectif soit pris au piège de sa propre grille de lecture simpliste et intransigeante (voyant seulement en Ukraine un conflit entre deux États

ou deux blocs géopolitiques s'affrontant à armes égales) ne lui permettant pas d'apercevoir une différence de degré entre la violence déployée par l'empire colonial russe et celle de l'État ukrainien, mais surtout la menace existentielle que représente le premier pour tout mouvement dissident, y compris anarchiste. Est-il utile de rappeler qu'en Russie aujourd'hui, des anarchistes et antifascistes accusé·es de tags ou de publications sur internet risquent des années de prison suite à des aveux arrachés sous électrochoc ? Pendant ce temps-là, en Ukraine, l'Assemblée continue à publier librement des textes comparant Zelensky à un dictateur sans pour autant craindre un sort similaire.

Il est évident pour quiconque aurait passé du temps dans ces deux pays récemment (hormis visiblement les anarchistes de l'Assemblée) que, même si Zelensky est loin d'être un ami des anarchistes, le niveau de contestation sociale et la capacité à s'organiser librement en Ukraine sans craindre l'arrestation, la torture ou la mort, sont sans aucune comparaison possible avec ce qui pourrait exister en Russie contemporaine. Non pas que les dirigeants ou les flics ukrainiens soient foncièrement meilleurs que leurs homologues russes, les causes de cette situation sont plutôt historiques et sociales : l'Ukraine n'est pas un empire, elle n'hérite pas des siècles de polices politiques secrètes toutes puissantes ; en plus, il y existe toujours des instances fortes de contre-pouvoir à l'État (syndicats, collectifs, mouvements sociaux…), bien qu'elles soient affaiblies par la guerre ; enfin, les souvenirs sont encore frais de la période où des milliers d'Ukrainien·nes montaient sur des barricades pour affronter les flics antiémeute.

Pour ses raisons-là, on ne peut pas prendre les personnes combattant aux côtés des forces armées ukrainiennes pour des masses ignorantes, intoxiquées au nationalisme et n'ayant pas encore réalisé leur plein potentiel révolutionnaire : il s'agit avant tout d'un choix éclairé d'une société où, pour une grande partie des habitant·es, il est mille fois plus facile de se battre pour ses droits et, pour les anarchistes spécifiquement, de s'organiser dans l'objectif d'abolir le pouvoir de l'État sans craindre de recevoir une balle dans la tête. Cette logique est aussi partagée par un grand nombre de déserteur·es ukrainien·nes. Bien qu'on puisse entendre certaines personnes désespérées et accablées comparer le niveau de corruption en Ukraine à celui en Russie, demandez-leur si elles préfèrent vivre à Moscou ou à Kyïv et la réponse ne se fera pas attendre.

Nous avons décidé de rendre publiques nos positions, en espérant susciter un débat mieux informé sur la désertion, alarmé·es par le fait que ces groupes puissent avoir une plateforme publique non contestée sans que vienne s'y opposer un quelconque contre-discours concernant la situation en Ukraine. Une plateforme depuis laquelle ils pourront salir l'ensemble des résistant·es ukrainien·nes au moment même où on commémore le décès de nos camarades.

Si nous écrivons ce texte aujourd'hui, c'est que nous croyons fermement en l'idée selon laquelle on peut et doit, d'un seul et même geste internationaliste et anticolonial, se solidariser des déserteur·es et de celleux qui continuent à lutter contre une puissance impérialiste au prix de leur santé et leur vie, que ce soit par le sabotage actif de la machine de guerre coloniale, par les armes aux côtés des formations militaires ou par le soutien logistique depuis l'arrière.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N°42, 12 SEPTEMBRE 2025

CLAIR ET NET

DANIEL TANURO

Je distingue les vrais pacifistes des faux. Les faux dissimulent leur campisme (par exemple pro-Poutine) derrière un discours trompeur sur la paix. « Ne donnons pas d'armes à l'Ukraine, cela alimente la guerre, prenons des initiatives diplomatiques pour la paix », etc. Je respecte les vrais pacifistes, pas les faux, qui sont hypocrites.

La gauche hypocritement « pacifiste » invoque souvent Jaurès et sa citation fameuse : « Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée l'orage. » Du coup, ne pas donner à l'Ukraine les moyens de se défendre contre l'agression impérialiste russe relèverait pour ainsi dire de l'anticapitalisme le plus élémentaire. Or, cette interprétation est complètement fausse.

Dans la citation, Jaurès dénonce les guerres capitalistes de conquête, ce qu'on appelle, depuis Lénine, les guerres impérialistes et coloniales. Il fait nettement la distinction avec les guerres défensives menées par des peuples agressés. Non seulement il justifie ces guerres, mais en plus il écrit qu'« un prolétariat qui aura renoncé à défendre, avec l'indépendance nationale, la liberté de son propre développement, n'aura jamais la vigueur d'abattre le capitalisme ».

C'est parfaitement dit. Et c'est précisément l'enjeu majeur de la guerre de Poutine : écraser le « libre développement » du prolétariat ukrainien, et des opprimé·es en général. C'est pourquoi les syndicats ukrainens sont ultra engagés dans la lutte contre l'agression, tout en luttant contre le néolibéralisme de Zelensky. Cette réalité gêne les campistes à la Mélenchon, PTB et Cie qui, pour cette raison, préfèrent la cacher. Solidarité avec le peuple ukrainien !

From Ukraine to Palestine occupation is a crime !

Daniel Tanuro a notamment publié *Trop tard pour être pessimistes !* (Textuel, 2020).

MÉLENCHON OU COMMENT ÊTRE DE GAUCHE CONTRE LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE

ANTOINE RABADAN

Parmi les péripéties de la crise de régime que connaît la France, l'été aura été marqué par les propos particulièrement controversés tenus par le dirigeant de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, sur la guerre en Ukraine.

Jusqu'ici, depuis le début de la guerre en 2022, cette organisation s'était caractérisée par l'assomption de prises de position ambiguës puisqu'oscillant entre condamnation de l'agression russe contre l'Ukraine ou votes au Parlement européen en faveur du soutien à ce pays agressé, y compris au nom de son droit à se défendre et à recevoir les moyens militaires pour qu'il en soit ainsi. On avait cependant remarqué que, sur ces votes, Jean-Luc Mélenchon ne s'exprimait pas ou s'exprimait peu sans jamais expliciter s'il était exactement sur la même longueur d'onde que ses député·es européen·nes. Par ailleurs, personne ne peut ignorer que LFI ne s'est jamais associée à aucune des mobilisations de rue ni à aucun autre acte, telles des conférences, en soutien à l'Ukraine résistante. Et puis, suite à divers signes, comme le refus des députés européens de voter comme ils l'avaient fait avant, qu'un tournant était en train de se mettre en place chez les Insoumis pour sortir de ces ambiguïtés, les dernières déclarations orales ou écrites tonitruantes de Jean-Luc Mélenchon sont venues marteler, donnant le cap électoral sur le sujet, ce qui serait dorénavant le la, drapeau au vent, de la position de LFI sur la guerre

en Ukraine ; à savoir, un appel à la paix qui se place clairement sur les bases politiques et idéologiques exprimées par le dictateur russe entérinant de fait l'appropriation définitive par celui-ci des terres ukrainiennes qu'il occupe.

Le tout est ainsi assorti, dans les propos tenus, d'une vindicte ahurissante contre les fauteurs de guerre que seraient les soutiens militaires de la défense ukrainienne mais, aussi incroyablement que cela puisse paraître, d'une mise en cause en règle, là aussi en écho de ce que dit le satrape russe, du président Zelensky. Cette dernière sortie prend tout son relief de par le silence adopté par le dirigeant insoumis sur ce qu'est, selon lui, la légitimité (on n'ose imaginer l'illégitimité) de Poutine en politique intérieure comme à l'international au vu de la guerre horrible qu'il mène et qui coûte plus d'un million de pertes humaines à son peuple et des centaines de milliers aux Ukrainien·nes, dont une grande partie sont des civil·es devenues des cibles militaires ; significatives, également, sont les accointances de la Russie, aux fins de réception des moyens de continuer à commettre ses crimes contre l'humanité, voire génocidaires, avec des régimes comme la Corée du Nord, l'Iran ou une Chine toujours aussi menaçante vis-à-vis de ce qui pourrait devenir son Ukraine, Taïwan, et plus largement, comme le montrent, comme le montrent ses constantes manœuvres d'intimidation militaire dans la mer de… Chine méridionale vis-à-vis des pays limitrophes. À propos de la Chine, une des principales dirigeantes de LFI, Sophia Chikirou, a publiquement déclaré qu'elle n'accepte pas que le régime de ce pays soit qualifié de dictatorial. Alors, vous pensez, la Russie de Poutine pour laquelle elle, comme d'ailleurs Jean-Luc Mélenchon, a de longue date les yeux de Chimène…

Ce que ces déclarations dessinent comme ligne d'orientation de la principale organisation de gauche en France pulvérisent, à un moment où se multiplient des menaces internationales de guerre, la capitale notion d'internationalisme et travaillent, plus particulièrement, à l'affaiblissement de la solidarité en cours avec l'Ukraine. Et, par là même contribuent à donner du rapport de force politique et, pour ce qui est de l'Ukraine, mais aussi sans oublier Gaza, militaire à des États totalitaires, autoritaires et néofascistes. Qui plus est, à un moment où les États-Unis, jusque-là soutien, certes, à éclipses et retournements de l'Ukraine, renforcent lesdits États par la stratégie du chaos que son Président peine, au demeurant, à maîtriser (voir l'effet boomerang, suite aux taxes douanières subies par l'Inde, du rapprochement de celle-ci avec son ennemi historique chinois), tout en faisant des ravages antidémocratiques dans son propre pays.

Disons-le, il y a une terrifiante irresponsabilité, dans une grande organisation de gauche, à s'assumer suiviste de dirigeant·es qui découpent l'internationalisme pour le dédier, à raison, aux Gazaoui·es mais, du même mouvement, pour le dénier aux Ukrainien·nes ! Avec, en résultat, la dévaluation radicale d'une valeur, repère majeur de la gauche, de solidarité internationale qui ne peut en aucune façon s'accommoder, sans pénaliser le soutien tant à l'Ukraine qu'à Gaza, eh oui, à Gaza, et à tout autre peuple, d'être à géométrie variable !

En conclusion, on pourra mesurer la portée du tournant opéré cet été par LFI sur l'Ukraine en relisant l'accord de législature du Nouveau Front populaire que cette organisation avait signé en 2024, permettant d'empêcher l'arrivée au gouvernement de l'extrême droite… poutiniste, et qu'elle renie aujourd'hui :

> « Défendre l'Ukraine et la paix sur le continent européen. » Pour faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine, et qu'il réponde de ses crimes devant la justice internationale : défendre indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières, par la livraison d'armes nécessaires, l'annulation de sa dette extérieure, la saisie des avoirs des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe dans le cadre permis par le droit international, l'envoi de casques bleus pour sécuriser les centrales nucléaires, dans un contexte international de tensions et de guerre sur le continent européen et œuvrer au retour de la paix (p. 6 du document publié… par LFI).

Il revient aux militant·es de LFI de voir si le cours actuel de leur organisation n'est pas une course vers l'abîme, celui qui ouvre sur la victoire des néofascismes soutiens de Poutine et de sa guerre en Ukraine et des guerres en Europe de l'Est qui sont dans son agenda…

UKRAINE : POURQUOI LF « I » MENT ?

PATRICK LE TRÉHONDAT

La France insoumise martèle contre toute évidence que partis et syndicats sont interdits en Ukraine. Tout observateur même distrait ou tout visiteur de l'Ukraine constate facilement que ce n'est pas le cas. Du 4 au 8 août le syndicat étudiant Priama Diia a tenu librement et démocratiquement son troisième congrès en présence d'une soixantaine de délégués. Quelques jours plus tard le syndicat du personnel soignant Soyez comme nous sommes a organisé une conférence syndicale à Odessa. À Lviv, le groupe féministe l'Atelier féministe a tenu une réunion publique le 4 août sur le thème « Qui sont les féministes ? Contre qui et pourquoi se battent-elles ? ». Le 20 août 2025, à Kharkiv, des syndicalistes de la confédération syndicale FPU (3 millions de membres) se sont réunis. Et le 20 août, l'organisation socialiste Sotsialnyi Rukh a tenu à Kyiv une réunion sur la situation des travailleurs dans les infrastructures critiques, notamment en présence de Kateryna Izmaylova du Syndicat des cheminots et des constructeurs de transports d'Ukraine. La tenue du registre des activités quotidiennes des syndicats et partis (et surtout de gauche) en Ukraine serait un travail fastidieux qui remplirait des centaines de pages.

Mais alors pourquoi LFI ment-elle sur la réalité sociale et politique de l'Ukraine. Pourquoi méprise-t-elle à ce point le prolétariat ukrainien et ses organisations et les mouvements sociaux ?

1/ Pour LFI, la Fédération de Russie est un État anti-impérialiste politiquement « déformé » ou « dégénéré » avec des traits autoritaires. En conséquence, elle peut à la fois la soutenir contre l'impérialisme américain et ses alliés européens et regretter la répression qui frappe certains de ses opposants (choisis par ses soins) et même leur apporter son soutien. Elle peut également déplorer, à l'occasion, l'absence de démocratie dans la Fédération. Mais en dernier ressort, puisqu'elle analyse la situation mondiale en termes d'affrontements entre États et non en termes de lutte de classes, la Fédération de Russie constitue d'abord et avant tout un point d'appui à défendre contre l'impérialisme américain, ennemi unique et principal et qu'il ne faut pas trop affaiblir par des critiques inconsidérées en regard des enjeux internationaux.

2/ Dans ce cadre, le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux ukrainiens ne peuvent pas exister. Car la reconnaissance de leur existence et leurs activités, indépendantes de l'État ukrainien, parfois contre lui lorsqu'il s'agit de défendre des acquis et droits sociaux, obligerait à reconnaître une démocratie sociale ukrainienne mille fois supérieure à la dictature poutiniste. Ce déni de réalité a, par ailleurs, l'insigne avantage de tirer un trait d'égalité entre le régime de Kyiv et celui de Moscou en termes de normes démocratiques. L'un et l'autre se valent à cette aune. À la différence près, et essentielle, que celui du Kremlin s'oppose aux États-Unis alors que celui de Zelensky en est le jouet. Il est par conséquent essentiel d'effacer dans l'équation tronquée le facteur X que constitue l'existence des organisations ouvrières et des mouvements sociaux ukrainiens. Effacement qui permet de choisir raisonnablement la Fédération de Russie contre l'Ukraine et de valider comme légitime ses ambitions coloniales comme forme de résistance anti-impérialiste. Même si dans un sanglot furtif, LFI peut regretter l'agression russe contre l'Ukraine, mais nécessité « anti-impérialiste » fait loi. Même contre la vérité.

25 août 2025.

À PROPOS DES DÉCLARATIONS DE JEAN-LUC MÉLENCHON SUR L'UKRAINE ET ZELENSKY

DÉCLARATION DU COMITÉ FRANÇAIS DU RESU (28 AOÛT 2025)

Dans son billet de blog en date du 14 août 2025, « En Alaska, le début cruel d'un nouvel ordre du monde », Jean-Luc Mélenchon expose son analyse. Encore fallait-il que l'argumentation développée s'appuie sur des faits établis, non tronqués, sourcés et vérifiés. Ce qui n'est pas le cas. Au contraire, il persiste et en rajoute dans son discours lors des Amfis (université d'été LFI) : « Zelensky n'est président de rien ».

Il n'est pas du ressort du Comité français du RESU d'interpréter les motivations du rédacteur quant à ses silences sur la réalité de la société ukrainienne et des mouvements sociaux qui s'y développent, résistant sur deux fronts, à l'invasion russe comme aux politiques libérales. Mais il nous revient de ne pas laisser les confusions, *fakes* et mensonges se répandre sans rétablir la réalité des événements et des choses.

Confusion

L'homme politique expérimenté qui prend le temps d'écrire et rappelle son billet antérieur, confond les conférences de Bucarest et Budapest. Puis de la confusion on passe au *mensonge* : « Les dirigeants de l'Union européenne ont accepté le scénario conclu en 2008 à Budapest en faveur de l'annexion par l'OTAN de l'Ukraine et de la Géorgie, véritable déclaration de guerre à la Russie. » Or, à l'époque comme encore aujourd'hui, c'est l'OTAN qui a refusé l'adhésion de l'Ukraine en son sein. De plus, et jusqu'à preuve du contraire s'il y a annexions, ce sont celles des territoires ukrainiens, imposées par les armes, de façon unilatérale par les Russes. Ces derniers ont fait plus qu'un semblant de « véritable déclaration de guerre », ils font véritablement la guerre à l'Ukraine, à son peuple, menaçant le droit à l'existence d'une nation entière.

Faux

« Poutine a gagné la guerre », « Elle [l'Ukraine] ne peut plus la gagner ». C'est le même discours depuis des années qui est tenu par les adversaires de l'Ukraine, et pourtant, l'Ukraine tient. Elle a libéré dès 2022 une partie du territoire envahi, et depuis fin 2022 les troupes de Poutine n'ont progressé que de 1 %. Les forces sont inégales ? Certes, mais elles l'ont toujours été quand les occupés, les colonisés ont engagé leurs luttes contre l'impérialisme et pour la libération nationale, de Cuba à l'Algérie, du Vietnam aux colonies portugaises… L'acteur politique doit-il simplement commenter du haut de son Olympe ou prendre parti et s'engager résolument contre l'oppresseur ?

Mensonges

Mélenchon écrit « Avoir interdit les syndicats et les partis d'opposition, avoir maintenu Zelensky *[sic]* en place alors que son mandat présidentiel est fini, avoir tenté de sauver les corrompus qui pillent l'effort de guerre, les désertions massives, tout cela a brisé le lien unissant le système Zelensky à son peuple en guerre ».

Mensonge d'abord par omission

Oui, il y a de la corruption en Ukraine, et depuis onze ans un organisme indépendant a été mis en place et fait son travail. Oui, il y a eu une tentative de mettre cet organisme sous tutelle du pouvoir politique en juillet 2025. Mais ce que ne dit pas Jean-Luc Mélenchon, par désintérêt du mouvement social, ou le cachant à dessein en considérant la société civile quantité négligeable, c'est que *la tentative a été un échec* parce qu'en pleine guerre, alors que les drones et missiles russes pleuvaient chaque nuit sur les villes ukrainiennes, en plein état d'urgence, il y a eu des manifestations en nombre, non réprimées par la police, une mobilisation auto-organisée des associations, syndicats, des citoyen·nes qui ont obtenu gain de cause avec le retrait de la loi pourtant déjà votée.

Dans la période actuelle, face aux offensives libérales dans le monde, et en France en particulier, cette victoire est exemplaire, doit être connue et non passée sous silence.

Et quel silence, puisqu'il s'agit d'un commentaire sur la rencontre Trump-Poutine, sur l'ampleur de la répression et de la chape de plomb qui s'abat sur toute la société russe, alliance du sabre et du goupillon au nom des valeurs de la « grande Russie », frappant aussi bien opposants à la guerre, « agents de l'étranger », tenants de la « propagande LGBT ».

Mensonges tout court

Les partis d'opposition, les syndicats interdits ? Oui, certains, une dizaine, ceux qui soutiennent ouvertement l'invasion russe. Force est de constater qu'en Ukraine, le principe demeure celui de la liberté syndicale, associative, d'organisation, même parmi les soldat·es. Et ce principe est vécu en pratique : il y a des syndicats qui mènent des luttes, revendiquent, gagnent parfois, que ce soit par la grève, par des rassemblements, devant les tribunaux. Il y a des syndicats dans le monde du travail, chez les étudiant·es, il y a des syndicats de soldat·es LGBT. Le syndicalisme ukrainien bénéficie de la solidarité syndicale internationale, agit auprès de la CES, de l'OIT ; en France, il y a une solidarité matérielle portée par l'intersyndicale, des convois sont envoyés en Ukraine. Les partis politiques existent, qui peuvent critiquer le gouvernement sans crainte de représailles, il en va de même dans les municipalités, les associations. Dans la presse, il y a des controverses, y compris sur la politique militaire.

Les sources d'information existent, notre propre réseau diffuse régulièrement, publiquement tous ces éléments. Pourquoi le taire ?

Le mandat de Zelensky est fini ? On peut penser ce que l'on veut de la Constitution ukrainienne, mais la non-tenue d'élections en temps de guerre y est prévue, le mandat est donc en cours de façon constitutionnelle. Et puis, dans quel pays en guerre, avec des millions d'exilé·es, de déplacé·es, de prisonnier·ères de guerre, et dont un cinquième du territoire est occupé par une puissance étrangère peut-on organiser des élections régulières ?

Pourquoi, Jean-Luc Mélenchon, dont on connaît l'érudition, n'a pas donné tous ces éléments, qu'il ne peut ignorer ?

Pour nous, RESU, qui suivons de près la situation en Ukraine mais aussi en Russie, ce discours fait douloureusement écho à celui que Poutine (et désormais Trump) nous servent sur l'Ukraine depuis le 22 février 2022…

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE, N° 48, 1ER MAI 2026

LA GAUCHE ET LE PACIFISME SÉLECTIF : QUAND LA SOLIDARITÉ DEVIENT UN DÉLIT

SINISTRA PER L'UCRAINA

Ces derniers jours, la polémique qui a éclaté à Bologne autour des initiatives de solidarité avec l'Ukraine a pris des proportions qui vont bien au-delà de la dissidence politique légitime. Ce à quoi on assiste n'est pas seulement un conflit de positions, mais un processus de délégitimation systématique à l'encontre de ceux qui, au sein de la gauche, ont choisi de soutenir ouvertement la résistance ukrainienne.

Au cœur de cette affaire se trouve un événement prévu le 10 avril dans les locaux de Làbas, un lieu social historique de Bologne : la projection du documentaire *Anti-authoritarians at War,* suivie d'un débat avec une représentante des Solidarity Collectives, un réseau ukrainien d'inspiration anarchiste, antifasciste et transféministe. Solidarity Collectives est un réseau bénévole qui soutient les combattants de gauche au sein des forces armées ukrainiennes et fournit une aide humanitaire aux populations des zones frontalières, avec des principes fondamentaux qui incluent l'anti-autoritarisme, l'anti-impérialisme et l'antifascisme. Il ne s'agit donc pas d'une organisation nationaliste ou pro-gouvernementale, mais d'une réalité ancrée dans les traditions libertaires de la gauche internationale.

Pourtant, cet événement a suscité des réactions qu'il est difficile de qualifier autrement que de tentative de censure politique. Rifondazione Comunista a officiellement demandé à l'administration municipale d'intervenir pour empêcher cette initiative, qualifiant l'événement d'« insulte à la mémoire de la Résistance » et invoquant le règlement sur les collaborations entre les acteurs civiques et les institutions, tout en demandant une vérification de la compatibilité de l'événement avec les principes constitutionnels. L'argumentation est aussi prévisible que révélatrice : Solidarity Collectives est présenté comme « pro-nazi » parce qu'il collecte des fonds pour du matériel militaire en faveur des combattants ukrainiens. Une accusation qui, appliquée avec cohérence, aurait dû conduire ces mêmes forces politiques à condamner toute forme de résistance armée dans l'histoire – y compris celle des partisans italiens.

L'espace Làbas a défendu son choix avec clarté :

> Nous avons fait la connaissance de Solidarity Collectives peu après le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie de Poutine. Nous nous sommes dit qu'il était fondamental d'ouvrir un dialogue avec ceux qui, partageant avec nous les idéaux de liberté et d'égalité, se trouvaient confrontés à la contradiction de devoir prendre les armes pour ne pas succomber à la puissance militaire d'une agression impérialiste.

Les organisations engagées dans la collecte d'aide et le soutien direct à la population touchée par l'agression russe sont donc devenues la cible d'attaques mêlant insinuations, déformations et, dans certains cas, de véritables campagnes de diffamation. Le fait que ces attaques trouvent également un écho dans des milieux qui se définissent comme des « mouvements » ou des « espaces sociaux » soulève de profondes questions sur la crise d'une certaine culture politique.

Il vaut la peine de s'attarder sur le type de pacifisme qui anime ces prises de position. Il ne s'agit pas d'un pacifisme cohérent – celui qui exigerait le retrait russe des territoires occupés et le respect du droit international – mais d'un pacifisme sélectif qui ne vise que ceux qui se défendent. C'est ce qu'a déclaré avec une extrême lucidité Mira, militante d'ABC Kyiv et de Solidarity Collectives, dans une récente interview publiée dans le cadre du projet « Decolonising Cultures of Remembrance » :

> Nous sommes les véritables antimilitaristes : nous voulons que la guerre cesse. Et c'est pour cela que certains de nos camarades se sont engagés dans l'armée – pour faire en sorte que la Russie quitte cette terre et que la guerre prenne fin[1].

Une position qui démolit le discours dominant selon lequel soutenir la résistance équivaut à soutenir la guerre : au contraire, c'est le refus des armes à ceux qui se défendent – comme le rappelle également le document programmatique du Laboratoire internationaliste – qui n'est pas la paix, mais une condamnation à la capitulation et au massacre.

Mira a décrit comment, dans des pays comme la Grèce, l'Italie et l'Espagne, les soi-disant « pacifistes » reprennent de manière obsessionnelle des clichés déformés sur les événements du 2 mai 2014 à Odessa et sur la question du Donbass, répétant des récits stéréotypés qui, dans certains cas, s'accompagnent d'actes concrets d'intimidation. C'est une dynamique que le site Antiauthoritarian Alliance, promoteur de la tournée italienne des Solidarity Collectives, résume avec précision : « Contre le défaitisme déguisé en radicalisme. Avec la résistance ukrainienne, sans ambiguïté. »

Le cas de Bologne est emblématique, mais pas isolé. D'un côté, il existe des réseaux de solidarité qui opèrent de manière transparente, dans le but d'apporter une aide concrète à une population sous le feu des attaques. De l'autre, émergent des prises de position qui, au nom d'un anti-impérialisme souvent abstrait et sélectif, finissent par nier ou relativiser la responsabilité de l'agression russe, en déplaçant le centre de la polémique vers ceux qui tentent d'agir. L'article d'antiauth.space intitulé « Le stalinisme avec un A barré » – dont l'affaire de Bologne constitue la toile de fond – suggère que cette dérive n'est pas fortuite : il existe un

1. Voir l'entretien avec Mira dans ce numéro de *Soutien à l'Ukraine résistante,* n°48.

courant du mouvement anarchiste et libertaire italien qui, dans son hostilité à la résistance ukrainienne, reproduit des schémas autoritaires et campistes difficilement distinguables, sur le fond, des positions de la gauche étatiste qu'il prétend combattre.

C'est dans ce glissement que s'opère une fracture significative. On ne discute plus de « comment » aider ou de quelle est la meilleure stratégie pour la paix, mais on établit qui est légitimé à exprimer sa solidarité et dans quelles conditions. Et lorsque la réponse implicite devient que toute forme de soutien à la résistance ukrainienne est suspecte, voire complice de logiques bellicistes, on s'engage sur un terrain dangereux – que le Laboratoire internationaliste définit avec précision comme l'expression d'une gauche « toxique, nuisible, vouée à être phagocytée par la droite ».

Ce qui rend le tableau encore plus inquiétant, c'est la provenance de certains des discours qui circulent ces derniers jours. Sans qu'il soit nécessaire d'en amplifier la visibilité, il est évident que certains contenus reprennent fidèlement des schémas propagandistes bien connus : la réduction du conflit à un affrontement entre blocs, la négation de l'autonomie ukrainienne, la criminalisation de toute forme de résistance qualifiée de « nazie » ou « instrumentalisée ». Le fait que ces cadres soient repris, plus ou moins consciemment, même par des milieux de la gauche radicale italienne, est précisément le problème structurel que le document du Laboratoire internationaliste identifie comme la cause de l'échec politique de la gauche face aux révolutions nord-africaines, puis face à l'invasion de l'Ukraine : un catalogue rigide des opprimés « acceptables », qui exclut systématiquement les peuples d'Europe de l'Est.

Ce n'est pas la première fois que cela se produit. Mais le cas de Bologne montre avec une clarté particulière à quel point ces dynamiques peuvent affecter le tissu politique et social. Lorsque la polémique se transforme en attaque personnelle, lorsque la dissidence devient délégitimation morale, lorsque l'on en arrive à demander à une administration municipale d'empêcher un débat public, le risque est d'éroder les espaces mêmes de la confrontation démocratique – précisément ceux que les organisations protestataires elles-mêmes disent vouloir défendre.

En ce sens, l'expérience de Sinistra per l'Ucraina et du Laboratorio Internazionalista représente une tentative importante de recomposition. Non pas parce qu'elles proposent une ligne unique ou indiscutable, mais parce qu'elles revendiquent la possibilité, pour ceux qui se reconnaissent dans des valeurs progressistes, de soutenir une population agressée sans pour autant renoncer à une vision critique du contexte international. C'est une position inconfortable, certes, car elle brise des schémas bien établis et remet en question des réflexes idéologiques profondément enracinés. Mais c'est aussi la seule qui prenne au sérieux le principe de solidarité internationaliste sans double standard – cette solidarité que la gauche a pratiquée envers le Chili, le Vietnam, les Kurdes du Rojava, et qui ne peut être refusée au peuple ukrainien au nom d'un anti-impérialisme géographiquement sélectif.

L'affaire de Bologne n'est donc pas un épisode isolé, mais un symptôme. Elle montre à quel point il est urgent, y compris au sein de la gauche italienne, de rouvrir un espace de discussion qui ne soit pas prisonnier d'automatismes ou de récits importés, mais capable de partir de la réalité concrète. Et la réalité, aujourd'hui, c'est qu'il existe un peuple qui résiste à une invasion, qu'il existe des camarades qui le font avec les outils de l'auto-organisation, de l'entraide et de l'antifascisme militant. Décider de quel côté se ranger – ou du moins reconnaître cette asymétrie fondamentale – devrait être le point de départ, et non celui d'arrivée.

Publié par le site italien Micromega le 10 avril 2026 et traduit en français par Michel Lanson pour le site du Réseau Bastille.

TABLE DES MATIÈRES

Ce que peuvent cacher les mots 4

À la suite des déclarations de Jean-Luc Mélenchon concernant l'Ukraine et les territoires occupés par la Russie 5
Comité français du Réseau de solidarité avec l'Ukraine

PAROLES D'UKRAINE

Lettre de Kiev à la gauche occidentale 7
Taras Bilous

Se plaindre des États-Unis ne suffit pas. À la gauche occidentale : sur vos erreurs et les nôtres 10
Volodymyr Artiukh

La guerre en Ukraine et les dilemmes de la gauche occidentale 12
Daria Saburova

Une guerre gênante : que faire lorsque la Russie attaque l'Ukraine et que tu es de gauche ? 16
Denys Gorbach

Déclaration sur l'« interdiction » temporaire de certains partis 21
Sotsalnyi Rukh

Un rôle actif dans la résistance 22
Vladyslav Starodubtsev

La lutte pour l'autodétermination 23
Entretien avec Yuliya Yurchenko

La guerre en Ukraine, la sécurité internationale et la gauche 33
Taras Bilous

Je suis un socialiste ukrainien. Voici pourquoi je résiste à l'invasion russe 41
Taras Bilous

La crise de l'hégémonie, l'impérialisme et les défis de la sécurité mondiale 44
Maksym Shumakov

L'Ukraine a besoin d'alliés, pas de discours de neutralité 49
Zakhar Popovitch

Vaincre Poutine : les évolutions positives de la gauche française 52
Sotsialnyi Rukh

« La gauche devrait soutenir une paix juste pour l'Ukraine, pas un accord Trump-Poutine visant à apaiser l'agresseur » 53
Un entretien avec Denys Pilach

Lettre à la gauche occidentale avec frustration 60
Galina Rymbu

Lettre ouverte à Zarah Sultana 62
Galina Rymbu

Que ceux qui se qualifient d'« antimilitaristes » examinent les conséquences de leur politique 68
Solidarity Collectives

PAROLES DU MONDE

Mémorandum sur une position anti-impérialiste radicale concernant la guerre en Ukraine 71
Gilbert Achcar

Contre l'impérialisme russe, ne touchez pas à l'Ukraine ! 72
Mouvement socialiste russe

Pour le droit à l'autodéfense par tous les moyens nécessaires 73
Brigades éditoriales de solidarité

La gauche face à l'invasion de l'Ukraine : tenir fermement la barre 74
Raúl Zibechi

Pourquoi l'Ukraine est une cause syrienne 76
Yassin al-Haj Saleh

Les socialistes doivent-ils soutenir ou s'opposer à l'envoi d'armes ? 78
Oakland Socialist

L'Ukraine et la gauche : fatalisme géopolitique et historicisme moral 79
Santiago Alba Rico

NON à l'OTAN ou la crise identitaire de la gauche espagnole 84
Elisa Moros

Notre soutien à l'Ukraine : moral, politique et stratégique 87
Dan La Botz

Une sévère critique de la position de Chomsky sur l'Ukraine 88
Stanley Heller

Quand allons-nous cesser d'excuser l'invasion russe ? 92
Bill Fletcher Jr, Bill Gallegos, Jamala Rogers

Pour un anticapitalisme à visage humain Adresse à mes ami·es radicaux·ales 101
Daniel Guerrier

Une guerre étrange où on interdit à l'Ukraine que Poutine « soit humilié » 104
Yorgos Mitralias

L'abstraction contre le droit des peuples 106
Didier Epsztajn

La gauche doit sortir de son silence sur la guerre en Ukraine 107
Stefan Bekier

Trop, c'est trop : le « Diplo », l'Ukraine et le campisme 112
Dominique Vidal

Tribulations d'un brigadiste au pays de la carabistouille déconcertante 113
Patrick Silberstein

LA GAUCHE À UN CARREFOUR HISTORIQUE 115
Michel Nobile

La gauche américaine et l'Ukraine 117
Dan La Botz

Naviguer dans le débat de gauche 121
Bill Fletcher Jr. & Elly Leary

Délibérément ou par distraction ? Les paradoxes des gauches 126
Bernard Dréano

L'Ukraine et la crise de la gauche italienne 129
Fabrizio Burattin

L'orchestre des aveugles, des sourd·es, des amnésiques, des bonimenteur·euses et des complices joue sa partition 133
Didier Epsztajn, Mariana Sanchez, Patrick Silberstein

« La restauration des frontières de l'Ukraine avec la Russie entraînera la cessation immédiate des hostilités » 135
Patrick Silberstein

Anti-impérialismes et internationalismes 138
Éric Simon

La gauche parlementaire et l'Holodomor 147
Michel Lanson

Lettre ouverte au Mouvement de la paix 148
Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU)

À nos camarades de DSA : pour un anti-impérialisme conséquent 150
Lettre ouverte

L'arrêt de la guerre signifie la mort de la dictature 152
Mouvement socialiste russe

Ce n'est qu'un début continuez à tergiverser 154
Christian Mahieux

Où va la gauche européenne ? 155
Christian Zeller

La dimension néofasciste de l'axe Poutine-Trump au prisme de la guerre d'Ukraine, ce qui échappe à certaines gauches 157
Antoine Rabadan

« Les "gauchistes" falsifient le choix auquel le peuple ukrainien est confrontés en temps de guerre » 159
Entretien avec Slavoj Zizek

Pour une paix juste et durable ! Solidarité avec la résistance des travailleuses et travailleurs d'Ukraine ! 161
CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires, FSU

L'internationalisme désarmé 162
Romain Descottes

Défaitisme, désertion et résistance… 163
Christian Mahieux

Clair et net 169
Daniel Tanuro

Mélenchon ou comment être de gauche contre la résistance ukrainienne 169
Antoine Rabadan

Ukraine : pourquoi LF « I » ment ? 171
Patrick Le Tréhondat

À propos des déclarations de Jean-Luc Mélenchon sur l'Ukraine et Zelensky 172
Déclaration du Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

La gauche et le pacifisme sélectif : quand la solidarité devient un délit 173
Sinistra per l'Ucraina

Imprimé à la demande par Books on Demand GmbH, Bad Hersfeld, Allemagne